Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16674 – 7,50 F - 1,13 EURO

SAMEDI 5 SEPTEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

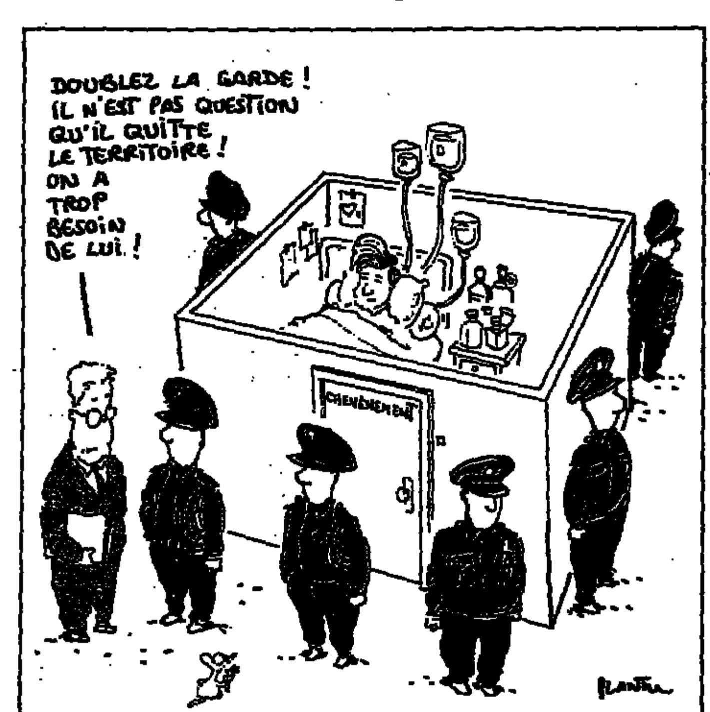
L'absence de Jean-Pierre Chevènement déséquilibre le gouvernement Jospin

Le ministre de l'intérieur est toujours dans le coma, malgré une « lente amélioration » de son état de santé

QUARANTE-HUIT HEURES après l'accident opératoire dont il a été victime, mercredi 2 septembre, lors d'une intervention chirurgicale, Jean-Pierre Chevènement était toujours dans le coma. Vendredi matin, on indiquait, de bonne source, que l'état de santé du ministre de l'intérieur avait connu, dans la nuit, une *« lente amélioration »*. La veille au soir, Yves Cudennec, médecin-général de l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, avait précisé, dans un communiqué, que M. Chevènement se trouvait *« en phase ascendante de sortie de coma »*. Le ministre avait notamment *« réagi à l'énoncé de son nom »*. Les médecins qui, à ce moment-là, se montraient *« modérément optimistes »*, confirmaient, vendredi matin, cette tendance. La communication d'un nouveau bulletin de santé était prévue dans l'après-midi.

L'absence de M. Chevènement, ministre-clé du gouvernement de Lionel Jospin, risque de poser, à terme rapproché, un problème au premier ministre qui entretient des rapports très étroits avec lui. Elle déséquilibre le gouvernement. Le ministre de l'intérieur, qui gère le dossier corse, entretient des relations *conflictuelles* avec une partie de la majorité plurielle mais semble bénéficier du soutien total du chef du gouvernement.

Nommé ministre de l'intérieur par intérim, au terme d'un décret portant la signature du président de la République, en visite d'Etat en Ukraine, Jean-Jack Queyranne s'est rendu, vendredi matin, Place Beauvau où il a rencontré les directeurs de tous les services relevant de ce ministère ainsi que le préfet de police de Paris. Il devait tenir une réunion avec les membres du cabinet de M. Chevènement afin que *« la continuité soit assurée »*. L'agenda prévu *« ne devrait pas subir de modifications très importantes »*. De bonne source, on souligne que M. Queyranne devrait occuper ce poste *« au moins plusieurs semaines »*.



Lire pages 6 et 7 et la chronique de Pierre Georges page 30


SOPHIE BASSOULS/SYGMA

■ Jim Harrison, un ours écrivain

Il vit dans les bois du nord du Michigan, mange comme quatre, boit comme six. Il a la voix de Marlon Brando dans *Apocalypse Now*, il aime la France et la France aime ce qu'écrit cet Américain qui vient d'atteindre la soixantaine. Jim Harrison, écrivain puissant et fragile, irrationnel, bourru, séduisant, a reçu Michel Braudeau, par un beau jour d'été, et se raconte. Truculent. p. 12 et 13

■ Regain de tension sur les marchés

Les marchés financiers internationaux ont rechuté, jeudi : Paris a perdu 2,23 %, Londres 2,52 %, Francfort 3,06 %. Tous les éléments d'instabilité financière restent en place. p. 17 et notre éditorial p. 14

■ Helmut Kohl face à Gerhard Schröder

L'européen contre le pragmatique : les deux candidats à la chancellerie se sont affrontés, jeudi au Bundestag, à l'occasion du débat budgétaire. p. 2

■ La crise en Russie

M. Tchernomyrdine, premier ministre désigné, tente une deuxième fois d'obtenir l'investiture des députés de la Douma. En août, les prix ont augmenté de 15 % et le rouble est de nouveau à la baisse. p. 3

■ Fusion dans l'industrie pétrolière

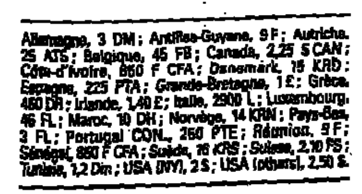
Après la fusion de BP et Amoco, début août, Shell et Texaco ont annoncé le regroupement de leurs activités raffinage-distribution en Europe. p. 16

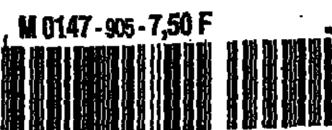
■ Trafic stable des transports publics

Les transport publics de province enregistrent une stabilisation de leur fréquentation, après plusieurs années de désaffection. En Ile-de-France, les conséquences des grèves et attentats de 1995 sont effacées. p. 11

■ La Norvège célèbre Henrik Ibsen

Pour sa sixième édition, le festival Ibsen d'Oslo a choisi de présenter les pièces méconnues de l'auteur de *Peer Gynt*. p. 25


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



Un coffret-cadeau pour vivre en odeur de sainteté

ON NE CONNAISSAIT de la Bible que les mots, les images, les couleurs. Pas les odeurs, encens, myrrhe, nard, oliban, galbanum, ladanum, cinnamome, etc. Les aromates et les parfums enivrent, pourtant, chaque page de la Révélation de Dieu aux hommes. Lacune comblée : deux chercheurs belges, Etienne Ficheroulle, botaniste, et Jean-Louis Zielbauer, psychothérapeute, viennent de lancer sur le marché un coffret des « parfums de la Bible », comprenant sept flacons d'extraits naturels – garantis sans additif – de plantes citées dans les textes bibliques. Ils sont accompagnés de livrets documentaires sur l'origine géographique de ces aromates, leurs plantes-sources et leurs méthodes de fabrication.

Commerce ou naissance d'une sorte d'archéologie olfactive, permettant une relecture originale des Ecritures sacrées ? Dès les époques préhistoriques, les parfums ont des vertus magico-religieuses. Ils embaument les temples des dieux, les palais des rois, les tombeaux des pharaons. Dans l'Exode, Dieu ordonne à Moïse : *« Prends des aromates, storax, onyx, galbanum et pur encens, et tu en feras un parfum à brûler ! »* La reine de Saba, raconte aussi le Livre des Rois, comble d'aromates le roi Salomon. C'est de l'encens et de la myrrhe que les rois mages offrent au Jésus de la crèche. Jusqu'à Marie-Madeleine qui, à Béthanie, verse, sur les pieds du Christ, le nard, ce parfum de grand prix, extrait de la racine d'une plante de l'Himalaya, parvenue grâce aux Perses au Moyen-Orient.

Conclusion des deux scientifiques belges : si le pouvoir des aromates dans la parfumerie, la cuisine ou la médecine est connu depuis longtemps, l'olfaction est aussi au centre de la relation de l'homme avec le divin. L'odeur est une clé pour comprendre tous les cultes et les rituels. Dans l'islam comme dans le bouddhisme ou dans l'hindouisme, la fumée des encens est à la fois un instrument de liturgie, de médiation, de purification et de méditation. De guérison aussi : l'aromathérapie remonte à la nuit des temps.

Des huiles essentielles, des baumes odorants servent aux massages subis par la reine Esther avant de « connaître » le roi Xerxès. La myrrhe, à l'odeur chaude et balsamique, assure aussi l'imputrescibilité du corps, comme de l'âme. Mélangée à l'aloès, elle sert à la momification des rois égyptiens comme à l'embaumement du corps de Jésus-Christ après sa mort. *« Les médecins pourraient tirer des odeurs plus d'usage qu'ils n'en font »*, disait Michel de Montaigne, au XVI[e] siècle, convenant que les odeurs « [le] *changent et agissent en* [ses] *esprits* ».

Les « parfums de la Bible » retracent ainsi une expérience de trois mille ans d'olfaction, commune par exemple à toutes les civilisations nées au Moyen-Orient. D'autres coffrets sont en préparation, à l'initiative des deux chercheurs de Belgique, consacrés cette fois aux « parfums d'Arabie ». Double cadeau du ciel : la vente des « parfums de la Bible » et de leurs livres d'accompagnement (commercialisés par une société, Inspir Developments, installée au Luxembourg) ira au financement de recherches sur la communication des enfants autistes, auprès desquels les stimulations olfactives sont couramment utilisées.

Henri Tincq

La Cour des comptes met en cause le régime de sécurité sociale étudiante

DANS UN RAPPORT *confidentiel*, dont *Le Monde* révèle le contenu, la Cour des comptes s'interroge sur l'avenir du régime spécifique de sécurité sociale des étudiants. Très critiques concernant ses modalités de fonctionnement et de financement, les magistrats estiment que *« le système doit être reconsidéré »*. Selon la Cour, *« la chute régulière du nombre d'adhérents mutualistes et la dépendance accrue des mutuelles à l'égard des remises de gestion versées par la Caisse nationale d'assurance maladie tendent à remettre en cause leur légitimité à gérer les régimes de sécurité sociale des étudiants »*. Ce rapport ne porte pas sur la gestion spécifique de la MNEF qui fait l'objet d'un autre document. Au vu de ce dernier, le parquet de Paris décidera des suites judiciaires qu'il convient ou non de donner à cette affaire.

Lire page 9

Buteurs d'Islande

LES CHAMPIONS du monde de football reprennent la compétition, samedi 5 septembre à Reykjavik, contre l'Islande, dans un match comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe des Nations (Euro 2000). A leur tête, le nouveau sélectionneur, Roger Lemerre, cinquante-sept ans, qui fut adjoint d'Aimé Jacquet, se situe dans la continuité de son prédécesseur, prêchant modestie et travail, y ajoutant toutefois un côté plus exubérant. Il a fait appel à deux nouveaux joueurs dans la ligne d'attaque, pour tenter de trouver ce qui avait manqué à la France dans sa campagne victorieuse : de la percussion offensive.

Lire page 21

POINT DE VUE

L'enjeu européen des élections allemandes

par Valéry Giscard d'Estaing

LES électeurs allemands vont voter le 27 septembre, à la date normale, et avec une loi électorale inchangée depuis quarante ans, double signe d'une démocratie stable et paisible.

Ils vont élire leurs députés au Bundestag, et le leader du parti qui recueillera le plus grand nombre de voix sera le prochain chancelier. S'appellera-t-il Helmut Kohl ou Gerhard Schröder ?

Les sondages de popularité donnent un net avantage à Gerhard Schröder, en raison de la nouveauté du personnage, de son aspect télégénique et du langage différent, plus direct et plus moderne, qu'il a introduit dans la politique allemande.

L'image du chancelier Kohl souffre évidemment de sa longue présence de seize ans au pouvoir et de l'usure qu'elle entraîne, mais son bilan est considérable, avec la réunification pacifique de l'Allemagne et le redressement en cours de l'économie allemande, malgré le point noir persistant du chômage. Et Kohl reste un formidable animal de campagne.

L'écart paraît se resserrer entre les deux grandes formations. Trois formules de gouvernement sont envisageables : une coalition rouge-vert ; le maintien de la coalition entre la CDU et les libéraux ou – ce qui paraît maintenant le plus probable – une grande coalition réunissant la CDU et les sociaux-démocrates.

Le leader de cette grande coalition sera le dirigeant du parti – CDU ou SPD – qui aura recueilli le plus de voix. Dans tous les cas de figure, la participation au gouvernement des ex-communistes de l'Allemagne de l'Est est exclue.

Lire la suite page 15

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est député (UDF) du Puy-de-Dôme, président du conseil régional d'Auvergne.

A la recherche de la beauté


SERGE LUTENS

DEPUIS près de vingt ans, il construit un monde de couleurs, d'odeurs. Serge Lutens, cinquante-six ans, directeur artistique de la marque de cosmétiques japonaise Shiseido, invente des silhouettes de femmes, les embaume de musc ou de miel, toujours à la recherche de la beauté. Il vient d'ouvrir une boutique de parfums à Paris. Un livre lui est consacré.

Lire page 23

هكذا من الإصل

ALLEMAGNE Les deux candidats à la chancellerie en Allemagne se sont affrontés, jeudi 3 septembre au Bundestag, à l'occasion du débat budgétaire. ● LE CANDIDAT social-démocrate, Gerhard Schröder, cinquante-quatre ans, a voulu faire de Helmut Kohl, soixante-huit ans, un homme du passé. Il veut, lui, se concentrer sur les problèmes concrets des Allemands. Le chancelier Kohl joue, quant à lui, la



carte du *« grand européen »*, expliquant que *« la confiance en l'Allemagne à l'étranger était un capital précieux »*. ● LE SCÉNARIO post-électoral le plus probable est la formation d'une « grande coalition » SPD-CDU-CSU : ni la droite (CDU-CSU et FDP), ni la gauche traditionnelle (SPD-Verts) n'obtenant la majorité absolue. ● LE CHÔMAGE et le système social sont au centre du débat.

Helmut Kohl, l'Européen, contre Gerhard Schröder, le pragmatique

A moins de quatre semaines des législatives les deux candidats à la chancellerie ont exposé leurs programmes, jeudi 3 septembre, au Bundestag. Si le Parti social-démocrate, favori dans les sondages, sort vainqueur de ce scrutin, il devra former une coalition dont les contours restent très ouverts

BONN
de notre correspondant

« Vous vous êtes perdu dans le passé. Vous n'êtes pas capable de fédérer les forces créatrices en Allemagne pour entrer dans le XXI[e] siècle ! » A moins de quatre semaines des élections, le candidat social-démocrate à la chancellerie, Gerhard Schröder, cinquante-quatre ans, s'efforce de reléguer Helmut Kohl, soixante-huit ans, dans les livres d'histoire. Les deux poids lourds de la campagne se sont affrontés, jeudi 3 septembre, au Bundestag lors du traditionel débat budgétaire de rentrée, qui donne lieu au défilé de toute la classe politique allemande.

Très attendu, ce débat sera le seul duel télévisé entre les deux hommes dans la campagne électorale, Helmut Kohl ayant refusé une confrontation directe avec son adversaire devant les caméras. Les sondages donnent toujours un avantage de 3 à 4 points au SPD sur la CDU. Le chancelier, qui a pris la parole en premier, s'est posé en homme d'Etat, défendant sans complexe son bilan : *« Ce furent seize bonnes années »*, a-t-il dit. Helmut Kohl a joué la carte du *« Grand européen », expliquant que « la confiance en l'Allemagne à l'étranger était un capital précieux »*. Il a parlé de ses amis, de Ronald Reagan, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, sans qui l'unification allemande n'aurait pas été possible ; de François Mitterrand et de Boris Eltsine – traité par Gerhard Schröder de *« compagnon de sauna »* de M. Kohl –, qui a retiré les chars russes d'Allemagne.



Tout en se défendant de vouloir exploiter les tensions internationales, M. Kohl a longuement analysé la crise en Russie et justifié son aide financière au grand voisin. Pour des raisons morales. *« En 1945, d'autres nous ont aidé »*, a-t-il lancé. Mais aussi parce que *« sans la Russie, rien ne peut avancer en Yougoslavie et au Kosovo »*, a précisé le chancelier, alors que la population allemande redoute un nouvel afflux de réfugiés. M. Kohl a mis en garde contre les risques de l'alternance : *« Les expérimentations n'apportent que du danger »*, a-t-il souligné, reprochant aux sociaux-démocrates de s'être disqualifiés par le passé en s'opposant au réarmement de l'OTAN, en étant dubitatifs sur la réunification, sceptiques sur l'euro.

Le débat sur l'Europe a marqué la différence entre les deux candidats à la chancellerie. Helmut Kohl a défendu sa vision historique ; tout en rendant hommage à l'œuvre du chancelier, Gerhard Schröder s'est voulu plus pragmatique, attaché aux petits soucis des Allemands. Pour M. Kohl, l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est est une *« question de guerre et de paix au XXI[e] siècle »*. Gerhard Schröder, lui, veut obtenir des délais pour que la libre circulation des travailleurs polonais ne vienne pas pénaliser les travailleurs allemands.

BILAN DE LA RÉUNIFICATION

Le chancelier a expliqué que la monnaie unique avait aussi été décidée parce qu'au moment de la *réunification les voisins européens* craignaient de voir l'Allemagne se détacher de l'Europe. Gerhard Schröder, rallié tardif, a regretté que le chancelier n'ait pas dit *« un mot »* sur le dumping social ou la nécessaire harmonisation de la fiscalité des entreprises dans la zone euro, *« pour éviter une compétition entre régions qui se fasse aux dépens des travailleurs »*.

Même différence d'approche sur la réunification. Le chancelier, à qui l'opposition a amèrement reproché d'avoir promis en 1990 des *« paysages florissants »* dans l'ancienne RDA, a défendu son bilan, tout en reconnaissant des erreurs : *« bien sûr, les gens ont eu des attentes qui n'ont pas été immédiatement satisfaites. Mais le pays fleurit, parcelle par parcelle »*, a-t-il dit. M. Kohl a attaqué le manque de solidarité avec l'Est de Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, qui avait critiqué en 1993 les aides aux chantiers navals de Meklembourg-Poméranie occidentale, concurrent de ceux de son Land. M. Schröder a répliqué en *insistant sur l'envolée du chômage* et le ralentissement de la croissance dans les régions de l'Est. Il a expliqué que la reconstruction de l'ex-RDA ne devait pas passer par le financement défiscalisé de *« bureaux dont personne n'a l'utilité ou de logements luxueux que personne ne peut se payer »*.

Traitant M. Kohl de *« chancelier du chômage »*, *« non qualifié pour traiter les problèmes du futur »*, le candidat social-démocrate s'est posé comme le mieux placé pour résoudre les problèmes concrets de l'Allemagne : le débat énergétique, la réforme de l'éducation et de l'apprentissage, la transformation de l'Allemagne en une société de services. M. Schröder s'est posé en défenseur de la justice sociale, faisant verser une larme sur les veuves de guerre et les jeunes dont les couronnes dentaires ne sont plus remboursées. Le véritable enjeu des élections, quel que soit le vainqueur, est de créer un climat dans lequel la population accepterait de nouveau des réformes. Gerhard Schröder accuse M. Kohl de vouloir le faire en divisant la population entre riches et pauvres.

Arnaud Leparmentier

Pas de débat télévisé

Il n'y a jamais de duel entre les candidats à la chancellerie en Allemagne et 1998 ne fait pas exception à la règle, le chancelier Helmut Kohl ayant refusé le débat télévisé que lui proposait Gerhard Schröder. Depuis Konrad Adenauer, les chanceliers, qu'ils soient chrétiens-démocrates ou sociaux-démocrates, ne daignent pas débattre avec leurs opposants. L'un des prétextes est que les Allemands ne votent pas pour des hommes mais pour des partis, qui forment des coalitions. Il faudrait donc inviter les partenaires de coalition – le parti libéral ou les chrétiens-sociaux de Bavière – au débat télévisé.

C'est au Bundestag que les candidats se livrent à des joutes oratoires, avant les élections. Jeudi 3 septembre, M. Schröder a de nouveau invité M. Kohl à débattre avec lui devant les caméras. En vain. Les têtes de liste des partis ne devraient se retrouver devant la télévision publique que le soir des élections, le 27 septembre. – *(Corresp.)*

Le prochain chancelier dépendra des alliances entre les partis

BONN
de notre correspondant

Qui dirigera l'Allemagne après les élections du 27 septembre ? Le chancelier n'est pas élu par les Allemands, mais par la majorité absolue des députés. Comme aucun parti ne devrait obtenir seul la majorité absolue, le nom du chancelier dépendra des coalitions entre partis qui se constitueront.

● **Hypothèse CDU-CSU-FDP** : les chrétiens-démocrates (CDU) de Helmut Kohl, les chrétiens-sociaux (CSU) de Bavière et les libéraux (FDP) obtiennent ensemble la majorité absolue des sièges au Bundestag. Helmut Kohl reste chancelier, la coalition gouvernementale actuelle, au pouvoir depuis 1982, est reconduite. Ce scénario implique que le FDP franchisse la barre des 5 % des suffrages, nécessaires pour être représenté au Parlement, la CDU-CSU étant certaine de ne pas obtenir seule la majorité absolue des députés. En 1994, de nombreux électeurs CDU avaient voté tactiquement FDP pour sauver la coalition du chancelier. En dépit de la remontée récente de Helmut Kohl dans les sondages, rares sont ceux qui croient à ce scénario.

● ***Dans une majorité SPD-Verts*** : le parti social-démocrate (SPD), conduit par Gerhard Schröder, et les Verts remportent la majorité absolue des sièges. M. Schröder devient chancelier et forme une coalition de gauche. Ce scénario implique que les Verts franchissent la barre des 5 %. Jugé probable il y a six mois, il est moins sûr aujourd'hui, les Verts ayant eu du mal à asseoir leur crédibilité comme parti de gouvernement au niveau fédéral.

● **La « grande coalition » SPD-CDU-CSU** : ni la droite (CDU-CSU et FDP) ni la gauche traditionnelle (SPD-Verts) n'ont la majorité absolue. Ce pourrait notamment être le cas si les régions de l'Est renvoient le parti des anciens communistes (PDS) au Bundestag. Dans ce cas, le pays est dirigé par une « grande coalition » entre les sociaux-démocrates et les partis de l'Union chrétienne (CDU-CSU).

Si le SPD devance l'Union, Gerhard Schröder devient chancelier. Si, au contraire, la CDU-CSU reste premier parti d'Allemagne, c'est à elle que reviendra le poste de chancelier. Helmut Kohl ayant déclaré qu'il ne formerait pas de grande coalition, c'est son dauphin désigné, Wolfgang Schäuble, actuel président du groupe parlementaire, qui devrait lui succéder. A condition que M. Schäuble, paraplégique depuis un attentat en 1990, ait la santé suffisante. Sinon, Volker Rühe (CDU), actuel ministre de la défense, pourrait devenir chancelier.

A ces scénarios « simples », s'ajoutent au moins deux cas de figure improbables :

● **Le scénario improbable SPD-Verts-PDS** : *le SPD et les Verts n'ont pas la majorité absolue*, mais ils forment un gouvernement minoritaire, Gerhard Schröder étant élu chancelier avec les voix des anciens communistes du PDS. Ces derniers n'y sont pas opposés, mais le SPD a répété mille fois qu'il n'y aurait pas de chancelier élu avec les voix du PDS. Helmut Kohl, qui agite le spectre du retour du communisme, prétend le contraire. Une telle alliance serait inacceptable par la population ouest-allemande, dont l'anticommunisme est viscéral.

● **L'éventualité SPD-Verts-FPD ou SPD-FDP** : les libéraux, qui avaient permis en 1969 l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt (SPD) et précipité la chute de Helmut Schmidt (SPD) en 1982 en rejoignant Helmut Kohl, « trahissent » de nouveau et soutiennent les sociaux-démocrates. Ce scénario est possible si ni SPD-Verts ni la coalition de M. Kohl n'ont la majorité, *mais que le SPD peut réunir une majorité* avec l'aide des seuls libéraux ou avec les Verts et les libéraux. Ce retournement d'alliance apparaît peu probable à court terme. Les libéraux sont devenus les chantres du modèle anglo-saxon outre-Rhin. Economiquement « à droite » de la CDU, ils sont la bête noire de la gauche allemande. *Le SPD* préférera sans doute s'allier à la CDU.

● **D'ici au 27 septembre, plusieurs événements** peuvent infléchir le cours de la campagne. Si la situation continue de se dégrader en Russie, les Allemands, qui ont peur de tout changement, pourraient préférer garder leur « grand européen ». *M. Kohl pourrait aussi profiter de* l'embellie économique actuelle. Cependant, contrairement à ses espérances, le nombre brut des chômeurs en août, publié le 8 septembre, ne devrait pas passer sous la barre psychologique des 4 millions.

Les Verts et leur populaire leader, Yoshka Fischer, qui postule au portefeuille des affaires étrangères dans un coalition avec le SPD, ont eu du mal, ces dernières semaines, à remonter la pente dans les sondages. S'il se confirme, leur affaiblissement conforterait le scénario d'une *grande coalition dirigée par le SPD*. Les Allemands attirés par M. Schröder, mais qui auraient pu être effrayés par la perspective de l'entrée en force des Verts au gouvernement, hésiteraient moins à voter social-démocrate.

En tout état de cause, les élections régionales de Bavière du 13 septembre vont être cruciales : si *la CSU* perd sa majorité absolue et que le SPD réalise un bon score, la dynamique de gauche serait quasi impossible à arrêter en quinze jours. Ces élections devraient donner une indication de la force de l'extrême droite, qui a recueilli 12,9 % des suffrages lors des élections régionales de Saxe-Anhalt le *26 avril. L'entrée des Republikaner* au Parlement de Bavière ferait de l'extrémisme de droite le sujet numéro un des quinze derniers jours de la campagne. Une surprise n'est jamais totalement à exclure, mais la division de l'extrême droite allemande en plusieurs formations rivales (NPD, DVU, Republikaner), sans compter les néo-nazis, lui rend la tâche difficile pour franchir la barre des 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag. Ce cas de figure *improbable créerait un séisme politique et* accentuerait les chances d'une grande coalition.

Ar. Le.

L'emploi et la défense du modèle social au cœur de la campagne

BONN
de notre correspondant

Comment recréer de l'emploi en Allemagne ? C'est le thème quasi exclusif de la campagne électorale, alors que 4,2 millions de personnes sont à la recherche d'un travail. Selon l'OCDE, le pays a perdu 2,7 millions d'emplois depuis 1991. Cette situation *s'explique par la faillite de* l'économie de l'ex-RDA et les restructurations draconiennes de *l'industrie à l'Ouest*.

Alors que le chômage s'envolait et que l'addition de la réunification augmentait, pour dépasser aujourd'hui 1 000 milliards de marks (plus de 3 300 milliards de francs), le pays a tardé à réformer son généreux système de protection sociale. Celui-ci a été financé par la hausse des cotisations sociales sur les salaires, dont le taux est passé depuis 1991 de 35,5 % à 42 % du salaire brut. Le pays s'est trouvé, selon la Bundesbank, pris dans un *« cercle infernal »*. Même ceux qui disposent d'un travail sont mécontents : les salaires bruts ont augmenté de 27 % depuis 1991, mais le pouvoir d'achat des salariés a stagné à cause de l'inflation et de la hausse des impôts et des cotisations.

Les entreprises se sont adaptées, comme en témoigne la hausse de la Bourse et le maintien d'un haut niveau d'exportations. Les groupes allemands après un *moment d'affaiblissement dû aux* coûts de production élevés ont regagné toute leur puissance, comme en *témoigne l'alliance* de Daimler Benz avec Chrysler ou le rachat de Rolls-Royce par Volkswagen et BMW. Avec le succès du groupe informatique SAP, les Allemands ont montré qu'ils étaient capables de créer des entreprises high-tech. Le capital-risque, inexistant, a décollé depuis deux ans, en particulier en Bavière. Le succès du groupe de communication Bertelsmann outre-Atlantique rappelle que l'Allemagne n'est pas présente uniquement *dans l'industrie lourde, mais* désormais dans les services.

La classe politique, à commencer par le candidat social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder, chante un hymne à cette croissance appuyée sur l'innovation. Dans la pratique, les syndicats ont accompagné le mouvement depuis deux ans en signant des accords salariaux modérés et en acceptant une plus grande flexibilité du travail.

La réduction du temps de travail, qui avait coûté si cher à l'Allemagne jusqu'au milieu des années 90, n'est plus à la pointe du débat politique. Selon la droite, la priorité est la réduction du coût du travail pour inciter à embaucher. Cela implique la poursuite de la modération salariale, une baisse des cotisations sociales et donc une réforme de la protection sociale, très mal acceptée par la population. Helmut Kohl appelle à de nouveaux sacrifices, pour rendre la protection sociale allemande *« finançable »*. Oskar Lafontaine, président du Parti social-démocrate, conseillé par l'économiste néo-keynésien Heiner Flassbeck, a une autre explication : selon lui, le pays a trop compté sur ses exportations, n'a pas assez soutenu la demande intérieure. Il accuse la Bundesbank d'être responsable du manque de croissance en Europe, pour avoir trop tardé à baisser ses taux en 1993. *M. Lafontaine, qui pourrait* devenir ministre des finances, préconise donc une hausse des *salaires*, au même niveau que les gains de productivité de l'industrie. Il veut relancer la demande intérieure, en abaissant les impôts des familles, sans préciser son financement. Les Verts prônent une autre voie : ils proposent de taxer fortement l'énergie pour financer la protection sociale et baisser les charges sur les salaires.

NÉCESSAIRE RÉFORME FISCALE

S'il y a un consensus, c'est sur la nécessité d'une réforme fiscale, tant les recettes rentrent mal dans les caisses de l'Etat : leur poids *dans le PIB est passé de 24,5 %* en 1992 à 22,5 % en 1997. Les taux sont tellement élevés et les dérogations si nombreuses que les Allemands, ménages et entreprises, pratiquent de la défiscalisation à grande échelle. Pour stopper cette *hémorragie, les partis veulent* fermer les niches fiscales, élargir l'assiette et baisser tous les taux d'*imposition. Des divergences* subsistent, la gauche estimant que le pays ne dispose pas de marge de manœuvre pour un allègement net d'impôt, contrairement à la coalition de M. Kohl. La gauche traite le projet du chancelier d'injuste socialement, mais, si elle l'a bloqué en 1997, c'est avant tout pour des raisons politiciennes. Ces programmes se rapprocheront dans leur mise en œuvre : il convient de respecter le traité d'Amsterdam, et tous les partis sont convaincus de la nécessité d'équilibrer le budget.

Droite et gauche s'opposent, au fond, sur la *réforme du système* social. Le SPD et les Verts veulent conserver une protection absolue pour tout le monde, le parti de M. Kohl veut la réserver à ceux qui en ont besoin. Le Parti social-démocrate veut revenir en arrière sur les quelques réformes impopulaires imposées par Helmut Kohl, comme la baisse à 80 % du *salaire des remboursements des* congés-maladie ou la réforme des retraites, jugée insuffisante par *l'OCDE. M. Schröder parle* toutefois seulement de *« corriger »* les aspects les plus injustes des réformes de M. Kohl. Il est actuellement difficile de savoir ce que garderait le SPD de ces réformes, notamment en ce qui concerne les retraites par capitalisation.

Quant aux Länder de l'ancienne RDA, dont la croissance a été inférieure en 1997 à celle de l'Allemagne de l'Ouest, nul n'a de solution concrète à proposer. Chacun s'accorde sur le fait qu'il faut poursuivre l'effort de solidarité et augmenter les aides aux entreprises. Gerhard Schröder veut *faire de la reconstruction une affaire* personnelle, mais ne propose pas plus de solution miracle que Helmut Kohl.

Ar. Le.

هكذا من الأمل

M. Tchernomyrdine annonce l'instauration d'un « conseil monétaire » en Russie

Les députés russes devaient de nouveau voter vendredi sur son investiture

Quelques heures avant de se présenter devant la Douma (la Chambre basse du Parlement) le candidat au poste de premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, s'est déclaré favorable à une *« émission monétaire contrôlée »* afin de régler les arriérés de salaires et de retraites en évoquant la mise en place d'une *« dictature économique »*. Les prix ont augmenté de 15 % en août après 0,2 % en juillet.

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Qui sera le prochain premier ministre russe ? La question, posée en pleine débâcle financière, alors que le pays est dépourvu de gouvernement depuis près de deux semaines, semblait pouvoir trouver un début de réponse, vendredi 4 septembre. La Douma, la Chambre basse du Parlement, dominée par les communistes et leurs alliés, devait se prononcer pour la deuxième fois sur l'investiture de l'ancien premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, à la *tête du cabinet* et donc sur l'orientation de la politique économique du pays.

M. Tchernomyrdine s'est efforcé, vendredi, de démontrer qu'il était à la hauteur, au moment où des analystes russes font état d'un prochain défaut de paiement du pays sur l'ensemble de sa dette extérieure (130 milliards de dollars). Dans un discours devant le Conseil de la Fédération (la Chambre haute, regroupant les gouverneurs des 89 « sujets » de la Fédération), il s'est déclaré favorable à une *« émission monétaire contrôlée »* pour payer les arriérés de salaire et de retraites. Exposant ce qui, la veille, avait été annoncé par des sources gouvernementales anonymes comme des propositions *« sensationelles »*, M. Tchernomyrdine s'est engagé à *« rembourser intégralement les dettes* (sociales) *de l'Etat d'ici au 1er janvier prochain ». « Où prendre cet argent, allez vous me demander ? En augmentant les réserves de la Banque centrale et par une émission monétaire contrôlée, je dis bien contrôlée »*, a-t-il déclaré.

Le premier ministre par intérim a *surtout annoncé son intention de* mettre en place un conseil monétaire en Russie pour stabiliser le rouble, une mesure qui ancrerait la monnaie nationale à une *devise* forte, probablement le dollar. Ce remède de cheval, au coût social important, est largement discuté à Moscou depuis plusieurs jours, ayant été défendu à longueur de colonnes par le *financier* Boris Berezovski. Peu d'analystes jugent une telle mesure acceptable par les heures avant que les députés russes ne se prononcent sur son sort. La Chambre haute, composée pour moitié de sympathisants communistes, aurait, de l'avis général, une *capacité d'influencer* la Douma, les gouverneurs étant perçus comme plus *« proches du peuple »* et *« plus pragmatiques »*.

Autre signe laissant croire qu'une issue à l'impasse politique sera trouvée, le Kremlin a tenté jeudi de « raviver » un accord politique *présenté la semaine dernière* (et condamné à la dernière minute par les communistes) sur une nouvelle répartition des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif. Selon certains analystes, le vote de la Douma vendredi avait valeur pour M. Tchernomyrdine de *« dernière chance »*, même si la Constitution prévoit, en cas de nouveau rejet, un troisième vote. En effet, une hypothèse, *reprise vendredi* par le quotidien *Kommersant*, était évoquée : si M. Tchernomyrdine – candidat mis en avant par Boris Eltsine, à la surprise générale, après la dévaluation du rouble le 17 août – est rejeté à nouveau par les députés russes, un autre candidat sera trouvé par le Kremlin. Cela pourrait être Iouri Loujkov, le maire de Moscou.

La chute du rouble se précipite

***Le rouble a subi*, vendredi 4 septembre, une chute record en 24 heures, atteignant dans la matinée un cours de 16,99 roubles pour un dollar sur un nouveau marché des changes interbancaire électronique (SELT). La veille, il avait encore été fixé arbitrairement par la Banque centrale de Russie (BCR) à 13,46 roubles. Mais l'offre de dollars restait insignifiante. Les points de *change ouverts et* les magasins s'orientaient sur les cours atteints jeudi soir sur le SELT, soit un change de 16 à 17. Au marché noir, ce cours aurait atteint jeudi 22 roubles, la *« faim de billets verts » étant encore plus vive dans les* régions.**

Les déclarations de l'économiste Andreï Illarionov a propos du fait *que la Russie ne pourra éviter de faire défaut sur toute sa dette* extérieure, bien au-delà du moratoire annoncé sur certaines dettes commerciales, a seconé, jeudi, les financiers russes autant que les marchés étrangers.

communistes. Usant d'une formule choc, M. Tchernomyrdine a cependant affirmé que l'Etat entrerait *« à compter de janvier dans la dictature économique ». « Les biens des non-payeurs invétérés deviendront automatiquement biens d'Etat »*, a-t-il ajouté, laissant entendre qu'il y aurait des mesures de confiscations.

L'« HYPOTHÈSE LOUJKOV »

Le calcul de M. Tchernomyrdine était d'obtenir, au moyen d'assurances données sur le versement des salaires, le soutien déclaré du Conseil de la Fédération, quelques

L'« hypothèse Loujkov » permettrait aux députés de sauver la face. Ils éviteraient aussi une répétition du scénario qui s'était produit en avril dernier. Menacés par une dissolution de la Douma, ils avaient alors, à la troisième et dernière *tentative, fini* par investir le jeune libéral Sergueï Kirienko. Iouri Loujkov a publié vendredi, dans l'organe de la *municipalité* de Moscou, le quotidien *Rossia*, un article en forme de programme *économique*, prévoyant notamment un contrôle administratif des prix.

Mais d'autres noms de *« premier ministrables »* circulaient jeudi dans les couloirs du Conseil de la Fédération, où se tenaient des consultations avec des représentants de fractions parlementaires. Parmi eux, Egor Stroev, le président de la Chambre haute, personnage consensuel mais âgé, et le communiste Iouri Maslioukov, ministre par intérim de l'industrie. Celui-ci venait d'annoncer dans la matinée qu'il démissionnait du gouvernement, apparemment dégouté par *« l'absence de politique industrielle dans le pays »*. Enfin, le général Lebed, qui ne cesse de parler de situation *« pré-révolutionnaire »* et de *« soulèvement populaire »* prochain, n'était pas en reste, n'excluant pas de devenir lui même *« un premier ministre de crise »* si le peuple le lui demandait.

Natalie Nougayrède

Jacques Chirac assure l'Ukraine de son soutien

KIEV
de notre envoyée spéciale

Jacques Chirac a répondu, jeudi 3 septembre, à ceux qui, depuis le début de la crise en Russie, s'interrogent avec scepticisme sur le soutien apporté ces dernières années par les Occidentaux à Boris Eltsine. A Kiev, où il effectuait une visite officielle, le président de la République a décrit la situation en Russie comme *« un douloureux affrontement entre des forces conservatrices et ceux qui connaissent les évolutions du monde »*.

« L'important, a estimé Jacques Chirac, *c'est que la Russie ait une vision moderne de l'économie, une vision démocratique de la société, une vision pacifique du monde. C'est cette triple vision qu'incarne en réalité Boris Eltsine. Voilà pourquoi nous lui avons apporté notre soutien. »* Que ce soutien n'ait pas suffi à enrayer la crise ne le remet pas en cause dans l'esprit du président de la République.

Mais c'est de l'Ukraine surtout que M. Chirac voulait parler, de l'urgence d'endiguer la crise, d'éviter la contagion hors de la Russie. Le président de la République s'est trouvé à Kiev au moment où, la tourmente monétaire menaçant, les dirigeants ukrainiens attendaient d'heure en heure le déblocage par le FMI d'un programme d'aides financières portant sur 2,2 milliards de dollars, en négociation depuis des mois. *« La communauté internationale doit se mobiliser pour aider la Russie, mais elle doit aussi éviter que les conséquences de la crise financière ne frappent les pays voisins*, a dit M. Chirac, *sinon après l'Ukraine ce sera la Pologne et puis d'autres. Ce n'est pas seulement par amitié que nous soutenons le président ukrainien et son gouvernement, c'est aussi par nécessité. »*

LA FAMILLE EUROPÉENNE

Joignant le geste à la parole, Jacques Chirac s'éclipsa entre un déjeuner avec des chefs d'entreprise et une visite à la cathédrale Sainte-Sophie pour un coup de téléphone dont on apprit plus tard qu'il *était* destiné à Michel Camdessus. Le président de la République plaida la cause des Ukrainiens auprès du directeur général du FMI, faisant valoir, selon son entourage, que l'urgence et la gravité de la situation devaient l'emporter sur un rigorisme intransigeant quant aux conditions mises à l'octroi de l'aide.

Jacques Chirac fit valoir que le président Leonid Koutchma et son gouvernement avaient franchi un obstacle de taille en obtenant l'aval du Parlement pour un programme de réformes qui, s'il ne répond pas à toutes les exigences, va dans la bonne direction. *« Ce programme doit permettre d'avancer sur la voie des réformes. Les négociateurs* [du FMI] *doivent aussi tenir compte des difficultés actuelles »*, avait-il dit devant la presse.

Cette intercession du président de la République auprès des autorités financières internationales était-elle indispensable ? En fait, les experts du FMI avaient dû se faire la même opinion que lui lors de leurs récentes visites en Ukraine puisque l'on apprenait, peu après, par les autorités de Kiev, que l'accord avait été conclu.

Dans les divers forums où il s'est exprimé, Jacques Chirac a de nouveau insisté, jeudi, sur l'appartenance de l'Ukraine à la famille européenne et sur la nécessité d'éviter que de nouveaux clivages n'apparaissent entre l'Union européenne, *« qui n'a pas encore trouvé sa forme définitive »*, et les pays qui n'en seraient pas membres. Emporté par la sympathie et désireux, comme souvent, d'insuffler un message de confiance et d'espoir aux peuples en difficulté, peut-être est-il allé, malgré tout, un peu trop loin pour être entendu lorsqu'il a lancé aux étudiants de l'université de Kiev : *« C'est une chance d'avoir vingt ans aujourd'hui en Ukraine ! »*

Claire Tréan

Bill Clinton réaffirme son appui à la paix en Irlande du Nord

Le Sinn Fein fait de nouveaux pas en avant

OMAGH
de notre envoyé spécial

Le président Clinton s'est rendu, jeudi 3 septembre, dans la petite ville d'Omagh, dévastée par un attentat perpétré le 15 août dernier par des scissionnistes de l'« IRA véritable ». La bombe avait fait vingt-huit morts. C'est sous la protection de mesures de sécurité exceptionnelles que Bill Clinton s'est entretenu en privé avec plusieurs survivants et des familles de victimes. Les services spéciaux américains avaient pris le contrôle du centre-ville, auquel n'ont pu accéder que quelques centaines de personnes. *La proximité* de la tragédie et les mesures prises autour de cette visite expliquent sans doute la retenue des habitants d'Omagh. Pour certains, ce remue-ménage médiatique est prématuré ; pour d'autres le choc est encore trop proche pour qu'ils aient envie de s'exprimer.

Les quelques personnes qui acceptaient de parler à la presse pensaient que cet attentat a eu l'effet inverse de celui escompté par ses auteurs et resserré les liens entre les deux communautés. Elles estimaient aussi que cette visite ne pourrait qu'être bénéfique pour le processus de paix. Cela explique les applaudissements nourris obtenus par M. Clinton à Omagh, Armagh ou Belfast, où les deux mille personnalités et invités venus l'écouter lui ont fait une longue ovation. En Irlande, celui qui est le treizième président américain dont la famille est originaire d'Ulster se trouve en pays ami, et il le sait. C'est sans doute pourquoi il se rend dans l'île verte pour la seconde fois. Mais aussi parce qu'une cinquantaine de millions d'Américains sont d'ascendance irlandaise.

Les Irlandais du Nord – unionistes et nationalistes – n'ont pas oublié les efforts qu'il a déployés en faveur du processus de paix depuis son arrivée à la Maison Blanche ni que les Américains y sont les premiers investisseurs. Comme l'a déclaré, jeudi, le premier ministre britannique, Tony Blair, avant de lui promettre *« une place dans l'histoire »* en cas de paix durable : *« Aucun président américain n'a fait plus que vous pour la paix en Irlande du Nord. »* Depuis les pressions exercées sur le Sinn Fein en faveur d'un cessez-le-feu en 1994 jusqu'aux interventions téléphoniques de M. Clinton dans les ultimes heures de négociation qui ont précédé l'accord du vendredi saint.

Pourtant, le discours de Belfast a semblé prononcé par un homme paraissant bien las et marqué par l'impact de l'affaire Monica Lewinsky. Cela ne l'a toutefois pas empêché de répéter le soutien de son pays à des développements qu'il a qualifiés de *« magiques »*. Ni de mettre ses interlocuteurs en garde quand il leur a dit que l'attentat d'Omagh ne serait malheureusement pas le dernier. *« Courage »* et *« réconciliation »* auront été ses maîtres mots. Il a apporté son soutien aux nouvelles autorités de Belfast en insistant sur la nécessité d'un désarmement des mouvements terroristes devant lequel l'IRA renâcle toujours. En même temps, il a appuyé les revendications des nationalistes pour une réforme de la police, la libération des prisonniers et une société plus juste, et a rendu hommage à Gerry Adams, le président du Sinn Fein.

Mais c'est l'allocution de David Trimble, premier ministre désigné de la province, qui aura donné le ton d'une journée qui marquera le lent chemin vers la normalisation. Tout en restant ferme sur les principes, et en premier lieu sur le désarmement, M. Trimble a reconnu publiquement les récents efforts du Sinn Fein. *« Je parlerai à quiconque a à cœur les intérêts de l'Irlande du Nord. (...) Je dis à ceux qui franchissent le pont entre le terrorisme et la démocratie : je réserverai un bon accueil à tous les gestes que vous ferez en faveur de la paix et je vous tiendrai comptables de toutes les promesses de paix que vous ferez. »*

TERRORISTES MARGINALISÉS

Même si l'euphorie qui avait marqué sa venue en 1995 était absente, la seconde visite de Bill Clinton aura rendu possible une nouvelle accélération du processus politique en Irlande du Nord. Encouragé par Dublin, Londres et Washington, le Sinn Fein a fait plusieurs pas en avant. M. Trimble a répondu positivement, au risque d'inquiéter certains de ses partisans. Il a été encouragé par Tony Blair à faire preuve d'audace. La route est désormais ouverte pour une première rencontre Trimble-Adams, voire pour une entrée du Sinn Fein dans le futur cabinet. La dynamique de la paix semble actuellement le permettre, en dépit de l'opposition des durs de l'unionisme.

D'autant que les derniers groupuscules terroristes sont de plus en plus marginalisés. Lâchés par leurs rares partisans écœurés par le carnage d'Omagh, menacés par l'IRA s'ils ne dissolvaient pas leur mouvement dans les quinze jours, mis à l'index par les Etats-Unis, les chefs de l'« IRA véritable » risquent en même temps d'être mis sous les verrous par les polices du Nord et du Sud dès que la nouvelle législation antiterroriste aura été promulguée. Avant de se rendre à Dublin jeudi soir pour une visite officielle de quarante-huit heures, le président Clinton a assisté, en fin de journée, à un grand meeting pour la paix à Armagh, la capitale religieuse de l'île. Il y a déclaré que Palestiniens et Israéliens, Albanais du Kosovo et Serbes, Indiens et Pakistanais devraient apprendre de l'exemple nord-irlandais que la paix est possible.

Patrice de Beer

Selon M. Jospin, la France participe activement à l'édification d'une défense européenne

PARLANT *« en tant que premier ministre responsable de la défense nationale »*, Lionel Jospin a, jeudi 3 septembre, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), estimé que *« la réforme de notre outil de défense est en bonne voie »*.

Il s'agit désormais pour la France, a-t-il ajouté, *« de maintenir l'autonomie stratégique, qui constitue une singularité de la politique de défense de notre pays, de mettre en place une capacité suffisante d'action à distance du territoire national, et de participer activement à la construction de la défense européenne »*.

M. Jospin a consacré la moitié de son discours au fait que la France doit porter ses efforts dans trois directions. D'abord, *« le désarmement et la non-prolifération »*, domaine dans lequel la France a pris des initiatives, même si *« l'arme nucléaire demeure une nécessité tant qu'un désarmement général et complet ne sera pas réalisé »*. Ensuite, *« la coopération de défense »*, pour laquelle sera créée *« une direction de la coopération militaire et de défense au sein de la direction générale des affaires politiques et de sécurité »* au Quai d'Orsay.

RÉNOVATION

Enfin, *« l'édification de l'Europe de la défense »*. Selon M. Jospin, *« le projet européen est indissociable de l'identité européenne en matière de défense »*. Dans le domaine de l'armement, *« l'objectif est de constituer des groupes multinationaux européens et de rationaliser les structures de conduite des programmes. Telle est la voie dans laquelle s'est engagé, avec détermination, le gouvernement »*.

Sur le plan institutionnel, le premier ministre a fait sienne l'idée de M. Chirac de *« créer, le moment venu, un conseil des ministres de la défense de l'Union européenne »*.

« La France, a d'autre part souligné M. Jospin, *entend continuer à prendre sa place dans la rénovation de l'Alliance atlantique. »*

« L'Alliance est une organisation de nature militaire, dont l'objectif principal demeure la défense collective des alliés. Elle est un acteur majeur de la stabilité et de la sécurité en Europe et, donc, l'un des cadres de l'affirmation de l'identité européenne de sécurité et de défense. Elle peut être amenée, a conclu le premier ministre, *à conduire des opérations en dehors de sa zone de responsabilité si elle est mandatée, pour le faire, par le Conseil de sécurité des Nations unies ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). »*



هكذا من الأصل

Le Zimbabwe veut organiser un sommet sur la crise congolaise

Proposée par le président Mugabe, dont les troupes sont intervenues, avec celles de l'Angola et de la Namibie, pour soutenir le régime de M. Kabila contre la rébellion, la rencontre pourrait réunir à Victoria Falls les six pays impliqués dans le conflit en République démocratique du Congo

Les intenses négociations qui se sont déroulées, ces derniers jours, en marge du sommet du Mouvement des pays non-alignés, à Durban, en Afrique du Sud, semblent avoir porté leurs fruits. Elles devraient déboucher sur l'organisation d'un sommet des pays *impliqués dans la crise* congolaise. Celui-ci pourrait être convoqué dès lundi 7 septembre, et organisé à Victoria Falls, au Zimbabwe, à l'initiative du président Robert Mugabe dont les troupes *sont engagées – avec les forces angolaises* et namibiennes – en République démocratique du Congo (RDC) pour soutenir le régime de Laurent-Désiré Kabila, président autoproclamé du pays, contre les rebelles congolais épaulés par le Rwanda et l'Ouganda. Les représentants des six pays impliqués dans le conflit s'étaient réunis, jeudi 3 septembre, à Durban, avant que le président zimbabwéen, Robert Mugabe ne prenne l'initiative d'annoncer l'organisation du prochain sommet que les protagonistes souhaitaient, initialement, garder secrète.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président zimbabwéen Robert Mugabe a créé la surprise, jeudi 3 septembre, en annonçant la tenue d'un sommet entre tous les pays impliqués dans la guerre en République démocratique du Congo (RDC). Il a fait cette déclaration à Durban, en Afrique du Sud, à l'issue d'une nouvelle série de pourparlers régionaux organisée par les autorités sud-africaines, en marge du sommet des pays non-alignés.

M. Mugabe a affirmé que la rencontre aurait pour but de *« discuter des termes de la paix »* et qu'elle se tiendrait dans trois jours. Il n'a pas indiqué le lieu mais son entourage évoquait le site de Victoria Falls, au Zimbabwe. C'est là que le président Mugabe avait déjà organisé, début août, un sommet régional sur la RDC.

L'information a été confirmée par Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, lui aussi présent à Durban. M. Annan a précisé que la rencontre devrait avoir lieu lundi. *Sa tenue doit encore être confirmée* par les autres pays concernés, à commencer par la RDC.

Mercredi, lors de son discours devant le Mouvement des non-alignés, Laurent-Désiré Kabila n'avait guère laissé de chances à la négociation. Il avait réaffirmé son exigence d'un retrait *« immédiat »* et *« sans condition »* des troupes rwandaises et ougandaises présentes sur le territoire congolais. Les alliés de M. Kabila avaient fait preuve de la même intransigeance par la voix de Sam Nujoma. Le président namibien avait justifié la présence des troupes de son pays en RDC et il avait précisé qu'elles ne s'en iraient qu'avec l'accord de Kinshasa.

ASSOUPLISSEMENT

Après ces prises de position, l'offre de paix formulée jeudi par M. Mugabe laisse entrevoir un assouplissement. *« A ce stade, je pense qu'il n'est plus besoin de combattre »*, a d'ailleurs affirmé le président zimbabwéen. Ce point de vue rejoint celui déjà exprimé par l'Angola, l'autre grand allié de la RDC, qui a fait connaître depuis plusieurs jours sa préférence pour une solution politique.

Pour faire entendre raison à Kinshasa, Harare et Luanda disposent de solides arguments. Plus que les soldats namibiens, ce sont les troupes angolaises et zimbabwéennes qui ont sauvé le régime de M. Kabila de la menace rebelle et qui supportent le fardeau de la guerre. Le Zimbabwe comme l'Angola ont intérêt à favoriser un compromis et la RDC dépend trop d'eux pour s'opposer à leur volonté.

La perspective d'une solution négociée semble d'autant plus se rapprocher qu'elle correspond au souhait déjà exprimé par les rebelles et leurs alliés rwandais et ougandais. M. Mugabe a d'ailleurs pris soin d'annoncer la rencontre de Victoria Falls après s'être entretenu avec Pasteur Bizimungu, le président du Rwanda. En signe d'apaisement en direction de Kinshasa, son homologue ougandais, Yoweri Museveni, *a laissé entendre qu'il était prêt à « reconsidérer »* la présence de ses troupes dans l'est de la RDC.

Les organisations ou les pays qui essaient de faciliter les négociations ont également assoupli leur position afin d'inciter M. Kabila à faire des concessions. A l'issue d'une réunion sur la RDC, jeudi à Durban, avec les dirigeants des pays d'Afrique australe, Kofi Annan a implicitement condamné la présence de troupes ougandaises et rwandaises dans l'est de la RDC. Le secrétaire général de l'ONU a affirmé que *« la liste dressée par M. Kabila des pays qui combattent là-bas implique qu'ils n'y ont pas été invités, donc qu'ils s'y trouvent illégalement et ne devraient pas y être »*. Le président Nelson Mandela, *de son côté*, a paru légitimer l'intervention de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie aux côtés de la RDC en jugeant *« plutôt raisonnable »* de faire appel à des troupes étrangères pour défendre son territoire.

FRACTURE DIPLOMATIQUE

Ces paroles visent sans doute à apaiser la méfiance et l'hostilité que continuent de susciter les initiatives diplomatiques sud-africaines en RDC. Après avoir trouvé en Pretoria un allié inconditionnel, Kinshasa lui reproche aujourd'hui de s'être rangé du côté des rebelles et de leurs alliés. Lors du sommet de Durban, les autorités congolaises ont accusé l'Afrique du Sud d'avoir invité des représentants de la rébellion et M. Kabila n'a même pas daigné assister à la réunion des pays d'Afrique australe organisée par M. Mandela. M. Nujoma, le dirigeant namibien, a lui aussi ostensiblement boudé la rencontre, illustrant la fracture diplomatique qui s'est opérée dans la région à l'occasion de la crise en RDC.

Depuis le début du conflit, l'Afrique du Sud a vu son autorité contestée dans sa propre sphère d'influence par les pays qui ont décidé de soutenir militairement M. Kabila en dépit des appels à la neutralité lancés par Pretoria. Ce faisant, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie ont suivi leurs intérêts particuliers, militaires ou financiers. Mais ils ont aussi sans doute exprimé à cette occasion leur ressentiment à l'égard de l'attitude de l'Afrique du Sud, souvent jugée comme une puissance régionale hégémonique et arrogante. C'est ce qui explique en grande partie l'agressivité que met le Zimbabwe à contredire l'Afrique du Sud dans la crise congolaise et à l'écarter systématiquement de ses initiatives diplomatiques.

En annonçant la rencontre de lundi, M. Mugabe a affirmé avoir agi avec l'accord de Pretoria. Mais l'Afrique du Sud n'est pas invitée et le président zimbabwéen a pris un malin plaisir à lui voler la vedette en dévoilant l'initiative à l'occasion de pourparlers menés sur son territoire.

Frédéric Chambon

Les rebelles favorables aux négociations

La rébellion est d'accord pour des discussions sur la crise en République démocratique du Congo (RDC) si celles-ci lui permettent de *« réaliser ses objectifs »*, a déclaré Arthur Z'Ahidi Ngoma, deuxième vice-président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD, branche politique de la rébellion), jeudi soir 3 septembre à Goma. *« Nous sommes d'accord pour que les troupes étrangères quittent le Congo, mais nous entendons par troupes étrangères les armées angolaise, zimbabwéenne et namibienne »*, a-t-il dit, ne mentionnant que les alliés du président Laurent-Désiré Kabila. *« Ce que nous voulons, ce qui nous a fait prendre les armes, c'est rétablir la démocratie et, à partir de là, nous sommes prêts à négocier »*, a-t-il ajouté. *« Notre présence à la table des négociations est incontournable*, a-t-il affirmé. *Toute solution à la crise congolaise passe par nous. Si l'on veut régler un problème interne au Congo, on doit effectivement tenir compte de notre existence »*. En annonçant le prochain sommet de Victoria Falls, le président zimbabwéen, Robert Mugabe, avait précisé que tous les pays impliqués dans la crise congolaise devaient participer à la rencontre, sans mentionner explicitement la rébellion. – *(AFP.)*

Kinshasa, capitale traumatisée, survit dans un calme précaire

KINSHASA
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

Aujourd'hui, dans la capitale congolaise, il faut parfois rester 48 heures sans manger

Dix jours après l'arrivée des rebelles dans la périphérie de la capitale congolaise, la situation n'en finit pas de se normaliser. Les combats ont cessé mais le couvre-feu et la fermeture des frontières sont maintenus. Les barrages policiers ont été levés et les Kinois circulent librement. Beaucoup ont pu retourner dans les quartiers où les combats ont fait de nombreuses victimes, sans que l'on puisse établir leur nombre. Le pouvoir interprète la déroute des rebelles comme une victoire de la mobilisation populaire, mais les témoignages des habitants de Masina, Kingasani ou Kimbanseke, les quartiers proches de l'aéroport, contredisent en partie cette version.

Faustin habite à Kimbanseke. Il raconte : *« Mercredi dernier au matin* [le 26 août] *nous avons vu une colonne de soldats entrer dans le quartier. Au début, nous avons cru que c'étaient des Angolais, parce qu'on nous avait dit qu'ils poursuivaient les rebelles. Alors les gens les ont bien accueillis. Ils avaient faim et soif, ils étaient très fatigués. Ils sont allés jusqu'au boulevard Lumumba* [qui relie l'aéroport de Ndjili au centre de Kinshasa] *et là, ils ont arrêté un camion militaire qui revenait à vide de l'aéroport. Ils ont tué le chauffeur : c'est là qu'on a compris que c'étaient des rebelles »*.

Comme beaucoup de gens à Kinshasa ces derniers jours, Faustin ne dit pas tout. On voit difficilement comment des soldats parlant français auraient pu être pris pour des Angolais lusophones. D'ailleurs, il admet : *« Il y avait des soldats originaires du quartier, des anciens des Forces armées zaïroises* [FAZ, l'armée de Mobutu Sese Seko] *et tout le monde savait qu'ils avaient été envoyés à Kitona* [la base aérienne à l'embouchure du fleuve Congo, prise par les rebelles et leurs alliés rwandais venus de l'est] *pour être réintégrés dans les Forces armées congolaises »*.

Faustin s'est réfugié à Kasavubu, un quartier populaire plus proche du centre-ville, et il parle devant un groupe de jeunes hommes qui clament haut leur attachement à Laurent-Désiré Kabila, leur haine des Rwandais et leur défiance vis-à-vis de la France, mais il dit quand même : *« Ils n'ont pas bien traité la population, mais ils n'ont pas tué de civils »*.

UNE VIE « INTENABLE »

En revanche, de nombreux habitants ont été tués par des balles perdues ou parce qu'on les a pris pour des rebelles, parce qu'ils présentaient le *« phénotype »* tutsi, selon l'expression récemment employée par un haut dignitaire du régime. Albert, un retraité, raconte que, dans son quartier *« il y avait un type du Bas-Congo qui ressemblait à un Rwandais. Ils l'ont pris et l'ont tué. Sa femme a dit :* "Venez chez moi, j'ai des papiers qui disent qu'il est Congolais. " *Ils ont vérifié, mais c'était trop tard »*.

Les habitants des environs de l'aéroport de Ndjili sont, parmi les Kinois, ceux qui ont subi le plus durement l'irruption des forces rebelles dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Mais dans tout Kinshasa la vie quotidienne, pénible en temps ordinaire, est devenue *« intenable »* comme le dit Rémy Mafou, qui travaille dans une organisation catholique d'aide aux enfants de la rue.

A certains carrefours de la cité, les quartiers populaires, on voit encore les marques noires des brasiers de pneus. L'atmosphère s'est assez détendue pour que les jeunes de Kasavubu aient laissé la police arrêter un *« rebelle déguisé en fou, qui avait des biscuits de soldat dans son sac »*. Mais ils ajoutent que *« si la police n'était pas arrivée, on l'aurait brûlé »*. Les adolescents, les jeunes gens participent aux milices d'autodéfense qui sillonnent les quartiers la nuit, allumant de grands feux de pneus pour faire peur aux rebelles.

BLOCUS

Pendant ce temps, les parents tentent de faire survivre leurs familles. Albert touche l'équivalent de 10 francs français par mois au titre de sa retraite. L'une de ses filles, titulaire d'une licence de gestion, vend du pain dans la rue. Son fils, technicien en électricité, lave des voitures. Les six personnes qui vivent sur sa parcelle dépendent essentiellement du loyer que leur verse un petit commerçant qui a établi chez eux son échoppe.

Aujourd'hui, le blocus imposé à Kinshasa, à la fois par l'avance des rebelles et par la méfiance du gouvernement qui se refuse à rouvrir le trafic fluvial avec le Congo-Brazzaville, a fait tripler le prix des denrées, qui restent de toute façon rarissimes sur les marchés. L'électricité est toujours coupée dans la plupart des quartiers, empêchant commerçants et artisans de travailler normalement. Enfin, le couvre-feu de 18 à 6 heures oblige les habitants de la périphérie à écourter leur journée de travail et prive de tout revenu ceux et celles qui vivaient de l'activité nocturne à Matonge, le quartier des bars et de la prostitution.

En temps normal, à Kinshasa, les chanceux font deux repas par jour, les autres un. Aujourd'hui, il faut rester parfois 48 heures sans manger. Le saç de riz est passé de 120 à 300 francs. Le manioc qui venait du Bas-Congo a disparu des étals. Beaucoup de Kinois faisaient leur cuisine sur des plaques chauffantes électriques : il leur faut aujourd'hui trouver du bois, du charbon. *« J'ai été obligé de dire à ma femme de prendre la porte des toilettes et de la débiter pour faire du feu »*, explique Rémy Mafou, avec un sourire navré. Et le franc congolais, qui avait remplacé le zaïre mobutiste au taux de 1 pour 100 000, a perdu un quart de sa valeur face au dollar.

Or la stabilisation monétaire et l'atténuation des tracasseries policières étaient les seuls acquis dont pouvait se prévaloir le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila auprès de la population kinoise. Ces maigres bénéfices ont été emportés dans la tourmente de ces dernières semaines. Pour l'instant, le régime a trouvé une autre légitimité faite de nationalisme et de xénophobie. Résistera-t-elle aux soucis sans fin des Kinois ?

Thomas Sotinel

Israël pourrait bientôt « libérer » l'espion Marcus Klingberg

Georges Marion a été nommé correspondant du *Monde* en Israël, où il succède à Patrice Claude, qui doit prendre prochainement ses fonctions à Londres. *Voici son* premier article.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sous réserve d'un éventuel appel du parquet, Marcus Klingberg, scientifique israélien de près de quatre-vingts ans, condamné en 1983 à vingt ans d'emprisonnement pour espionnage au profit de l'ex-Union soviétique, devrait bientôt pouvoir quitter sa cellule et rentrer chez lui, à Tel Aviv. Jeudi 3 septembre, la cour du district de Bersheva a en effet décidé de mettre un terme à la détention de celui qui, maintenu durant plus de quinze ans dans de rigoureuses conditions d'isolement, était sans doute le prisonnier le plus âgé d'Israël.

Dans leurs attendus, les juges ont cependant précisé que le condamné, dont l'état de santé demeure précaire, ne pourrait sortir de son appartement que pour visiter son médecin ; qu'il ne pourrait recevoir la visite que de proches portés sur une liste préalablement agréée par les services de sécurité ; et, qu'enfin, ses conversations téléphoniques seraient *attentivement écoutées. Bref, Marcus Klingberg*, élargi plus que libéré, restera sous étroite surveillance.

Larmes aux yeux et barbiche blanche, le vieil homme n'en a pas moins remercié d'une voix tremblante ses juges, lançant au procureur qui s'était opposé à sa libération et qui pourrait être tenté de faire appel : *« J'espère que tu ne vas pas me créer de problèmes... »* A quoi le magistrat, résumant parfaitement la nature du dossier, a répliqué : *« Tu sais très bien que cela ne dépend pas de moi. »*

Avant son arrestation, en 1983, Marcus Klingberg, médecin épidémiologiste de renommée internationale, avait été le directeur adjoint du centre de Ness Ziona, laboratoire où Israël aurait mené des recherches en matière d'armes chimiques et bactériologiques. L'arrestation du savant, convaincu d'espionnage au profit de Moscou, demeura secrète, comme demeurèrent secrets le procès à huis clos qui suivit, puis l'incarcération à la prison d'Ashkelon, sous un nom d'emprunt.

La consigne fut respectée dix ans durant. Puis, lorsque l'affaire fut rendue publique, en *1994, les autorités judiciaires israéliennes donnèrent* satisfaction aux services de sécurité obstinément opposés aux multiples requêtes visant à faire libérer un vieil homme brisé et malade. L'Union soviétique avait sombré mais Marcus Klingberg, contrairement à tous les espions qui furent libérés ces années-là, demeura en prison au motif qu'il était dépositaire d'informations sensibles pour la sécurité du pays.

Les juges qui viennent d'élargir le condamné ont souligné qu'au-delà de son aspect sécuritaire, l'affaire Klingberg avait surtout *« valeur d'exemple »* en ce que le condamné avait transgressé l'éthique *« juive et démocratique »* de l'Etat d'Israël. *« Pas lui, pas ça »*, semblent aujourd'hui penser les magistrats, donnant raison par contrecoup à ceux qui dénonçaient dans l'acharnement contre Klingberg une vengeance sans mesure avec le préjudice subi.

Georges Marion

Souha Béchara, symbole de la lutte anti-israélienne, est sortie de prison au Liban sud

LA MILITANTE libanaise communiste Souha Béchara, devenue l'un des symboles de la lutte anti-israélienne, a été libérée, jeudi 3 septembre, de la prison de Khiam, dans la zone occupée par Israël au Liban sud. Elle y était détenue depuis sa tentative d'assassinat du général Antoine Lahad, chef de l'armée du Liban sud (ALS) alliée à Israël, en 1988. *Antoine Lahad avait été grièvement* blessé à la mâchoire et au bras.

Souha Béchara était devenue la pensionnaire la plus célèbre de la prison de Khiam, où l'usage de la torture a été dénoncé à plusieurs reprises par les défenseurs des droits de l'homme. Elle a été libérée jeudi matin et remise à un délégué du comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui l'a conduite vers un des points de passage entre la zone occupée et le Liban.

Selon l'ALS, Souha Béchara a *été libérée sur ordre du général* Lahad *« pour des raisons humanitaires »*. Toutes les stations de radio et les chaînes de télévision libanaises ont interrrompu leurs programmes pour annoncer cette libération. Aussitôt reçue à Beyrouth par le premier ministre libanais, Rafic Hariri, la jeune femme a déclaré au cours d'une conférence de presse être prête à réitérer son geste.

Le service de presse de M. Hariri a indiqué que la France avait joué un rôle important dans sa libération. *« Nous avons prêté notre concours, comme nous l'avons déjà fait dans le passé et continuerons à le faire pour d'autres cas humanitaires »*, a confirmé le porte-parole du Quai d'Orsay, Anne Gazeau-Secret. M. Hariri a, de son côté, ajouté que sa libération n'avait pas été assortie de conditions et que la jeune femme disposait d'une invitation à se rendre en France.

De nombreux comités s'étaient créés au cours de ces dernières années pour obtenir la libération de Souha Béchara. Selon le comité de soutien aux Libanais détenus par Israël, 124 Libanais sont emprisonnés sans procès à Khiam, principal centre de détention israélien dans la zone occupée, et 42 autres en Israël. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

Quatre pays européens créent une agence commune de l'armement

LONDRES. La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie doivent signer, le 9 septembre prochain, à Londres, une convention par laquelle les quatre pays s'engagent à doter l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement (Occar) d'une véritable identité juridique. Cette institution a été créée fin 1996, avec un siège à Bonn et des divisions à Coblence (Allemagne) et à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Elle a pour objet d'assurer une gestion intégrée de quelque dix-huit programmes d'armement européens : missiles, satellites, hélicoptères de combat, radars et frégates. La convention donne à l'Occar la capacité juridique de passer des contrats avec les industriels concernés et d'acheter des armements au nom des nations qu'elle représente, rationalisant ainsi la gestion de leurs programmes d'armement.

L'Asie du Sud-Est veut prévenir les feux de forêt

MANILLE. Les pays d'Asie du Sud-Est prendront des mesures communes pour empêcher que se renouvellent les incendies forestiers qui ont ravagé la région en 1998. Cette décision a été prise lors d'un atelier de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), mercredi 2 septembre à Manille. La Malaisie s'occupera particulièrement de la prévention des feux, Singapour de leur suivi et l'Indonésie de leur extinction, a indiqué le ministre adjoint à l'environnement de l'Indonésie, Effendy Sumardja, qui préside le Groupe technique de l'Asean sur les feux de forêt. Pour financer ces efforts, le Programme des Nations unies pour l'environnement apportera 10 millions de dollars, les Etats-Unis 4 millions et le Canada 2,5 millions. Une étude de l'Asean conclut que presque tous les feux de forêt dans la région depuis deux décennies ont été causés par *« une intervention humaine »*. – *(AP.)*

Arrestation d'une journaliste chinoise travaillant pour CBS

PÉKIN. Une journaliste chinoise travaillant pour la chaîne de télévision américaine CBS a été arrêtée, mercredi 2 septembre, à son domicile à Pékin, ont annoncé, vendredi 4 septembre, des journalistes. Natalie Liu, une ressortissante chinoise mariée à un Américain, a été interpellée devant ses deux enfants, menotée et emmenée par des policiers. Quatorze policiers ont fouillé l'appartement et saisi des cassettes vidéo, des photographies, des cassettes audio, des cartes de visite et des carnets de notes. Aucune indication n'a pu être obtenue sur les charges retenues contre elle, mais selon l'organisation Reporters sans frontières, basée à Paris, son *« crime »* aurait été d'avoir travaillé pour CBS sans autorisation officielle. Reporters sans frontières et le Comité de protection des journalistes (CPJ), basé aux Etats-Unis, ont tous deux protesté contre l'arrestation de la journaliste, qualifiée *« d'attaque flagrante contre la liberté de la presse »*. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **TANZANIE : l'ancien premier ministre rwandais,** Jean Kambanda, a été condamné, vendredi 4 septembre à Arusha (Tanzanie), à la réclusion à perpétuité par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour sa participation au génocide anti-Tutsis de 1994, a rapporté l'agence de presse *Hirondelle*. – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : le nouveau code pénal polonais** supprimant notamment la peine de mort est entré en vigueur mardi 1er septembre. Selon les nouvelles dispositions, la réclusion à vie devient la peine la plus sévère. La peine de mort existait dans le code précédent, mais n'était pas appliquée depuis plusieurs années. – *(AFP.)*

■ **MALTE : les 275 000 électeurs maltais sont appelés aux urnes,** samedi 5 septembre, pour des élections législatives anticipées qui ont pris l'allure d'un référendum sur l'adhésion de l'île à l'Union européenne. Edward Fenech Adami, président du Parti nationaliste (PN, opposition) et premier ministre de 1987 à 1996, a promis de reprendre les négociations en vue d'une adhésion que son rival, l'actuel premier ministre Alfred Sant, refuse pour protéger la *« neutralité positive »* de l'île. – *(Reuters.)*

■ **JAPON : le Japon serait en droit de frapper une base de lancement** de missiles en Corée du Nord si un missile nord-coréen devait tomber en territoire japonais, a souligné vendredi 4 septembre, le directeur général (ministre) de l'Agence de défense japonaise. La Corée du Nord a lancé lundi un missile qui a survolé le nord du Japon avant de plonger dans l'océan Pacifique. – *(AFP.)*

■ **MALAISIE : démis, mercredi, de ses fonctions de vice-premier ministre,** Anwar Ibrahim a été limogé, vendredi 4 septembre, de la vice-présidence de l'UMNO (parti dominant). L'ancien numéro deux malaisien fait aussi l'objet d'enquêtes policières portant sur le financement de sa campagne électorale, en 1995, sur des *« comportements sexuels inappropriés »* et sur des relations avec des étrangers *« qui pourraient menacer la sécurité du pays »*. – *(Corresp.)*

■ **ALGÉRIE : cinq militaires algériens ont été tués,** mercredi 2 septembre, dans une embuscade tendue par des islamistes armés à leur véhicule de patrouille dans la région de Tizi Ouzou, à l'est d'Alger, rapporte jeudi le journal *Liberté*. Selon le quotidien, trois bombes ont explosé devant le véhicule avant qu'éclate une fusillade qui a duré plus d'une heure. On ignore les pertes des islamistes. – *(Reuters.)*

■ **TURQUIE : un procureur a lancé une nouvelle enquête judiciaire** à l'encontre de Tansu Ciller, premier ministre de juillet 1993 à mars 1996, accusée par le ministère des finances de corruption, a rapporté l'agence Anatolie, mercredi 2 septembre. Mme Ciller pourrait être traduite en justice si le rapport du procureur établissait sa culpabilité. Toutefois le parlement devrait alors lever son immunité parlementaire. – *(AFP.)*

■ **IRAK : Bagdad a réaffirmé qu'il prendra des « mesures décisives »** en représailles si le Conseil de sécurité adopte un projet de résolution présenté, jeudi 3 septembre, par les délégations britannique et américaine. Celui-ci prévoit l'annulation d'une révision prévue en octobre des sanctions qui frappent Bagdad depuis huit ans, mais aussi l'annulation de toutes les révisions, qui ont lieu normalement tous les deux mois, jusqu'à ce que l'Irak revienne sur sa décision du 5 août de cesser de coopérer avec les inspecteurs chargés de contrôler son désarmement. – *(AFP.)*

L'Unesco annonce une réunion contre la pédophilie dans les médias

PARIS. L'Unesco a annoncé, jeudi 3 septembre, l'organisation d'une réunion internationale, les 18 et 19 janvier 1999, en vue d'élaborer un *« plan d'action »* contre la pornographie enfantine et la pédophilie dans les médias et sur Internet. La conférence regroupera *« les principales organisations non gouvernementales, des personnalités, des institutions et des spécialistes engagés dans le combat contre la pédophilie, la pornographie et la prostitution enfantines dans les médias et sur Inter net »*, selon le communiqué. Pour l'Unesco, *« il s'agit de contribuer à une stratégie mondiale d'alerte de l'opinion et d'action sur le plan légal et politique contre ces fléaux »*. – *(AFP.)*

Amnesty International accuse les talibans d'avoir massacré des milliers de civils

Les diplomates iraniens de Mazar-i-Sharif auraient aussi été tués

Les talibans ont admis, jeudi 3 septembre, que les diplomates iraniens disparus depuis le 8 août, lors de la prise de Mazar-i-Sharif, pourraient être morts tout en niant être les responsables de leur décès. S'appuyant sur de nombreux témoignages, Amnesty International a accusé, jeudi, les talibans d'avoir massacré des milliers de civils – dont les Iraniens – après la conquête de cette ville du nord de l'Afghanistan.

« MASSACRE délibéré de milliers de civils. » Après avoir recueilli des témoignages de survivants et des familles des victimes, Amnesty International a rendu, jeudi 3 septembre dans un communiqué, son verdict sur le comportement de la milice islamique des talibans, lors de la prise de la ville de Mazar-i-Sharif, le 8 août. Confirmant de précédentes et inquiétantes informations venant d'autres sources, l'organisation de défense des droits de l'homme accuse les talibans, des sunnites (majoritairement de l'ethnie patchoune) qui contrôlent plus des deux-tiers de l'Afghanistan, d'avoir *« délibérément et systématiquement tué des milliers de civils Hazaras pendant les trois premiers jours qui ont suivi leur conquête militaire »* de Mazar-i-Sharif. Dont des femmes, des enfants et des vieillards qui tentaient de fuir la ville.

Les Hazaras sont des chiites pro-iraniens qui représentent environ 10 % de la population afghane et appartiennent à la fragile coalition d'opposition. Des hommes et des jeunes garçons âgés de moins de douze ans ont été envoyés en prison, tandis que les jeunes filles ont été enlevées pour servir d'*« épouses »* aux soldats talibans, selon Amnesty. L'organisation fait aussi état de l'exécution publique de soixante-dix hommes, présentée comme un sacrifice traditionnel d'animaux (Halal) près de la ville d'Hairatan.

TÉMOIGNAGES

Ces accusations sont basées sur des témoignages, car la milice intégriste des talibans interdit aux médias étrangers et aux observateurs indépendants de se rendre dans l'ancien fief de l'opposition. Par ailleurs, toujours selon Amnesty, les dix diplomates et le journaliste iraniens *« disparus »* lors de la prise de la ville, ont été faits prisonniers avant d'être tués et enterrés. *« Des témoins disent que leurs corps sont restés dans le consulat pendant deux jours avant d'être enterrés dans une fosse commune dans l'école pour filles de Sultan Razieh »*, dit Amnesty dans son communiqué. *« Ces informations montrent une fois encore le mépris des talibans pour les conventions internationales sur les droits de l'homme concernant le traitement des civils durant un conflit armé »*, estime Amnesty. L'organisation appelle *« les gouvernements étrangers qui soutiennent les talibans financièrement ou militairement à condamner publiquement ces atrocités, à faire pression sur les talibans pour qu'ils relâchent les prisonniers capturés à cause de leur appartenance ethnique et permettent l'accès de la zone à des enquêteurs internationaux »*.

Les talibans ont rejeté, jeudi, les conclusions du rapport d'Amnesty International. *« C'est à l'encontre de notre religion de tuer des civils »*, a déclaré un porte-parole des talibans. Cependant, la milice intégriste, qui a toujours démenti avoir capturé les Iraniens, a reconnu jeudi que les diplomates étaient probablement morts, tout en déclinant toute responsabilité.

En début de semaine, entamant des manœuvres militaires à la frontière afghane, l'Iran avait menacé les talibans d'une réponse *« très dure »* s'ils ne libéraient pas ses diplomates. Le commandant en chef des gardiens de la révolution iraniens (pasdarans), le général Rahim Safavi, a annoncé mercredi que les quelque 70 000 hommes et les équipements massés près de la frontière resteront sur place après les exercices.

MENACES IRANIENNES

Réagissant jeudi à la décision des talibans de libérer trois camionneurs iraniens, Téhéran a estimé que *« cela n'était pas suffisant »*. *« Nous exigeons la libération immédiate de tous les ressortissants iraniens, qu'ils soient diplomates, ou camionneurs, ouvriers ou journalistes »*, a souligné un porte-parole iranien.

« Si les responsables iraniens aboutissent à la conclusion que les canaux diplomatiques sont inefficaces, ils prendront des mesures pratiques imprévisibles », a estimé jeudi, à Téhéran, le quotidien iranien *Jomhuri Islami*. – *(AFP, Reuters, AP.)*

GOUVERNEMENT Dans le coma depuis le matin du mercredi 2 septembre, à la suite d'un accident d'anesthésie à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce (Paris), Jean-Pierre Chevènement risque d'être empêché pour une longue période d'accomplir ses tâches de ministre de l'intérieur. Son intérim est assuré par Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat auprès du ministre, chargé de l'outre-mer. ● L'INDISPONIBILITÉ de M. Chevènement laisse en souffrance de nombreux dossiers-clés, qu'il s'agisse de la Corse, de l'immigration, de la sécurité, des collectivités locales ou des réformes institutionnelles. ● LE CHOC ALLERGIQUE, qui a provoqué un arrêt du cœur et donné lieu à une difficile réanimation, a plongé M. Chevènement dans un coma dont l'intensité n'a pas été précisée par les autorités médicales et dont il est impossible *d'évaluer les séquelles.*

L'accident de Jean-Pierre Chevènement prive Lionel Jospin d'un allié de poids

Dans le coma depuis mercredi matin, à la suite d'un accident d'anesthésie, le ministre de l'intérieur risque d'être indisponible pour une longue période. Son absence du gouvernement, où son intérim est assuré par Jean-Jack Queyranne, complique la tâche du premier ministre

AU COURS de la réunion du conseil des ministres, *mercredi* 2 septembre, les membres du gouvernement avaient « *tous signé une feuille collective* » de soutien à leur collègue de l'intérieur, absent, qui, le matin même, devait subir une opération. Elisabeth Guigou, garde *des sceaux, l'a dit, jeudi,* au terme de la réunion bimensuelle des ministres à l'hôtel Matignon, au cours de laquelle Lionel Jospin a fait le point sur l'état de santé de Jean-Pierre Chevènement. « *Nous avons fait passer un courant d'amitié pour qu'il se rétablisse rapidement* », a déclaré Ségolène Royal.

C'est en fin de matinée, mercredi, que le chef du gouvernement a été prévenu d'une « *anomalie* » dans le déroulement de l'opération chirurgicale, prévue de longue *date, que devait subir* M. Chevènement, à l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, à Paris. Son cœur a cessé de battre, il est tombé dans le coma, et les médecins ont pratiqué un massage cardiaque de près d'une heure.

Le premier ministre prend la décision de garder un secret absolu. En dehors du directeur de son cabinet, Olivier Schrameck, personne n'est au courant à Matignon. Aucun membre du gouvernement, hormis Alain Richard, ministre de la *défense*, n'est dans la confidence. L'épouse du ministre est informée de l'accident qui a frappé son mari. L'intérim de ce dernier par Jean-Jack Queyranne, son secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, est envisagé. Il est acquis que ce remplacement – le décret, « *fait à Kiev* », signé par le président de la République ainsi que par MM. Jospin et Queyranne, est publié au *Journal officiel* du 4 septembre – durera, au moins, plusieurs semaines. En fin de journée, des informations alarmantes, d'origine médicale, sur l'état de santé de M. Chevènement parviennent dans certaines rédactions, qui n'en obtiennent *pas confirmation.*

Plus de vingt-quatre heures après, jeudi, le premier ministre évoque « *les liens très anciens d'amitié, d'estime* » et « *presque d'affection* » qui l'unissent à M. Chevènement. Le locataire de la *place Beauvau est, en effet,* de ces hommes politique qui ne suscitent pas les jugements mitigés : on l'aime ou on le déteste. Ministre-clé du gouvernement Jospin, en charge du délicat dossier corse, il s'est construit de solides inimitiés *par des propos provocateurs, dont* il se méfie lui-même. Sa défense de la République, mise à toutes les sauces, fait parfois sourire, mais son franc-parler et sa rigueur lui valent le respect. Une relation particulière s'est tissée entre M. Jospin et M. Chevènement, *renforcée* dans la campagne présidentielle de 1995 et, plus encore, depuis juin 1997.

« *Vas-y, tu as ta chance !* » Dès la renonciation de Jacques Delors, le président du Mouvement des citoyens, qui a subi un revers aux élections européennes de 1994, encourage M. Jospin à se lancer dans la course élyséenne. A l'annonce de sa candidature, M. Chevènement *lui accorde un* « *préjugé favorable* ». Le soutien qu'il lui apporte va crescendo jusqu'à ce 14 avril où il qualifie le candidat socialiste, à Belfort, lors d'un banquet inévitablement républicain, d'homme « *authentique* » et « *qui a de la politique une conception honorable* ». Nommé premier ministre, le premier secrétaire du PS saura se souvenir de cette attitude qui, dit-on, a été adoptée sans discussion et sans négociation.

Dès lors, M. Jospin apportera, très souvent, son soutien à son ministre de l'intérieur opposé, sur cer*tains dossiers, au ministère* de la justice, à Bercy ou à Dominique Voynet. Si M. Chevènement perd face à Mme Guigou sur les « centres clos » dont elle ne veut pas pour lutter contre la délinquance des mineurs, il gagne face au ministre de l'économie sur le pacte de stabilité financière des communes. En revanche, il perd sur la taxe professionnelle. Quand il reproche à la « gardienne » de l'environnement, dans le huis clos d'une réunion de ministres à Matignon, sa position sur les sans-papiers dont elle veut, avec les Verts, la régularisation globale, Mme Voynet lui fait *remarquer* qu'elle n'a pas beaucoup bénéficié de son soutien au moment où elle a été vulgairement prise à partie par des chasseurs. M. Jospin acquiesce, tout en considérant que le ministre de l'intérieur est dans le *vrai sur le dossier des clandestins.* Certains laissent entendre que le plus dur des deux n'est pas celui qu'on croit.

« VIRAGE SÉCURITAIRE »

Ensemble, ils ont la défense de la *République chevillée au corps. Bien* sûr, M. Chevènement en a fait son fonds de commerce mais il se refuse à faire le lien avec les républicains de « *l'autre rive* », comme il dit. Dès son entrée au gouvernement, il dit sa « *fierté à servir la* République ». *Accusé par une partie* de la majorité « plurielle » d'être à l'origine du « *virage sécuritaire* » du gouvernement, le ministre de l'intérieur répond qu'il faut un « *ressourcement républicain* ». Dit-il parfois tout haut ce que pense M. Jospin ? Le premier ministre, toutefois, utiliserait des formules moins excessives. Toujours est-il qu'il dénonce, encore, de façon tonitruante « *l'intervention de petits groupes d'extrême gauche, souvent d'ailleurs instrumentées par des formations étrangères* » dans l'affaire des sans-papiers. Mme Voynet et les troskistes s'insurgent.

Raillé par la frange radicale de la majorité « plurielle », M. Chevène*ment est* craint par les communistes. Depuis l'époque du Ceres, il marche sur les plates-bandes du PCF. Ce marquage, principalement sur le dossier européen, n'est probablement pas pour déplaire à M. Jospin. D'autant que le ministre de l'intérieur a suivi une subtile évolution qui que le place parfois en situation difficile à l'intérieur de son parti. « *La culture de gouvernement est étrangère aux démagogues, elle est naturelle aux républicains* », disait-il à ses amis, en septembre 1997, lors de l'« *université d'été* » du MDC.

Olivier Biffaud

Une information lacunaire

● ***Mercredi 2 septembre, 9 h 5 :*** le ministère de l'intérieur annonce que Jean-Pierre Chevènement « *a été hospitalisé au Val-de-Grâce pour une intervention chirurgicale bénigne qui s'est déroulée ce matin* » et *que le ministre* « *reprendra ses activités dès le début de la semaine prochaine* ».

● **Jeudi, 11 h 47 :** première mention officielle, dans un communiqué du premier ministre, de la « *complication* » opératoire survenue plus de *vingt-quatre heures auparavant.*

● **14 h 30 :** l'épouse de M. Chevènement se rend au Val-de-Grâce.

● **17 h 31 :** Mme Chevènement est reçue par Lionel Jospin.

● **18 h 20 :** premier communiqué *du médecin-chef du* Val-de-Grâce, indiquant que l'état du ministre « *s'améliore lentement* ».

PROFIL

L'ÉLÈVE ÉMANCIPÉ DE CHARLES HERNU

Jean-Jack Queyranne est d'abord et surtout un fidèle de toujours de Lionel Jospin. Du temps où il était premier secrétaire du Parti socialiste, lors du premier septennat de *François Mitterrand, l'actuel premier ministre* put apprécier l'extrême rigueur de celui qui fut le porte-parole du PS de 1985 à 1993, et qui ne chercha jamais à tirer un profit personnel de ce rôle.

Né à Lyon en 1945, docteur en *droit, M. Queyranne est le fils d'un* officier de police. Dès 1967, il adhère la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand. Dix ans plus tard, il *devient premier adjoint de* Charles Hernu à la mairie de Villeurbanne. *Comme il est aussi son suppléant, il* entre à l'Assemblée nationale, en 1981, celui-ci devenant ministre de la défense. Lucide, il s'émancipe petit à petit. En 1988, il se fait élire *député dans une circonscription* voisine de l'Est lyonnais, puis, en 1989, maire de Bron. Il s'impose alors peu à peu comme le chef de file des socialistes de l'agglomération face à Michel Noir. C'est aussi lui qui conduit la bataille régionale de la gauche, *en mars 1998, contre* Charles Millon. Il n'a pas l'aura de ses adversaires, mais il connaît ses dossiers et donne l'image d'un homme droit et méticuleux.

Battu aux législatives de 1993, M. Queyranne retrouve son siège en 1997. Il n'a pas le temps de l'occuper. Parce que d'autres ont refusé le poste, M. Jospin lui confie la responsabilité de *l'outre-mer. Lors* de sa première tournée dans le Pacifique, *l'homme est jugé un* peu trop raide, jacobin par les indépendantistes de Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie. Peu avant la conclusion de l'accord de Nouméa, c'est pourtant lui, le professeur de droit public, qui convainc son mi*nistre de tutelle, M. Chevènement,* des mérites de la construction juridique très particulière qui a été imaginée pour sauvegarder la paix civile en Nouvelle-Calédonie.

Jean-Louis Saux

Les dossiers d'un ministre réformateur

EN ENTRANT à l'hôpital, Jean-Pierre Chevènement a laissé sur son bureau des dossiers témoignant de sa volonté réformatrice et de son souci de ne pas se laisser accaparer par les lourdes tâches quotidiennes de tout ministre de *l'intérieur. Voici* les principaux d'entre eux.

● **CORSE :** l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, le 6 février à Ajaccio, a conduit Jean-Pierre Chevènement à prendre en charge personnellement le dossier de l'île. Il est en contact direct avec l'actuel préfet, Bernard Bonnet, et se porte garant, au sein du gouvernement, du bon déroulement de l'opération « Mains propres » engagée. Il s'agit, selon lui, non seulement de trouver les auteurs et les commanditaires du meurtre, mais également de rétablir l'Etat de droit dans l'île. Les services de police chargés d'enquêter sur l'assassinat du préfet disposent de moyens *techniques très importants. Les effectifs* spécialisés en matière financière ont été renforcés avec la mission de gommer toute application dérogatoire de la loi. Les décisions prises en matière d'aménagement du littoral, de délivrance des permis de construire et de passation des marchés publics sont *l'objet de vérifications approfon*dies. Une quarantaine de dossiers jugés suspects ont déjà été transmis à la justice.

● **IMMIGRATION :** avec le vote définitif, au printemps, de la loi sur l'immigration, le gouvernement semble avoir apaisé le débat sur ce dossier sensible, même si l'intransigeance du ministre de l'intérieur a laissé des *traces dans la majorité plurielle. L'heure* est à présent à son application concrète. L'apaisement est en revanche moins évident sur le front des sans-papiers, où la stratégie gouvernementale du « cas par cas », portée avec énergie par M. Chevènement, s'est révélée moins efficace et plus sinueuse. Au 31 juillet, 63 000 des 142 000 demandes de régularisation avaient reçu une réponse négative. Il a fallu une longue grève de la faim pour arracher le principe d'un assouplissement des critères de régularisation. Pour de longs mois encore, le dossier des sans-papiers risque de faire tanguer la place Beauvau et les préfectures, engluées dans la gestion des recours, des interventions *individuelles et des occupations d'églises.*

● **SÉCURITÉ :** la création du Conseil supérieur de la déontologie de la sécurité, haute autorité administrative compétente en matière de police nationale, de gendarmerie, de polices municipales et d'entreprises privées de sécurité, a été adoptée en *première lecture par les députés, le 4 juin.* Le texte sur les polices municipales a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat, mais reste en navette entre les deux Chambres. Dès l'été 1997, M. Chevènement a annoncé l'embauche de 20 000 adjoints de sécurité, affectés en priorité aux missions de police de proximité, *dans le cadre du plan emploi-jeunes.* Près de 6 000 des 8 500 créations de postes inscrites au budget de l'année 1998 ont été effectives au début du mois de septembre. Le ministre de l'intérieur prévoit la création de 15 000 postes d'agents locaux de médiation sur des contrats de droit privé en dehors de la police nationale. Un retard a été pris dans la mise en place des contrats locaux de sé*curité : 113 sur 500 annoncés ont été signés* à ce jour, les autres restant en cours de discussion. Enfin, M. Chevènement s'est attelé à une réforme de la préfecture de police de Paris, qui doit entrer en vigueur début 1999.

● **INSTITUTIONS :** deux projets de loi – *l'un organique, l'autre ordinaire – limitant* le cumul des mandats par les élus sont en cours de discussion au Parlement. Adoptés en première lecture le 28 mai par l'Assemblée nationale, ils devraient être examinés au Sénat début novembre. L'interdiction du cumul du mandat parlementaire avec une *fonction exécutive locale suscite de vives* réticences, y compris au sein de la majorité. En dépit de ses réserves personnelles, M. Chevènement *s'est également* trouvé en première ligne pour défendre les projets de réforme des modes de scrutin. Après le retrait, décidé par le premier ministre le 1er juillet, de celui sur le mode d'élection des *députés européens, seule la réforme du* scrutin régional est en cours de discussion au Parlement. Ce texte, adopté par les seuls députés socialistes, le 24 juin, comprend également des dispositions visant à remédier aux situations de blocage dans les régions. Il devrait être examiné fin octobre au Sénat.

● **INTERCOMMUNALITÉ :** M. Chevène*ment s'est attelé à une réforme entamée par* Dominique Perben (RPR) et interrompue par la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997. Les grandes orientations (favoriser le développement de l'intercommunalité, simplifier des formules devenues trop nombreuses) sont les mêmes, mais le ministre a *mis davantage l'accent sur les agglomérations.* L'une des dispositions essentielles du projet de loi est la création de « *communautés d'agglomérations* » dotées d'un taux unique de taxe professionnelle. Il s'agit de réduire les disparités de taux et de contribuer à une meilleure péréquation des ressources entre collectivités.

Services France, Société et Régions

Un pronostic réservé sur les conséquences possibles du coma

SELON les rares informations médicales disponibles vendredi 4 septembre en fin de matinée, l'état de santé de Jean-Pierre Chevènement, *qui se trouve dans le* coma depuis le matin du 2 septembre, connaîtrait une « *lente amélioration* ». Victime d'un grave accident allergique, suivi d'un arrêt cardiaque survenu lors d'une anesthésie pratiquée pour l'ablation de calculs de la *vésicule biliaire* (*Le Monde* du 4 septembre), le ministre de l'intérieur est toujours hospitalisé dans le service des soins intensifs de l'hôpital militaire *du Val-de-Grâce.*

Les différents paramètres médicaux utilisés pour évaluer l'évolution de l'état de santé d'un malade de ce type permettraient de conclure à une possible sortie du coma, sur l'intensité duquel aucune précision n'a été apportée officiellement. Le médecin-général Yves Cudennec, médecin-chef de l'hôpital d'instruction des armées, s'était limité, dans une déclaration *faite jeudi soir, à indiquer* que M. Chevènement était « *réactif* », ajoutant que l'état de santé du ministre s'améliorait « *lentement, mais sûrement* ». « *L'accident est beaucoup trop récent pour que l'on puisse se livrer à un pronostic dès aujourd'hui. Il faut se laisser un peu de recul,* a encore déclaré le docteur Cudennec. *Nous sommes très modérément optimistes.* »

Ces brefs commentaires faisaient suite à la diffusion, par les autorités de l'hôpital du Val-de-Grâce, d'un communiqué publié avec l'accord de Nisa Chevènement, l'épouse du ministre, indiquant que ce dernier avait « *été victime, au tout début de l'anesthésie, d'un arrêt cardiaque très probablement d'origine anaphylactique* », ce qui confirmait les hypothèses qui avaient pu être avancées à la lumière des informations émanant des milieux médicaux. On sait, notamment, que l'équipe médicale présente mercredi matin dans le bloc opératoire a eu beaucoup de difficulté à sauver son patient, dont l'activité cardiaque n'a pu être rétablie qu'au prix d'une réanimation intensive, d'une durée de près d'une heure.

RÉACTION IMPRÉVISIBLE

L'accident dont a été victime le ministre de l'intérieur est l'un de ceux que redoutent le plus les spécialistes d'anesthésie-réanimation. Le choc anaphylactique est en effet la conséquence d'un mécanisme allergique brutal, le plus souvent imprévisible, qui induit des perturbations pathologiques majeures de l'organisme, au point de menacer la vie du malade. Grâce aux travaux menés ces dernières années par un groupe de spécialistes hospitalo-universitaires, on dispose aujourd'hui d'un bilan précis de la fréquence et des causes de ces accidents à l'échelon national. Ce travail, lancé il y a près de dix ans et coordonné par le professeur Marie-Claire Laxenaire (CHU de Nancy), a permis, durant une période comprise entre janvier 1992 et juin 1994, *de recenser* 1 750 chocs anaphylactiques survenus, après une anesthésie, dans les 27 centres participant à l'étude.

A partir des travaux d'immunologie mis en œuvre pour comprendre l'origine de ces accidents, on a découvert que, dans près de la moitié des cas, le choc anaphylactique était la conséquence d'une allergie du malade au composé curarisant (ou myorelaxant) *utilisé pour obtenir un* relâchement musculaire du malade, indispensable à la bonne marche de l'anesthésie. Les différentes molécules curarisantes disponibles (suxamethonium, vecuronium, atracurium, pancuronium, gallamine, alcuronium) peuvent provoquer de telles allergies, mais ces dernières peuvent aussi être dues aux autres composés médicamenteux utilisés lors de l'anesthésie (médicaments hypnotiques, tranquillisants, opiacés, antibiotiques, substituts plasmatiques), ainsi qu'aux matériels en latex indispensables à l'acte chirurgical.

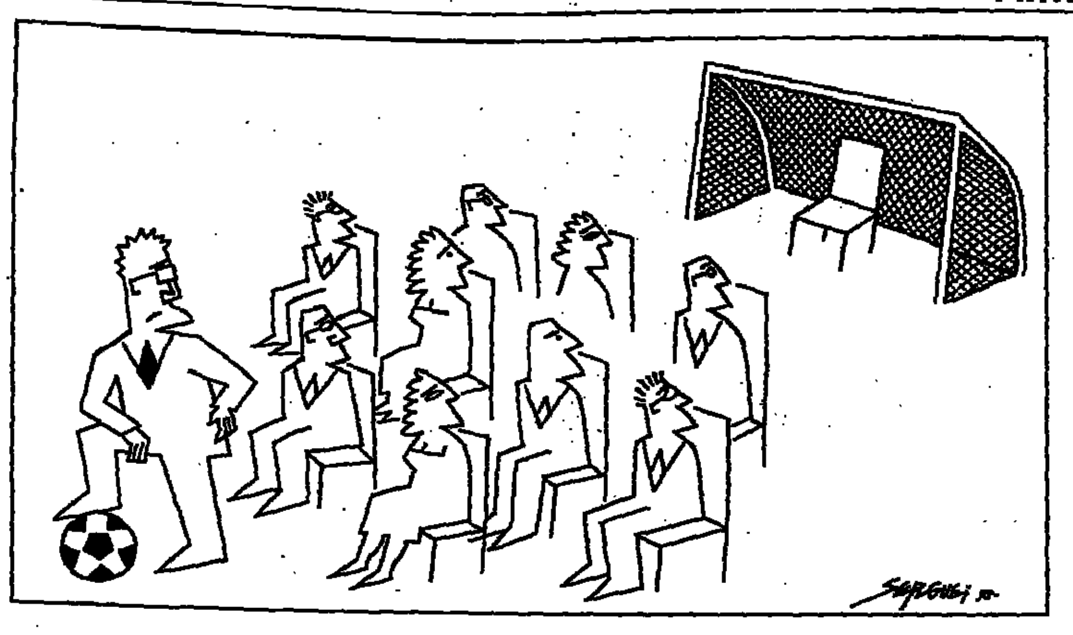
Les médecins de l'hôpital du Val-de-Grâce semblent aujourd'hui privilégier l'hypothèse d'une allergie à l'un *des produits curarisants.* Cette piste ne pourra toutefois être confirmée qu'au vu des résultats des recherches immunologiques menées à partir de prélèvements sanguins et qui, seuls, permettront d'identifier la molécule en cause. L'une des principales questions aujourd'hui soulevées est celle de savoir si l'on peut prévenir de tels accidents ou, en d'autres termes, si des précautions suffisantes ont, dans le *cas de M. Chevènement,* été prises.

EXAMENS COMPLÉMENTAIRES

Pour éliminer toute suspicion de faute, selon *les spécialistes de* cette discipline, il faut savoir si la consultation pré-anesthésique a été correctement conduite. Il importe en effet de rechercher, avant toute anesthésie générale et, a fortiori, lorsque celle-ci est programmée – *ce qui était le cas pour* M. Chevènement –, l'ensemble des données laissant penser que le patient est à risque. Cela suppose un interrogatoire précis concernant, bien évidemment, les antécédents allergiques, mais aussi le passé médical et chirurgical, ainsi que les éventuels incidents survenus à cette occasion. Un patient peut en effet être, à cette occasion, sensibilisé à tel ou tel produit qui, s'il est utilisé une seconde fois, déclenchera un choc *anaphylactique* gravissime. En procédant ainsi, on peut réduire notablement les risques.

Dans l'attente des bulletins médicaux à venir, rien ne permet aujourd'hui de faire un pronostic quant à l'*évolution de l'état de* santé du ministre de l'intérieur. Les quelques signes observés dans la soirée du 3 septembre (début de réactions à la voix et à la lumière) *peuvent être interprétés* comme un premier symptôme favorable, annnonçant une sortie de coma. Mais il peut aussi s'agir de la conséquence d'un allégement des doses de tranquillisants et de sédatifs que l'on administre presque toujours, après un arrêt cardiaque et une réanimation intensive, afin de prévenir l'apparition de crises convulsives. Différents examens complémentaires (des électro-encéphalogrammes, *notamment*) permettront ensuite de formuler un pronostic sur l'existence de lésions cérébrales et de possibles séquelles neurologiques.

Jean-Yves Nau



Le Territoire de Belfort, fief électoral édifié pas à pas depuis vingt-cinq ans

BELFORT
de notre correspondant

L'annonce de l'accident opératoire dont a été victime Jean-Pierre Chevènement a provoqué une vive émotion dans le Territoire de Belfort. Dans la population s'exprime une attente inquiète. Ce sentiment est partagé par le maire de Belfort, Jackie Drouet. Après avoir appris que le ministre de l'intérieur semblait sortir lentement du coma, il a déclaré, d'une voix étranglée, jeudi 3 septembre dans la soirée : *« On s'accroche à des signes qui peuvent évoluer dans le bon sens... »*

Elu pour la première fois député de Belfort en 1973, M. Chevènement apparaît ici comme l'homme de la reconquête par la gauche d'un Territoire où elle avait dû abandonner à la droite toutes ses places fortes lors des élections législatives de 1968 et des scrutins suivants. S'appuyant sur un réseau de militants conquis par sa personnalité, M. Chevènement s'est ainsi, peu à peu, taillé un « fief », qu'il tient aujourd'hui très solidement.

Bien qu'ayant abandonné, à la suite de sa nomination comme ministre de l'intérieur, le siège de la mairie de Belfort à son ami du Mouvement des citoyens Jackie Drouet, M. Chevènement, devenu premier adjoint, y reste très présent. Président du district de l'agglomération belfortine, M. Chevènement est également président d'Aire urbaine 2000. Cette association s'est donné pour but de fédérer les énergies au sein de l'aire urbaine constituée par Belfort, Montbéliard et Héricourt. Forte de plus de 300 000 habitants, elle bénéficie de la présence d'Alsthom et de Peugeot, mais souffre du fait qu'elle est à cheval sur trois départements (le Doubs, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort).

Le « leadership » exercé par M. Chevènement dans le nord de la Franche-Comté a néanmoins été quelque peu ébranlé ces derniers mois. Localement, les relations entre le Mouvement des citoyens et les socialistes ne sont pas des meilleures, notamment avec son collègue du gouvernement Pierre Moscovici. Le « lâchage » par les socialistes du candidat de M. Chevènement, Christian Proust, lors de l'élection du président du conseil régional de Franche-Comté, en mars, a laissé des traces. Aux élections sénatoriales du 27 septembre, le MDC présente, dans le Territoire, un candidat, Michel Plomb, qui s'oppose donc au sénateur sortant, le socialiste Michel Dreyfus-Schmidt, dont il est l'actuel suppléant. Au début de cette semaine, des craquements se sont fait entendre au sein du MDC : Jean-Pierre Michel, député de Haute-Saône, a menacé, le 31 août, de se retirer du mouvement si le commissariat de police de Lure était fermé.

En dépit de ces difficultés, l'influence et le poids de M. Chevènement restent considérables dans le Territoire et le secteur nord de la Franche-Comté ; son éventuel retrait de l'action politique serait d'autant plus vivement ressenti dans la région que l'on compte sur lui pour faire avancer au moins trois grands dossiers : le TGV Rhin-Rhône, le renforcement du pôle universitaire de Belfort-Montbéliard et la réindustrialisation d'une aire urbaine confrontée à des compressions d'effectifs chez Alsthom et Peugeot.

Jean-Pierre Pastissier

Un ancrage à la gauche « plurielle » pour préserver l'influence de son mouvement

SES DÉMISSIONS ont fait de l'ombre à ses succès, au point de lui donner l'image d'un homme de rupture plutôt que d'un constructeur. Pourtant, s'il a par deux fois, dans le passé, quitté ses fonctions ministérielles, en 1983 et en 1991, et s'il a rompu avec le Parti socialiste en 1992, Jean-Pierre Chevènement a su être aussi, à l'éducation nationale, de 1984 à 1986, un ministre discipliné. Ministre de l'intérieur depuis 1997, M. Chevènement a revêtu de nouveau l'un de ces costumes républicains dans lesquels il semble être né : treize ans après la blouse grise de l'instituteur, le complet sobre des préfets de toujours, bonne à tout faire de l'Etat comme ils le sont, eux, dans leurs départements. Sécurité publique et civile, immigration, respect du droit en Corse, élections et modes de scrutin, il incarne l'autorité et la décline volontiers dans tous ses domaines, avec le goût des phrases bien faites et de ces vocables parfois surannés, qui rappellent que la France n'est pas née d'hier et que la dernière mode ne doit pas avoir forcément le dernier mot.

Ministre de Lionel Jospin, M. Chevènement n'a donné, depuis quatorze mois, aucun signe d'une nouvelle tentation de démissionner. Il n'a certes pas manqué de dénoncer devant le conseil des ministres, sur le ton de Cassandre auquel il se plaît, le traité d'Amsterdam et le pacte de stabilité européen ; mais, comme il l'a dit lui-même, c'était pour prendre date plutôt que pour préparer une nouvelle rupture. Le fondateur du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (Ceres) qui, en 1971, avait aidé François Mitterrand à prendre la direction du Parti socialiste pour en faire une formation nouvelle, capable de rassembler la gauche, en signant un accord avec le Parti communiste, et de l'amener au pouvoir, s'est révélé, pour M. Jospin, un allié sûr.

Trois ans après le référendum sur le traité de Maastricht, M. Chevènement, qui avait alors fait campagne pour le « non », apportait immédiatement son soutien, lors de l'élection présidentielle de 1995, à M. Jospin qui, lui, avait préféré dire « oui », en 1992, en précisant qu'il fallait y voir surtout un *« non au non »*. Les deux hommes, ministres du gouvernement de Michel Rocard au moment de la guerre du Golfe, avaient, là aussi, fait des choix opposés, puisque M. Chevènement avait quitté le portefeuille de la défense, en janvier 1991, à la veille des opérations militaires, tandis que M. Jospin, demeurant à l'éducation nationale, les avait approuvées. Ils avaient, en revanche, des points de vue assez proches, dans la critique, sur la manière dont François Mitterrand avait imposé au gouvernement la participation de la France à la coalition américaine contre Saddam Hussein.

TENSIONS ET SUSCEPTIBILITÉS

La préparation des élections législatives, après la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, au printemps 1997, a accéléré l'ancrage du Mouvement des citoyens (MDC) dans la gauche « plurielle ». En en faisant l'une des forces indispensables de cette « alchimie » inédite souhaitée par M. Jospin, M. Chevènement sauve un parti que le passage à l'euro marginalise. Alors que certains songeaient au ministère de la justice, le premier ministre lui a confié le ministère de l'intérieur, l'un des postes les plus périlleux et les plus politiques.

Depuis cette nomination, le MDC peine à trouver son identité. Il faut quelques querelles, comme lors des élections régionales de mars, en Franche-Comté, pour rappeler qu'il existe : dès les investitures, le MDC tapait du poing sur la table pour réclamer la présidence. Le mouvement existe davantage place Beauvau, où M. Chevènement a attiré ses forces vives, qu'au siège du 9, rue du Faubourg-Poissonnière. Jean-Yves Autexier, Didier Leschi, Patrick Quinqueton, Gabriel Goguillot, directeur de son cabinet à Belfort, Didier Motchane ou, tout récemment encore, Jean-Claude Casanova, pour la communication, l'y ont suivi. Le ministre a aussi confié des missions à ses amis : à Roland Carraz et à Georges Sarre, deux des huits députés que compte le MDC au sein du groupe Radical, Citoyen et Verts ; à Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort.

Président délégué du MDC, M. Sarre n'est que le numéro deux du mouvement. D'où des tensions et des susceptibilités, perceptibles depuis quelques mois. En septembre 1997, lors de l'« université d'été » de son parti, aux Ulis (Essonne), M. Chevènement, conscient que la mise en place de l'euro par le gouvernement auquel il appartient devient inévitable, plaide, devant ses militants, pour un euro large, donc un *« euro faible »*. Un an plus tard, à Perpignan, il juge le traité d'Amsterdam *« tellement nul qu'on peut se demander s'il vaut la peine d'être combattu »*. En réalité, M. Chevènement préparait le congrès de son mouvement, fin novembre, à Créteil (Val-de-Marne), où il doit décider de sa stratégie pour les élections européennes de juin 1999. Tandis que M. Sarre reste farouchement opposé à une liste commune avec le PS, M. Chevènement caressait, fin août, l'espoir de pouvoir convaincre son parti de rallier les positions socialistes, sur la base du manifeste européen préparé par Henri Nallet avec ses collègues britanniques.

M. Chevènement voyait mal, en effet, comment le MDC pouvait aller seul à la prochaine bataille électorale sans que cela ne l'affaiblisse place Beauvau : en 1994, le député de Belfort, qui menait la liste « L'autre politique », avait rallié sur son nom moins de 3 % des suffrages...

Ariane Chemin

Le PCF lève un tabou sur les services publics

DANS SON ÉDITION du 4 septembre, *L'Humanité* ouvre un débat sur les services publics en publiant une déclaration du bureau national du PCF intitulée « Pour le développement, la rénovation et la démocratisation des services et secteurs publics ». Ce texte, qui traite des questions de développement, mais aussi de financement, des services et entreprises publics *« ne clôt nullement le débat »*, est-il précisé.

Les communistes indiquent qu'*« ils ne considèrent pas l'ouverture du capital à des financements autres que publics comme une question taboue à laquelle il faudrait répondre* a priori *par la négative, en tout lieu et en toute circonstance »*. Dans le même temps, ils dénoncent *« les décisions prises cet été, dans la plus grande opacité, d'ouverture du capital de Thomson Multimédia, de privatisation d'Aerospatiale, et de l'extension de la part du privé dans France Télécom »*.

Le PACS devrait être enregistré au tribunal de grande instance

ELISABETH GUIGOU, garde des sceaux, a estimé, jeudi 3 septembre, que la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS), qui sera discutée le 9 octobre à l'Assemblée nationale, était *« un texte raisonnable »* qui ne crée pas *« un mariage bis »*. La ministre de la justice a confirmé le choix du gouvernement en faveur d'une signature d'un PACS au greffe du tribunal de grande instance *« et pas à la mairie »*.

Jack Lang (PS, Loir-et-Cher), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, s'est *« réjoui (...) des premières informations relatives à l'arbitrage du premier ministre »*. Yann Galut (PS, Cher) ainsi que Catherine Tasca (PS, Yvelines) plaident en faveur d'une signature du PACS à la mairie : la présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale n'y verrait *« aucun inconvénient »*, *« puisqu'il ne s'agit pas de cérémonie »*.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : l'institut CSA a décidé de mettre en place, dès à présent, un « indicateur présidentiel »**, réalisé tous les deux mois pour la radio BFM. Selon la première enquête, si l'élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, Lionel Jospin devancerait Jacques Chirac de 2 points (51 % contre 49 %) au second tour. Au premier tour, M. Jospin devancerait M. Chirac d'un point (31 % d'intentions de vote contre 30 %). Le premier ministre et le chef de l'Etat distanceraient nettement Jean-Marie Le Pen (11 %), Robert Hue (10 %), François Bayrou, Dominique Voynet et Arlette Laguiller (5 % chacune) et Philippe de Villiers (3 %).

■ **COTISATIONS PATRONALES : Louis Viannet a estimé**, jeudi 3 septembre, que *« le forcing médiatique de la ministre de l'emploi pour faire adopter les axes essentiels du rapport Malinvaud, alors qu'aucune discussion ou consultation n'a encore été engagée, augure mal du devenir des grands dossiers* [comme la santé ou les retraites], *pour lesquels une confrontation démocratique des différentes positions et propositions »* est jugée nécessaire par le secrétaire général de la CGT. Marc Vilbenoît, président de la CFE-CGC, sonne de son côté l'*« alerte rouge »* contre une éventuelle baisse des cotisations patronales sur les bas salaires financée par les hauts salaires, qui entraînerait une *« délocalisation »* des *« tâches hautement qualifiées »*.

■ **CORSE : la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'utilisation des fonds publics** et la gestion des services publics en Corse a achevé ses travaux, mercredi 2 septembre, en adoptant à l'unanimité le rapport de Christian Paul (PS, Nièvre), qui sera rendu public jeudi 10 septembre. Cette commission a été créée le 3 mars, un mois après l'assassinat du préfet Claude Erignac.

■ **FONCTIONNAIRES : près de sept cents hauts fonctionnaires venus d'une centaine de pays étrangers se réuniront** à Paris, du 7 au 11 septembre, au palais de l'Unesco, pour participer au 24e congrès international des sciences administratives, qui portera sur le citoyen et l'administration. Ce congrès est organisé par l'Institut international des sciences administratives : fondé en 1930, il a été présidé par René Cassin de 1953 à 1956, par Guy Braibant de 1992 à 1995, et, depuis, par David Brown, haut fonctionnaire du gouvernement canadien. Alors que les administrateurs anglo-saxons voulaient débattre de thèmes relatifs à la gestion et au management, les juristes français ont obtenu que les droits des citoyens et les libertés publiques soient à l'honneur cette année.

Alain Madelin refuse l'« ostracisme » à l'égard du FN et de ses électeurs

Les jeunes de Force démocrate demandent à Démocratie libérale un effort de clarification

Le maintien de Jacques Blanc, élu président de la région Languedoc-Roussillon grâce au Front national, dans le groupe Démocratie libérale de l'Assemblée et son exclusion de l'intergroupe parlementaire de droite continuent de diviser l'opposition. Dans un entretien au *Figaro*, Alain Madelin refuse l'*« ostracisme »* à l'égard du Front national. Philippe Séguin dénonce *« une gigantesque opération de manipulation »*.

EN EXCLUANT de l'intergroupe de l'Assemblée nationale Jacques Blanc, réélu président du conseil régional du Languedoc-Roussillon grâce au Front national, tout en lui permettant de rester membre du groupe Démocratie libérale, L'Alliance pour la France a peut-être tranché statutairement une controverse née au mois d'août. Il est douteux, en revanche, qu'elle l'ai tranchée politiquement. C'est ce que tendent à montrer les commentaires qui ont suivi cette décision prise mercredi 2 septembre.

D'un côté, les jeunes militants de Force démocrate, réunis en université d'été à La Grande-Motte (Hérault), ont, dans un communiqué, jeudi 3 septembre, jugé *« inacceptable »* que M. Blanc *« puisse demeurer membre de Démocratie libérale si ce parti veut rester membre de L'Alliance »*. *« Si Jacques Blanc devait rester lié à DL sous quelque forme que ce soit, L'Alliance sous sa forme actuelle perdrait toute existence »*, déclarent les jeunes du parti de François Bayrou. Ils ajoutent qu'à leurs yeux cette situation *« interdit aujourd'hui d'envisager »* une liste commune aux européennes.

Claude Goasguen, vice-président de Démocratie libérale, a, en revanche, *défendu l'adhésion de* M. Blanc, vendredi sur RMC. Si le député de la Lozère a commis une *« erreur »* politique en se faisant élire président de région avec les voix du Front national, a indiqué M. Goasguen, il n'a pas pour autant *« commis un dévoiement politique »*. *« S'il n'y a pas eu transgression, je ne vois pas pourquoi nous mettrions Jacques Blanc au ban de la société en en faisant un compagnon de route potentiel de Jean-Marie Le Pen »*, a ajouté M. Goasguen, qui n'a pas exclu d'accueillir dans les rangs du groupe DL Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne. Charles Millon, exclu du groupe parlementaire UDF-Alliance, a en revanche confirmé, dans un entretien à *La Croix* du 4 septembre, qu'il *« siégera parmi les non-inscrits »* à l'Assemblée nationale.

« PROFESSEURS DE VERTU »

Quant à Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (UDF-PPDF), dont le secrétaire général, Jean-Marc Nesme, est vice-président de la région Bourgogne, il a estimé, jeudi sur RMC, qu'*« on ne peut pas exclure à tour de bras sous le contrôle pointilleux des professeurs de vertu du Parti socialiste »* tous ceux qui sont soutenus par le Front national. Dans un entretien à *Sud-Ouest* du 4 septembre, Philippe Séguin dénonce l'*« utilisation »* de l'extrême droite, *« sous couvert de l'exaltation des valeurs morales, pour une gigantesque opération de manipulation visant à neutraliser la droite républicaine et à assurer le pouvoir à une gauche pourtant minoritaire »*.

De son côté, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, détaille, dans un entretien au *Figaro* du 4 septembre, la position de son parti à l'égard du parti d'extrême droite. *« Notre méthode reste la même : combattre fermement les idées du Front national que nous jugeons néfastes tout en refusant l'ostracisme à l'égard du Front national et de ses électeurs »*, indique l'ancien ministre de l'économie. M. Madelin ajoute : *« Prôner une politique d'exclusion, c'est prendre le risque d'exclure la partie de nos électeurs qui ne comprennent pas cette politique. Donner des signes de compromission vis-à-vis du Front national, c'est prendre le risque de rejeter une autre partie de nos électeurs. Dans la mesure où notre attitude vis-à-vis du Front national reste claire et ferme, nous pensons qu'il est de notre rôle de chercher à réconcilier les uns et les autres. »* Interrogé sur une éventuelle évolution du Front national semblable à celle qu'ont connue les néofascistes italiens, M. Madelin déclare que, si le parti de Jean-Marie Le Pen devait *« se diviser ou se transformer un jour au travers d'une rupture claire, tous les démocrates et les républicains ne pourraient que se réjouir de voir ainsi les thèses les plus malsaines définitivement expulsées de la vie politique française »*.

Quant à Bruno Mégret, délégué général du Front national, il a indiqué au *Monde* qu'il se félicitait des dernières péripéties de la droite : *« Cela va dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens d'une décantation entre, d'un côté, ceux qui se prétendent à droite et combattent le FN et, de l'autre, ceux qui, dans l'actuelle opposition parlementaire, acceptent des accords avec nous. »*

Cécile Chambraud

Réception houleuse de Charles Millon en Bourgogne

DIJON
de notre correspondant

La treizième réunion publique du fondateur de La Droite, dans le cadre de son tour de France, a donné lieu, jeudi 3 septembre dans la soirée, à des incidents dans la capitale de Bourgogne. Le Comité de vigilance contre l'extrême droite avait appelé à manifester devant le Palais des congrès de Dijon, où devait avoir lieu un dîner-débat animé par Charles Millon devant cent quatre-vingts convives. Un peu avant 19 heures, la manifestation, pacifique au départ, est devenue plus violente sous la poussée d'une dizaine de jeunes forçant le maigre barrage de policiers aux portes de l'établissement. A l'intérieur, les tracts de La Droite ont été dispersés. *« Charles Millon, ce soir, est indésirable »*, a déclaré un membre du comité. Des représentants du PCF et des Verts ont aussi pris la parole. Une élue du PS était également présente.

A deux cents mètres de là, dans un hôtel, M. Millon donnait une conférence de presse. *« Je respecte le droit de manifestation,* a-t-il réagi, *mais notre démocratie comporte aussi le droit de réunion et d'expression. Le droit de manifestation ne doit pas nuire aux deux autres, sinon, c'est toute la démocratie qui est en danger. »* Le président du conseil régional Rhône-Alpes, auquel les manifestants reprochaient d'avoir été réélu dans cette fonction avec les voix des conseillers du Front national, a ajouté : *« Si l'on empêche la droite démocratique de s'exprimer, il n'y aura bientôt plus que les extrêmes pour le faire. »*

PAS DE RENCONTRE AVEC JEAN-PIERRE SOISSON

Le dîner-débat de La Droite a finalement pu commencer, tard dans la soirée, après la dispersion des manifestants. M. Millon a affirmé n'avoir pas rencontré, à Dijon, Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne, élu, comme lui, avec l'appui de l'extrême droite. Apparenté au groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Soisson en a été exclu, le 2 septembre, en même temps que M. Millon, qui en était membre et qui l'avait présidé de 1989 à 1995 (*Le Monde* du 3 septembre). Quant à l'éventualité de voir M. Soisson rejoindre les rangs de La Droite, elle n'est pas d'actualité, a indiqué M. Millon, qui s'est dit prêt à accueillir tous ceux qui adhéreraient aux objectifs de son mouvement. – *(Intérim.)*

Le Front national compte pouvoir reformer un groupe européen

LE FRONT NATIONAL multiplie, ces derniers mois, visites et soutiens à des groupuscules d'extrême droite européens. Dominique Chaboche, le vice-président chargé des relations extérieures, ne cache pas que la démarche vise à obtenir le maximum de *« représentants de partis amis »* au Parlement européen lors des élections de 1999. Et à reformer le groupe des droites européennes, auquel le FN avait dû renoncer, faute de partenaires suffisants, en 1994.

La formation d'un groupe au Parlement européen procure, en effet, un certain nombre d'avantages avec lesquels le président du FN, Jean-Marie Le Pen, après y avoir goûté de 1989 à 1994, souhaiterait renouer : augmentation du temps de parole, représentation à la proportionnelle dans les présidences et vice-présidences, rédaction de rapports, etc. Sans compter les avantages financiers, parmi lesquels l'affectation d'un secrétaire général et de collaborateurs (autres que l'attaché parlementaire auquel a droit tout député européen), aide financière lors des campagnes électorales, voiture et chauffeur pour le président du groupe, défraiement des frais de déplacement pour des journées d'études à partir du moment ou celles-ci sont organisées dans un des pays de l'Union européenne...

Le 12 septembre, Yvan Blot, membre du bureau politique du FN et député européen, ira soutenir un petit parti suédois, Sverige-Demokraterna (Démocrates de Suède), qui compte s'implanter lors des prochaines élections générales, parlementaires et régionales, fin septembre. Fondé en 1988, SD est le successeur direct de l'organisation raciste qui était à l'origine de la campagne *« Gardons la Suède suédoise ! »* (rapport du Centre de recherche d'information et de documentation antiraciste, 1998). Ses représentants avaient été invités, à l'époque, dans une salle du Parlement européen, à Strasbourg, par celui qui, était alors responsable du Front national de la jeunesse, Carl Lang.

Aujourd'hui vice-président du FN chargé du secteur social et député européen, M. Lang, qui a épousé une Suédoise, est la cheville ouvrière du rapprochement entre ce groupuscule et le parti d'extrême droite français. Jusqu'à présent, SD ne possède qu'une implantation locale, avec cinq représentants dans les conseils municipaux de trois communes de Scanie, au sud du pays. Il a connu, récemment, des problèmes internes qui ont débouché sur le départ des militants les plus voyants, notamment les skinheads.

Ces efforts pour devenir plus présentable lui valent aujourd'hui le soutien du Front national, qui donne sa caution à la ligne *« nationale, patriotique, populaire et antieuropéenne »* de SD, explique M. Lang. SD prône *« une société ethnique homogène »* et réclame la fermeture des frontières aux immigrés et aux réfugiés, tenus pour responsables de la criminalité. Le parti d'extrême droite français à également apporté aux Démocrates de Suède une aide *« logistique »*, selon les termes de M. Chaboche, comprenant l'impression de 250 000 brochures électorales.

SD ne semble pas être le seul à bénéficier de ces *« coups de pouce »*. En Finlande, le FN cultive ses relations avec le petit parti Isänmaallinen Kansallis Liitto (IKL, Union patriotique nationale), qui, lui aussi, après des problèmes internes, s'est séparé de son aile la plus voyante néonazie. En Espagne, le Front national a jeté son dévolu sur Democratia Nacional, qui a carrément repris certaines de ses affiches. Et, en Grèce, sur un nouveau mouvement, le Front hellénique. Enfin, M. Chaboche confirme que son parti soutiendra, aux élections européennes de juin 1999, la liste de la Deutsche Volksunion (Union du peuple allemand), qui devrait être conduite par un transfuge des Republikaner, Franz Schönhuber, ancien de la *Waffen SS* et ami personnel de M. Le Pen.

Christiane Chombeau

Philippe Guglielmi est réélu grand maître du Grand Orient de France

LE CONSEIL de l'ordre du Grand Orient de France a, jeudi 3 septembre, réélu Philippe Guglielmi au poste de grand maître, à l'unanimité de ses trente-cinq voix, ce qui est rare dans l'histoire de cette obédience maçonnique. Il n'y avait pas, il est vrai, d'autre candidat. En outre, comme tout grand maître en poste, M. Guglielmi, élu pour la première fois en septembre 1997, disposait d'une certaine légitimité.

Surtout, cet homme rond et chaleureux a su, durant son premier mandat, fédérer les sympathies. Agé de quarante-sept ans, cet ancien militaire de carrière, membre du Parti socialiste, continue d'apparaître comme l'homme du respect des traditions maçonniques dont le Grand Orient avait besoin pour cicatriser les plaies apparues à l'automne 1995, lors de la fin du mandat de Patrick Kessel.

Encore traumatisés par ces déchirements, dont le monde « profane » s'était gaussé, les « frères » du Grand Orient approuvent la façon dont Philippe Guglielmi, après Jacques Lafouge, a poursuivi une politique d'assainissement administratif et financier dont des audits avaient souligné la nécessité. Le rapport moral a d'ailleurs été adopté par près de 99 % des quelque mille délégués présents. Quant au rapport financier, largement approuvé lui aussi, il ferait état d'une croissance des effectifs, le nombre de cotisants atteignant quarante et un mille, selon les responsables de cet ordre exclusivement masculin.

Le bureau, de dix personnes, comprend trois grands maîtres adjoints : Georges Guarinos, juriste à Mâcon, Ludovic Marcos, enseignant à Nantes, et Bernard Brandmeyern, professeur de l'enseignement technique en Ile-de-France. Le grand orateur est René Andrau, enseignant (réélu), le grand secrétaire aux affaires intérieures Daniel Noni, cadre commercial à Tulle (réélu), le grand secrétaire aux affaires extérieures Jean-Michel Ducomte, avocat à Toulouse (réélu), le grand trésorier Christian Boulmier, retraité à Paris, le garde des sceaux Alain Bauer, ancien responsable étudiant et fondateur d'une société de conseil en sécurité urbaine (ancien assistant du grand maître), et le grand hospitalier, chargé des affaires sociales, Paul-Marie Queste, cadre commercial à Béthune.

Devant les délégués, M. Guglielmi devait, vendredi 4 septembre, réaffirmer sa volonté d'*« une Europe de la laïcité »* et mettre en garde contre les *« compromissions »* avec l'extrême droite, en rappelant que *« le Grand Orient de France, qui fut frappé par les premières lois scélérates de Vichy, n'a rien oublié »*. Le convent (assemblée générale annuelle) devait ensuite entamer l'élaboration d'*« un manifeste humaniste pour le XXIe siècle »* définissant les modalités de la lutte du Grand Orient *« pour la République, contre tous les extrémismes et les communautarismes »*.

Rafaële Rivais

ÉTUDIANTS La Cour des comptes s'apprête à remettre au gouvernement et au Parlement un rapport contenant une *série d'interrogations* sur la nécessité de maintenir le régime spécifique de protection sociale des étudiants. ● DANS CE TEXTE encore confidentiel, les magistrats s'inquiètent *« du développement d'activités de nature commerciale au sein des mutuelles »* et de la *« question du financement de ces investissements »*. ● ILS INSISTENT également sur la *« concurrence coûteuse et inutile »* à laquelle se livrent les différentes mutuelles sur les campus. ● S'AGISSANT de la gestion spécifique de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), le parquet de Paris a désormais le choix entre trois possibilités : classer sans suite, diligenter une enquête préliminaire ou ouvrir une information judiciaire confiée à un juge d'instruction.

La Cour des comptes s'interroge sur la Sécurité sociale des étudiants

Dans un rapport encore confidentiel, les magistrats pointent une série de dysfonctionnements dans la gestion de ce régime spécifique. Ils la décrivent comme trop complexe et mal contrôlée, et se posent la question de l'opportunité de continuer à la confier à des mutuelles

TROP CHÈRE, trop lourde, trop complexe et mal contrôlée : la gestion du régime spécifique de protection sociale d'environ 1,4 million d'étudiants, déléguée à des mutuelles en situation de concurrence, mérite-t-elle d'être préservée ? Dans un rapport encore confidentiel, la Cour des comptes s'apprête à soumettre au gouvernement et au Parlement une série d'interrogations sur le maintien de cet acquis inscrit dans la loi du 23 septembre 1948.

Cinquante ans plus tard, les magistrats ne sont pas loin de considérer nécessaire une révision de ce système et la mise en œuvre de nouvelles modalités *« de cadre et de financement (...) visant à la prise en charge globale des conditions sanitaires et sociales des étudiants »*.

Intégré dans le rapport général que la Cour doit rendre sur la sécurité sociale dans son ensemble, ce volet particulier consacré au régime étudiant ne fournit que des indications partielles sur les investigations menées autour de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Une seconde enquête sur la gestion proprement dite de cet organisme et sur sa politique de diversification dans des sociétés commerciales (*Le Monde* du 28 juillet) est en cours. Les premiers éléments ont récemment été transmis au Parquet de Paris *(lire ci-contre)*.

« QUALITÉ DU SERVICE »

Intégrant l'activité du réseau des dix mutuelles régionales concurrentes de la MNEF, le rapport s'intéresse essentiellement aux modalités de fonctionnement et de financement de ce régime spécifique, la part respective qui revient à la protection sociale et aux prestations complémentaires, les conventions et les relations avec la caisse nationale d'assurance maladie...

La confusion de ces deux dossiers pourrait pourtant donner des arguments supplémentaires à ceux qui préconisent la fin du régime étudiant. Cette proposition ne figure certes pas explicitement dans les conclusions du rapport, ni dans la première version envoyée le 30 juillet, ni dans un additif, plus critique, rédigé dans le courant du mois d'août, qui tend à renforcer cette hypothèse *(voir ci-dessous)*.

Dans son introduction, le rapport, pourtant, émet *« une appréciation globalement favorable sur la qualité du service rendu par les mutuelles aux étudiants, même si*, précise-t-il, *certains aspects de leur gestion mériteraient d'être modernisés »*. Ce jugement vaut essentiellement sur les opérations et les délais de remboursement des prestations aux étudiants.

Aucune indication ne laisse présager les signes d'une grave crise financière, ni du côté de la MNEF, ni du côté des mutuelles régionales, même si le rapporteur s'interroge sur les effets de la concurrence et de la course à *« l'affiliation »* qui les oppose sur les campus. *« Le régime obligatoire*, est-il écrit, *se livre chaque année à lui-même une concurrence coûteuse et inutile, en partie financée par l'assurance maladie. »*

DIVERSIFICATION

Plus fondamentalement, les magistrats s'inquiètent *« du développement d'activités de nature commerciale au sein des mutuelles* [qui] *soulève la question du financement de ces investissements »*. En clair, pour la Cour, les frais de traitement administratif des dossiers – les remises de gestion – et l'équilibre général du régime étudiant pris en charge par la CNAM semblent avoir été utilisés par les mutuelles à des fins qui *« les éloignent de leur vocation purement mutualiste »*.

Certes, reconnaît le rapport, cette politique de diversification résulte de l'évolution des besoins d'étudiants de plus en plus nombreux. *« Les gouvernements successifs ont été tentés de s'adresser aux mutuelles, et notamment à la MNEF, pour relayer certaines décisions dans des conditions de partenariat ou de financement mal établies. »* Mais, ajoute-t-il, cette stratégie a été mise en œuvre *« sans qu'aucune obligation en termes de transparence financière, ni aucun contrôle régulier de ces fonds de l'assurance maladie ne soient imposés »*.

Tout en constatant une *« démutualisation »* des étudiants, la Cour des comptes constate que désormais 80 % du budget de ces organismes est assurée par les versements de la caisse d'assurance-maladie. Sur ce point, l'analyse des relations entre ces deux institutions laisse apparaître une série de *« dysfonctionnements »* dus essentiellement *« à la lourdeur et à la complexité »* des procédures.

« MODERNISÉES ET SIMPLIFIÉES »

Le rapport analyse avec précision les mécanismes d'affiliation des étudiants, de reversement des cotisations par les universités aux Urssaf, les modalités de remboursement et de reversement qui mériteraient d'être *« modernisées et simplifiées »*. Surtout, il constate que l'augmentation des dépenses de remises de gestion consécutives à des réajustements successifs – notamment au profit des mutuelles régionales pénalisées par rapport à la MNEF – est largement supérieur à l'évolution des effectifs. Une autre manière de plaider pour *« la mise en œuvre d'un régime véritablement transparent permettant de rapprocher le montant des remises des coûts réels supportés par les mutuelles pour la gestion du régime obligatoire »*.

Pour leur défense, les deux mutuelles concernées reconnaissent une partie de ce constat. *« Un grand nombre de mesures de simplifications suggérées par la Cour ont déjà été proposées, mais n'ont pas été suivies d'effet »*, note le responsable d'une mutuelle régionale. *« L'existence de certains dérapages suffit-elle à remettre en cause l'ensemble du système ? »*, s'interroge-t-il en souhaitant que les pouvoir publics définissent de *« nouvelles règles »*. A la MNEF, on remarque que *« si l'on en croit la Cour, le système n'est pas mal géré. Il est trop compliqué »*. Sans attendre la remise définitive du rapport et le débat qui suivra au Parlement, Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale, a déjà tranché. Dans l'entretien au *Monde* du 2 septembre, il a réaffirmé son attachement *« au principe des mutuelles et au fait que les étudiants gèrent eux-mêmes leurs affaires. »*

Michel Delberghe

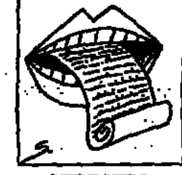
Trois voies possibles pour le parquet de Paris

Le procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, devrait décider dans les jours prochains des suites qu'il réserve aux premiers éléments du rapport de la Cour des comptes sur la gestion de la MNEF. Conformément à la procédure en vigueur, la Cour des comptes, qui a estimé que les faits sur lesquels elle a enquêté sont susceptibles de recevoir des qualifications pénales, l'avait envoyé, fin juillet, au ministère de la justice, qui l'a transmis au parquet de Paris, début août.

Le parquet a ensuite demandé à la Cour des comptes les annexes de ce document, qui lui ont été transmis la semaine dernière. Le procureur a désormais le choix entre classer sans suite ce dossier, diligenter une enquête préliminaire ou ouvrir directement une information judiciaire qu'il confierait à un juge d'instruction.

« Le système doit être reconsidéré, en premier lieu, dans son principe »

***VOICI** la conclusion du chapitre consacré à la gestion du régime obligatoire de sécurité sociale des étudiants inclus dans le projet de rapport général sur la Sécurité sociale établi par la Cour des comptes avant sa transmission au Parlement.*


VERBATIM

Cette partie a été ajoutée durant le mois d'août, après l'envoi d'une première version, le 30 juillet, aux mutuelles d'étudiants.

« Pour une qualité de service comparable à celle des caisses primaires d'assurance-maladie, les dépenses de gestion administrative du régime des étudiants ont fortement progressé au cours des dernières années, sans qu'aucun contrôle sur la réalité des coûts des mutuelles d'étudiants ni aucune obligation de séparation des comptes des différentes activités conduites par ces dernières n'aient été institués. Dès lors, le taux de couverture des charges d'exploitation par les remises de gestion apparaît très favorable aux mutuelles. Les marges de manœuvre ainsi dégagées leur ont permis d'investir dans des secteurs concurrentiels qui éloignent ces organismes de leur vocation purement mutualiste et qui soulèvent la question de la compatibilité de ces activités avec leur objet social, qui affirme le caractère non lucratif de leurs missions.

» Par ailleurs, la chute régulière du nombre d'adhérents mutualistes et la dépendance accrue des mutuelles à l'égard des remises de gestion versées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) tendent à remettre en cause leur légitimité à gérer le régime de sécurité sociale des étudiants.

» Le système doit être reconsidéré, en premier lieu, dans son principe. La création de l'assurance-maladie universelle (AMU) et les investissements à consentir pour s'adapter aux mutations technologiques en cours (Sesam-Vitale), comme les dysfonctionnements relevés, sont l'occasion de poser la question de l'opportunité de confier la gestion de ce régime à des mutuelles qui se livrent une concurrence entre elles, plutôt pour se disputer les affiliés au régime obligatoire que les adhérents.

» Si malgré tout cette délégation de gestion, complexe et source de lourdeurs (...), devait être maintenue, son économie devrait être revue. Les problèmes résultant de cette situation sont nombreux et concernent tout autant la procédure d'affiliation que l'encaissement des cotisations, selon une procédure trop peu rigoureuse et mal sécurisée, et les relations financières entre les mutuelles et la CNAMTS, qui entraînent de retards et des arriérés importants.

» En tout état de cause, le régime étudiant est à la croisée des chemins. Les bases sur lesquelles sa gestion a été déléguée aux mutuelles, ainsi que le cadre et les financements que les pouvoirs publics entendent accorder à la mise en œuvre d'une politique visant à la prise en charge globale des conditions sanitaires et sociales des étudiants, doivent être reconsidérées. »

M. Allègre dessine des éléphants ... et le collège du XXIe siècle

CLAUDE ALLÈGRE sait dessiner des éléphants bleus. Il l'a prouvé crayon en main, jeudi 3 septembre au matin, en accompagnant la rentrée d'écoliers de Cergy (Val-d'Oise), dans *« une école qui marche, où tout va bien, une école heureuse, et ce n'est pas une exception »*, selon l'appréciation portée par le ministre de l'éducation lui-même. *« Comme les enseignants et les élèves du Terroir, nous sommes heureux »*, a renchéri Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, soulignant *« l'efficacité exceptionnelle »* de l'école française. De quoi faire oublier la précédente rentrée, théâtre des déclarations fracassantes du ministre de l'éducation nationale sur l'absentéisme des enseignants, ou ses propos sur le *« délabrement »* du système éducatif ?

En fin d'après-midi, M. Allègre recevait la Fédération de l'éducation nationale (FEN), après avoir discuté, mardi 1er septembre, avec les représentants de la Fédération syndicale unitaire (FSU) (*Le Monde* du 3 septembre). Et Claude Allègre, qui sait aussi dessiner *« n'importe quoi, un ours, une girafe, tout un zoo »*, s'est mis à esquisser le collège du XXIe siècle. Lors de cet entretien, M. Allègre a en effet indiqué à ses interlocuteurs qu'il envisageait de confier une grande consultation sur les collèges à Philippe Meirieu, ordonnateur de celle sur les lycées.

Le lycée du troisième millénaire, quant à lui, fera l'objet d'un document comparable à la « Charte de l'école du XXIe siècle » (*Le Monde* du 29 août). Plus précis que les « dix commandements » qui avaient servi de base à l'audition du ministre devant les parlementaires (*Le Monde* du 2 juillet), ce texte sera à nouveau soumis à l'ensemble des partenaires sociaux – centrales syndicales, patronat, collectivités locales, etc. – avant d'être mis en œuvre. Comme Claude Allègre l'avait déjà affirmé, il ne comportera pas d'indications sur le service des enseignants, qui relève de négociations avec les syndicats de l'éducation.

M. Allègre a également précisé ses intentions concernant les surveillants (MI-SE, maîtres d'internat, surveillants d'externat), dont il souhaite augmenter le nombre de façon significative, tout en abaissant leur horaire de travail. Les MI-SE, au nombre d'environ 45 000, qui travaillent à temps partiel à l'éducation nationale pour une durée maximale de sept ans, sont généralement des étudiants préparant les concours du professorat. Nul ne sait si cette diminution du temps de travail correspondra à celle de la rémunération. L'objectif affiché est en tous cas de donner davantage de temps à ces « préparationnaires » qui échouent encore beaucoup aux concours.

Quant aux heures supplémentaires – l'affaire qui empoisonne la rentrée –, le ministre a confirmé sa volonté de faire progressivement disparaître le forfait annuel au profit d'heures effectives, qui seraient mieux payées que les heures normales. Mais toutes ces négociations pourraient être compromises, laisse-t-on entendre Rue de Grenelle, si le climat de la rentrée n'est pas assez serein, alors que le mot d'ordre de grève syndical du 10 septembre n'est pas levé.

Béatrice Gurrey

Dans un collège de Bobigny, « rien n'a vraiment changé »

REPORTAGE

Le principal : « La protestation semble pouvoir recommencer à tout moment »

JEUDI 3 SEPTEMBRE, jour de rentrée scolaire, tout est gris au collège République de Bobigny (Seine-Saint-Denis) : les bâtiments, le temps et le moral des enseignants. Dans cet établissement « sensible » où plus de 40 % des élèves sont issus du milieu ouvrier et 20 % ont des parents au chômage, *« rien n'a vraiment changé »*, déplore un professeur. En mars, alors que Claude Allègre venait juste d'annoncer son plan de rattrapage en faveur de la Seine-Saint-Denis, l'équipe pédagogique de République apprenait que cinq postes et deux classes seraient supprimés à cette rentrée en raison de la baisse attendue du nombre d'élèves. Comme ils l'expliquèrent alors, ce fut *« la goutte d'eau qui fait déborder le vase »* (*Le Monde* du 27 mars). La grève fut immédiate, longue – quatre semaines – et massive : 90 % des enseignants décidèrent de cesser le travail.

Quatre mois plus tard, malgré une dotation supplémentaire de cent heures d'enseignement, l'arrivée – toujours attendue – d'un troisième conseiller principal d'éducation (CPE) et d'une assistante sociale qui sera présente chaque matin, l'ambiance n'est pas à la victoire. *« On n'a fait que rattraper tous les moyens supprimés au fil des ans »*, considère une enseignante de français. Avec 1 000 élèves, au lieu de 1 050 l'année dernière, et grâce au plan de rattrapage *« les effectifs par classe ont diminué. C'est bien, on s'était battu pour cela »*, tempère un professeur d'éducation physique et sportive. *« Nous avons des raisons objectives d'être optimistes »*, rassure Pierre Guillerm, le principal du collège, pour qui le mouvement de la Seine-Saint-Denis a été *« l'expression d'un énorme ras-le-bol »*. S'il concède qu'il n'y a pas *« globalement de différence spectaculaire »*, le passage de 25 à 23 élèves par classe en moyenne offre néanmoins *« les conditions d'une véritable action pédagogique dans nos zones difficiles »*.

En revanche, une partie du personnel non enseignant manque à l'appel. Avec le même nombre de surveillants – mais qui n'ont toujours pas été nommés – et la perte de trois appelés du contingent, *« nous sommes perdants sur l'encadrement »*, regrette le principal, qui risque fort de demander aux sept aides-éducateurs de réserver une partie de leur emploi du temps à la surveillance.

« La gauche se permet des choses que la droite n'aurait jamais faites », s'insurge une enseignante. Car, au-delà d'un plan de rattrapage départemental toujours considéré comme insuffisant, certaines décisions nationales prises par le ministère ne font que gonfler le mécontentement.

« UNE MÉTHODE INTOLÉRABLE »

La dernière « trouvaille » de Claude Allègre de baisser la rémunération des heures supplémentaires pour payer des emplois-jeunes au statut précaire qui vont être amenés à remplacer des surveillants est restée en travers de la gorge des enseignants de la République.

« Prendre une telle décision en plein été est une méthode intolérable. De plus, on ne peut pas accepter une baisse de pouvoir d'achat, c'est une question de principe », martèle un professeur. Comme lui, ils sont nombreux à se dire excédés par les déclarations de leur ministre. Entre l'absentéisme, les propos considérés comme *« injurieux »* tenus au plus fort moment de la grève du 93 – *« il est plus facile de manifester que de retrousser ses manches, il y a des attitudes irresponsables qui nourrissent le FN »* – et aujourd'hui le dossier des heures supplémentaires qui laissent à penser que les enseignants sont payés à ne rien faire, les professeurs supportent mal que Claude Allègre *« joue continuellement l'opinion publique contre le corps professoral »*. *« C'est méprisant »*, résume l'un d'entre eux.

Mais *« le mouvement de la Seine-Saint-Denis n'était pas un mouvement pour rien »*, ajoutent-ils. *« Il a eu le mérite de souder l'équipe pédagogique et d'améliorer les relations avec l'administration du collège »*, constate un enseignant. Si le principal se félicite qu'un ministre ait *« enfin reconnu les difficultés du département »*, le plan de rattrapage n'apporte, selon lui, *« qu'une réponse partielle. Les vraies raisons du ras-le-bol, qui relèvent notamment de la difficulté d'enseigner en zone sensible, n'ont pas été traitées »*. Pour M. Guillerm, il serait nécessaire de *« baisser le temps de travail des enseignants devant les élèves »* pour laisser davantage de place à la concertation.

Quant aux *« actions innovantes »* tellement réclamées par le ministère, le principal rappelle que son collège *« n'a pas attendu le plan de rattrapage pour avoir des projets »*. Options sport, justice, théâtre, multimédia, ... les parcours d'études diversifiés existent déjà *« mais demandent davantage de moyens »*, répètent inlassablement les enseignants.

Une assemblée générale des professeurs est prévue lundi 7 septembre pour *« faire un point précis sur les moyens obtenus »* et discuter de l'appel à la grève lancé par le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES-FSU) pour le 10 septembre. *« La protestation semble pouvoir recommencer à tout moment »*, s'inquiète le principal.

Sandrine Blanchard

Rentrée calme mais appel à la grève maintenu

La rentrée des classes, jeudi 3 septembre, dans les écoles et les collèges, s'est déroulée à peu près normalement dans l'ensemble des régions, en dépit de quelques occupations d'écoles et de rares arrêts de travail d'enseignants. Le mot d'ordre de grève « nationale » dans les collèges, lancé par deux syndicats minoritaires (Snalc-CSEN et SUD Education), n'aurait concerné que « 0,0025 % [sic] des personnels des écoles et des collèges », selon le ministère. La situation pourrait cependant être différente jeudi 10 septembre pour la rentrée des lycées à l'occasion de laquelle la quasi-totalité des syndicats appellent à la grève. Dans l'enseignement agricole, le Snetap-FSU et le SGEN-CFDT demandent aux personnels de « ne pas assurer la rentrée scolaire » pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation « catastrophique » de ce secteur qui dépend du ministère de l'agriculture.

هكذا من الإصل

Les audiences surréalistes du « procès Chalabi » à Fleury-Mérogis

Le chef présumé du réseau a dénoncé une « cabale policière, un simulacre d'instruction et une mascarade de procès ». Le box des accusés s'est tour à tour rempli puis vidé devant un tribunal médusé

Il n'y avait plus grand monde, jeudi 3 septembre, au gymnase de Fleury-Mérogis, pour la troisième journée du procès du « réseau Chalabi », un réseau de soutien logistique aux maquis algériens. La quasi-totalité des avocats boycottent les audiences afin de dénoncer ce « procès de masse » – 138 prévenus – tandis que les trois quarts des 107 prévenus libres ne se sont pas présentés. Le chef présumé du réseau, Mohamed Chalabi, a longuement pris la parole pour dénoncer cette *« cabale policière, ce simulacre d'instruction et cette mascarade de procès »*. *« Qu'on arrête de dépenser l'argent du contribuable*, a-t-il lancé. Et ces vitres blindées... *Qui va me tirer dessus ? La sécurité militaire ? Quand mon jour viendra, il viendra. »* Les avocats ont déposé jeudi une requête en suspicion légitime contre le tribunal auprès de la Cour de cassation.

SURRÉALISTE. Il n'y a sans doute pas d'autre mot pour qualifier ce qu'il reste du procès des 138 membres présumés d'un réseau de soutien logistique aux maquis islamistes algériens. Au troisième jour d'audience, jeudi 3 septembre, la quasi-totalité des prévenus a quitté dans une confusion indescriptible le gymnase de l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis où ont lieu les débats.

PROCÈS

Après le coup d'éclat des avocats qui, dès le début du procès, ont décidé de boycotter les débats afin de dénoncer les conditions de son organisation, le président Bruno Steinmann s'apprête à entendre quatre prévenus, mais seuls deux avocats sont présents. Deux avocats commis d'office qui réclament un renvoi du procès pour avoir le temps de rencontrer leurs clients et d'étudier le dossier. Le président décide de joindre l'examen de la demande au fond. Les deux avocats quittent immédiatement la salle. Le président Steinmann ne se laisse pas démonter. *« Nous allons maintenant examiner le cas d'Ahmed Djellal »*, annonce-t-il. Le prévenu est dans le box, mais il n'a pas d'avocat. Il n'en veut pas. Il ne veut pas s'expliquer. *« Je n'ai rien à vous dire »*, lâche-t-il avant de se rasseoir. *« C'était déjà le cas pendant l'instruction*, répond le président. *Vous aviez même refusé de signer la plupart des PV. »* Il attend une réponse. Mohamed Chalabi, le chef présumé du réseau, se lève et s'empare du micro. *« Il n'y a plus rien à dire*, lance-t-il. *C'est quoi cette association de malfaiteurs dont on nous accuse ? Ça a commencé par une cabale policière, puis un simulacre d'instruction et maintenant une mascarade judiciaire. »*

L'homme est visiblement en colère. Il annonce que, pour la troisième fois en trois jours, un prévenu détenu a été victime, le matin même, de coups portés par ses gardiens. *« Mourad Tacine, ils l'ont massacré à Fresnes et il est au mitard. A quoi vous jouez ? Vous voulez faire comme avec les martyrs chrétiens, nous mettre dans l'arène avec les lions ? »* Mohamed Chalabi s'adresse ensuite au substitut Bernard Fos. *« Vous êtes le représentant du ministère public, c'est vous qui accusez et vous n'avez aucune question à nous poser ! Vous nous parlez de justice mais on a déjà casqué de toute façon. Moi, ça fait bientôt quatre ans que je suis à l'isolement. Alors, vous nous reprochez quoi ? Des détentions d'armes ? »*

« RELÂCHEZ-LES »

Pointant les scellés, il poursuit : *« Toutes ces armes, elles sont à moi, je prends tout pour moi. Les autres prévenus détenus n'ont rien à voir avec ça, relâchez-les. Ceux qui sont libres, laissez-les rentrer chez eux. »*

Le président l'interrompt et demande à la greffière de noter la déclaration du prévenu. Mais Mohamed Chalabi continue. *« Qu'on arrête de dépenser l'argent du contribuable. Et ces vitres blindées... Qui va me tirer dessus ? La sécurité militaire ? Quand mon jour viendra, il viendra. »* Pendant près d'une demi-heure, Mohamed Chalabi monopolise la parole. Avec son physique de moudjahidin afghan et son accent de titi parisien, il harangue ses coprévenus, prend le public à témoin, dénonce les conditions du procès et toute l'instruction qui l'a précédé. *« Quand j'ai rencontré ce bouffon de Bruguière, cette truffe, il m'appelait "Momo le caïd". Qu'est-ce que ça veut dire ça ? »*

C'est l'un des rares moments où le président Bruno Steinmann intervient pour demander au prévenu de mesurer ses propos, mais il en faut plus pour l'arrêter. *« On se sert de vous pour nous condamner et on va tous partir. Les avocats, qu'ils fassent ce qu'ils veulent, de toute façon, on n'a jamais cru en eux. Il n'y en a pas un qui a trouvé une irrégularité, une faute de procédure dans ce dossier de plusieurs dizaines de milliers de pages. Qui s'est occupé de nous ? »* Joignant le geste à la parole, le prévenu se lève et s'apprête à quitter le box. Les gardiens l'entourent. Le président lui demande de se rasseoir. Mohamed Chalabi crie à ses coprévenus *« debout »* en arabe. Tous se lèvent. Les gardiens leur passent les menottes. Un mouvement s'esquisse vers la sortie. Le tribunal est médusé.

Quelques instants plus tard, chacun retrouve sa place dans le box mais Mohamed Chalabi ne désarme pas. *« Nous sommes des adorateurs de Dieu, nous ne sommes soumis qu'à lui. On va partir et on ne vient plus. » « Le tribunal a entendu votre déclaration, asseyez-vous s'il vous plaît »*, répond le président Steinmann. *« Laissez-nous partir et je jure devant Dieu qu'il n'y aura pas d'incidents »*, répond le prévenu. *« Je m'en vais moi aussi »*, s'exclame Ahmed Djellal. Un prévenu, désireux lui aussi de quitter le procès, en vient aux mains avec ses gardiens. *« Nous sommes solidaires »*, lance une voix dans l'autre box. Le président suspend l'audience.

Au retour du tribunal, le prétoire est pratiquement vide : pas un seul avocat et un seul prévenu détenu dans un box. Quinze prévenus libres sont dans la salle. Bruno Steinmann, imperturbable en apparence, commence l'examen des faits reprochés à Ahmed Djellal et à trois coprévenus, mais en l'absence des personnes concernées et de leurs avocats, l'examen se résume à la lecture de leurs curriculum vitae et des faits retenus contre eux. Les avocats qui ont quitté le procès ont déposé, jeudi 3 septembre, une requête en suspicion légitime contre le tribunal auprès de la Cour de cassation.

Acacio Pereira

DÉPÊCHES

■ **BASQUES : onze des quatorze personnes interpellées au Pays basque français**, mardi 1er septembre, sur la base d'une commission rogatoire délivrée pour *« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »* par le juge d'instruction parisien Laurence Le Vert, ont été remises en liberté après leur garde à vue (*Le Monde* du 3 septembre). Des arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière ont été pris à l'encontre des trois derniers, qui, de nationalité espagnole, étaient en situation irrégulière en France.

■ **AFFAIRES : Me Thierry Herzog, l'avocat d'un ancien trésorier du RPR, Jacques Boyon**, mis en examen dans l'affaire des emplois fictifs du parti gaulliste, a écrit le 31 août à la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, pour protester contre la lenteur de la justice à examiner sa requête en annulation de l'instruction du juge de Nanterre, Patrick Desmure. Cette requête déposée en juin ne sera examinée qu'en décembre, alors que le code de procédure pénale prévoit un délai de deux mois maximum. Me Herzog demande à Mme Guigou de *« donner toutes instructions utiles au parquet général afin que la loi soit respectée »*.

■ **JUSTICE : une jeune fille de dix-huit ans, condamnée à un an de prison ferme et cinq ans de privation des droits civils, civiques et de famille**, en juillet, par le tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour un vol de sous-vêtements dans un supermarché, a été remise en liberté, le 27 août, par la cour d'appel de Paris. Les magistrats ont commué sa peine en cent heures de travail d'intérêt général à effectuer dans les dix-huit mois.

DISPARITION

Jonathan Mann

Un pionnier de la lutte contre le sida

TOUS CEUX qui ont été conduits, directement ou non, à lutter contre la pandémie naissante de sida dans la deuxième partie des années 80 sont aujourd'hui profondément affectés par la disparition du docteur Jonathan Mann, lors de l'accident d'un avion de la Swissair, qui a fait 229 morts, le 2 septembre, au large du Canada. Tous en effet avaient été amenés à connaître cet homme entier, passionné et à certains égards visionnaire au point d'en apparaître déraisonnable ; un homme parfois controversé mais dont même les ennemis reconnaissent aujourd'hui qu'il a joué un rôle fondamental dans la prise de conscience internationale de la nécessité d'une lutte multiforme contre cette nouvelle maladie épidémique.

C'est à Kinshasa, au Zaïre, où il travaillait pour le compte des Centers for Diseases Control d'Atlanta que ce médecin américain, né le 30 juillet 1947, prit conscience de la réalité du sida et de l'impérieuse nécessité de mettre en place des actions préventives. En 1984, à une époque où la totalité des pays africains niait farouchement la réalité épidémique, il était parvenu à fonder dans ce pays un programme de lutte qui fonctionnera durant plusieurs années de manière exemplaire. Son dynamisme fit que Jonathan Mann sera appelé en 1986 à Genève au siège d'une Organisation mondiale de la santé (OMS), alors dirigée par le docteur Halfdan Mahler, qui prenait bien tardivement conscience de la nécessité de lutter contre cette pandémie émergente.

Le docteur Mann expliqua alors que *« sa tâche prioritaire serait d'informer le public car, en l'absence de tout vaccin ou médicament, c'est le seul moyen dont nous disposons pour une action préventive »*. Durant quatre ans, celui qui devint rapidement le « M. Sida » de l'OMS parcourra le monde pour tenter de convaincre, bien au-delà du corps médical, de la réalité du mal et des ravages considérables qu'il allait causer. A la tête de son « programme global de lutte contre le sida », il fut aussi un militant acharné de la défense des droits de l'homme malade et l'un des premiers avocats sur la scène internationale de la cause des millions de personnes infectées dans les pays en voie de développement. Ce fut aussi un fin diplomate sachant notamment composer avec les responsables de l'Eglise catholique pour tenter d'associer cette dernière à sa cause. L'autonomie croissante dont il jouissait au sein de l'OMS, l'aura internationale de celui qui avait tôt perçu l'intérêt des relais médiatiques dans la lutte contre le sida, ne plurent guère à la nouvelle direction de l'institution onusienne. Irrité des rapports détestables qu'il entretenait avec le docteur Hiroshi Nakajima, nommé directeur général en 1988, et percevant peut-être la nécessité de poursuivre la lutte sous d'autres formes, le docteur Mann démissionna brutalement de ses fonctions et quitta Genève en mars 1990. Soutenu par l'association François-Xavier-Bagnoud, le docteur Mann fut alors nommé professeur de santé et des droits de l'homme à l'université Harvard (Massachusetts). En janvier, il devenait doyen de l'université de santé publique Allegheny de Philadelphie.

« Il avait compris, ce grand médecin, que les sidéens du tiers-monde étaient les parias, les pauvres des pauvres et symbolisaient à ce titre tous les combats, a déclaré au *Monde* Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. *Il avait aussi compris qu'il y a un devoir d'ingérence, un droit à la solidarité thérapeutique. Comme il avait raison ! Tous les médecins sans frontières du monde, aujourd'hui, le pleurent. »* Celui qui, avec son épouse, Mary-Lou Clements-Mann, spécialiste des essais vaccinaux sur le sida, vient de disparaître tragiquement, écrivait dans ces colonnes en décembre 1995 : *« Depuis la fin des années 80, ceux qui travaillent sur le sida savent que la simple poursuite ou même l'amplification des actions et activités en cours ne sera en aucune manière capable d'enrayer la pandémie. »* Les faits n'ont cessé, depuis, de lui donner raison.

Jean-Yves Nau

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 2 septembre sont publiés :

● **Thomson** : un arrêté fixant les modalités de réduction des demandes d'actions de la société Thomson CSF présentées par les salariés et anciens salariés. La part des demandes portant sur 1 à 40 titres sera intégralement servie ; de 41 à 200 titres, elle sera servie à 40 % ; de 201 à 2 000 titres, elle sera servie à 10,77 % ; la part des demandes supérieures à 2 000 titres ne sera pas servie.

● **Cliniques** : un arrêté relatif à la composition et au fonctionnement du Comité national des contrats des établissements de santé privés.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Sandra SCHOUKROUN
et
Grégory MOLLET-VIEVILLE
sont heureux de faire part de la naissance de leur fille,

Zoé,

née le 22 août 1998.

Anniversaires de naissance

– Nyons, 5 septembre 1998.

Simone CHAMOUX,

Aimé, Hélène, Mireille, Jean-Paul, Matthieu, Emma et Jean-Mayeul
te souhaitent un

Bon anniversaire !

Décès

– Claire Combe,
Agnès et Touhami Bouharaoua,
Pierre-Marie Combe
et Sabine Perez,
ses enfants,
Daphnée et Sarah Bouharaoua,
ses petites-filles,
Mme Marthe Charnay,
M. et Mme Henri Perret,
Damien et Chantal Perret,
Mickaël et Maxime,
Les familles Allanic, Baffie, Chassain, Combe, Pouvy,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger COMBE,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 septembre 1998, à l'âge de soixante-quatorze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 5 septembre 1998, à 15 heures, en l'église Saint-Médard, à Saugues (Haute-Loire).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vals-près-Le-Puy.

Condoléances sur registre.

Ils rappellent à votre pieux souvenir

Raymonde COMBE-CHARNAY,

son épouse,
décédée le 14 juillet 1976.

13, La Roseraie,
78000 Versailles.

– Le président,
Le vice-président,
Le département Afrique,
Les enseignants,
Et tout le personnel de l'Institut national des langues et civilisations orientales,
ont le regret d'annoncer le décès, survenu dans la nuit du 10 au 11 août 1998, de

M. Adolphe DZOKANGA,
répétiteur
puis maître de conférences de lingala
depuis 1981.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Jacqueline Fontaine
a la tristesse de faire part du décès de son père,

Gaston FONTAINE,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 août 1998, dans sa centième année.

25, avenue de la Dame-Blanche,
94120 Fontenay-sous-Bois.

– *Le docteur et Mme Lucien Jablon*
et leurs enfants,
Le docteur et Mme J.-Marc Israël
et leurs enfants,
Mlle Isabelle Israël,
Les familles parentes et alliées,
Ainsi que ses amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Lucien ISRAËL,
née Gaby DREYFUSS,

survenu le mercredi 2 septembre 1998, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une longue maladie supportée avec courage et clairvoyance.

L'enterrement a eu lieu le 3 septembre, au cimetière israélite de Cronenbourg.

6, avenue de la Forêt-Noire,
67000 *Strasbourg*.
1, rue Chauffour,
68000 *Colmar*.

– Mme Arlette Jouan,
sa mère,
Sébastien Jouan,
son fils,
Emmanuelle,
sa sœur,
Philippe,
son beau-frère,
Ainsi que toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Christine JOUAN,

survenue le 2 septembre 1998, dans sa trente-sixième année.

Ses obsèques auront lieu le 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Champs, Paris-6e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de la

vicomtesse Bernadette LIGER-BELAIR,

survenu à Paris, le 18 août 1998.

L'inhumation a eu lieu au Barroux dans la plus stricte intimité familiale.

De la part de
Magdeleine et *Augustin* Renaud
et leurs enfants,
Monique et Jean Bacque
et leurs enfants,
Jean-Bernard Liger-Belair.

– Le chef de corps,
Et les membres de l'Inspection générale des affaires sociales
ont la tristesse de faire part de la disparition, survenue le mois dernier, de leur collègue et ami,

Christian MARIE,
inspecteur général des affaires sociales,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'ENA (1972),
ancien directeur
de la Caisse nationale
des allocations familiales.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches.

Son souvenir restera très présent parmi eux.

– Varsovie, Paris, Göteborg, Boston.

Sa *famille*,
Et ses amis
ont la douleur de faire part du décès, le 18 juillet 1998, de

Roman MELCHIOR, « Melon »,
combattant
des brigades internationales
en Espagne,
résistant en France (FTP-MOI).

Il a été incinéré le 27 juillet et repose aux côtés de son épouse,

Maria « Mariska » JOTEL.

– Mme Thérèse Perrier-Gros-Claude
et ses enfants
ont *la douleur de faire* part du décès du

général
Jean PERRIER-GROS-CLAUDE,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 29 août 1998, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi *1er septembre, à Faverges (Haute-Savoie).*

Remerciements

Jean-Maxime GIRARD

nous a quittés le 5 août 1998.

Mme Jung-Hee Hwang,
son épouse, et leurs enfants,
Anne-France et Pierre-Clément,

Mme Agnès Girard-Talec
et son fils,
Ludovic Girard,

Olivier-Laurent Girard,
son père,

Mme Marie-Christine Drogoul,
Mme Laurence Benoit,
Mme *Béatrice Dekoninck*,
ses sœurs,
Ses neveux et nièces,
Parents et amis,

remercient vivement tous ceux qui ont témoigné affection ou sympathie lors de sa disparition.

Ad vitam aeternam.

Anniversaires de décès

– 4 septembre 1988,

Michel de la FOURNIÈRE

nous quittait.

Les inégalités entre les peuples, entre les habitants d'un même pays restent des défis à relever.

Ils donnent sens à l'action des politiques et des militants.

Thérèse de la Fournière et ses enfants.

– En ce jour anniversaire de la mort, *en 1963, de*

Jules ISAAC,

Sa *famille*,
Et l'Association des amis de *Jules* Isaac demandent à tous ceux qui lui demeurent fidèles une *pensée fervente et rappellent* le rôle primordial de son incesssant combat pour la vérité.

– Il y a un an,

Fernand JACQUET

disparaissait.

Il avait rédigé sa propre rubrique nécrologique :

« Le 5 septembre 1997, il a plu à Atropos d'arracher à la vie,

Fernand JACQUET,
bachelier ès sciences,
licencié en philosophie,
licencié en histoire de l'art,
diplômé de l'université de Bonn
(*Allemagne*),
diplômé de l'Ecole du Louvre,
agrégé de philosophie,
docteur en philosophie,

aucune distinction honorifique,

mort prématurément à l'âge de soixante-dix ans car, à la différence d'Admète, il ne trouva pas une Alceste pour fléchir la *Parque*.

Il enseigna à Batna (Algérie), Cluny, Villefranche-en-Beaujolais, Moulins, et durant trente ans au lycée Raspail (Paris-14e).

Souhaitant n'avoir jamais déçu ses élèves, il demande à ses amis de ne pas s'attrister et même de faire la fête à l'occasion de son anéantissement et après son inhumation, auprès de ses parents, à Genay (Rhône), dont il n'était pas originaire. »

Conférences

CERISY-LA-SALLE.
COLLOQUE, BERNARD DORT,
UN INTELLECTUEL SINGULIER
Direction
Chantal Meyer-Plantureux,
10-17 septembre 1998.

Conférences de Claude Coste, Raphaël Nataf, Bertrand Poirot-Delpech, G.-D. Farcy, Antoine de Baecque, Matthias Langhoff, Georges Banu, Jack Lang, J.-P. Sarrazac, Anne Ubersfeld, Franca Trentin, Antonio Attisani, J.-M. Déprats, Jacques Lassalle, B. Picon-Vallin, Albert Dichy, Colette Scherer, Nathalie Léger, Monique Le Roux *et* Gilbert David.

Avec la participation des comédiens-français Denis Podalydès, Nicolas Lormeau et Laurent d'Olce.

Présentation du documentaire *Bernard Dort, un spectateur engagé*.

Renseignements au 02-33-46-91-66.

هكذا من الأصل

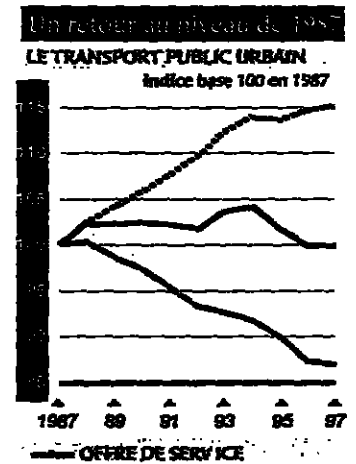
La fréquentation des transports publics se stabilise en province

Après plusieurs années de désaffection, les chiffres de 1997 (– 0,1 %), rendus publics mercredi 3 septembre par l'Union des transports publics (UTP), pourraient annoncer un début de renversement de tendance. En Ile-de-France, les effets de la grande grève de 1995 sont effacés

CE N'EST PAS encore l'embellie, mais peut-être la fin d'une préoccupante érosion, voire le palier préfigurant une reconquête. Selon les chiffres rendus publics, jeudi 3 septembre, par l'Union des transports publics (UTP), qui regroupe les entreprises de transport urbain liées par contrat à une collectivité territoriale ou qui en dépendent, la fréquentation des transports en commun (hors Ile-de-France) serait restée presque stable entre 1996 et 1997, avec une baisse de 0,1 %. En 1995 et 1996, les chiffres avaient respectivement été de – 2,1 % et de – 1,9 %. Ils s'inscrivaient dans une tendance à la baisse observée depuis le début des années 90, à deux sursauts près, en 1993 (+ 1,8 %) et 1994 (+ 0,5 %). 60 % des entreprises ont enregistré une hausse ou un maintien du trafic par habitant, chaque utilisateur des réseaux de province ayant effectué en moyenne 92 voyages dans l'année.

Ce constat de stabilité intervient alors que le début de 1997 a été fortement marqué par des mouvements sociaux dans les entreprises de transport des grandes et moyennes agglomérations de province. Sans cette circonstance particulière, la fréquentation aurait sans doute été en hausse, comme en témoignent les bons résultats observés sur le second semestre. Dans le même temps, l'offre de transport a connu une très légère croissance, de 0,2 %, en retrait par rapport à l'année précédente (1,1 %). La croissance continue du nombre de kilomètres parcourus apparaît plus soutenue dans les entreprises des agglomérations de moins de 100 000 habitants : c'est là que l'extension du périmètre d'activité et la restructuration des réseaux ont été le plus nettes. Cependant, c'est dans les grandes agglomérations (plus de 250 000 habitants) que la fréquentation connaît la meilleure évolution (+ 0,4 %).

Michel Cornil, président depuis six ans de l'UTP et directeur général adjoint de l'entreprise la plus importante du secteur, VIA GTI (groupe Paribas), estime que ces résultats sont encourageants et veut croire à *« l'amorce d'un renversement de tendance »*, après plusieurs années de désaffection. Le ralentissement de la dégradation du taux d'utilisation (rapport entre l'offre et l'usage, qui ne s'établit plus qu'à – 0,3 % en 1997, contre – 3 % en 1996) pourrait, à ses yeux, en être le premier signe fort.



La maintien de la fréquentation à son niveau de 1996, la moindre croissance de l'offre kilométrique, ont pour effet de nettement ralentir la dégradation du taux d'utilisation observé depuis huit ans.

Pour M. Cornil, les efforts déployés ces dernières années afin d'améliorer les paramètres déterminants que sont *« la sécurité, la qualité du service et de l'accueil ou les systèmes de tarification »* commencent à porter leurs fruits. Un progrès bien timide, si l'on met en perspective l'évolution considérable que les transports urbains ont connue ces dernières années à travers, notamment, la multiplication des transports en commun en site propre (TCSP) – métro, VAL et surtout tramway – dans de très nombreuses agglomérations, ainsi que la prise de conscience par l'opinion des problèmes de pollution et de nuisances liés à l'automobile.

« LA CARTE DU QUALITATIF »

M. Cornil se déclare donc prêt à *« réclamer avec encore plus de force une meilleure prise en compte du transport public ». « Si Jean-Claude Gayssot, l'actuel ministre des transports, est bien convaincu de l'urgence et très attentif au problème, la volonté politique doit s'exprimer à bien d'autres niveaux,* estime le président de l'UTP, *et notamment chez tous les acteurs de la vie locale. Les questions de priorités, de nouvelles répartitions de la voirie, pas seulement dans les zones urbaines denses, d'aménagement des lieux publics et des gares d'échanges, de désertification des centres-villes, d'éclatement de l'emploi à la périphérie, dépendent largement d'eux,* souligne-t-il. *A côté du quantitatif, il faut jouer la carte du qualitatif. »*

M. Cornil considère que les exploitants doivent, de leur côté, intensifier leurs efforts pour répondre aux exigences nouvelles d'une clientèle dont les habitudes de vie et de déplacement ont évolué. Le « patron des patrons » du transport public plaide d'un même élan pour une plus grande liberté d'entreprendre, avec plus de *« souplesse »* et moins de *« rigidité sociale »*.

Robert Belleret

Augmentation des agressions

Les agressions commises dans les transports publics des villes de province (hors SNCF) ont augmenté en 1997, avec 4 090 cas recensés – 2 230 touchant le personnel, 1 860 des voyageurs –, selon les statistiques sur l'insécurité publiées jeudi 3 septembre par l'UTP. Ces chiffres représentent *« un peu plus de deux agressions pour un million de voyages »*. Les agressions sur le personnel suivies d'un arrêt de travail sont en augmentation de 2,3 %, avec 789 cas. Elles frappent principalement des conducteurs et des contrôleurs appartenant dans leur quasi-totalité à des entreprises desservant des villes de plus de 100 000 habitants. Les agresseurs sont de plus en plus jeunes – 38 % ont moins de 18 ans – et opèrent le plus souvent seuls.

Retour à la normale en Ile-de-France, après l'effondrement de 1995-1996

PARISIENS et Franciliens ont retrouvé une bonne partie de leurs habitudes d'avant les attentats et les grèves de 1995. Beaucoup avaient déserté les transports en commun à la suite d'un mois de décembre 1995 particulièrement éprouvant. Mais pendant plusieurs mois, en 1996, les habitants de la région Ile-de-France ont gardé leurs réflexes : achats dans les commerces de proximité plutôt que dans les grands centres commerciaux de périphérie, regroupement des déplacements sur un moins grand nombre de voyages...

Après cette baisse sensible (– 6,4 % pour la SNCF - Ile - de - France entre 1994 et 1996), qui pouvait également s'expliquer par la diminution de l'activité économique et la poursuite du processus de perte d'emplois dans la zone centrale de la région parisienne, les chiffres de fréquentation avaient commencé à remonter en 1997 : + 2,1 % sur les lignes SNCF en 1997 par rapport à 1996, +2,7 % sur le réseau de la RATP. Les premiers chiffres de 1998 amplifient cette tendance. Avec 1 233 millions de voyages pendant le premier semestre, la RATP a déjà connu une augmentation de son trafic de 2,8 % en 1998. Quant à la SNCF, la progression est de 1,4 % pendant la même période.

Les opérateurs franciliens voudraient interpréter ce retour à la normale comme un regain d'intérêt pour les transports en commun, susceptible de freiner la montée en puissance des déplacements en voiture individuelle. Il est sans doute la conséquence de la prise de conscience, par la SNCF et la RATP, de la nécessité de politiques commerciales qui prennent mieux en compte les souhaits des usagers.

C'est ainsi que la régularité des trains, comme celle des autobus, est devenue une priorité, au moins affichée. De nombreuses gares et stations de métro ont été réaménagées pour corriger l'impression désastreuse d'abandon, et donc d'insécurité, qu'elles pouvaient donner. Des emplois-jeunes ont été créés pour recréer l'atmosphère de convivialité qui, à force d'allègement du service, avait fini par laisser la place sur les quais de gare à une fâcheuse impression d'inhumanité.

Enfin, les efforts d'harmonisation de la tarification ont rendu une réelle compétitivité aux transports en commun face aux déplacements motorisés individuels. Sous l'impulsion du Syndicat des transports parisiens, autorité régionale organisatrice présidée par le préfet de région, la SNCF s'est convertie pour la banlieue aux carnets de tickets ; les chèques-mobilité ont été attribués aux personnes à la recherche d'emplois... La « carte-jeune » est un succès : déjà 50 000 demandes ont été faites pour ce titre très économique de transport annuel, qui permettra aux jeunes de se rendre sur leur lieu d'études dans la semaine, et de se déplacer librement sur l'ensemble du réseau pendant week-ends et jours fériés.

Christophe de Chenay

Les projets du gouvernement divisent les élus locaux

LES ASSOCIATIONS d'élus sont divisées face aux projets du gouvernement en matière de finances locales. Après l'annonce, le 27 août (*Le Monde* du 29 août), que la suppression progressive de la part salariale dans l'assiette de la taxe professionnelle serait intégralement compensée et indexée sur l'évolution de la dotation globale de fonctionnement, l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), présidée par Michel Delebarre (PS), s'est montrée plutôt rassurée. L'AMGVF est également relativement satisfaite des modalités du *« pacte de croissance et de solidarité »* qui doit remplacer le *« pacte de stabilité financière »*. La Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), présidée par Jean Auroux (PS), a jugé, mercredi 2 septembre, que *« tout semble aller mieux que les élus* (...) *auraient pu le craindre »*. La FMVM précise que *« la grande majorité des élus présents »* le 27 août ont donné acte au gouvernement d'un engagement en faveur de compensations *« claires et honnêtes »*, selon une formule de Jean-Pierre Chevènement. A l'inverse, l'Association des présidents des conseils généraux (APCG), présidée par Jean Puech (DL), a souligné mardi que les réformes de la TP et des droits de mutation *« sont de nature à réduire de façon significative l'autonomie fiscale, déjà relative, des collectivités, ce qui pourrait, à terme, remettre en cause les principes fondamentaux des lois de décentralisation »*. L'APCG juge que le gouvernement a annoncé *« qu'il ne compenserait pas intégralement »* la perte de recettes entraînée par la réforme de la TP.

هكذا من الأصل

HORIZONS

PORTRAIT

Jim Harrison, le grizzly du nord du Michigan



PHILIPPE NEWTON/DAVID WUNG

Il est grand, il est gros, il a une trogne terrible avec sa moustache de bandit mexicain. Rencontre avec Jim Harrison, légende vivante de la littérature américaine, dans sa cabane de bûcheron du nord du Michigan. Un écrivain puissant et fragile, truculent et irrationnel, qui pleure chaque fois que succombe l'un de ses personnages



L'HOMME qui par une belle après-midi d'été vous sert un ballon de côte-rôtie sous la véranda ombragée de sa maison, dans le nord du Michigan, et vous regarde avec son incroyable visage, bousculé par la vie, *violent et beau, s'appelle* Jim Harrison. Il compte parmi les tout premiers auteurs américains vivants, par la force de sa poésie, par l'univers emporté, aventureux et onirique de ses romans, *Faux-soleil, Dalva, Un bon jour pour mourir,* et de ses longues nouvelles, dont les fameuses *Légendes d'automne*. Après deux ans de travail acharné dans sa cabane de bûcheron, il livre aujourd'hui son plus ambitieux ouvrage, *La Route du retour,* plus de cinq cent vingt pages de journaux intimes à plusieurs voix, de longs secrets de familles, d'amours interdites et de fantômes indiens, entre Mexique et Nebraska, des Grands Lacs au Pacifique. Un roman majeur qui paraît en France dans la traduction de son ami Brice Matthieussent, chez son autre ami l'éditeur Christian Bourgois, avant même d'être publié aux Etats-Unis. Parce qu'il connaît bien la France et les Françaises, nos vins et notre cuisine, les paysages de la Normandie ou du Morvan, les promenades dans Montparnasse.

Chez nous comme chez lui, il aime les trous perdus à la campagne et les grandes villes, pas l'entre-deux. D'une façon générale, il ne supporte pas le mitigé, le tiède. C'est aussi ce qui le distingue dans un paysage d'écrivains un peu pâles, trop télévisés : il possède une stature rabelaisienne, une dégaine de baroudeur, et une grande gueule. Il a des opinions fortes et ne les mâche pas. Et l'Amérique d'aujourd'hui, celle qui dépense des fortunes pour commenter les frasques présidentielles, l'énerve. « *Clinton, que voulez-vous, après Bush et Reagan, c'est une merveille. Et où en est-on ? Quatre ans et demi d'investigations, soixante millions de dollars dépensés pour savoir que Monica a fait une gâterie à Bill... Qu'on nous lâche un peu. Ce qui ne va pas avec l'Amérique, c'est qu'elle n'a plus d'idéal. On ne parle plus que d'argent, de prospérité. Ça me rend dingue. Ça sert à quoi la prospérité quand on n'a plus son âme ? Est-ce qu'on a fait quelque chose au Rwanda ? En ex-Yougoslavie ? Et maintenant on lèche les bottes des Chinois. Le fric, le commerce. On parle d'économie globale, c'est dégueulasse. Quelqu'un a dit que lorsqu'une civilisation est au sommet de sa puissance, elle a toujours la tentation d'oublier ses origines biologiques. Oublier que nous sommes des primates du pliocène. Des primates avec des bagnoles. C'est pourquoi l'Amérique devient un Disneyland propret et joli, sans excès, politiquement correct, où l'on ne boit pas, ne fume pas. Un Disneyland fasciste.* »

Ceux qui rencontrent Jim Harrison en font généralement un portrait haut en couleur. Il est grand, il est gros, il a une trogne terrible avec une moustache de bandit mexicain, il mange comme quatre, boit comme six, conduit son break avec les pieds, parle avec la voix de Marlon Brando dans *Apocalypse Now,* dit des obscénités en éclatant d'un rire énorme, vit dans les bois du nord du Michigan, et ressemble plus à un lutteur de sumo qu'à un homme de lettres. Tout cela n'est pas faux, mais il faudrait ajouter qu'avec ses quatre-vingt-quinze kilos habilement moulés dans un pantalon de toile et un T-shirt sans couleur et troué, il se déplace avec une grâce étonnante, que ce ripailleur est sujet à de longs passages dépressifs, que ce macho de western spaghetti, cet amateur de jurons a publié des lettres émouvantes à la mémoire du poète russe Essénine, suicidé à trente ans. Et pleure lorsque meurt un de ses personnages.

Il faut le voir parler à ses deux chiens, Grace, un cocker noir et blanc un peu empâté du train, et Rose, un setter blanc dont les cheveux dressés raides sur la tête et la mine blême évoquent irrésistiblement Stan Laurel, pour comprendre que cet homme est très délicat. Sans doute parce qu'il s'agit de deux femelles. Quand il évoque la mort de sa chienne Tess, la tante de Rose, au printemps dernier, il l'associe à la grave crise d'asthme qui a failli emporter sa femme, Linda, comme les deux causes de sa dernière phase d'angoisse. Ce n'est pas qu'il traite sa femme comme un chien, loin de là, mais plutôt qu'il aime sa chienne comme une femme. Il entretient des liens très intimes avec le monde naturel et animal. On ne sait trop de quel autre écrivain français on pourrait le rapprocher, pour la puissance et la fragilité, la truculence et l'irrationnel, sinon de Guy de Maupassant.

> « L'auto-importance des gens de New York, c'est insensé. On dit en anglais qu'ils parlent trop près du micro. Ils ont un bon mot prêt sur tous les sujets »

Comment devient-on Jim Harrison ? La bonne société littéraire américaine se le demande encore. Au départ, on n'a voulu voir en lui qu'une sorte de cow-boy sexiste, les féministes se sont un peu monté le bourrichon, et puis se sont tues, quand Harrison leur a donné avec *Dalva* un des plus beaux portraits de femme du roman moderne. Mais la méfiance est quand même restée. De son côté à lui, surtout. Evoquant une des rares réunions du Pen Club à laquelle il ait assisté, Jim lâche sobrement : « *La vie littéraire, c'est comme des serpents qui baisent : un truc à ne pas regarder de trop près.* »

Son père était d'une famille de paysans, mais il avait fait des études et était devenu agronome-conseil. Sa mère était la fille d'immigrants suédois, son grand-père était pêcheur au nord de la Suède. Ses parents se sont mariés jeunes et ont eu cinq enfants. Un des frères de Jim est doyen d'université, l'autre est dans la politique et s'occupe d'une fondation. Une de ses soeurs est assistante sociale, l'autre, dont Jim était très proche et qui voulait être peintre, s'est tuée dans un accident de la route en même temps que leur père. Le père avait cinquante-trois ans, la soeur dix-neuf, Jim en avait vingt et un. Presque quarante ans plus tard, il considère qu'il ne s'en est jamais remis. « *C'est à ce moment-là que j'ai pensé : si une telle chose peut arriver, si les gens qu'on aime le plus meurent comme ça, alors tu peux faire ce que tu veux de ta vie.* »

La mort des êtres chers peut avoir fait sauter les derniers verrous sur une voie difficile, mais Jim y était déjà engagé depuis l'âge de quinze ans, quand il avait déclaré à son père qu'il voulait être écrivain et que ce dernier, loin de s'opposer à sa vocation, lui avait offert une vieille machine à écrire d'occasion. Et si l'on cherche les causes profondes – comme dans les romans de Harrison, les vérités sont dissimulées les unes en dessous des autres, on n'en finit jamais d'épuiser le cours du temps et de la logique –, il faut sans doute remonter plus haut, à cet épisode décisif de ses sept ans, quand il perdit un oeil : « *J'ai beaucoup menti à ce sujet, j'ai parlé de la guerre du Vietnam, de bagarre au couteau, etc. En réalité, j'étais avec la petite fille des voisins, on jouait au docteur. Elle a trouvé un tesson de bouteille, me l'a jeté à la figure, crevant mon oeil gauche. Je ne sais pas pourquoi. Peut-être à cause de quelque chose que je ne faisais pas bien. Ça a été ma première expérience sexuelle. Bien sûr, ça a changé ma relation au monde. Quand vous êtes très jeune, une infirmité comme celle-là vous isole. Vous vous sentez très particulier. C'est pourquoi je suis parti dans les forêts, près des lacs et des rivières, loin des gens. Et que je suis devenu artiste. Un artiste est quelqu'un de seul, d'isolé. J'étais prêt pour ce rôle.* »

higan

Il est grand, il est gros, il a une trogne terrible avec sa moustache de bandit mexicain. Rencontre avec Jim Harrison, légende vivante de la littérature américaine, dans sa [illegible] de [illegible] du nord du Michigan. Un [illegible] puissant, fragile, truculent, irrationnel, qui pleure chaque fois que succombe l'un de ses personnages

Homme des bois, il l'est resté. Jeune, il a tenté de faire une carrière universitaire, mais son indiscipline naturelle et son esprit peu conventionnel constituaient de sérieux handicaps. *« J'avais vu des films sur la vie de bohème, où il y avait plein de jolies femmes. J'ai quitté le Michigan pour aller à New-York, vivre avec ces femmes. Je voulais écrire mais je ne savais pas quoi. Vers dix-huit ans, une belle rousse qui parlait français m'a fait découvrir Rimbaud, Apollinaire et Saint-John Perse. »* Il retourne assez vite dans son Michigan natal et fait deux connaissances importantes, sa femme Linda, qu'il épouse très jeune, et l'écrivain Thomas McGuane, avec lequel il noue une solide relation d'amitié.

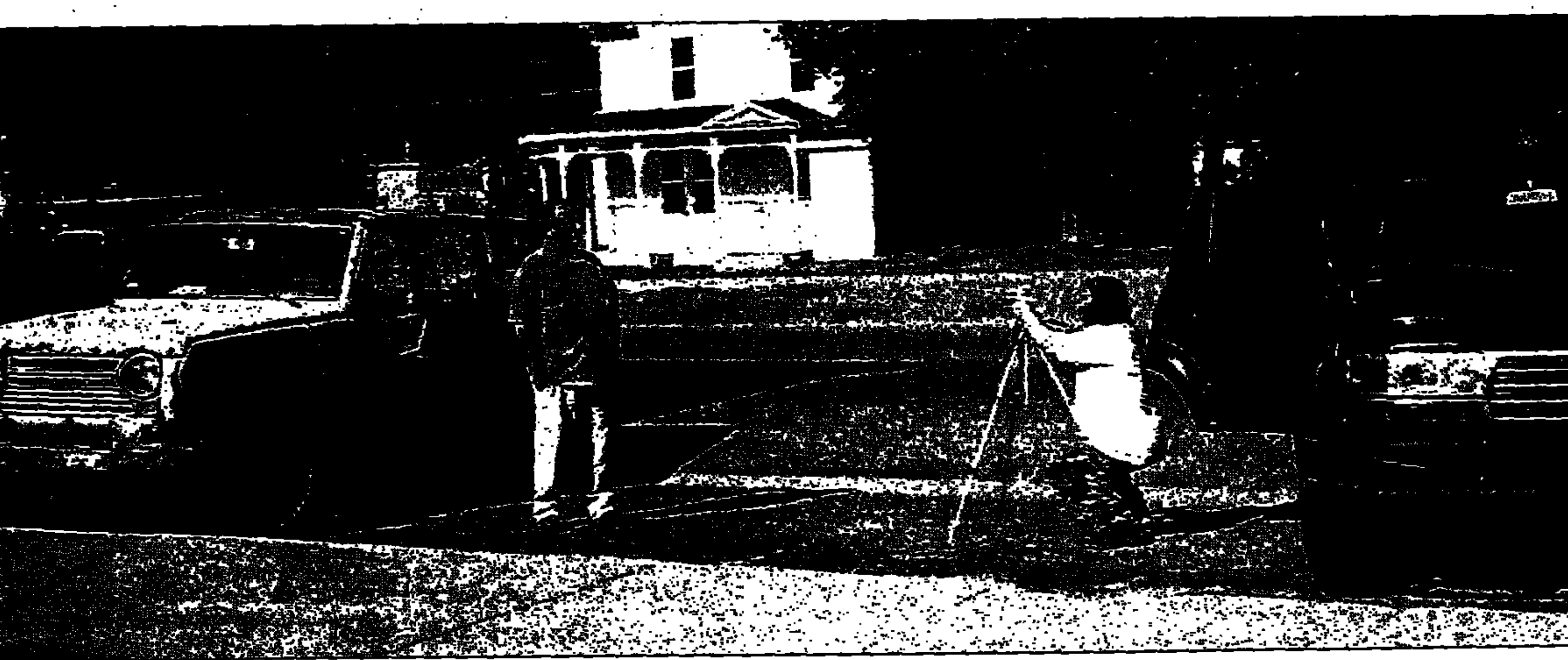
En 1965, il publie le premier de ses neuf recueils de poèmes, *Plain Song*. *« Après la mort de mon père et de ma sœur, je suis resté déprimé un an. J'ai quitté l'université parce que les professeurs me trouvaient arrogant. Quand j'ai sorti mes premiers livres, ils ont changé d'avis et m'ont repris. J'ai passé mes diplômes de littérature comparée et puis j'en ai eu franchement marre de l'université. Je voulais être écrivain à part entière. J'ai tout largué. »* Avec Linda et leur première fille, Jamie Louise, il se réinstalle dans le Michigan et travaille à toutes sortes de petits boulots dans le bâtiment. Pendant quinze ans, il ne gagnera pas plus de 10 000 dollars par an, entre 50 000 et 60 000 francs pour une famille de quatre personnes, après la naissance d'Anna Severin, sa seconde fille.

Né sous le signe du désastre, avec la force du taureau en ascendant, c'est à un autre accident que Jim doit un tournant dans sa carrière. Un jour qu'il chassait des oiseaux, il tombe d'une falaise et se blesse le dos. Immobilisé sur son lit pendant un mois, il se morfond, quand Tom McGuane lui suggère d'écrire un roman. *Wolf*, sous-titré *Mémoires fictifs*, paraîtra en 1971, histoire transposée de sa jeunesse, dont il dit qu'elle lui fait penser *« à un garçon au cœur brisé, grimpé sur le toit d'une grange et hurlant sa peine »*. La critique le salue, c'est le début de la sortie du tunnel. Pour nourrir les siens, il se multiplie, pratique le journalisme sportif dans *Sports Illustrated*, élevant le genre du reportage à un niveau littéraire et comique comme seul Olivier Merlin sut le faire en France. On trouvera dans *Entre chien et loup* ces papiers sur la pêche au tarpon en Floride ou sur la chasse à courre en Normandie, dans le domaine d'un autre de ses flamboyants amis, le comte Guy de la Valdène, personnage éminemment « harrisonien » : *« Quand je suis allé chez lui pour cette chasse, sa mère avait préparé un panier de pique-nique avec deux bouteilles de Château-Margaux 1923... »*

Faisons une pause. Il est impossible de suivre le déroulement biographique de Jim Harrison sans ouvrir quelques bouteilles. Il n'a pas toujours bu que des grands crus, certes. Après avoir pas mal voyagé, à trente-huit ans, il rencontre le succès avec *Légendes d'automne*, un recueil de trois longues nouvelles qu'il a pu rédiger avec le soutien financier d'un autre ami, peu connu pour sa modération, le comédien Jack Nicholson. *« Je n'avais jamais eu d'argent et, tout d'un coup, j'en avais plein. Je me suis conduit comme un nègre cinglé, un musicien de rock'n'roll. J'ai jeté l'argent par les fenêtres, acheté plein de cocaïne et de vin, et voilà. »* Et puis, un jour, il y a vingt ans, il reçoit un coup de fil d'un riche avocat, qui lui dit : *« J'ai une cirrhose, je ne veux pas laisser ma collection de grands vins à un restaurant, ni à une vente aux enchères. Est-ce que ça vous intéresse ? » « J'ai dit oui. Et il m'a vendu à très bon prix cinquante caisses de grands premiers crus. A vingt dollars la bouteille, des Latour, des Laffite... Il n'y avait que les Japonais pour se payer ça. »* Aujourd'hui, il se dit qu'il aurait dû écouter Guy, ne pas tout boire d'un coup. Il s'est reconverti au bandol rouge et au côtes-du-rhône, dont il fait venir une cinquantaine de caisses par an pour sa cave, sans compter celles qu'il fait acheter par ses saloons préférés pour quand il y descend, le Bluebird et le Dick's Tavern à Lake Leelanau et le Dune's Saloon à Grand Marais, dans la péninsule du Nord.

Car le monde de Jim est assez balisé, maintenant, en dehors de ses excursions annuelles en France. Il y a un « Harrison country », dont le cœur est au Michigan. La maison familiale est simple et confortable, dans un vallon près du lac Leelanau, non loin de Traverse City, qui est la capitale mondiale de la cerise. Jim n'a que quelques pas à faire pour gagner son studio, un petit chalet de travail, tout en bois, rempli de photos, de peaux de serpent, de crânes de coyote, de têtes de mort mexicaines en papier mâché, une merde de grizzli séchée suspendue au-dessus de la table de travail en porte-bonheur. A cinq cents kilomètres au nord, dans la Upper Peninsula, près du petit bled de Grand Marais, un port sur le lac Supérieur, qui est tellement supérieur qu'on dirait la mer, Jim possède dans la forêt une cabane en rondins, avec une cheminée en pierre, des trophées de chevreuil et de caribou, des raquettes pour la neige et des flèches indiennes, tout droit sortie d'un livre sur les trappeurs. En automne, il y chasse la grouse avec son copain Nick et Guy de la Valdène. Le restant de l'année, il y vient régulièrement pour travailler une semaine d'affilée dans la solitude complète. La maison n'a pas le téléphone. En dehors de ces deux pôles du Michigan, il faut ajouter une autre maison en Arizona, à Patagonia, près de la frontière mexicaine. Et le panorama « harrisonien » serait incomplet si on ne mentionnait pas le Montana, où il vient souvent voir d'autres écrivains, dont McGuane, et où vit sa fille Jamie, qui, à trente-six ans, couverte de diplômes, en est à son quatrième roman policier.

> « Plus tôt dans ma carrière, on me prenait pour un poivrot. Maintenant on dit : "quelqu'un qui a des problèmes avec la boisson" »



MICHEL BRAUDEAU

A la ville comme à la campagne, Jim ne mange jamais médiocrement. Vous ne le verrez pas entrer dans un fast-food, ou alors ce sera sous la menace. Il mange trop, mais bien. Et encore, trop, c'est peu dire. On n'ose pas imaginer ce qu'il ingurgita à la grande époque de son estomac, mais, à présent qu'il est au régime, une trentaine de travers de porc ne lui font pas peur en entrée. S'il mange du poisson, il se sent bien parce qu'il a avalé la puissance du poisson. Tandis que la puissance du poulet de la veille n'était pas à la hauteur de la gueule de bois qui a suivi. Ses deux petits déjeuners préférés : des tripes hachées au maïs ou du confit de canard et des pommes de terre à la graisse d'oie. Il place aussi souvent que possible une fausse citation de Lermontov, *« Mange ou meurs »*, qu'il a entièrement forgée lui-même, et déclare avec fierté : *« Très peu d'hommes sont capables de manger même quand ils n'ont plus faim. Je suis de ceux-là. »*

Il a le culte de l'ail et du tabasco, et a dit solennellement qu'il ne pouvait pas faire confiance à quelqu'un qui n'aimait pas l'ail. En fait, il est plus tolérant, mais il est vrai que la nourriture est un réservoir métaphorique important chez lui. Ainsi la littérature de la Côte est, le petit monde new-yorkais : *« C'est comme manger un club sandwich. Les deux premières bouchées, ce n'est pas mauvais ; après, c'est totalement ennuyeux. A New-York, je connais peu de gens, William Styron, Peter Matthiessen. Mais les Tom Wolfe, les John Updike, non. Et Philip Roth, c'est d'un geignard... L'auto-importance des gens de New York, c'est insensé. On dit en anglais qu'ils parlent trop près du micro. Ils ont un bon mot prêt sur tous les sujets. Il faut les regarder comme on observe les oiseaux, sans s'énerver. Dans un pays grand comme le nôtre, il y a plusieurs littératures régionales. Celle de New York est une des plus provinciales, c'est tout. »*

Il n'est guère plus tendre pour Hollywood, qui lui a donné pas mal d'argent en échange de très grandes déceptions. John Huston voulait mettre en scène *Une vengeance*, David Lean voulait *Légendes d'automne*. Hollywood a refusé les deux. *« De* Wolf*, ils ont fait un petit chien, et de* Légendes d'automne*, ils ont fait quelque chose de propre et joli, en oubliant la poussière, la saleté et le sang. »* Et il ne se réfugie pas derrière le spectre de Faulkner le maudit, en qui il reconnaît son vrai maître, bien plus qu'en Hemingway, auquel on l'apparente quand on ne l'a pas lu : *« Quand j'étais à Hollywood, le patron m'a montré un jour les scénarios de Faulkner. J'en ai lu trois sur dix-sept. Ils étaient très mauvais, tout simplement. Faulkner était bien payé pour cela. Tant mieux. »* Il n'en reste pas moins que Hollywood est une machine à détruire les écrivains remarquablement efficace. D'où la cabane du Nord comme terrier de survie.

Il l'a achetée il y a vingt ans, à la suite d'une dépression, une fêlure fitzgeraldienne. *« Et, depuis des années, je monte là pour écrire pendant neuf à dix jours, puis je redescends quatre jours à Lake Leelanau. C'est comme ça que Linda et moi sommes encore mariés, parce que je ne suis pas toujours là. Les gens qui s'aiment doivent faire très attention à ne pas s'étouffer l'un l'autre. Et si nous faisons une longue route ensemble, pour aller dans le Montana par exemple, nous avons une règle absolue : pas de discussion. Pas de débat. C'est nos filles qui nous ont appris ça. C'est fou ce qu'on peut s'engueuler dans une voiture. »* Et, toujours au registre du mariage, Jim, qui ne doit pas être un saint tous les jours de l'année, semble marquer beaucoup de reconnaissance à son épouse, parce que, dit-il, *« écrire est déjà à la limite de l'adultère »*.

Dans sa cabane au fond des bois donc, il vient seul ou avec des chasseurs, mais plutôt seul. La solitude et la nature sont le remède souverain à ses passages à vide. *« Pas de médicaments. Ça me déprime encore plus que la dépression. Je marche, je marche, je cuisine un peu. Puis je marche encore et je cuisine mieux. Là, je me suis fait trois festivals de vin à moi tout seul. Je testais des crus. Le côtes-du-rhône m'a sauvé la vie. »* Il semble qu'en dehors des deuils naturels les dépressions soient liées à l'achèvement d'un livre ou à la mort d'un personnage. En parlant de la première partie de son dernier livre, *La Route du retour*, il avoue : *« La mort du vieux Northridge m'a foutu par terre pour quatre mois. »*

Le vieux Northridge, ce n'est pas le moins savoureux des personnages inventés par Harrison. Il s'agit du grand-père de Dalva, héroïne du roman éponyme paru en 1988, sans doute le livre le plus ambitieux de son auteur jusqu'à celui qui paraît aujourd'hui. Dalva est une femme célibataire, avec une part de sang sioux dans les veines, qui, adolescente, a eu une liaison avec un jeune sauvage du nom de Duane et recherche le fils qu'elle a eu avec lui et qu'elle a abandonné. Parallèlement, Michael est un jeune historien qui se lie à Dalva, à sa sœur Ruth et à sa mère Naomi, parce qu'il veut avoir accès aux journaux tenus par les pères et grand pères qui ont été contemporains de l'extermination des Indiens par les Blancs. *Dalva* est un beau roman ténébreux où l'on approche lentement de la vérité interdite – Dalva et Duane, les amants impossibles, sont demi-frères –, la grande histoire se mêlant inextricablement à l'histoire individuelle des personnages, qui s'expriment chacun à tour de rôle, au moyen de journaux intimes ou de lettres. Les lecteurs se souviendront longtemps de la mort de Duane et de la chambre secrète du grand-père, sous sa ferme, avec ses anciens guerriers indiens conservés dans la nuit.

Comme s'il n'avait pu se résoudre à quitter ses personnages magnifiques, Harrison reprend son récit en amont en quelque sorte, en commençant par le journal du grand-père de Dalva, né vers 1886, dont le père est mort fou, et suit avec l'histoire de Nelse, son arrière-petit-fils, puis celui de Dalva, qui va rejoindre Duane dans la mort. *« Quand j'ai écrit* Dalva*, je croyais que ce serait l'histoire du grand-père et du fils, et puis c'est elle, Dalva, qui s'est imposée. J'ai rêvé d'elle plusieurs fois. Et puis, pendant dix ans, j'ai repensé au grand-père, un personnage fascinant, et je me suis dit qu'il fallait le reprendre, retracer avec lui le cours de l'histoire américaine. C'est un genre de type très entier, très coriace, qui n'existe plus. Trop fort pour la société américaine d'aujourd'hui. Un des ancêtres de Linda faisait partie de l'expédition de Custer, il connaissait un Indien qu'on appelait Un-Coup. Ses journaux étaient intéressants. Mais, dans* La Route du retour*, ce sont des journaux imaginaires, un procédé littéraire sur les divers niveaux de connaissance. Pablo Neruda disait : "Mon cœur est un artichaut sans fin." A chaque fois, on croit être dans le vrai, et puis non, il y a encore un niveau plus profond, plus complexe. »* Harrison n'écrit pas de façon linéaire, chronologique. Parce que, pour lui, nous ne pensons pas de cette manière. Nous allons et venons dans le temps, en avant et en arrière. Nous ne pensons pas en suivant une droite géométrique. Et cette manière qu'ont ses récits d'aller où ils veulent leur confère souvent la démarche des rêves.

Dans son ermitage au bord du grand lac Supérieur, un lac si froid, aime-t-il à rappeler, que les noyés ne remontent pas à la surface, parce qu'ils ne pourrissent pas, ne se gonflent pas de gaz et restent intacts au fond, il est très loin des vanités littéraires ou spectaculaires de New York et de Los Angeles. Les indigènes du Michigan ne sont pas très mondains. *« Mon voisin, à Lake Leenanau, le paysan qui ne veut pas me vendre son champ, ne comprend absolument pas que je puisse écrire un livre. Je lui montre l'objet, il le regarde, ses yeux suivent les lignes en vain. C'est quelque chose d'une autre planète. En général, un écrivain, ça les fait rire. Il n'y en a qu'un dans la région. Je ne suis pas exactement un clown, mais j'ai un métier excentrique. Et excentrique, je le suis déjà au naturel. Mais, si on a du succès, on devient un monsieur. Plus tôt dans ma carrière, on me prenait pour un poivrot. Maintenant, on dit : "Quelqu'un qui a des problèmes avec la boisson." Si l'on vous voit dans les magazines, à la télévision, on pense que vous êtes riche. Et là, tout le monde devient poli. De plus, j'ai été élevé dans une ferme, je sais comment parler à mes voisins. Les gens simples ne sont pas simples. »* Ses voisins dans sa campagne du Nord sont presque tous des amis, la population est si dispersée dans la région qu'on ne croise personne sans lui demander si tout va bien, s'il n'a besoin de rien. Au Dune's Saloon de Grand Marais, Jim est connu comme le loup blanc, on l'interpelle, on lui tape sur l'épaule, on en est discrètement fier, et il vient y boire son morgon du soir.

La péninsule du Nord, c'est aussi le pays des ours. Il y en a plein la forêt. Dans le lit de la rivière qui passe au pied de sa cabane, Jim a souvent relevé des empreintes. Les ours ne sont pas dangereux, sauf si on a un chien assez écervelé pour aller leur aboyer dessus ou si l'on s'approche d'une mère avec ses petits. Un jour, Jim a entendu deux oursons jouer au foot avec sa poubelle. Il a patiemment attendu que la mère les emmène pour sortir de chez lui. Une autre fois, il a vu un ours qui se roulait dans la rivière pour se protéger des tiques. Il lui a parlé. L'ours s'est assis sur une souche d'arbre dans la rivière, comme un humain, et l'a écouté. Il devait faire dans les 300 kilos. *« Par la suite, quelqu'un l'a tué, et j'ai été très triste. Parce que cet ours m'attendait quand je revenais du bar. Il était très intelligent. »* Il y a aussi des loups, terrifiants, très grands, avec des yeux jaunes, une gueule énorme. Ils n'attaquent pas l'homme, selon Jim, et le mangent encore moins, parce qu'ils savent bien que c'est mauvais. Lui chasse le daim, qui est facile à cuisiner. L'ours, c'est plus compliqué, trop dur, trop fort. Ou alors il faut choisir la chair d'une jeune femelle. *« Chaque fois que je mange de l'ours, je rêve d'ours. C'est une médecine puissante. »* D'ailleurs, dans les bois, Jim ressemble fortement à un ours, pousse de longs soupirs à fendre l'âme en se levant le matin, aboie, hulule, s'étire en grognant comme s'il avait une épaisse fourrure sombre et des griffes. La métamorphose de l'humain en animal est un thème fréquent chez lui – son personnage dans *Wolf* se transformait en loup – et lui vient directement de la culture de ses chers Indiens.

« Quand on est petit, on joue aux cow-boys et aux Indiens, comme dans les films, mais moi, à sept ans, à cause de mon œil aveugle, je me sentais paria, je jouais du côté des Indiens. J'étais un outsider, et, comme je vivais dans le nord du Michigan, j'étais sur leur territoire. Ici, c'est un habitat d'Indien, pas de cow-boys. On m'a demandé pourquoi je n'écrivais pas sur les Noirs ? Parce qu'il n'y en a pratiquement pas là où je vis. Pour les Noirs, voyez Faulkner, Styron, les écrivains sudistes, ils ont couvert le sujet. Moi, c'est les Indiens, d'autant plus que personne ne veut en entendre parler. Et plus vous appartenez à une minorité qui a souffert ou souffre encore, moins vous voulez aborder la question indienne. Du reste, on ne devrait pas dire "les Indiens", c'était des peuples très différents, avec des cultures très développées, soixante langues... Quand nous sommes arrivés dans ce pays, il y avait huit millions d'Indiens. En 1900, il n'y en avait plus que deux cent mille. C'est comme l'Holocauste, sauf que ça a pris plus longtemps. » La question du sang indien que l'on a plus ou moins dans les veines est capitale chez les personnages de Harrison, c'est la part de la victime chez l'assassin, et son lien avec un passé révolu, un monde ancien plus authentique que celui dans lequel nous vivons et que la télévision ressasse comme le seul monde réel.

Il sort de sa poche une petite enveloppe de daim et en extrait un cône de pierre bigarrée. C'est un cadeau indien, un extrait de roche qui représente des millions d'années. Ce n'est pas pour porter bonheur, c'est pour nous rappeler notre condition mortelle. Quand un Indien se lève le matin, il salue les quatre points cardinaux, le ciel et la terre. Il sait où il est. Mais il ne doit pas oublier qu'il mourra. Lui, Jim, n'a pas l'air de l'oublier souvent. Il dit que c'est normal, c'est de son âge. Et puis, quand on aime beaucoup la vie, on est plus sensible à l'idée de la perdre. Le titre *La Route du retour* signifie qu'un jour ou l'autre on rentre à la maison, et c'est la mort. Les personnages, qui tous ressemblent à Jim, quel que soit leur âge ou leur sexe, en ont maintes fois l'intuition légère, soudaine, l'angoisse lumineuse comme un cristal. Dès le début du roman, le vieux Northridge rencontre un Indien qu'on appelle Smith par jeu, qui est le meilleur ami qu'il ait jamais eu, et qui lui dit de s'en aller, qu'il lui *« rendrait visite, durant la dernière année de sa vie, lorsqu'il aurait résolu tous les différends créés par son existence. »* Et bien sûr, dès la page 107, Smith vient lui rendre visite. Il ne faut pas avoir peur de la mort, comme le dit un des personnages ; s'il n'y a rien après, nous ne le saurons pas. Et la philosophie du vieux Northridge résume celle de son auteur : *« Je n'ai jamais considéré la nature comme un parcours du combattant où nous devrions nous casser le cul pour accéder au ciel, ni comme un baume nous permettant d'oublier nos épouillages réciproques, ni comme la consolation d'une vie consacrée à acheter bon marché et à vendre cher. La Bible de mon père se trompait sur toute la ligne. La Terre n'est pas faite pour nous soulager, mais pour sa propre munificence changeante, dont nous constituons une petite part. »*

Michel Braudeau

★ L'œuvre de Jim Harrison est publiée en français chez Christian Bourgois. Elle est disponible, en format de poche, aux éditions 10/18, dirigées par Jean-Claude Zylberstein.

هكذا من الأصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les changes sous contrôle

LES crises mexicaine (1995), thaïlandaise (1997) et russe (1998) auront fini par ébranler *jusqu'aux idéologues les plus* obstinés du libre marché. Depuis quelques jours, on assiste à des évolutions, parfois spectaculaires, dans la communauté financière internationale. A l'instar d'un George Soros, l'investisseur américain *qui s'est enrichi en spé*culant sur les monnaies, mais qui a fini par reconnaître les dangers d'un marché mondial des capitaux abandonné à la loi de la jungle, un nombre croissant d'acteurs de ce marché commencent à *se préoccuper d'une* meilleure organisation du système. Ils vont même, pour certains, jusqu'à reconnaître quelque légitimité à des formes de contrôle des changes dans les pays les plus faibles.

Les prises de position, surprenantes, du *Financial Times* et du *Wall Street Journal* méritent d'être soulignées. Le quotidien britannique, libéral s'il en est, publiait, mardi 1ᵉʳ septembre, un éditorial titré sans détour « Contrôler les *mouvements de capitaux* ». Il estimait indispensable d'*« envisager l'hypothèse, même si elle nous apparaît comme bien inconfortable, que des contrôles sur les mouvements de capitaux pourraient être, dans certains cas et sous certaines conditions, l'une des moins mauvaises solutions »*. Un thème que reprend, vendredi 4 septembre, en « une » de son édition européenne, le *Wall Street Journal*.

La presse reflète là le changement en cours parmi les acteurs mêmes des marchés. Aux Etats-Unis, l'économiste Paul Krugman est sollicité de tous côtés (par *Fortune* comme par le *New York Times*) pour expliquer la thérapie, *« radicale »*, qu'il préconise pour les pays émergents, qui intègre *une petite dose de contrôle des* changes. Même les grands banquiers centraux de la planète sont sensibles à l'argument, comme en témoigne le dernier rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI). Les experts re*connaissent, eux, que les pays qui* ont le mieux géré leur décollage économique sont aussi ceux qui, comme le Chili, l'Inde ou la Hongrie, ont su protéger partiellement leurs économies des soubresauts des marchés.

Tous soulignent, à juste titre, qu'il ne saurait être question de remettre en cause le mouvement général de libéralisation du marché mondial des capitaux, un mouvement qui a profité à tous les pays, riches comme pauvres. *Ils insistent aussi sur les dangers* d'un contrôle des changes mal maîtrisé et sur les risques d'un emballement protectionniste. Le contrôle des changes peut favoriser la bureaucratie et la corruption et provoquer des distorsions *graves de concurrence*.

Pour ne pas être l'obstacle aux réformes mais bien son occasion, il ne doit concerner que les seuls capitaux à court terme et être nécessairement conçu comme temporaire.

Le choix de la *Malaisie*, celui de l'isolement, est dangereux. Il montre les risques qu'il y aurait, pour la communauté financière internationale, à ne pas accepter de relever *« ce défi aux orthodoxes »*, selon l'expression du *Wall Street Journal*, et à refuser quelques entorses à leurs *dogmes*.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le réarmement américain

LES PERSPECTIVES d'une guerre avec la Russie paraissent pour le moment s'éloigner. Tel est le sentiment qui semble actuellement prévaloir dans les milieux militaires américains. Les chefs de l'armée rouge, croit-on, auraient compris que les Soviétiques, dans l'éventualité d'une épreuve de force avec les Etats-Unis, finiraient irrémédiablement par succomber.

On admet cependant que les Russes auraient pu tenter « un coup de folie ». Mais la disparition, le 31 août, de Jdanov, qui reprochait aux généraux soviétiques de toujours répondre par la négative quand on leur demandait s'ils étaient prêts à foncer sur le monde occidental, est de nature à écarter pour le moment le danger. On espère que les « modérés » du Kremlin, à la faveur du décès de l'animateur du Kominform, prendront complètement le dessus sur les apôtres de la guerre du prolétariat.

On relève d'ailleurs ici non sans quelque ironie que les extrémistes russes ont été les meilleurs artisans du réarmement américain. Sans les diatribes de M. Vychinski, la résurrection du Komintern, la vassalisation des Balkans et de l'Est européen, les veto de M. Gromyko et de façon générale l'intransigeance butée manifestée par Moscou sur tous les fronts diplomatiques, jamais le peuple des Etats-Unis ni ses représentants parlementaires n'auraient consenti aux mesures militaires préconisées par l'exécutif. L'Américain moyen n'aspire qu'à la paix, mais le nombre des maladresses russes a fini par l'exaspérer.

Maurice Ferro
(5-6 septembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Concilier l'éthique et la finance

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL de l'Association française de la gestion financière (AFG-Asffi), Pierre Bellon le dit sans ambages : si, pour les fonds de pension à la française, demain, ou pour les fonds communs de placement de l'épargne salariale, aujourd'hui, la tendance devait s'orienter vers les investissements « socialement responsables », les professionnels sauraient répondre à la demande du marché. Il ne s'agirait même pas d'une contrainte sup*plémentaire, mais tout juste* d'une adaptation puisque, selon lui, tous les critères d'évaluation d'un placement se valent. Notamment celui qui consisterait à se soucier de l'impact sur l'emploi. A condition, toutefois, qu'il ne contrevienne pas à *l'évaluation du risque financier* ou à la performance finale.

Cette confiance dans la capacité des gestionnaires de fonds à fournir les produits « éthiques » réclamés par le public, et donc par les salariés qui, en nombre grandissant, *confient leur épargne à des fonds* communs de placement d'entreprise (FCPE), s'accompagne d'une prise de conscience. A mesure que le mouvement se développe et draine des sommes de plus en plus importantes, il faut non seulement *séduire ces épargnants d'un nou*veau type par des résultats mais aussi les rassurer sur le bien-fondé de choix financiers qu'ils ne voudraient ni spéculatifs ni socialement destructeurs. Au contraire, il faut leur prouver qu'on peut, sur le plan individuel, faire fructifier son pécule, voire préparer financièrement sa retraite par le truchement de la capitalisation, et, pour autant, ne pas agir collectivement contre les intérêts des salariés ou de l'entreprise. C'est-à-dire, entre autres facteurs d'appréciation, ne pas privilégier les profits de court terme qui *améliorent les cours en Bourse et ne* pas compromettre le sort des personnels concernés quand on sait que l'annonce d'un plan social – cela s'est vu – entraîne une hausse de la valeur de l'action.

Une telle prudence, de la part des *spécialistes, a de quoi rassurer. Elle* témoigne du réalisme d'opérateurs qui savent où se trouve le marché. Déjà, d'ailleurs, des institutions financières ont mis au point des instruments susceptibles d'intégrer ces préoccupations, dans le groupe de *la Caisse des dépôts et consigna*tions ou à la CNP Assurances notamment. Ici, des fonds spécialement dédiés ont été créés, à l'image de celui lancé par la Fongépar avec l'appui de la CFDT puis de la CFE-CGC. Pour faire, là, le tri des sociétés en fonction de paramètres sociaux, des indicateurs ont été élaborés, par exemple par le groupe CPR Gestion. Mieux, et parmi plusieurs tentatives du même ordre, une so*ciété*, l'Arese, *se spécialise* dans la fourniture de données environnementales, sociales et éthiques sur les entreprises pour définir des critères d'investissement favorables au « développement durable ».

Tandis que se mettent en place des outils et des produits, émerge, en face, une réelle volonté d'infléchir les orientations. Après avoir longtemps ignoré le sujet, ou s'être cantonnées à sa lecture idéologique, *avec pour toile de fond le débat sur* le financement des retraites entre la répartition et la capitalisation, les organisations syndicales commencent à y regarder de plus près. Aux prises avec la schizophrénie d'épargnants qui sont à la fois *des salariés et des actionnaires*, la CFDT réfléchit aux moyens de sortir de la contradiction. Dans le même but, et avec l'intention de tracer une ligne de conduite, la CFE-CGC organisait, avant l'été, un colloque sur le thème « Fonds de retraite paritaires *au service des entreprises et de* l'emploi ».

DIFFICULTÉS

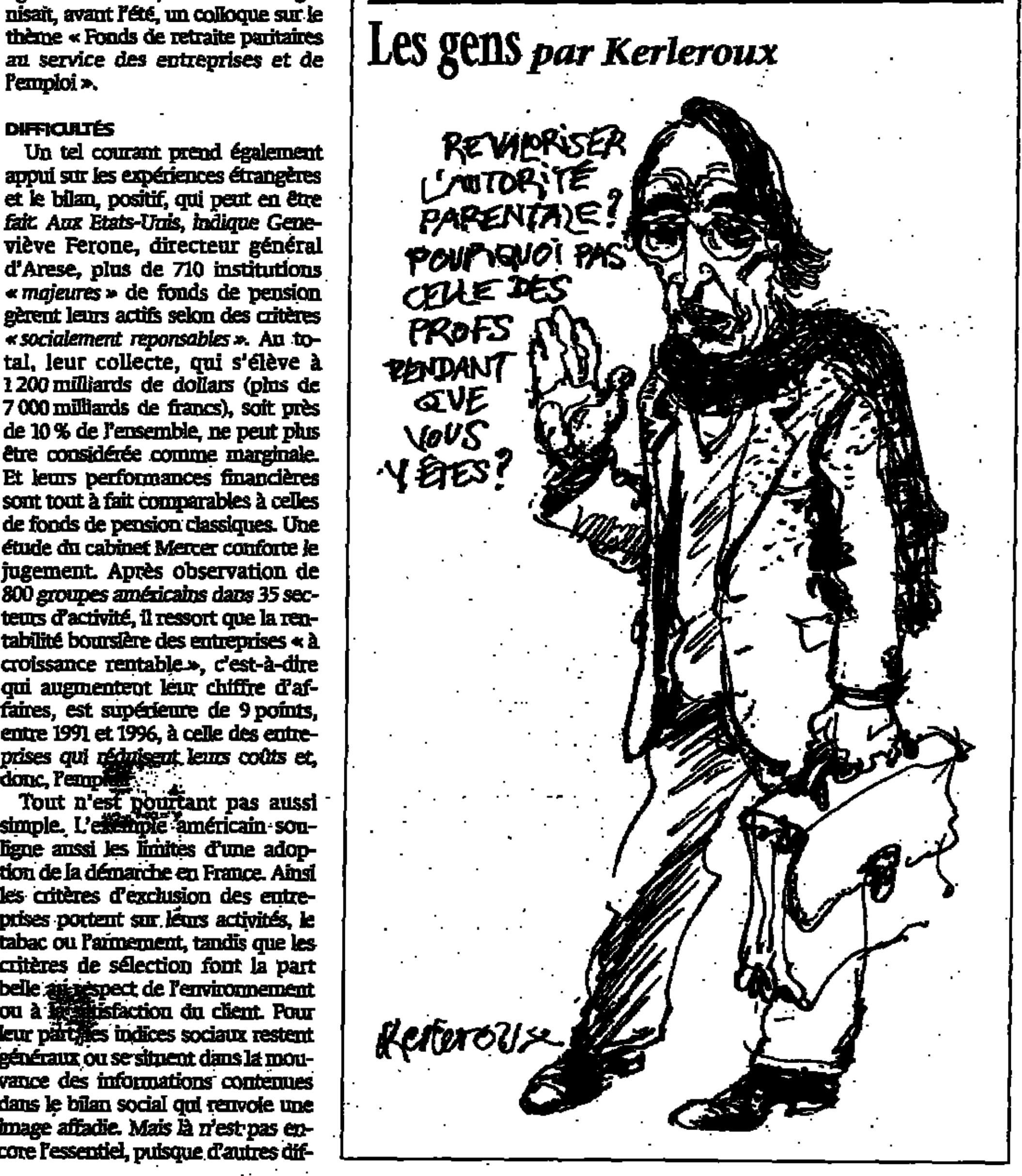
Un tel courant prend également appui sur les expériences étrangères et le bilan, positif, qui peut en être *fait. Aux Etats-Unis, indique* Geneviève Ferone, directeur général d'Arese, plus de 710 institutions *« majeures »* de fonds de pension gèrent leurs actifs selon des critères *« socialement reponsables »*. Au total, leur collecte, qui s'élève à 1 200 milliards de dollars (plus de 7 000 milliards de francs), soit près de 10 % de l'ensemble, ne peut plus être considérée comme marginale. Et leurs performances financières sont tout à fait comparables à celles de fonds de pension classiques. Une étude du cabinet Mercer conforte le jugement. Après observation de *800 groupes américains dans 35 sec*teurs d'activité, il ressort que la rentabilité boursière des entreprises « à croissance rentable », c'est-à-dire qui augmentent leur chiffre d'affaires, est supérieure de 9 points, entre 1991 et 1996, à celle des entre*prises qui réduisent leurs coûts et*, donc, l'emploi.

Tout n'est pourtant pas aussi simple. L'exemple américain souligne aussi les limites d'une adoption de la démarche en France. Ainsi les critères d'exclusion des entreprises portent sur leurs activités, le tabac ou l'armement, tandis que les critères de sélection font la part belle au respect de l'environnement ou à la satisfaction du client. Pour leur part, les indices sociaux restent généraux ou se situent dans la mouvance des informations contenues dans le bilan social qui renvoie une image affadie. *Mais là n'est pas en*core l'essentiel, puisque d'autres difficultés apparaissent, à l'examen. Compte tenu de la faible taille du marché boursier parisien, le CAC 40 offre moins d'alternatives de performances éthiques que Wall Street. La France souffre aussi de l'absence *historique* d'une culture d'actionnaire.

Dans des conditions comparables aux nôtres, la fondation Ethos se heurte, en Suisse, aux mêmes problèmes. Créée par deux caisses de pension assurant la gestion de fonds *pour des fondations d'utilité pu*blique, elle est amenée à opter pour un grand pragmatisme. Certes, son objectif est bien de promouvoir par ses investissements *« les entreprises qui participent au développement durable »*. Elle a retenu pour cela trois *situations*. Dans la première, elle refuse d'investir dans des entreprises aux activités contestables. Dans la deuxième, elle accompagne les sociétés qui correspondent à ses principes. Dans la dernière, elle veut contribuer *« à transformer les mauvaises sociétés en bonnes sociétés »*. Elle a ainsi acheté des actions de la nouvelle *UBS, la banque née de la* fusion entre l'UBS et la SBS alors qu'elle était opposée à ce rapprochement, à l'origine de la disparition de 10 000 emplois. Une entorse ? *« Nous avons obtenu que la direction rédige un rapport social »*, réplique *Dominique Biedermann*, président d'Ethos, qui ne désespère pas d'obtenir ainsi des changements favorables. Au moment où le marché « éthique » émerge, ce qui pouvait paraître utopique devient possible ; à condition de rester dans le cercle du raisonnable, apparemment.

Alain Lebaube

Les gens *par Kerleroux*



Ombres de missiles sur la Méditerranée orientale

DEPUIS *qu'il a commandé* à la Russie une trentaine de missiles sol-air S-300, le gouvernement de Nicosie – ainsi que son allié grec – est l'objet de pressions de la part des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. L'achat de ces missiles destinés à la *défense aérienne doit* officiellement servir à renforcer la sécurité de la partie indépendante de Chypre, gouvernée par les Chypriotes grecs. L'autre moitié, où stationnent quelque 30 000 soldats turcs, s'est proclamée République indépendante de Chypre du Nord ; elle est reconnue uniquement par Ankara. La division de cette île de la Méditerranée orientale dure depuis 1974, date à laquelle l'armée *turque est intervenue* après une tentative avortée de putsch de la part de militaires grecs qui voulaient rattacher Chypre à la Grèce des colonels.

Depuis cette date, toutes les tentatives internationales pour mettre *fin à la séparation des deux* communautés chypriotes ont échoué. La situation s'est tendue au cours des derniers mois à la suite de l'ouverture des négociations pour l'entrée de la République de Chypre (grecque) dans l'Union européenne... et de la commande des S-300. Les Chypriotes ne comprennent pas l'émotion de la communauté internationale. S'ils se sont adressés aux Russes, *c'est parce qu'aucun* pays occidental n'était prêt à leur fournir les systèmes d'armement qu'ils recherchaient. De plus, ils s'étonnent que les appels à la modération leur soient adressés à eux alors que la Turquie a menacé de détruire les missiles s'ils étaient effectivement déployés.

En même temps, le gouverne*ment de Nicosie, appuyé par* Athènes, veut transformer l'affaire des missiles en une carte politique pour relancer les discussions sur le statut de l'île. *« Il ne faut pas faire une fixation sur la question des armements*, déclare le ministre de la *défense grec, Akis Tzohatzopoulos* au sortir d'un entretien mené par le président chypriote Clérides et le premier ministre grec Kostas Simitis : *l'objectif est la démilitarisation de l'île et la reprise du dialogue entre les deux communautés.* » Jusqu'à *présent, cet atout n'a pas donné les* résultats attendus. Le gouvernement chypriote grec a repoussé la livraison des missiles russes, d'abord prévue en juillet-août, au mois de novembre. Athènes et Nicosie ont d'autre part proposé diverses formules qui permettraient, selon les deux capitales, de suspendre la commande des S-300 : reprise des pourparlers sur la création d'une Fédération entre les *deux parties de l'île, démilitarisa*tion, ou encore imposition d'une *no fly zone* pour les avions militaires de la Grèce et de la Turquie, voire simple réduction des armements comme *« premier pas dans la bonne direction »*.

PARTIE DE POKER

Pendant longtemps, la partie turque a fait la sourde oreille. Rauf Denktash, chef de la communauté *chypriote turque*, a cependant relancé l'idée d'une confédération entre deux Etats, proposition immédiatement rejetée par Athènes et Nicosie. Est-ce le premier signe montrant que le forcing fait par les Chypriotes grecs n'a pas été complètement inutile ?

Si les missiles étaient effective*ment* livrés en novembre, une si*tuation très dangereuse* s'installerait dans la Méditerranée orientale. Que peut-il se passer d'ici là ? Il est peu probable que les Chypriotes grecs renoncent unilatéralement au déploiement des missiles. Le bruit a couru récemment à Athènes *que tel pourrait être le cas*, pour la bonne raison que la Grèce, liée à Chypre par un accord de défense, ne voudrait pas se voir entraîner dans un conflit ouvert avec la Turquie. Mais cette hypothèse a été formellement démentie à la suite *de la rencontre Clérides-Simitis* de la semaine dernière.

La période allant jusqu'à novembre sera donc très délicate. Il faut la gérer en évitant au maximum les risques, dit-on au ministère grec de la défense. On se montre *en même temps convaincu* qu'en cas de déploiement, les Turcs ne mettraient pas à exécution leur menace de frapper les missiles sur le sol chypriote grec, parce qu'ils ne voudront pas *« apparaître comme les agresseurs deux fois en vingt-cinq ans »*. Il n'en demeure pas moins que la Grèce comme le gouvernement de Nicosie ne peuvent rester totalement insensibles aux pressions exercées tant par les Etats-Unis *que par les pays membres de* l'Union européenne. Ils se sont lancés dans une partie de poker qui leur permettra, espèrent-ils, de débloquer une situation dans l'impasse depuis 1974. La montée des enchères peut être progressive. Entre la livraison des missiles S-300 et leur activation, il existe de nombreuses étapes qui seront utilisées par les diplomates pour tenter d'arracher une contrepartie politique.

A Chypre comme en Grèce, on est cependant conscient des risques encourus. *Le gouverne*ment turc actuel, faible et sans majorité stable, n'est pas en mesure de prendre des initiatives. En tout état de cause, il faut attendre les élections d'avril 1999 en espérant que le pouvoir sorti des urnes sera en mesure de s'opposer aux surenchères nationalistes. Dans l'intervalle, Nicosie et Athènes *doivent* convaincre leurs alliés occidentaux que la clé du problème se trouve à Ankara. Le président chypriote Clérides s'apprête à avancer de nouvelles propositions, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. En voulant déployer des missiles russes en Méditerranée orientale dans un pays aspirant à devenir membre de l'Union européenne, il est comme un équilibriste sur la corde raide.

Didier Kunz et Daniel Vernet

RECTIFICATIF

MC SECURITIES

A la suite de l'article sur les difficultés de certains groupes financiers à la City (*Le Monde* du 28 août), la société MC et Cie tient à préciser que, contrairement à que nous avons écrit, sa filiale à Londres, MC Securities, n'a pas fermé comme suite à la crise financière russe, mais *« a cessé ses activités au début de 1998 à la suite de la vente de* [ses] *filiales dans les pays de l'Est (la United City Bank de Moscou au groupe Flemings, la Patria Finance de Prague à la Kredietbank et la Concordia de Varsovie à son management) »*. Elle ajoute que *« ces opérations n'ont entraîné aucune perte, mais au contraire un gain pour le groupe MC »*.

L'enjeu européen des élections allemandes

Suite de la première page

Les enjeux de cette élection sont d'abord allemands : la réforme fiscale retardée depuis deux ans, l'adaptation du régime de protection sociale, coûteux et rigide, aux données de la concurrence mondiale, la solvabilité future des régimes de retraite et, évidemment, la réduction du chômage. Auxquels s'ajoutent les problèmes de société, tels que l'insécurité et l'immigration illégale, qui alimentent une poussée de l'extrême droite.

Les électeurs allemands discutent de ces problèmes. C'est leur affaire et les partenaires européens de l'Allemagne n'ont aucune raison d'intervenir dans cette campagne, si ce n'est pour souhaiter le succès du parti dont ils se sentent le plus proches.

Mais ces élections ont aussi un enjeu européen, et celui-ci nous concerne directement.

L'Allemagne n'est pas, comme on le croit souvent – c'est le cas de beaucoup d'Américains –, la puissance dominante en Europe. Sa population représente, après tout, moins du quart de la population de l'Union européenne, son PIB moins du tiers du PIB européen. Mais il est exact qu'elle est aujourd'hui la première puissance européenne. Les choix qu'elle est appelée à faire ont des conséquences concrètes sur la vie de ses partenaires.

Je tiens à formuler une mise en garde : toute banalisation des relations franco-allemandes porterait un coup d'arrêt fatal au progrès de l'Union européenne

Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que nous allons adopter, trois mois après les élections allemandes, la monnaie unique européenne, qui va renforcer la tendance à l'harmonisation des régimes fiscaux et sociaux.

Le calendrier des décisions européennes à venir dans les années prochaines est particulièrement chargé : entrée en vigueur de l'euro et mise en place de son accompagnement politique ; solution des problèmes financiers toujours en suspens, concernant les fonds structurels et la politique agricole commune ; réforme des institutions européennes ; enfin, élargissement de l'Union par l'entrée de nouveaux membres.

Or, aujourd'hui, l'Europe piétine. A l'exception, considérable il est vrai, de l'adoption de l'euro, elle est en état d'hibernation depuis 1991 : aucune avancée sur les problèmes institutionnels, aucune solution en vue pour les besoins financiers futurs et une démarche devenue plus hésitante concernant l'élargissement, après les promesses fracassantes et imprudentes faites aux pays candidats d'une entrée dans l'Union européenne pour l'an 2000 !

Comment, sur ces grands dossiers, les candidats à la chancellerie allemande se positionnent-ils ? Constatons d'abord qu'il s'agit moins d'une position de partis politiques que de la conviction personnelle des dirigeants.

En effet, le projet d'Union européenne est parti d'une initiative transpartisane, inspirée par le socialiste Jean Monnet et lancée par les démocrates-chrétiens Schuman, Adenauer et De Gasperi. Les progrès de l'Union européenne doivent beaucoup à des chanceliers allemands sociaux-démocrates, comme Willy Brandt et Helmut Schmidt, mais également au chancelier démocrate-chrétien Helmut Kohl. La coopération franco-allemande pour faire avancer l'Union européenne a été particulièrement active sous l'impulsion de tandems transpartisans, tels que ceux qui ont été formés par Helmut Schmidt et moi-même, puis Helmut Kohl et François Mitterrand.

L'élément décisif me paraît être l'engagement intime des dirigeants sur l'objectif final de l'Union européenne. Depuis son origine, la construction européenne est en effet tiraillée entre deux conceptions contraires :

– l'une est celle d'une entente renforcée entre les Etats européens, respectant leurs intérêts nationaux lorsqu'ils sont divergents et fondée sur une coopération plus étroite entre leurs gouvernements. C'est depuis toujours la conception de la Grande-Bretagne et, plus récemment, celle de l'Europe du Nord ;

– l'autre est celle de la mise en commun des compétences qui ne peuvent plus être exercées à l'échelle nationale, en raison de leur dimension ou de leur nature, et qui sont transférées à des institutions nouvelles et permanentes. Le cas-type est celui de la monnaie, avec la création de l'euro. Cette approche est celle de l'Europe fédérative. Elle répond à la démarche des six Etats fondateurs du Marché commun, dont l'Allemagne, l'Italie, et la France.

Le chancelier Kohl se prononce, sans équivoque possible, en faveur de l'Europe fédérative. Même s'il est tenu à certaines prudences de langage, sa conviction paraît inébranlable sur ce point. La position de Gerhard Schröder est plus ambiguë. A s'en tenir à ses déclarations publiques, il a été hostile, jusqu'à l'an dernier, à la création de l'euro, et il ne s'y est rallié – tardivement – qu'au moment où son adoption est devenue inévitable. Il affirme que *« l'ère des grandes décisions est révolue, que l'histoire occupe déjà les hauteurs stratégiques, et qu'il aura, lui, à gérer les problèmes du quotidien à basse altitude »*. Cela répond, sans nul doute, à une certaine attente de l'opinion publique allemande, mais exclut les grandes initiatives qui sont aujourd'hui indispensables pour arracher le grand projet d'Union de l'Europe à son risque d'enlisement. Gerhard Schröder ne donne jamais la moindre précision sur sa vision future des institutions européennes. Il écarte le projet de Jacques Delors de lier la désignation du président de la Commission au résultat des prochaines élections européennes. Sa position est voisine de celle des dirigeants socialistes français actuels, qui paraissent s'éloigner de la ligne Jean Monnet-Guy Mollet-Jacques Delors, pour évoluer en direction d'une Europe des nations à coopération gouvernementale renforcée.

Alors que Helmut Kohl a fait de l'entente franco-allemande, comme ses prédécesseurs Adenauer et Schmidt, le pilier fondamental de l'Union européenne, Gerhard Schröder ne dissimule pas sa *« grande sympathie »* pour la Grande-Bretagne. Cette sympathie n'exclut pas, précise-t-il, la poursuite d'une *« bonne entente »* entre la France et l'Allemagne, qui *« continuera de fonctionner comme actuellement »*.

Ces prises de position appellent plusieurs remarques. L'entente franco-allemande n'est pas une simple roue de secours de la construction européenne. L'expérience de tous ceux qui ont exercé le pouvoir en Europe leur a enseigné qu'aucune avancée de l'Union européenne n'a été réalisée, et ne sera réalisable, hors d'une entente intime et réfléchie entre l'Allemagne et la France. Je tiens à formuler une mise en garde : toute banalisation des relations franco-allemandes porterait un coup d'arrêt fatal au progrès de l'Union européenne.

La grave crise en cours en Russie comporte deux enseignements éclatants pour les Européens, l'un d'ordre financier, l'autre d'ordre politique. Si les monnaies européennes avaient continué d'exister en ordre dispersé, les événements financiers russes auraient déclenché une *crise de change* entre les monnaies européennes, selon leur degré d'implication dans le financement des investissements en Russie. Nous serions aujourd'hui en pleine tempête monétaire. Cela confirme la justesse de l'initiative, prise en 1978, de créer une monnaie unique européenne.

On peut affirmer, sans paradoxe, que les progrès européens en matière sociale ne viendront que d'une démarche fédérative

A l'inverse, chacun peut entendre le lourd silence de l'Europe politique sur le déroulement de cette crise russe : pas un geste, pas un mot significatif, pas une initiative. Et quand un dirigeant européen s'exprime, c'est au titre de son pays, et non de l'Union européenne, ce qui explique d'ailleurs l'écho réduit donné à ces prises de position.

Cette situation illustre l'impuissance politique dans laquelle nous enferme l'état actuel des institutions européennes. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Qui peut attendre en effet de réunions de concertation de quinze ministres, ou d'une présidence tournante, exercée aujourd'hui par la sympathique mais toute nouvelle participante qu'est l'Autriche, les propositions fortes qui permettraient à l'Union européenne de contribuer à la stabilisation politique et financière de sa grande voisine russe ?

Pour dissimuler le flottement de leur pensée sur le projet européen, certains responsables politiques ont recours à l'argument selon lequel l'Europe devrait avoir une politique sociale plus marquée. Et ils paraissent associer le progrès de l'Europe sociale à des choix électoraux en faveur des Partis socialistes. Si je suis d'accord avec l'affirmation de Gerhard Schröder selon laquelle l'économie de marché est un instrument de modernisation de la société à des fins de justice sociale, je suis surpris par son affirmation selon laquelle, *« en matière de politique sociale, chaque pays aura sa voie à suivre ! »*.

Il n'est pas démontré que l'exercice des responsabilités européennes par des dirigeants socialistes ait été déterminant pour assurer des avancées sociales. Ni la présidence de la Commission par le socialiste Jacques Delors, qui s'est révélée positive dans d'autres domaines, ni la présidence du Conseil européen, exercée pendant le premier semestre de cette année par le talentueux néo-socialiste Tony Blair – sur les résultats de laquelle chacun est resté discret – n'ont enrichi de manière significative le contenu de l'Europe sociale.

Cette absence de résultats concrets tient au fait que la nature même de la méthode de coopération intergouvernementale, appliquée à l'heure actuelle aux matières sociales, conduit à cloisonner les débats à l'intérieur des frontières et à protéger les habitudes de penser nationales. On peut affirmer, sans paradoxe, que les progrès européens en matière sociale ne viendront que d'une démarche fédérative. Celle-ci distinguerait ceux des domaines sociaux où il est légitime que les compétences demeurent nationales, mais délimiterait, en même temps, ceux de ces domaines qui appellent une action commune, menée alors selon les règles qui régissent les institutions européennes.

Ce coup d'œil jeté sur l'enjeu européen des élections allemandes me conduit à souhaiter que nos amis d'outre-Rhin décident de poursuivre l'action, telle qu'elle a été engagée pendant les dernières décennies, pour bâtir une Union européenne forte, démocratique et respectée dans le monde. N'en déplaise aux sceptiques, cette action pourra compter sur le concours des hommes et des femmes de notre continent, inquiets de vivre dans un monde dépourvu désormais de direction, et qui placent leur espoir dans l'émergence d'une Europe à vocation fédérative.

Valéry Giscard d'Estaing

AU COURRIER DU « MONDE »

MADAME L'AMBASSADRICE

Peut-être la fureur de Pamela Harriman d'être appelée « ambassadrice », si l'on en croit Marc Fumaroli, dans le point de vue que *Le Monde* du 31 juillet a publié, dit-elle quelque chose sur le monde diplomatique contemporain. Mais sur l'usage historique du titre, cela ne dit rien.

Aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, le titre d'« ambassadrice » existait bien pour les femmes exerçant cette fonction. En 1645, la comtesse Renée de Guébriant entama une ambassade extraordinaire pour Louis XIV en Pologne, et fut la première ambassadrice dans l'histoire. Ni dans les papiers officiels, ni dans la correspondance diplomatique, ni dans la littérature elle n'est appelée autrement qu'« ambassadrice » ou, en latin, « legata ».

Quand Friedrich-Karl Moser, en 1754, écrit sur *L'Ambassadrice et ses droits*, c'est principalement un livre sur les droits des épouses des ambassadeurs, mais il consacre bien un chapitre aux femmes dans la fonction d'ambassadrice. Dans l'histoire, le titre d'« ambassadrice », quand il en désignait la fonction, ne présentait aucune différence par rapport au titre d'« ambassadeur ». Il se qualifiait par les mêmes fonctions, droits, etc.

On donnait rarement dans l'Ancien Régime des fonctions officielles aux femmes, mais il semble qu'on n'a jamais pensé à qualifier les femmes autrement que d'un titre féminin. C'est ainsi qu'on n'appelait pas une reine qui gouvernait « Madame le Roi », et qu'on parlait bien d'une ambassadrice en la qualifiant de « Madame l'ambassadrice ». Je suis même sûre que la comtesse de Guébriant, si on l'avait appelée « ambassadeur », n'aurait pas été moins furieuse que Mme Harriman...

Anuschka Tischer
Bonn (Allemagne)

هكذا من الإهمال

ÉNERGIE **Le groupe anglo-néerlandais Shell et l'américain Texaco *ont annoncé*, jeudi 3 septembre, le regroupement de leurs activités dans le raffinage, la distribution d'essence et les lubrifiants en Europe. ● LA NOUVELLE SOCIÉTÉ détiendra 14 % de part du marché européen dans ce secteur, dépassant BP, qui en contrôlait 13 % depuis son rapprochement avec Mobil en 1996. ● LES FUSIONS dans le secteur pétrolier s'accélèrent. Début août, BP et Amoco avaient constitué le troisième groupe pétrolier mondial, en lançant la plus grande fusion industrielle de l'histoire. ● LA BAISSE des cours du brut affecte les majors du secteur au moment où leurs besoins d'investissements dans l'exploration-production deviennent de plus en plus élevés. ● LES OPÉRATEURS français Elf et Total se montrent circonspects concernant leur participation aux restructurations.**

La restructuration de l'industrie pétrolière s'accélère avec la chute des cours

Moins d'un mois après la fusion de BP et d'Amoco, Shell et Texaco regroupent leurs activités raffinage-distribution en Europe: Les deux français, Elf et Total, se montrent réservés sur leur éventuelle participation à ce mouvement

APRÈS l'annonce de la fusion entre le britannique BP et l'américain Amoco, le 11 août, pour constituer le troisième groupe pétrolier mondial, c'est au tour du numéro un, l'anglo-néerlandais Shell, de se rapprocher de l'américain Texaco. Contrairement à l'opération précédente, présentée comme la plus grande fusion industrielle de l'histoire, l'association Shell-Texaco n'est pas globale. Elle vise à regrouper à partir de 1999 au sein d'une même entreprise les activités des deux groupes dans le raffinage, la distribution d'essence et les lubrifiants en Europe. La nouvelle société détiendra 14 % des parts du marché européen du raffinage et de la distribution d'essence, doublant ainsi BP, qui, depuis sa fusion avec Mobil, en 1996, détient 13 % du marché, devant Shell (12 %) et l'américain Esso (10 %).

Les quinze premiers groupes pétroliers

CAPITALISATION BOURSIÈRE — en milliards de dollars

EXXON, RD/SHELL, BP/AMOCO, MOBIL, CHEVRON, ENI, ELF, TEXACO, TOTAL, REPSOL, NORSK HYDRO, PETROFINA, CEPSA, OMV, MOL

0 20 40 60 80 100 120 140 160 180

Les valeurs pétrolières pâtissent de la chute des cours du baril. Les prix enregistraient une forte hausse jeudi 3 septembre, en raison des crises en Russie et au Nigeria, deux pays producteurs.

C'est le groupe anglo-néerlandais qui fait le plus gros apport: 12 188 points de vente, dans une vingtaine de pays, 17 participations dans des raffineries et 13 usines de lubrifiants. Il détiendra 88 % des actions de la nouvelle entité. Texaco aura les 12 % restant car son apport est limité à 2 981 stations en Grande-Bretagne, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas. La compagnie américaine possède des participations dans deux raffineries et n'a aucune usine de lubrifiants. Elle n'est pas présente en France.

Cette opération *« n'aura aucune incidence sur les autres activités des deux maisons mères en Europe, ni sur leurs activités dans les secteurs du gaz liquéfié (GPL), des liquides de refroidissement ou du commerce international de combustibles pour le transport aérien et maritime »*, assure Shell.

C'est la troisième fois en un an que le numéro un mondial recourt à ce type de rapprochement. Il a déjà regroupé ses opérations de raffinerie et de marketing dans le golfe du Mexique et l'est des Etats-Unis avec celles du même Texaco et du saoudien Aramco. A la fin du mois d'août, le groupe s'est allié avec Mobil dans le raffinage en Australie. Ces regroupements, estime Shell, permettent d'*« indispensables économies d'échelle (...) si les compagnies veulent tirer un bénéfice raisonnable de leurs activités en aval »*. L'objectif est aussi *« d'améliorer la rémunération des actionnaires et la valeur du service rendu aux clients dans un marché extrêmement concurrentiel »*. Même souci de rationalisation dans l'exploration-production. Shell a procédé au mois de juillet à un spectaculaire échange de gisements de gaz et de pétrole avec l'américain Occidental Petroleum (Oxy), d'une valeur de 1 milliard de dollars, et concernant quatre pays: la plus importante transaction de ce type jamais réalisée.

12 À 13 DOLLARS LE BARIL

Depuis plusieurs mois, l'industrie pétrolière est confrontée aux problèmes de la chute des cours du baril, alors qu'elle doit procéder à d'importants investissements pour trouver de nouveaux gisements. Les prix du pétrole, tombés aux alentours de 12 à 13 dollars le baril – leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans en monnaie constante hors inflation –, affectent les résultats des compagnies et poussent aux rationalisations. Le mouvement de concentration se poursuivra-t-il ? Après l'opération BP Amoco, les traders spéculaient sur une fusion total de Shell et Texaco et sur le rachat par le français Elf de l'américain Conoco, mis en vente par son actionnaire, le chimiste Du Pont. Dans les deux cas, ils se sont trompés. *« Nous nous sommes bien gardés de commenter cette rumeur. S'il fallait le faire systématiquement, quarante-huit heures par jour n'y suffiraient pas »*, a affirmé jeudi 3 septembre le patron d'Elf, Philippe Jaffré, à l'occasion de la présentation des résulats semestriels. Le groupe a dégagé un résultat net courant hors éléments exceptionnels de 4,586 milliards de francs, en baisse de 7 %. Pour M. Jaffré, ces résultats *« témoignent de la capacité de résistance d'Elf à un environnement adverse »*. La bonne tenue du raffinage-distribution, de la chimie (Atochem) et de la pharmacie (Sanofi) ont permis de compenser la dégradation de l'amont. L'exploration-production a vu son résultat opérationnel reculer de 41 %, à 5,4 milliards de francs.

« Les acquisitions ne sont pas un chemin de roses, a-t-il ajouté *D'après une étude de la London Business School, la moitié des fusions-acquisitions ne créent pas de valeur, et le pourcentage d'échecs monte à 66 % dans le cas des mégafusions supérieures à 20 milliards de dollars. »*

Plutôt qu'une acquisition, *« plus difficile et moins intéressante pour les actionnaires »*, le groupe français préfère se concentrer davantage sur les projets de croissance interne les plus prometteurs dans l'exploration-production. En revanche, dans le raffinage, souhaitant *« demeurer un acteur majeur de l'industrie européenne, une alliance ou des alliances bien préparées et bien conduites seraient susceptibles d'améliorer encore ces perspectives. Ce serait un plus. Ce n'est pas un impératif catégorique »*, affirme M. Jaffré.

Prudence également chez Total, même si le PDG, Thierry Desmarest, *« n'exclut pas des opérations de croissance externe, mais nous les regardons avec beaucoup de précautions »*, précise-t-il. A l'occasion de la présentation des résultats semestriels, le 2 septembre, il a affirmé être *« disponible »* en Europe *« pour participer à d'éventuelles alliances, si nous trouvons des partenaires idoines »* dans le raffinage. En revanche, concernant l'exploration-production, le groupe a *« clairement la taille qui permet d'être compétitif »*.

Dominique Gallois

La restructuration des chaebols sud-coréens donne naissance à un poids lourd de l'électronique

LA RESTRUCTURATION des conglomérats sud-coréens, les chaebols, s'engage. Jeudi 3 septembre, cinq d'entre eux, parmi lesquels quatre des plus grands, Daewoo, Hyundai, LG et Samsung, ont annoncé un vaste remodelage. Echanges d'actifs ou fusions d'activités..., au total, dix-sept de leurs filiales sont concernées par ces mesures. Leur principe avait été imposé à la mi-juin par le gouvernement sud-coréen, soucieux, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI) qui venait de lui accorder une aide de plus de 340 milliards de francs, de voir les chaebols s'attaquer réellement à la résolution de leur problème de surendettement, rendu critique par la crise financière.

L'opération la plus voyante, annoncée jeudi, concerne le secteur des semi-conducteurs, où Hyundai Electronics et LG Semicon ont conclu un accord de principe en vue de fusionner leurs activités. Ce rapprochement, dont les modalités exactes n'ont pas été communiquées, devrait donner naissance à un poids lourd des composants électroniques: le nouvel ensemble sera le premier fabricant mondial de mémoires DRAM *(dynamic random access memories)*, ces « puces » de silicium largement utilisées pour le stockage des programmes dans les ordinateurs.

Les autres opérations verront, entre autres, Samsung, Daewoo et Hyundai se rapprocher dans la construction d'avions, Hyundai et Samsung fusionner leurs activités dans la pétrochimie, ou encore Hyundai reprendre les activités de raffinerie de Hanwa Energy. Samsung devrait également céder ses secteurs construction de moteurs de bateaux et chaudières au groupe public Korea Heavy Industries.

Théoriquement, ces rapprochements sont supposés conduire à des réductions des coûts. Mais nombre d'analystes s'interrogeaient, dès jeudi, sur la volonté qui animera ces nouveaux ensembles, ainsi que sur les possibilités dont ils disposeront en matière de réduction des effectifs et des dettes. *« Le plus important est de savoir quelle aide leur apportera le gouvernement »*, soulignait un analyste de la société SocGen Crosby Securities, cité par l'agence Bloomberg, selon lequel *« sans une annulation de dettes »*, le taux d'endettement de l'ensemble LG-Hyundai dans les semi-conducteurs, par exemple, atteindra 641 %, *« ce qui rendra difficile la survie de la nouvelle société »*.

La survie de LG-Hyundai devrait également passer par d'importantes restructurations industrielles. Car, dans ce secteur des semi-conducteurs, et tout particulièrement sur le créneau des mémoires DRAM, les capacités de production installées dans le monde dépassent toujours largement la demande. Ce qui maintient une pression à la baisse sur les prix de vente de ces composants, souvent inférieurs à leurs coûts de production. Depuis février 1997, le prix d'une mémoire de nouvelle génération, capable d'emmagasiner 64 millions d'informations binaires (ou mégabits) est, par exemple, tombé de 60 à 10 dollars. Celui des DRAM de la génération précédente, les 16 mégabits, de 60 dollars fin 1995 à 1,5 dollar.

Les groupes sud-coréens sont les premiers affectés par cette situation, dans la mesure où Samsung, Hyundai et LG sont les principaux producteurs mondiaux de ces DRAM et qu'ils avaient massivement investi ces dernières années dans leurs outils de production. Samsung Electronics a d'ailleurs annoncé, le 3 septembre, qu'il fermera pendant huit jours deux de ses usines de fabrication de semi-conducteurs en Corée du Sud, du 6 au 13 septembre. Le groupe a déjà procédé de la sorte à trois reprises depuis le début de cette année.

Le marasme qui affecte les semi-conducteurs, et tout particulièrement le secteur des mémoires DRAM, n'épargne pas les Japonais, très présents sur ce marché. En témoigne l'annonce, jeudi 3 septembre, par Hitachi d'une sévère restructuration alors que le groupe devrait afficher cette année ses premières pertes consolidées (plus de 10 milliards de francs) depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

DIFFICULTÉS POUR HITACHI

Hitachi, dont l'activité micro-électronique devrait être déficitaire de près de 5 milliards de francs, a décidé de geler ses investissements dans ce secteur et de réduire son budget de recherche-développement. Le groupe va également fermer ses deux unités de production américaines spécialisées dans les mémoires.

La fermeture de sites industriels est également d'actualité chez Mitsubishi et Fujitsu. Le premier va mettre la clef sous la porte de son usine de Durham (Caroline du Nord), aux Etats-Unis. Le second devait annoncer, vendredi 4 septembre, aux 600 salariés de son usine de Darlington, dans le nord-est de l'Angleterre, qu'il envisage de fermer ce site, ouvert en septembre 1991.

Philippe Le Cœur

Le Tour du monde en 2 000 volumes

Nous publions le dernier d'une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

PRODUITS MYTHIQUES

SA BOUSSOLE n'en finit pas de faire le tour du monde. En digne héritière de l'Encyclopédie de d'Alembert et Diderot, la collection « Que sais-je ? » bénéficie d'un rayonnement international, rarement atteint dans l'édition française. De l'hindi au finnois en passant par le chinois ou le bulgare, des éditeurs travaillant dans quarante langues traduisent certains de ses ouvrages. En revanche, cinquante-sept ans après sa création, la collection met toujours son point d'honneur à ne publier que des textes inédits.

C'est pendant la seconde guerre mondiale que Paul Angoulvent entreprend de lancer une encyclopédie au format de poche. Dans les années 30, ce banquier se spécialise dans le traitement des entreprises en perdition. Devant s'occuper en 1934 de quatre maisons d'édition en difficulté, il les fusionne au sein de l'une d'elles: les Presses universitaires de France (PUF). Le banquier devient éditeur.

Convaincu, durant la guerre, qu'il faut aider les Français à s'évader, au moins intellectuellement, il lance la collection « Que sais-je ? », la première collection de poche destinée à faciliter l'accès à la culture. Pour des raisons essentiellement techniques, chaque volume comporte 128 pages, une pagination devenue mythique que les concurrents ont à leur tour adoptée. Bien entendu, les premiers titres évitent les thèmes d'actualité. En mai 1941, le premier volume est consacré aux *Etapes de la biologie* (réédité à vingt-cinq reprises sous le titre *Histoire de la biologie*), et le deuxième traite *De l'atome à l'étoile*. Mais, dès 1945, « Que sais-je ? » aura à cœur de prouver son ancrage dans le temps et publie une *Histoire de l'Allemagne*. Le succès de la collection est immédiat.

« Au début, nous faisions clairement la distinction entre les sujets encyclopédiques, au sens du XVIIIe siècle, et les sujets universitaires, très pointus. Mais, avec l'élévation du niveau de culture générale, les sujets sur le droit, l'économie, l'Europe deviennent encyclopédiques », explique Anne-Laure Angoulvent, la petite-fille du fondateur, qui dirige la collection. Grâce au réseau des PUF, 10 000 auteurs sont susceptibles d'écrire un « Que sais-je ? ». Des personnalités comme Jean Piaget, Pierre Bourdieu ou Jacqueline de Romilly se sont pliées à la règle des 128 pages.

Chaque année, 120 à 150 nouveautés voient le jour, mais seulement 2 000 titres sont aujourd'hui disponibles, en raison du retrait des titres dont il s'est vendu moins de 500 exemplaires dans l'année. Anne-Laure Angoulvent envisage même de réduire progressivement à 1 600 le nombre de titres en circulation. *« C'est vrai qu'une encyclopédie à trous n'est pas une encyclopédie, mais, la mort dans l'âme, les critères de gestion nous obligent à des sacrifices »*, explique cette jeune femme de trente-cinq ans, spécialiste de la philosophie du droit.

Malgré leur statut de coopérative, les PUF n'entendent pas pour autant perdre d'argent. Si tous les titres ne peuvent prétendre dépasser les 400 000 exemplaires, comme *Le Marxisme* d'Henri Lefebvre – record absolu – ni *Internet* – 60 000 exemplaires en un an, du jamais-vu –, Anne-Laure Angoulvent n'entend pas perdre davantage de terrain au profit de la concurrence. C'est pourquoi la vénérable collection du boulevard Saint-Germain se modernise: les couvertures sont plus gaies, des graphiques en couleurs font leur apparition, l'ouvrage et son auteur sont présentés au dos du livre... Mais tout cela n'est rien à côté de la révolution qui se prépare avec l'apparition en 1999 des « Que sais-je ? » spécialement destinés aux *« bac – 2/ bac + 2 »*. Toujours riches de 128 pages, ils seront plus aérés (200 000 signes au lieu de 250 000) et davantage illustrés. Parmi les premiers sujets: l'exclusion, la Méditerranée au XIIe siècle (au programme des lycées) et la découverte de l'Amérique. Objectif: préparer le XXIe siècle en franchissant le plus rapidement possible le cap des 200 millions d'exemplaires vendus.

Frédéric Lemaître

FIN

La rechute des places boursières provoque un accès de faiblesse du dollar

Le billet vert est tombé sous la barre des 5,80 francs

Les marchés financiers internationaux ont rechuté, jeudi 3 septembre : Paris a perdu 2,23 %, Londres 2,52 %, Francfort 3,06 % tandis que Wall Street cédait 1,29 % et Sao Paulo 8,61 %. Tous les éléments d'instabilité financière restent en place : confusion politique en Russie, difficultés économiques en Asie, début de contagion en Amérique latine, craintes sur la croissance en Occident. (*Lire aussi notre éditorial page 14.*)

APRÈS une séance d'accalmie, les marchés financiers internationaux ont rechuté, jeudi 3 septembre. La Bourse de Paris a perdu 2,23 %, Londres 2,52 %, Francfort 3,06 %, Zurich 3,45 %, tandis que Wall Street a cédé 1,29 %. Le plongeon le plus spectaculaire a été observé à Sao Paulo, qui a fini la journée en baisse de 8,61 %. Le marché des changes a lui aussi connu de violentes secousses. Le rouble a poursuivi sa chute, abandonnant 20,77 %, tandis que le billet vert se repliait vivement vis-à-vis des monnaies européennes, tombant à ses plus bas niveaux depuis neuf mois (1,72 mark et 5,77 francs).

Le regain de tension sur les marchés ne surprend guère les analystes, qui soulignent que tous les éléments d'instabilité financière restent en place. Si le premier ministre russe désigné, Viktor Tchernomyrdine, a annoncé vendredi l'instauration d'un conseil monétaire pour tenter de stabiliser le rouble, aucune issue à la crise politique ne se dessine à Moscou. Le financier américain George Soros a pour sa part affirmé, vendredi, dans un entretien télévisé, que la Russie a devant elle *« un avenir très sombre »*.

HONGKONG SOUS SURVEILLANCE

La situation reste par ailleurs très difficile en Asie, avec l'annonce, jeudi, de la faillite du sidérurgiste japonais Toa Steel et la mise sous surveillance, vendredi, par l'agence de notation Moody's, de la dette en devises à long terme de la Chine et de Hongkong. Les craintes concernant une éventuelle dévaluation du yuan chinois ont été relancées par les déclarations ambiguës du président chinois Jiang Zemin, qui a indiqué qu'il n'était pas en mesure de garantir *« à 100 % »* que la parité du yuan ne sera pas modifiée.

L'Amérique latine, enfin, est aussi sous pression. A l'issue d'une réunion organisée à Washington sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) avec les ministres des finances de la région, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a souligné la nécessité *« de mieux informer les marchés des progrès qu'avaient fait ces économies »*. Les marchés financiers *« ont tendance à balayer aveuglément tous les pays et seraient plus avisés de faire la différence, de regarder chaque pays au cas par cas, de déterminer ce qu'il a fait ainsi que les perpectives qu'il offre »*, a ajouté M. Rubin en rappelant combien *« ce qui se passait en Amérique latine était profondément important pour la bonne santé économique américaine »*.

M. Rubin n'a en revanche pas évoqué le brusque accès de faiblesse du dollar vis-à-vis des devises européennes, auquel les analystes trouvent deux explications principales. La première est que les marchés financiers américains ont perdu, à la suite des secousses répétées à Wall Street, leur réputation d'invulnérabilité auprès des investisseurs internationaux.

Une aggravation de la crise boursière pourrait mettre fin brutalement au cycle de croissance soutenue que connaissent les Etats-Unis depuis plusieurs années alors que la conjoncture économique reste favorable en Europe – le produit intérieur brut a progressé de 0,7 % en France au deuxième trimestre. Le commissaire européen aux affaires économiques, Yves-Thibault de Silguy, a déclaré jeudi qu'il ne voyait pas aujourd'hui de raison de réviser en baisse la croissance économique européenne pour 1998 et 1999. Ce décalage conjoncturel entre les deux continents est favorable aux achats de devises européennes et aux ventes de dollars, d'autant qu'il pourrait rapidement avoir une traduction monétaire.

LA FED ATTENDUE

Les analystes sont de plus en plus nombreux à penser que la Réserve fédérale américaine pourrait choisir d'assouplir sa politique monétaire. *« Compte tenu des risques de crise financière en Amérique latine, il est probable que la détente monétaire aux Etats-Unis commencera plus précocement que si elle n'était dictée que par le seul cycle économique américain »*, estiment les experts de la Caisse des dépôts et consignations. Ceux d'UBS Asset Management jugent pour leur part que *« devant la perte de crédibilité du FMI et du G7 la Réserve fédérale américaine doit véritablement prendre la mesure de son rôle global de fournisseur de liquidités au niveau mondial, ce qui signifie aujourd'hui une baisse de ses taux directeurs. Nous pensons qu'un tel geste est maintenant une condition quasi nécessaire au rétablissement de la sérénité dans les marchés »*.

Une baisse des taux en Europe apparaît en revanche peu probable. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a estimé jeudi soir qu'il n'y avait *« aucun besoin »* d'assouplir la politique monétaire allemande à l'heure actuelle tandis qu'Ernst Welteke, membre du conseil de la banque centrale, a affirmé que ce ne serait pas *« une décision sensée »*. Selon lui, une détente des taux en réponse aux effets de la crise en Russie et en Asie *« ne ferait que donner l'impression aux marchés que les banques centrales du monde occidental perdent leurs nerfs »*.

Pierre-Antoine Delhommais

Le sidérurgiste nippon NKK dépose le bilan de sa filiale Toa Steel

La plus grosse faillite depuis 1945

NKK, le deuxième sidérurgiste japonais, devait annoncer la mise en faillite de sa filiale Toa Steel, vendredi 4 septembre, à l'issue d'une réunion de son conseil d'administration. Il s'agit de la plus importante faillite industrielle survenue au Japon depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, même si ses effets sociaux seront limités : NKK a prévu de créer une nouvelle filiale pour reprendre certains actifs industriels de Toa et, surtout, 1 000 de ses 1 450 salariés.

Toa Steel était dans une situation économique intenable : pertes en augmentation constante, endettement trop important, marché en peau de chagrin. Une situation due d'abord au contexte général de la sidérurgie : la production d'acier a baissé de 3 % dans le monde depuis le début de l'année (sauf en Europe où elle a augmenté), mettant en évidence la surproduction alimentée en grande partie par les producteurs nippons et coréens. Les prix de l'acier sont donc en baisse, réduisant les marges des industriels et affectant leur cours de Bourse : le titre Usinor a par exemple perdu 45 % depuis le mois de juin.

A cela s'ajoutent les aspects particuliers de la crise japonaise, qui a conduit les grands groupes de l'archipel à annoncer, vendredi 3 septembre, des pronostics pessimistes pour les résultats de l'exercice en cours : Nippon Steel, le numéro un, prévoit une perte de 600 à 1 milliard de francs, Kobe Steel chiffre la sienne à plus de 500 millions de francs, et Kawasaki Steel à 2,6 milliards.

Par rapport à ces puissants concurrents, Toa était particulièrement mal loti : sa spécialité est la production d'aciers destinés au bâtiment, l'un des des secteurs qui a le plus souffert de la récession japonaise. NKK, sa maison-mère avait été contrainte par les créanciers de porter à plus de 50 % sa participation, jusque-là minoritaire. Le groupe devra désormais assumer les conséquences de cette faillite. A ce titre, il a d'ores et déjà inscrit une provision de 2,6 milliards de francs dans ses comptes.

Anne-Marie Rocco

Airbus et la Chine renoncent à leur projet d'avion de cent places

PÉKIN
de notre correspondant

La coopération aéronautique entre l'Europe et la Chine vient d'essuyer un revers important avec l'abandon du projet de construction d'un avion de cent places. Airbus a officiellement annoncé, jeudi 3 septembre, l'enterrement du dossier. Dans un communiqué, le consortium européen indique que les partenaires du projet n'ont pas pu *« trouver une base commune solide pour en poursuivre le développement »*.

Le malaise qui entoure cet échec est à la mesure des espoirs qu'avait initialement suscités une perspective de coopération louée par les plus hautes autorités des pays concernés. Activement soutenu par l'ancien premier ministre chinois Li Peng, le projet avait également fait l'objet de toutes les attentions de Jacques Chirac. C'est même lors de la visite de ce dernier à Pékin, en mai 1997, qu'un accord-cadre avait été signé entre Airbus, l'Italien Alenia, l'Aviation Industries of China (AVIC) et le Singapourien STPL. D'un montant d'environ 12 milliards de francs, l'investissement devait aboutir à la fabrication de trois mille appareils AE-100 sur vingt ans.

UN MARCHÉ DANS LE ROUGE

Une telle coopération euro-chinoise était d'autant plus lourde de signification que Pékin avait préféré l'offre d'Airbus à celle de Boeing. Ajoutée à des engagements d'achat d'Airbus 320 et 321, ce projet industriel marquait clairement la volonté des dirigeants chinois de s'affranchir quelque peu de l'influence écrasante de Boeing.

Pourquoi Chinois et Européens ont-ils jeté l'éponge ? Le communiqué d'Airbus est plutôt laconique et l'AVIC est restée totalement silencieuse. Les rumeurs qui circulaient ces derniers mois à Pékin faisaient état de désaccords sur la taille de l'avion, le degré de transfert de technologie, les modalités de taxation douanière ou la procédure de certification. *« Ces difficultés ont certainement joué, mais la vraie raison de l'impasse est de nature commerciale. La rentabilité de projet a été jugée insuffisante »*, affirme un observateur européen basé à Pékin.

Depuis 1994-1995, période où ont commencé sérieusement les négociations, la crise asiatique est venue assombrir l'atmosphère. Le marché chinois, qui est un des débouchés attendus par les promoteurs de l'avion de cent places, en subit le contrecoup. Le taux de croissance est passé de 20 % – avec des pointes à 35 % – à une progression de 10 % en 1996, puis autour de 1 % en 1997. La croissance pourrait légèrement redémarrer cette année, mais la récente livraison d'appareils commandés les années précédentes a fait exploser les coûts. A l'issue du premier semestre, presque toutes les compagnies chinoises sont dans le rouge, situation aggravée par une guerre des prix qui a conduit à des baisses de tarifs entre 10 et 40 %. Le climat est si morose que China Southern Airlines, une des deux principales compagnies nationales, vient d'annoncer qu'elle n'achètera plus d'appareils cette année.

A ce retournement de conjoncture s'ajoute l'arrivée sur le marché en 1999 d'un sérieux concurrent : le Boeing 717, nouveau nom de baptême du MD-95, qui était déjà dans les tuyaux de McDonnell Douglas avant la fusion avec Boeing. Son prix s'annonce très compétitif par rapport à ce que l'AE-100 aurait pu offrir. En outre, les faibles commandes que le MD-95 a déjà reçues ont achevé de convaincre Airbus et Avic que le pari commercial sur ce type d'appareils était trop risqué. Pour autant, Airbus n'abandonne pas toute perspective de coopération avec la Chine. *« De nouvelles options »*, non encore précisées, seraient à l'étude.

Frédéric Bobin



Le ministère de l'intérieur suspend l'émission « Connaître l'islam »

Le producteur de l'émission islamique du dimanche matin diffusée sur France 2 a été écarté après plusieurs années de dérive dans la gestion de ce rendez-vous religieux

LE MINISTÈRE de l'intérieur, chargé des cultes, a profité de l'été pour faire cesser un scandale médiatico-religieux qui durait depuis des années sur le dos d'une communauté musulmane de quatre millions d'âmes et du contribuable français. Diffusée dans le cadre des programmes religieux du dimanche matin sur France 2, l'émission « Connaître l'islam », créée en 1983 à la demande du président Mitterrand et parrainée par l'islamologue Jacques Berque, décédé en 1995, a été supprimée dans sa forme actuelle. Une autre association candidate à la « reprise », baptisée « Vivre l'islam », a été constituée à l'initiative du ministère de l'intérieur. Elle devait rencontrer, vendredi 4 septembre, la direction de France 2 et, sous réserve d'un agrément, commencer sa diffusion le dimanche 20 septembre.

Ingérences étrangères, mainmise affairiste, conflits de clans, attentisme des pouvoirs publics : tous les maux de l'islam de France semblent résumés dans cette affaire « Connaître l'islam ». Ce nom est celui d'une association dirigée depuis sa création par Zine Bentabed, quatre-vingt-neuf ans, que son conseil d'administration avait nommé président à vie. Il n'a accepté de se retirer que le 10 juillet, au lendemain de la décision-couperet du ministère de l'intérieur. Mais il a exclu de son association Ahmed Baba-Miske, le diplomate mauritanien qui négociait la répartition des cachets de France 2 entre le président, le « conseiller religieux » Hocine Raïs, un Algérien de la Mosquée de Paris, Abdelhaqq Guiderdoni, présentateur de l'émission, et lui-même.

L'association « Connaître l'islam » n'était plus qu'une coquille vide depuis qu'elle avait accepté de signer, en décembre 1990, un contrat avec un homme d'affaires algérien, Abdelaziz Tolbi, président de France Méditerranée Productions (FMP), promu producteur exécutif. Ce contrat laissait dans le flou les engagements financiers : *« L'association "Connaître l'islam" et la FMP discuteront et fixeront avec la chaîne nationale les dispositions financières relatives à la production, à la réalisation et au façonnage de l'émission. »*

CONTREPARTIE

Mais, lors du contentieux qui éclate rapidement avec la chaîne, Paul-Henri Arnstam, alors directeur des opérations exceptionnelles d'Antenne 2, invoque des entretiens et des correspondances pour déduire que les émissions sont fournies à titre gracieux. La contrepartie exigée est la signature du producteur au générique de l'émission. Celle-ci permet à M. Tolbi, également producteur d'émissions enfantines dans les pays du Golfe (Qatar, Dubaï, Koweït, Emirats arabes unis), de faciliter ses négociations avec les télévisions locales. Le subterfuge éclate en 1993. La signature est supprimée du générique en janvier 1994. Mais la FMP continue de produire, et Antenne 2, devenue France 2, de diffuser. L'émission islamique du dimanche matin va ainsi échapper au contrôle de l'association d'origine et de la chaîne publique. Elle se met à diffuser des reportages à caractère promotionnel dans le Golfe ou dans des librairies islamiques. En août dernier, les téléspectateurs découvrent à l'image le colonel Hocine Senoussi, ancien attaché militaire de l'Algérie à Bagdad, reconverti dans les affaires, dont le nom a été cité dans plusieurs scandales financiers, ami proche de M. Tolbi. Ils subissaient déjà les passages à l'antenne répétitifs d'Abdelmajid Meziane, parent de Senoussi, ancien ministre de l'intérieur, régulièrement « candidat » à la direction de la Mosquée de Paris. A dire vrai, les téléspectateurs sont de moins en moins nombreux. L'émission n'en compte plus que 100 000 (soit 0,2 point d'audience), contre sept à huit fois plus pendant les années 80.

Que cette situation ait pu perdurer ne laisse pas d'étonner ! Zine Bentabed, président de « Connaître l'islam », a longtemps bénéficié de soutiens politiques, comme celui de Georges Dayan (l'ami décédé de François Mitterrand), natif comme lui d'Oran, celui de Maurice Benassayag, ancien délégué PS aux rapatriés, puis d'André Damien, ancien conseiller aux cultes de M. Pasqua, etc. De même, la chaîne publique a-t-elle continué de fermer les yeux sur la dérive des producteurs. A France 2, la direction reconnaît qu'*« il y a un dossier d'un mètre de haut »* sur cette affaire. Une transaction financière avec M. Tolbi, le producteur, est finalement engagée au printemps 1997. Ses exigences s'élèvent à 22 millions de francs. Daniel Patte, délégué auprès du directeur général de l'antenne chargé des émissions religieuses, négocie et un compromis est trouvé autour de 4,5 millions : 1 million à titre de dédommagement et 3,5 millions de droits de diffusion d'émissions déjà enregistrées. Mais M. Tolbi continue d'exiger des droits de commercialisation à hauteur de 10 millions de francs. La direction de la chaîne reconnaît qu'*« on n'a pas assez serré les boulons »*. Elle met surtout en cause le caractère *« vague »* du cahier des charges des émissions religieuses, qui laissent la plus grande liberté aux producteurs et toute la contrainte financière au seul service public, dans la limite d'un plafond fixé chaque année. Par exemple, un réalisateur licencié par les producteurs peut se retourner contre la chaîne. Abdallah Ouahabi, en conflit avec « Connaître l'islam », vient de gagner un procès contre France 2, qui lui a versé 200 000 francs d'indemnités.

D'ores et déjà, une réflexion est engagée dans la chaîne. Le cahier des charges l'oblige à traiter avec des associations représentatives des religions en France. Si aucune difficulté ne se présente avec les émissions juive et chrétiennes, qui disposent d'autorités légitimes, ni avec la nouvelle émission bouddhiste, qui bénéficie d'une structure fédérative (l'Union des bouddhistes de France), la situation est différente avec un islam français incapable de se réunir, malgré les efforts en ce sens du ministère de l'intérieur. Cette affaire est une preuve de plus des contradictions de la gestion de l'islam en France.

Henri Tincq

La nouvelle équipe de « Vivre l'islam »

La nouvelle association « Vivre l'islam » qui, sous réserve d'un agrément de la chaîne publique, sera chargée de l'émission islamique du dimanche matin, est présidée par Abderrahim Hafidi, chercheur et enseignant à l'Inelco (Institut national des langues et civilisations orientales). A la différence du conseil d'administration précédent, ce sont des personnalités françaises et représentatives d'une certaine diversité d'origines et de sensibilités que le ministère a sollicitées.

Didier Ali-Bourg, un converti, est secrétaire général. Faouzia Zouari, journaliste à *Jeune Afrique*, est pressentie pour la vice-présidence. On trouve également dans le bureau Eric Geoffroy, professeur d'études islamiques à l'université de Strasbourg, Rochdy Alili, historien, Abderhamane Hayane, ancien journaliste d'*El Watan*, ainsi qu'Ahmed Baba-Miske, rescapé de l'équipe précédente, dont la présence a été souhaitée par les conseillers de M. Chevènement contre la volonté des « repreneurs », qui l'estiment trop compromis dans la direction affairiste de la précédente émission.

RTL joue l'info instantanée pour stabiliser son audience

DE « L'INATTENDU » à « l'instantané », RTL cherche les moyens de conserver sa première place dans le paysage radiophonique, que lui donnent ses 8,3 millions d'auditeurs quotidiens. Après l'inusable « Journal inattendu » du samedi, diffusé de 13 à 14 heures, Philippe Labro, vice-président directeur général de RTL, a annoncé, jeudi 3 septembre, la création de « L'Instantané-RTL ». Du coup, pour cette saison, RTL est rebaptisée *« RTL-IN »*.

A partir du lundi 7 septembre, n'importe quelle émission de la station pourra être interrompue pour permettre à un journaliste d'annoncer un accident sur une autoroute, la démission d'un ministre, un crack boursier, etc. Pas question cependant qu'il y ait plus de deux ou quatre « instantanés » par heure. *« RTL devient ainsi la première radio d'information immédiate »*, commente Philippe Labro, content d'avoir trouvé une idée que personne d'autre n'a eue dans cet univers radiophonique où, reconnaît-il, tout a déjà été fait.

Confronté au léger effritement de l'audience d'une station qui reste largement en tête, il devait imaginer un « coup » qui le distingue de ses concurrents. Avec son « Instantané RTL », il peut espérer empiéter sur l'auditorat des radios tout info. *« C'est aussi une manière d'affirmer, d'assumer et de confirmer la force de la radio, qui n'est pas un média mineur »*, affirme-t-il.

Comme chaque année et comme ses concurrentes, RTL lance une campagne de publicité pour la rentrée. Les images d'une religieuse sur des patins à roulettes, d'un chien dont les oreilles se soulèvent, de deux boules de pétanque et de l'ambiance de la Coupe du monde permettront de décliner le slogan « Essentiel RTL ». Cette campagne d'affiches sera complétée par un spot télé, commenté par Philippe Labro soi-même. Enfin, pour les internautes, RTL propose notamment *« l'information à la carte »* qui permet à chacun de concevoir son journal personnalisé ou de revenir sur une information passée.

Françoise Chirot

La télévision sur Internet tente une percée en France

L'ENGOUEMENT pour Internet permet de créer de nouveaux métiers dans le multimédia. Jacques Rosselin, co-fondateur du magazine *Courrier international* aujourd'hui détenu par Havas, se définit ainsi comme le premier opérateur de télévision sur Internet en Europe. *« Aujourd'hui, les programmes TV classiques ne sont pas adaptés à une diffusion sur Internet »*, explique-t-il, en affirmant inventer une nouvelle forme de télévision, spécialement conçue pour ce support. Sa structure, Canalweb, qui compte une douzaine de salariés, devrait être *« opérationnelle en octobre »*.

L'exercice n'est pas simple. Techniquement, les images animées diffusées sur la Toile sont souvent saccadées et de piètre qualité (seulement 12 images/seconde). C'est la raison pour laquelle les chaînes hertziennes françaises se servent davantage de leur site Internet comme d'un moyen de promotion auprès de leurs spectateurs que comme un outil de diffusion.

Jacques Rosselin pense que les problèmes technologiques seront résolus dans un avenir assez proche, mais l'économie de son nouveau projet n'est pas encore prouvée. Actuellement, les chaînes « classiques » sont financées par la publicité, qui est encore balbutiante sur le Web, ou encore par les abonnements. Or les recettes qui ont permis le succès de la télé payante – la diffusion de films ou d'événements sportifs – sont difficilement transposables sur Internet, en raison des problèmes de cryptage et de la mauvaise qualité de transmission. Autre handicap de taille : la télévision interactive ne peut pas être un média de masse. *« Plus il y a d'internautes connectés, plus cela nous coûte cher. L'utilisation du serveur vidéo, relié à une bande passante d'ISD Net, est facturée à la consommation »*, explique le dirigeant de Canalweb.

10 MILLIONS D 'INVESTISSEMENTS

Pour financer une telle aventure qui a déjà été tentée outre-Atlantique, Jacques Rosselin a rassemblé dans le tour de table de Canalweb son ancien partenaire dans *Courrier international*, Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent, et deux fonds d'investissement, le CEFID et Oléron Participations présidé par Alain Minc (Pierre Bergé y est également présent). A ces trois actionnaires qui détiennent plus de 80 % du capital s'ajoute le groupe Sud-Ouest, via sa filiale Atlantel – la première à avoir diffusé la chaîne d'information LCI sur Internet –, ainsi que les dirigeants de Canalweb. Une première tranche d'investissement de dix millions de francs est prévue pour les deux années à venir.

Souhaitant mettre au goût du jour la communication interne des grandes entreprises, Canalweb compte donc réinventer *« la télévision corporate »* ou les programmes sponsorisés. Avec l'espoir d'un appui de la Commission des opérations de Bourse (COB), Jacques Rosselin rêve de proposer des retransmissions audiovisuelles des assemblées générales de toutes les sociétés cotées ainsi que les réunions d'analystes financiers. Il envisage aussi des chaînes thématiques extrêmement ciblées, faites de programmes de formation et d'éducation très pointus ou encore de retransmissions de conférences, comme les congrès médicaux internationaux. Quitte à négocier des exclusivités sur Internet, puis à rétrocéder les droits à des chaînes affiliées.

Le fondateur de Canalweb compte aussi profiter des vides juridiques existants pour lancer des chaînes thématiques. *« Si nous lançons une chaîne de télévision exclusivement dédiée à la musique techno, on approchera prioritairement les annonceurs de tabac et d'alcool. Nous considérons que la télévision sur le Web ne dépend pas du Conseil supérieur de l'audiovisuel »*, affirme Jacques Rosselin. *« Il est encore trop tôt pour savoir quel type de télévision marchera sur le* Web. Rien ne prédisait le succès du Minitel rose avec l'avènement de la télématique. *La télévision sur Internet servira peut-être à vendre, télécharger, créer des fichiers pour des annonceurs... »* Ou regarder des programmes.

Nicole Vulser

Chris Anyanwu, combattante nigériane de la liberté de la presse

TROIS MOIS après avoir quitté l'enfer carcéral de Kaduna, au nord du Nigeria, la journaliste Christina Anyanwu conserve à l'esprit deux prénoms de personnes qu'elle ne connaît pas : celui d'un Américain, Scott, qui l'a enjoint de tenir le coup pendant ses trois ans d'emprisonnement en lui envoyant régulièrement des cartes postales ; et celui d'une Espagnole, Isabel, qui lui adressait chaque mois ces quelques mots manuscrits : *« Nous savons que vous êtes là. »* Christina Anyanwu leur a rendu hommage, lors de son passage à Paris, mercredi 2 septembre, pour recevoir en mains propres les prix Reporters sans frontières (RSF)-Fondation de France 1995 et Unesco-Guillermo Cano 1998.

PORTRAIT

En prison, elle contracte la malaria et perd son œil gauche

Cette Nigériane de quarante-huit ans, drapée dans un boubou bleu, a raconté son histoire d'une voix calme et grave. Originaire de Mbaise, dans l'Etat d'Imo, cette mère de deux enfants a été arrêtée le 31 mai 1995 pour avoir publié dans son journal, *The Sunday Magazine*, la liste des personnes arrêtées par les agents du général Sani Abacha, après une tentative avortée de coup d'Etat. Jugée par des militaires à huis clos, elle a été condamnée à la prison à vie avant que sa peine ne soit commuée, le 10 octobre de la même année, à quinze ans de prison.

La journaliste, accusée de faire le jeu des réseaux militaires opposés au régime Abacha, a été inculpée pour *« diffusion de fausses informations »*, puis détenue dans plusieurs prisons où, isolée, elle a contracté la malaria et perdu peu à peu l'usage de son œil gauche. Ce qu'elle appelle aujourd'hui *« sa pénible expérience »* témoigne du *« lourd tribu payé par les médias pendant cette période »* dans son pays.

MAUVAISES HABITUDES

Au Nigeria, bon nombre de journaux ont été interdits ou contraints à la fermeture à la suite de perquisitions avec confiscation du matériel. D'autres, décidés à livrer une *« guérilla »*, se sont enfermés dans la clandestinité, mais ils ont dû assister, impuissants, à la diffusion d'éditions pirates par *« les agents du gouvernement »* pour les discréditer auprès de leurs lecteurs.

Le régime s'est officiellement engagé dans la démocratisation depuis le décès, le 8 juin, du général Abacha. Mais les mauvaises habitudes ne se perdent pas facilement. *« Les agents de la sécurité* [du gouvernement de transition dirigé par un autre militaire, le général Abubakar] *poursuivent les mesures d'intimidation, les arrestations, les emprisonnements et l'assassinat de journalistes »*, raconte l'ancienne rédactrice en chef du *Sunday Magazine*.

Six journalistes croupissent encore en prison. Et leurs confrères ont été prévenus, en décembre, par le directeur intérimaire des renseignements de la défense, le colonel Ugbo : *« Ne rapportez que ce que vous savez, cela vous évitera des embarras à vous et à votre famille*, aurait-il déclaré selon Reporters sans frontières. *Si vous faites des insinuations et de faux reportages et que* [le personnel de la sécurité] *vous ramasse, ce sera fort malheureux. »*

Le visage crispé au souvenir des maltraitances racontés par son compatriote, le Prix Nobel de littérature Wole Soyinka, Christina Anyanwu a appelé le général Abubakar à prendre *« des mesures claires »* susceptibles de confirmer son attachement, proclamé, aux droits de l'homme et à la paix.

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : Jean-Marie Messier a déclaré qu'il** *« n'envisageait pas de rapprocher Havas d'un autre groupe de communication ou d'édition, de manière globale »*. Selon le PDG de Vivendi, jeudi 3 septembre, Havas doit *« valoriser ses atouts dans la presse professionnelle, l'édition spécialisée et le multimédia »* et se développer sur les marchés *« à non dominante anglo-saxonne »* comme en Amérique latine. M. Messier n'envisage pas *« à court terme »* une recomposition du capital de la CLT-UFA, où Vivendi dispose de 20 % d'Audiofina.

■ **PRESSE : un nouveau bimestriel musical, *Mix*,** a paru dans les kiosques, le 1er septembre. Lancé par une équipe de jeunes Toulousains, avec un investissement initial de 100 000 francs et un objectif de vente de 15 000 exemplaires, *Mix* (18 F) veut défendre la *« mixité musicale »*.

■ **Philippe Labi a été nommé rédacteur en chef de *Gala*** (groupe Prisma Presse), en remplacement de Jean Lesieur, qui a quitté ses fonctions avant l'été. M. Labi, 37 ans, était depuis l'an dernier directeur des rédactions du pôle télévision de Prisma Presse.

■ **MULTIMÉDIA : 3,4 % de la population française,** âgée de 15 ans et plus, utilise régulièrement Internet à domicile ou au bureau, selon un sondage réalisé par la société TMO, en mars-avril, auprès d'un échantillon de 3 994 personnes.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SHELL-TEXACO : les deux compagnies vont regrouper** leurs activités dans le raffinage en Europe *(lire page 16).*

● **COCKERILL-SAMBRE : le groupe Usinor, candidat avec l'allemand Thyssen-Krupp pour la reprise** du sidérurgiste belge Cockerill, *« n'est pas prêt à monter au rideau »*, a déclaré jeudi 3 septembre son président, Francis Mer. Cockerill a annoncé un bénéfice net semestriel de 7,5 milliards de francs belges, contre 748 millions un an auparavant.

● **KIA MOTORS : après l'échec d'une première tentative,** le résultat du second appel d'offres pour reprendre le groupe automobile sud-coréen Kia Motors sera connu le 28 septembre.

SERVICES

● **CONTINENTAL AIRLINES : la compagnie américaine a** contesté, dans un rapport remis aux autorités de concurrence britannique et à la Commission européenne, l'alliance American Airlines - British Airways.

● **MICROSOFT : le fabricant de logiciels** devra fournir rapidement à la justice américaine les documents relatifs à ses relations commerciales avec les sociétés Intel et Apple, sur lesquelles il est accusé d'avoir exercé des pressions. Ainsi en a décidé, jeudi, le juge Thomas Jackson chargé d'instruire le procès anti-trust de Microsoft, qui doit s'ouvrir le 23 septembre.

● **CEGETEL : la filiale de Vivendi** lancera en novembre une offre combinant téléphonie fixe et mobile. Cegetel, qui exploite le service de téléphonie mobile SFR, a lancé en mai un service de téléphonie longue distance, le 7.

■ **EDF-GDF : le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (CSEG),** réuni jeudi, a décidé le 3 septembre de reporter l'examen de décrets dont l'un concernait la desserte des communes en gaz, ont annoncé la CGT et la CFDT pour s'en féliciter.

FINANCE

● **CRÉDIT MUTUEL : l'agence de notation financière Moody's** a annoncé jeudi qu'elle abaissait les notations de la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM). Dans le même temps, Moody's a rehaussé à A2/P-1 les notations de dépôts de la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne (CIC), racheté par la BFCM.

● **PORTE-MONNAIE ÉLECTRONIQUE : un test grandeur nature de** porte-monnaie électronique, qui permet d'effectuer des petits achats avec une carte à puce, sera lancé au premier semestre de 1999 à Tours, ont annoncé la BNP et le Crédit agricole, les deux banques à l'origine du projet. 40 000 personnes et un millier de commerçants participeront au lancement de ce nouveau mode d'achat.

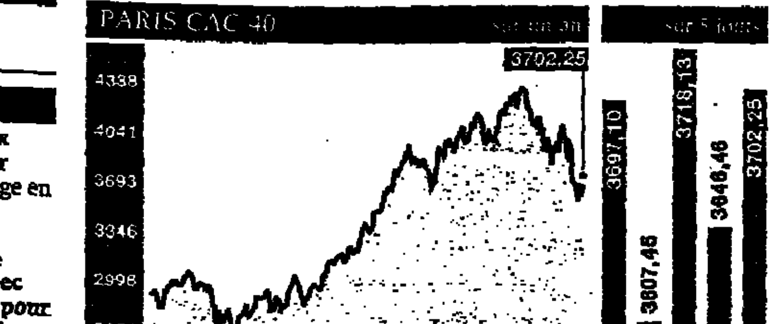
● **ROYAL BANK OF SCOTLAND : la banque britannique** a annoncé vendredi la prise de contrôle totale de sa filiale américaine Citizens en rachetant pour 750 millions de dollars la part de 23,5 % que détenait Bank of Ireland.

RÉSULTATS

■ **SCOR : le premier réassureur français** (neuvième mondial) a annoncé vendredi 4 septembre un résultat net consolidé de 472 millions de francs, en hausse de 38 % par rapport à celui du premier semestre de 1997, hors plus-value exceptionnelle.

■ **FORTIS : le bancassureur belgo-néerlandais** a annoncé vendredi un bénéfice net de 886 millions d'écus (5,8 milliards de francs) au premier semestre 1998, en hausse de 34,2 % à périmètre égal par rapport à la même période de l'exercice précédent.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde », www.lemonde.fr



Indices boursiers

Europe 12 h 30 ▶	Cours 04/09	Var. % 03/09	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3702,25	1,53	23,45
- SBF 120	[illegible]	1,28	21,91
- SBF 250	[illegible]	0,06	20,25
- SECOND MAR.	[illegible]	–0,16	13,98
- MIDCAC	[illegible]	–0,35	10,11
LONDRES FT100	5161,40	0,85	0,50
AMSTERDAM AEI	[illegible]	0,99	18,25
BRUXELLES BEL	[illegible]	1,21	34,99
FRANCFORT D30	[illegible]	2,20	15,73
MADRID IBEX35	[illegible]	0,77	16,39
MILAN MIB30	[illegible]	1,58	[illegible]
SUISSE SMI	[illegible]	1,86	7,42
STOXX 666	[illegible]	1,44	—
EURO STOXX 326	[illegible]	1,47	—
STOXX 50	[illegible]	1,59	—
EURO STOXX 50	[illegible]	1,56	—

Monde ▶	Cours 03/09	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	–1,29	–2,86
- SP 500	[illegible]	–0,83	1,22
- NASDAQ	[illegible]	–1,32	0,10
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	–5,90	–46,57
JOHANNESBURG	[illegible]	–0,53	–24,63
MEXICO BOLSA	[illegible]	–1,98	–47,05
SANTIAGO IPSA	[illegible]	–3,39	–45,50
SAO PAULO BOU.	[illegible]	–8,61	–39,01
TORONTO FSE I.	[illegible]	0,61	–14,75
ASIE 10 h 15	04/09	03/09	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	–0,44	–47,48
HONGKONG H.	[illegible]	2,32	–30,16
SEOUL	[illegible]	–0,03	–14,78
SINGAPOUR ST.	—	—	—
SYDNEY ALL O.	[illegible]	–0,57	–4,30
TOKYO NIKKEI	14042,91	–1,53	–7,97

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 03/09	Var. % 02/09	Var. % 31/12
SANOFI	750	+6,79	+8,85
TOTAL	586	+3,58	–10,53
CLUB MEDITERR.	459,90	+3,23	+10,05
G.F.C.	[illegible]	+3,08	+14,28
CAP GEMINI	830	+2,65	+85,50
WORMS (EX.SOM	97	+2,64	—
SODEXHO ALLIA	[illegible]	+2,39	+37,88
CARREFOUR	[illegible]	+2,31	+20,79
ECIA	[illegible]	+2,19	–7,52
ELF AQUITAINE	611	+2,17	–12,71

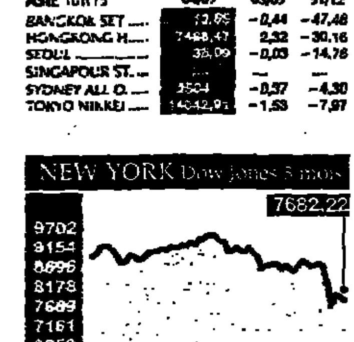
Baisses ▶	Cours 03/09	Var. % 02/09	Var. % 31/12
DMC (DOLLFUS	[illegible]	–9,95	–14,57
S.E.B.	455	–9	–45,76
GRANDVISION	143,20	–8,32	–42,16
IMETAL	606	–8,04	–18,98
C.C.F.	400,10	–7,81	–3
SAUPIQUET (NS	452,10	–7,73	–20,68
CREDIT LYONNA.	465	–7,58	+58,23
ALTRAN TECHNO.	[illegible]	–7,41	+141,52
FIVES-LILLE	[illegible]	–7,38	+6,55
SCOR	[illegible]	–7,34	+22,65

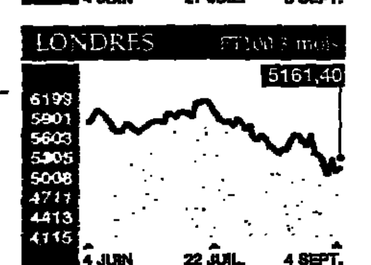
PARIS SBF 250 3 mois

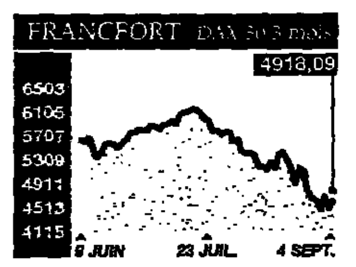
2338,89

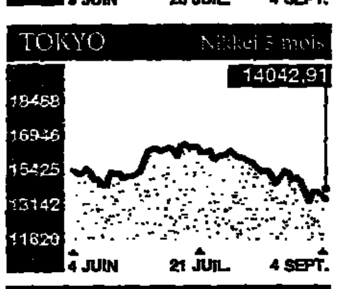
2799 2689 2599 2498 2397 2296

4 JUIN 22 JUIL. 4 SEPT.









LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

VENDREDI 4 SEPTEMBRE, la reprise s'accélérait à la Bourse de Paris à la mi-séance. Après avoir ouvert en hausse de 0,11 %, l'indice CAC 40 s'appréciait de 1,12 %, à 3 687,47 points, vers 12 heures. Les déclarations confiantes sur la situation économique en Europe, en dépit de la crise russe, de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, et de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, semblaient avoir mis du baume au coeur des investisseurs. Le secteur pétrolier et parapétrolier, très attaqué ces dernières semaines, était bien orienté. Les actions Isis, Total, Elf Aquitaine et Geophysique grimpaient respectivement de 9,9 %, 7,5 %, 6,7 % et 6,5 %. Le marché saluait le résultat semestriel du réassureur Scor, qui gagnait 4,8 %. En revanche, les valeurs bancaires, en vif repli jeudi, restaient orientées à la baisse.

TOKYO

VENDREDI 4 SEPTEMBRE, la Bourse japonaise a enregistré un nouveau recul. L'indice Nikkei a cédé 1,53 %, à 14 042,91 points. Le marché a été affecté par l'annonce des pertes importantes de Kawasaki Steel Corp. et d'Hitachi et par la faillite de Toa Steel.

NEW YORK

POURSUITE de la glissade à Wall Street, jeudi 3 septembre. L'indice Dow Jones a terminé la séance de jeudi en baisse de 1,29 %, à 7 682,22 points. Le marché redoute que la crise financière ne s'étende à l'Amérique latine, l'un des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Les valeurs bancaires restaient mal orientées. Des rumeurs de report de la fusion entre le groupe d'assurances Travelers et la banque Citicorp ont circulé.

FRANCFORT

VENDREDI 4 SEPTEMBRE, la Bourse de Francfort a de nouveau ouvert à la baisse. L'indice DAX perdait 0,45 %, à 4 790,32 points. Toutefois, le marché se redressait quelques minutes après le début des cotations et progressait de 0,2 %, rassuré par les propos de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, selon lesquels les banques allemandes ne risquaient pas de pâtir de leurs engagements en Russie.

LONDRES

JEUDI 3 SEPTEMBRE, la Bourse de Londres a fortement baissé et est revenue à ses niveaux de début d'année. L'indice Footsie a clôturé en recul de 2,23 %, à 5 118,7 points. Les valeurs pétrolières ont continué d'être affectées par le prix du baril, l'action Shell limitant les pertes grâce à l'annonce d'une alliance avec Texaco en Europe.

Valeur du jour : la Société générale est victime de la crise

LA SÉRIE NOIRE continue pour les valeurs bancaires cotées à Paris. Le titre Société générale a perdu 6,4 % jeudi 3 septembre, terminant la séance à 936 francs... soit 566 francs de moins qu'à la mi-juillet ! En quelques semaines, la propagation de la crise financière asiatique à la Russie et aux pays producteurs de matières premières aura fait passer la capitalisation boursière de la première banque française cotée de 153 milliards de francs à 95 milliards (– 38 %).

L'établissement présidé par Daniel Bouton est loin d'être seul dans cette situation. Le 3 septembre, le cours du CCF s'est effondré de 7,8 %, celui de la BNP – dont la capitalisation boursière a été ramenée de 126 milliards de francs à 77 milliards – a perdu 6,1 %, le certificat d'investissement du Crédit lyonnais a abandonné 7,6 % et Paribas a perdu 4,4 %. Depuis le mois de juillet, plus de 150 milliards de francs de capitaux sont partis en fumée avec le repli boursier des seules banques françaises.

Les résultats semestriels qu'elles vont publier la semaine prochaine, entre le 9 et le 17 septembre, sont attendus avec impatience. Car jusqu'à présent les dirigeants français ont été peu loquaces sur leurs engagements en Russie et les conséquences des turbulences sur les places financières. La Société générale est très présente dans les activités de marchés.

Action Société générale

en francs à Paris

1 600 1 500 1 400 1 300 1 200 1 100 1 000 900 800 700 600

936

J F M A M J J A S

Invité à s'exprimer devant des investisseurs institutionnels réunis par le CCF, M. Bouton n'est pas entré dans les détails, mais s'est efforcé de tenir un discours relativement rassurant. *« Nous n'avons pas été plus malins que les autres : la communauté financière internationale n'a pas vu monter le péril dans certains pays »*, a-t-il reconnu. Il s'interroge sur la capacité de redémarrage des économies les plus frappées par la crise, en particulier l'Indonésie, ou sur les conséquences de la crise financière russe sur l'économie réelle de ce pays. Il confirme que la Société générale va passer *« des volumes tout à fait significatifs »* de provisions au premier semestre et se constituera un *« matelas »*.

Mais il rappelle que la banque a les moyens de faire face à ce nouvel effort en mobilisant les plus-values latentes que recèle encore son portefeuille de participations. La Société générale est même capable, selon lui, *« d'absorber les effet d'une aggravation de la crise »*. Elle gagne 83 % de son produit net bancaire en Europe, où les perspectives restent bonnes, 10 % en Amérique et 4 % en Asie. Il souligne aussi les efforts menés par le réseau d'agences en France : depuis 1992, l'effectif administratif a diminué de 28 %, tandis que la banque gagnait 10 % de clients particuliers.

Sophie Fay

Matières premières

En dollars ▶	Cours 03/09	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1655	–0,77
ALUMINIUM 3 MOIS	1414	–0,81
PLOMB 3 MOIS	539	–0,55
ETAIN 3 MOIS	5340	—
ZINC 3 MOIS	1053,5	0,43
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	–0,81
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,98	2,47
PLATINE A TERME	[illegible]	–2,89
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	—
MAÏS (CHICAGO)	195	–0,26
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	—
SOJA TOURTEAU (CHG.)	133,3	—
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	–1,44
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	—
SUCRE BLANC (PARIS)	227,2	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 03/09	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	—	—
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	3,45

Or

En francs ▶	Cours 03/09	Var % 02/09
OR FIN KILO BARRE	52300	–2,24
OR FIN LINGOT	[illegible]	–1,76
ONCE D'OR LONDRES	279,15	+0,05
PIÈCE FRANCE 20 F	322	—
PIÈCE SUISSE 20 F	330	+0,92
PIÈCE UNION LAT. 20 F	314	+0,32
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	+0,17
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	—
PIÈCE 50 PESOS MEX.	[illegible]	–1,98

ÉCONOMIE

Viktor Tchernomyrdine veut créer un conseil monétaire

LE PREMIER MINISTRE désigné, Viktor Tchernomyrdine, a annoncé vendredi, en exposant son programme économique devant le Conseil de la Fédération, l'instauration d'un conseil monétaire *(currency board)* pour stabiliser le rouble. Il s'est déclaré aussi favorable à une *« émission monétaire contrôlée »*, pour payer les arriérés de salaires et de retraites. M. Tchernomyrdine s'est enfin engagé à *« rembourser intégralement les dettes (sociales) de l'Etat d'ici au 1er janvier prochain » (lire page 3).*

■ **Les réserves d'or et de devises de la Banque centrale russe** (BCR) se sont rétractées de 700 millions de dollars la semaine dernière pour tomber à 12,7 milliards de dollars le 28 août. Les réserves de la BCR s'élevaient à 19,2 milliards de dollars le 24 juillet. La Banque centrale russe a dépensé des milliards de dollars pour soutenir le rouble, mais elle a considéré la semaine dernière qu'elle ne pouvait plus continuer à utiliser ses réserves de devises fortes pour le défendre.

■ **HONGKONG : l'agence de notation financière Moody's a placé sous surveillance, vendredi 4 septembre,** la note A3 de la dette en devises à long terme de l'ancienne colonie. Selon Moody's, la mise sous revue est liée aux événements sur les marchés financiers régionaux et à la spéculation contre le dollar de Hongkong. L'autre grande agence de notation financière américaine, Standard and Poor's, avait abaissé, lundi, la note attribuée à la dette en devises de Hongkong à A/A1 au lieu de A+/A1+ auparavant.

■ **MEXIQUE : l'agence de notation financière Moody's a placé, jeudi, sous surveillance,** la note Ba2 de la dette en devises à long terme du Mexique en vue d'un éventuel abaissement. Selon Moody's, la mise sous revue est liée aux événements sur les marchés financiers mondiaux dont *« l'ampleur et la durée sont incertaines »*.

■ ***BRÉSIL*** **: l'agence Moody's a abaissé, jeudi, le plafond de la note de la dette du Brésil libellée** *en devises à B2, et la note des dépôts bancaires en devises à Caa1.*

■ ***ÉTATS-UNIS*** **: *la productivité* a progressé de 0,1 % au 2e trimestre,** a annoncé, jeudi, le département du travail, qui a révisé sa première estimation qui faisait état d'une baisse de 0,2 %.

■ ***Les chaînes américaines*** **de grands magasins ont enregistré** globalement, en août, des ventes en hausse, mais à un rythme plus ralenti que les mois précédents, selon des statistiques professionnelles. Depuis le début de l'année, ces ventes ont augmenté – à nombre égal de magasins – de 8,5 %.

■ **FRANCE : le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a estimé, jeudi,** que la progression du PIB atteindrait *« au moins »* 3 % en France en 1998, compte tenu des résultats du premier semestre 1998 et des perspectives pour les mois à venir. Ce chiffre de 3 % correspond à la prévision officielle du gouvernement, sur laquelle a été construite le budget 1998. Selon les comptes nationaux publiés jeudi par l'Insee, qui table pour sa part sur une croissance de 3,2 % en 1998, la hausse du PIB (produit intérieur brut) a été de 0,7 % au deuxième trimestre, après 0,6 % au premier.

■ **ALLEMAGNE : l'industrie a enregistré une hausse de ses entrées en commandes en juillet,** provisoirement chiffrée à + 0,5 % par rapport au mois de juin, a indiqué jeudi le ministre de l'économie, selon un taux corrigé des variations saisonnières. En juin, les entrées en commandes avaient baissé de 0,6 % par rapport à mai, a ajouté le ministère, révisant sa précédente estimation (– 1,1 %).

■ **TURQUIE : la hausse des prix à la consommation a été de 81,4 %** au cours des douze derniers mois en Turquie, confirmant la tendance au ralentissement du rythme de l'inflation depuis le début de l'année.



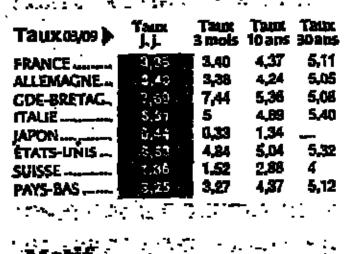
MONNAIES

● **Dollar :** la monnaie américaine se reprenait légèrement face aux *principales devises européennes,* vendredi 4 septembre. Aux premières heures de la matinée, le billet vert cotait 5,8255 francs et 1,7371 mark.

● **Yen :** la monnaie japonaise baissait légèrement face au dollar, vendredi 4 septembre. Le billet vert s'échangeait à 135,04 yens sur les marchés des changes de Tokyo, contre 134,25 yens jeudi soir à New York. Les cambistes restent toutefois nerveux avant la rencontre entre le ministre japonais des finances et son homologue américain. En cours de séance, le dollar est brièvement tombé sous les 133 yens, son plus bas niveau face à la monnaie japonaise depuis la mi-mai. *Sans se prononcer* sur le niveau souhaitable du yen, le ministre japonais du commerce international et de l'industrie a souligné que le récent rebond de la monnaie japonaise constituait une évolution *« désirable »*.

Cours de change

04/09 12 h 30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,78	6,61	9,73	4,09	2,97	4,27	0,34	3,35	—
DM	1,74	1,97	2,91	1,22	0,89	0,13	0,99	—	0,30
LIRE (100)	1719,90	1946,07	2869,66	1201,09	874,91	1268,60	—	987,49	294,61
YEN (100)	135,58	153,43	226,21	94,70	68,97	—	7,88	77,85	23,22
FLORIN	1,97	2,22	3,28	1,37	—	1,45	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,43	1,62	2,39	—	0,73	1,05	0,08	0,82	0,25
LIVRE	0,60	0,68	—	0,42	0,30	0,44	0,03	0,34	0,10
ECU	0,88	—	1,47	0,62	0,45	0,65	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	—	1,13	1,67	0,70	0,51	0,74	0,06	0,57	0,17

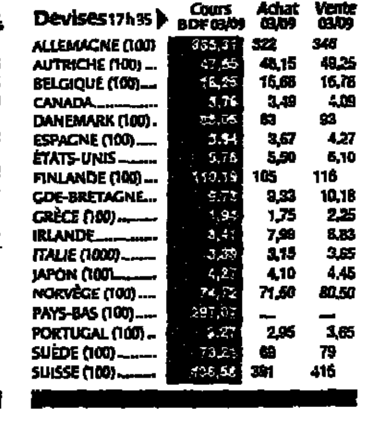


Taux d'intérêt (%)

Taux 03/09 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,40	4,37	5,11
ALLEMAGNE	[illegible]	3,38	4,24	5,05
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,44	5,36	5,08
ITALIE	[illegible]	5	4,89	5,40
JAPON	[illegible]	0,33	1,34	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	4,84	5,04	5,32
SUISSE	[illegible]	1,52	2,88	4
PAYS-BAS	[illegible]	3,27	4,37	5,12

Matif

Cours 12 h 30 ▶	Volume 04/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	[illegible]	108,32	108,33
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	[illegible]	96,45	96,46



Marché des changes

Devises 17 h 35 ▶	Cours BDF 03/09	Achat 03/09	Vente 03/09
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	48,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	16,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,49	4,09
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,50	6,10
FINLANDE (100)	[illegible]	105	116
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,33	10,18
GRÈCE (100)	[illegible]	1,75	2,25
IRLANDE	[illegible]	7,99	8,83
ITALIE (1000)	[illegible]	3,15	3,65
JAPON (100)	[illegible]	4,10	4,45
NORVÈGE (100)	[illegible]	71,50	80,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,95	3,65
SUÈDE (100)	[illegible]	69	79
SUISSE (100)	[illegible]	391	416

TAUX

● **France :** le marché obligataire a ouvert en hausse vendredi 4 septembre, dans le sillage des marchés américains et porté par la faiblesse des Bourses. *Le contrat notionnel du* Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, grimpait de *14 centièmes, à 108,49 points.*

● **Allemagne :** le taux des emprunts d'Etat allemands s'inscrivait en baisse, à 4,22 %, vendredi 4 septembre vers 9 heures. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a estimé *jeudi soir* qu'il n'y avait *« aucun besoin »* d'abaisser les taux directeurs allemands à l'heure actuelle. Une détente des taux *« rendrait la situation des autres pays* (où les taux d'intérêt sont considérablement plus élevés qu'en Allemagne) *plus difficile ».*

● **Etats-Unis :** jeudi 3 septembre, les marchés obligataires se sont redressés, à la suite des baisses de Wall Street. Le rendement de l'obligation du Trésor américain à 30 ans s'affichait à 5,29 %, contre 5,33 % mercredi.

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS
+1,69 %
CAC 40 : 3707,97

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	975		+ 1,94	
Cr.Lyonnais(T.P.)	975		- 0,51	
Renault (T.P.)	2775		+ 0,10	1000
Saint Gobain(T.P.)	1235		+ 2,83	1000
Thomson S.A (T.P)	990		+ 0,30	
Accor	1392		+ 2,01	
AGF	324		+ 0,83	
Air Liquide	815		- 1,10	
Alcatel	937		+ 3,52	
Alstom	131,50		+ 2,96	
Altran Techno. #	1111		- 2,52	
Atos CA	1348		- 1,33	
Axa	615		+ 1,13	
Bail Investis	806		+ 0,99	
Bazar Hot. Ville	700		- 1,42	

VALEURS ÉTRANGÈRES

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 4 SEPTEMBRE

OBLIGATIONS

ACTIONS FRANÇAISES

(Publicité)

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 4 SEPTEMBRE

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 4 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligène Oncor ◆	26	
Belvédère	800	
BVRP	325	
Chemunex	10,20	
Duran Duboi	330,50	
Eurofins scientific	495	
FDM Pharma n.	39,95	
Genset	350	
Guyanor action B	6,80	
Infonie	161	
Joliez-Regol	82	
La Cie Group	125	
Oliteс	860	
Omnicom	682	
Picogiga	161	
R2I Santé	400	
Serp Recyclage	675	

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 4 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Euraltech ◆	92	
Europe Finance Ind. ◆	650	
Cibox-LCI ◆	251,50	
CTT-SCETA ◆	450	
Sté lecteurs du Monde ◆	146	
Troc de l'Ile ◆	159,60	

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 3 septembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net

LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE

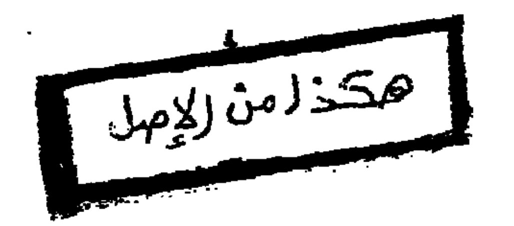
Asie 2000	296,03	
Saint-Honoré Capital	22122,53	
St-Honoré March. Emer.	390,61	
St-Honoré Pacifique	542,27	
St-Honoré Vie Santé	2025,66	

LEGAL & GENERAL BANK

SG SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT

Actimonétaire C	39216,41	
Actimonétaire D	31069,63	
Cadence 1 D	1083,86	
Cadence 2 D	1071,68	
Cadence 3 D	1073,69	

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



FOOTBALL Deux mois après son sacre mondial, l'équipe de France dispute, samedi 5 septembre, à Reykjavik (Islande) son premier match éliminatoire du championnat d'Europe 2000. ● MALGRÉ LES ABSENCES pour suspension des défenseurs Laurent Blanc et Marcel Desailly, *les Bleus* devraient imposer leur supériorité technique face à un adversaire qui ne lui a pourtant pas souvent réussi par le passé. ● ROGER LEMERRE, qui a succédé à Aimé Jacquet comme sélectionneur, a retenu dans son groupe de 18 joueurs, 14 champions du monde. Il compte *s'appuyer sur l'héritage* de son prédécesseur tout en apportant quelques retouches dans l'animation offensive avec la titularisation du Bordelais Lilian Laslandes. ● VOLONTIERS MYSTÉRIEUX *sur ses* options tactiques, le sélectionneur s'est employé, en priorité, à soigner ses relations avec les médias.

Les Bleus repartent en campagne, Roger Lemerre à la barre

Dans les qualifications pour l'Euro 2000, l'équipe de France dispute en Islande son premier match de compétition sous la direction de son nouveau sélectionneur. Délicate succession pour l'ancien adjoint d'Aimé Jacquet

APPELONS CELA un changement radical de style. Roger Lemerre a pris place sur l'estrade de l'amphithéâtre du Centre technique national *du football* de Clairefontaine (Yvelines), là où Aimé Jacquet avait pour habitude d'affronter la presse pendant la Coupe du monde.

Le contraste est frappant. Autant le sélectionneur des futurs champions du monde se dissimulait derrière une raideur crispée, autant son successeur soigne la forme dans cet exercice qu'il n'est pourtant pas loin de découvrir. Tout en rondeur, d'un naturel bonhomme, Roger Lemerre ne cherche pas à jouer un autre personnage que le sien.

« On rigole beaucoup avec Roger, témoigne Christian Karembeu. *Mais il sait ce qu'il veut. Il a une manière très militaire de soigner les détails et de nous répéter les exigences du haut niveau. »* Si Thierry Henry a décidé de le vouvoyer désormais, la plupart des joueurs continueront de tutoyer le nouveau sélectionneur. *« Cela n'empêche pas le respect*, estime le capitaine Didier Deschamps. *Au fil du temps, il imposera ses idées qui ne sont pas forcément celles d'Aimé Jacquet »*


LIEWIG/TEMPSPORT

Côte à côte à Clairefontaine : le nouveau sélectionneur, Roger Lemerre, et le nouveau directeur technique national, Aimé Jacquet.

S'il ne s'agit pas de retrouvailles pour les champions du monde – en match amical, les Bleus ont obtenu péniblement le nul (2-2) face à l'Autriche, le 19 août à Vienne – ce déplacement au pays des geysers et des footballeurs athlétiques sonne pourtant comme une rentrée des classes.

Tous les joueurs ont désormais repris le chemin des terrains, exception faite de ceux évoluant dans le championnat d'Italie. Quel visage aura l'équipe de France tout au long de cette campagne européenne au cours de laquelle elle voyagera beaucoup dans ce qui était hier l'URSS (Russie, Ukraine, Arménie) ? Interrogé sur ses convictions tactiques, Roger Lemerre répond par une facétie ou une tournure 100 % langue de bois.

Nommé le 27 juillet au poste de sélectionneur national, Lemerre *bénéficie de l'état de grâce post*-Mondial qui survivra à quelques accrocs. Après deux années de pilonnage anti-Jacquet, la presse, contrainte à des contorsions sémantiques après l'apothéose des Bleus, sera certainement plus prudente à son endroit, ce qui permettra au nouveau patron d'apporter quelques *« retouches »*, notamment dans le secteur offensif où l'avant-centre bordelais Lilian Laslandes aura l'occasion, samedi, de confirmer sa bonne performance de Vienne.

ANIMER L'ATTAQUE

Sa titularisation a valeur de symbole. Après Jacquet, Roger Lemerre va porter l'essentiel de sa réflexion sur l'animation de la ligne d'attaque. Ce premier match en Islande tombe finalement à point : face à un adversaire rugueux mais démuni sur le plan technique, les Bleus devront montrer qu'ils savent marquer de manière « classique », sans avoir recours à l'insolente réussite d'un Lilian Thuram ou aux coups de tête d'un Zinedine Zidane comme ce fut le cas lors des deux derniers matches de la Coupe du monde.

A Reykjavik, Roger Lemerre sera également jugé sur sa capacité à recomposer ponctuellement la défense centrale. La suspension de Laurent Blanc et de Marcel Desailly laisse le champ libre à la paire Frank Leboeuf-Lilian Thuram dont le rodage poussif en Autriche n'a pas été rassurant. Pour le reste, Roger Lemerre reste très évasif sur la façon dont sera organisée sa formation. On peut penser que la gamme de dispositifs imaginée par Aimé Jacquet avant et pendant le Mondial sera réactivée. En cela, le *sélectionneur* pourra compter sur l'aide des leaders naturels que sont Didier Deschamps, Marcel Desailly, *Laurent Blanc ou encore* Youri Djorkaeff. Ce dernier le rappelait, mercredi : *« Nous avons gagné la Coupe du monde car nous étions capables de passer très rapidement d'un dispositif très défensif à un dispositif très offensif en fonction des situations de jeu. »* Cette souplesse d'exécution dans la mise en place des hommes sur le terrain est la marque des grandes équipes. Il semble inconcevable que les Bleus aient oublié la leçon en si peu de temps.

Si craintes il doit y avoir, celles-ci surgiront alors peut-être dans un autre domaine. Aller affronter l'Islande à Reykjavik deux mois après avoir battu largement (3-0) le Brésil au Stade de France peut avoir des airs de lendemain de fête. *« Maintenant que j'ai remporté la Coupe du monde, je n'ai plus de rêve »*, a reconnu Frank Leboeuf.

PROBLÈME DE MOTIVATION

Nul n'ignore, par ailleurs, que les joueurs sous contrat dans les grands clubs européens comme la Juventus Turin, Arsenal, le Real Madrid ou le Bayern Munich ont devant eux une saison infernale parsemée de rencontres à enjeux immédiats (comme la Ligue des champions). Comment oublier, enfin, que lors des matches de préparation au Mondial qui se sont disputés ces deux dernières années, certains Bleus ont été pris en flagrant délit de laisser-aller, tout simplement parce qu'ils préféraient se réserver pour leurs clubs ?

Tout l'art du sélectionneur sera de motiver ses protégés, de les persuader qu'un Ukraine-France a autant de valeur qu'un Real-Juventus. Le Lemerre tacticien est – pour l'heure – un inconnu. Le Lemerre fort en gueule, spécialisé dans des discours d'avant-match où, d'après Tony Vairelles qui l'a connu au RC Lens, *« il est principalement question de mouiller le maillot »*, ce Lemerre-là est encore un mystère.

Frédéric Potet

■ **Les 18 sélectionnés.** Gardiens : Fabien Barthez (Monaco), Lionel Letizi (Metz) ; *défenseurs : Vincent* Candela (AS Rome), Alain Goma (Paris SG), Christian Karembeu (Real Madrid), Frank Leboeuf (Chelsea), Bixente Lizarazu (Bayern Munich), Lilian Thuram (Parme) ; milieux : Alain Boghossian (Parme), Didier Deschamps (Juventus), Youri Djorkaeff (Inter Milan), Patrick Vieira (Arsenal), Zinedine Zidane (Juventus) ; attaquants : Christophe Dugarry (Marseille), Thierry Henry (Monaco), Lilian Laslandes (Bordeaux), Robert Pires (Marseille), Tony Vairelles (Lens).

TF 1 diffusera le match Islande-France

FRANCE 3 a mis fin à sa confrontation avec TF 1. La chaîne publique a annoncé, jeudi 3 septembre, qu'elle ne diffusera pas *Islande-France*, finalement programmé samedi 5 septembre sur la Une. France 3 avait régulièrement acquis les droits du match auprès d'UFA Sports, *filiale de la CLT-UFA, mandatée* par la Fédération islandaise. Elle y *« renonce pour mettre en œuvre durablement une politique de confiance avec le football français »*.

En clair, France 3 a dû obtenir une contrepartie équivalente auprès de TF 1 et de la Fédération française de football (FFF) et du groupe Jean-Claude Darmon. La nuit de jeudi à vendredi, un des négociateurs du dossier s'employait *« à ce que personne ne perde la face »*. Avant ce retrait, France Télévision Publicité, régie publicitaire de France Télévision, avait déjà collecté plus de 11 millions de francs auprès des annonceurs, sans brader le prix des spots des écrans de coupures, fixé à 380 000 francs. TF 1, en revanche, aurait plus de mal à y parvenir. A 400 000 francs le spot, la Une accorderait un rabais de 30 % aux annonceurs présents sur les deux écrans de coupures.

Avec ce retrait tactique, France Télévision met la pression sur la FFF. A l'avenir, à la Coupe de la Ligue pourraient s'ajouter des matches de l'équipe de France Espoirs et des rencontres des Coupes d'Europe.

Le calendrier des matches

L'équipe de France figure dans le groupe 4, en compagnie de la Russie, de l'Ukraine, de l'Islande, de l'Arménie et d'Andorre. Le calendrier des rencontres a été établi comme suit.

5 septembre : Islande-France, Ukraine-Russie, Arménie-Andorre.
10 octobre : Russie-France, Andorre-Ukraine, Arménie-Islande.
14 octobre : France-Andorre, Islande-Russie, Ukraine-Arménie.
27 mars 1999 : France-Ukraine, Arménie-Russie, Andorre-Islande.
31 mars : France-Arménie, Russie-Andorre, Ukraine-Islande.
5 juin : France-Russie, Ukraine-Andorre, Islande-Arménie.
9 juin : Andorre-France, Russie-Islande, Arménie-Ukraine.
4 septembre : Ukraine-France, Russie-Arménie, Islande-Andorre.
8 septembre : Arménie-France, Andorre-Russie, Islande-Ukraine.
9 octobre 1999 : France-Islande, Russie-Ukraine, Andorre-Arménie.

Six sélections et 414 matchs de D1

Roger Lemerre est né le 18 juin 1941 à Bricquebec (Manche).

● **En tant que joueur professionnel,** il a occupé durant toute sa carrière un poste de *défenseur central. Il a évolué* à Sedan (1961-1969), à Nantes (1971-1973) et à Lens (1973-1975) et a joué au total 414 matches en Division 1.

● **Il a été sélectionné à six reprises** en équipe de France entre 1968 et 1971, où il a notamment *côtoyé Aimé Jacquet* (2 sélections), qui figurait aussi dans la promotion d'entraîneurs dont il a fini major.

● **Sa carrière d'entraîneur** l'a conduit au Red Star (1975-1978), à Lens (1978-1979), au Paris FC (1979-1981), à Strasbourg (1981-1983) et à l'Espérance de Tunis (1983-1986). Il est également revenu au RC Lens pour un intérim en 1997 (de mars à mai) afin de sauver le club de la relégation.

● **Il a pris la direction de la section football** *du bataillon de* **Joinville** (BJ) en 1987, poste qu'il n'a quitté qu'en janvier 1998, lorsque Aimé Jacquet l'a appelé pour devenir son adjoint. Sous sa houlette, l'équipe de France militaires est devenue championne du monde, en 1995, à Rome.

Roger Lemerre, sélectionneur de l'équipe de France

« Je ne me sens ni exposé ni agressé »

« Votre vie a-t-elle changé depuis que vous avez *été désigné* sélectionneur de l'équipe de France ?

– Non. La fonction n'a pas altéré mon enthousiasme. Je suis heureux de parler foot, de partager ma passion avec les éducateurs et les joueurs. Je n'ai pas *œuvré dans la coulisse pour succéder* à Aimé Jacquet. Tous ceux qui me connaissent le savent, je ne suis pas carriériste. Dans toute ma vie, je n'ai jamais écrit une *lettre de candidature. Comme je* reste indifférent au prestige du poste, je ne me sens ni exposé ni agressé.

– Vous avez déjà été critiqué par l'entraîneur de Marseille, Rolland Courbis, qui vous a reproché l'utilisation parcimonieuse de ses joueurs, Florian Maurice et Robert Pirès, lors du match amical en Autriche.

– C'est *à classer dans* le domaine des enfantillages. Si je dois faire une mise au point, je ne la ferai pas publiquement. Je ne regrette pas mes actes. Florian et Robert ont été heureux de participer au résultat positif de Vienne. Je respecte trop les joueurs pour les imbriquer dans un conflit qu'ils n'ont pas recherché. Quand on se sert d'autrui pour son bien *être personnel, cela s'appelle* prendre les joueurs en otage. C'est exactement ce que je ne ferai jamais. Les clubs songent en priorité à leurs intérêts mais ils *doivent savoir que je défendrai* toujours l'équipe de France. Je suis un homme de principe. La *confiance ne se monnaie pas*, mais attention, je ne fais pas de procès d'intention. *J'exprime simplement* ma philosophie.

– Avez-vous été vexé que la Fédération attende les désistements d'Alain Giresse et de Jean Tigana pour vous confier la responsabilité de la sélection ?

– Pourquoi aller contre le temps ? *Les décideurs* avaient des raisons pour ne pas céder à la précipitation. C'est par manque de *stratégie* que l'on *sclérose une* évolution. Je n'ai pas l'impression d'être un bouche-trou. Il n'y a pas *de légitimité à diriger l'équipe de* France. J'ai une mission à remplir, des compétences à exercer. La *seule question que je me pose*, c'est de savoir si je serai digne de la confiance placée en moi. J'espère être *assez fort* pour aller au bout. Pour le moment, je bénéficie d'un état de grâce, mais j'observe que, *depuis trente ans*, il n'y a pas d'antinomie entre le sélec*tionneur et le pays*.

– Aimé Jacquet a tout de même été contesté par la presse ces deux dernières années.

– Des Français ont pu être abusés. *Quand on est pris dans une* spirale, il arrive qu'on ne puisse plus en sortir. Je respecte toutes les *opinions, mais* les accusations formulées à l'encontre d'Aimé n'étaient pas fondées. A l'époque, je m'étais interdit d'intervenir. Je ne voulais pas vivre cette escalade. *La parole est d'argent et le* silence d'or. On ne mesure pas toujours les excès des propos.

– Comment comptez-vous gérer humainement les joueurs de l'équipe de France ?

– Mon premier principe, inaltérable, consiste à garantir la liberté de *chacun. J'y suis attaché viscé*ralement, mais si les actions de l'un entachent la liberté du *groupe, j'interviendrai. Il y a un* règlement interne qui a été défini avant la Coupe du monde. Je n'y *apporterai pas de retouches. Je* fais appel à la conscience de chacun pour ne pas avoir à monter au *créneau. A vrai dire, je ne suis pas* inquiet. J'ai eu la chance de vivre avec ce groupe depuis le début de l'*année. Au-delà de leur talent*, les joueurs ont un esprit exemplaire.

– Aucun des vingt-deux champions du monde n'a annoncé sa retraite internationale. Pensez-vous que tous pourront éventuellement participer à la phase *finale du championnat d'Europe 2000 ?*

– Quand un joueur commence à s'intéresser de près à la stratégie de l'équipe, il se rapproche de la fin de sa carrière. *Pour l'heure*, je n'ai pas constaté cette évolution dans l'effectif. Quand je vois com*ment certains s'imposent* des défis physiques à l'entraînement, je suis rassuré.

– Quel style allez-vous donner à l'équipe de France ?

– *Raisonner en termes de sché*mas tactiques me paraît complètement obsolète. 4-4-2, 3-5-3 ou 4-3-3, *ça ne veut rien dire. Ce qui* compte, c'est la recherche de l'équilibre pour permettre aux in*dividualités d'exprimer* leur talent. Quand on me parle de la faiblesse du secteur offensif, je *dis que toute l'équipe doit trouver* la bonne animation pour apporter aux attaquants le soutien nécessaire.

– Qu'attendez-vous des joueurs à l'aube de cette nouvelle aventure ?

– Qu'ils tournent la page du *Mondial. Il est grand temps de re*venir sur terre. Soit ils tiendront pour acquises des choses qui ne le sont jamais, et ils oublieront les fondamentaux du football, soit ils *s'appuieront sur leur titre pour* conserver l'élan et progresser. Je ne veux retenir que cette seconde hypothèse. A Vienne, nous avons encaissé avant la mi-temps un but *stupide qui* n'est pas *en rapport* avec le standing d'un champion du monde. J'espère que cela nous servira de leçon.

– Que savez-vous de l'Islande ?

– *Je m'attends* à la voir défendre à huit l'accès de ses buts. Il nous appartiendra de mettre de la *conviction et de l'imagination* dans nos mouvements pour marquer.

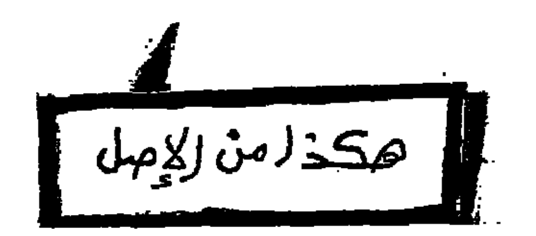
– Etes-vous inquiet des rumeurs de dopage qui gagnent le football ?

– *Le dopage*, ça me rend triste. On brise le rêve des gens. Je ne suis pas scientifique mais, en France, *on n'a pas le culte du dopage.*

– Et en Italie ?

– Je ne sais pas. »

Propos recueillis par Elie Barth



Christine Arron refuse les bénéfices de la gloire et veut avoir la paix

La championne d'Europe du 100 m n'ira pas à Moscou, samedi 5 septembre, pour la finale du Grand Prix, et a mis un terme prématuré à une saison très réussie

AU CONTRAIRE des sprinteurs américains Ato Boldon, Maurice Green ou Michael Johnson, qui invoquent habilement la crise que traverse la Russie pour bouder l'épreuve, la nouvelle championne et recordwoman d'Europe du 100 m (10 s 73) s'est fait excuser dès le 28 août, après sa deuxième place au meeting de Bruxelles (10 s 95), avec pour tout motif une *« envie de vacances »*.



ATHLÉTISME

Pas plus que les sprinteurs américains, la star toute neuve de l'athlétisme français ne peut prétendre au jackpot de 1 million de dollars (environ 6 millions de francs) de la Golden League, que seuls les Américains Marion Jones (100 m) et Bryan Bronson (400 m haies), l'Ethiopien Haile Gebreselassié (3 000 m et 5 000 m) et le Marocain Hicham El Guerrouj (1 500 m) peuvent encore se partager. Mais Christine Arron aura tout de même renoncé aux 30 000 dollars (environ 180 000 francs) promis à la deuxième du 100 m de la finale du Grand Prix, la hiérarchie de la saison semblant promettre la première place à l'Américaine Marion Jones.

En se désistant à Berlin, Christine Arron s'était déjà privée d'une des dernières occasions de la saison de faire fructifier son titre européen. Un choix surprenant de la part d'une athlète de vingt-quatre ans en pleine maîtrise de son art après plusieurs saisons gâchées par des blessures. D'autant qu'Arron répète à l'envi à quel point l'aide de la fédération et des sponsors lui manquait durant ces années noires. Mais, apparemment, l'argent n'intéresse plus la sprinteuse guadeloupéenne tant qu'elle sait qu'elle a les moyens d'en gagner.

Aux amateurs d'athlétisme qui restent sur leur faim et s'interrogent sur son manque d'allant à quinze jours de la fin de la saison, elle rétorque que ses ischio-jambiers *« tiraient »* lors de sa dernière course. *« Mon état de santé compte avant tout*, dit-elle. *Je me fiche de ce qu'on dit, je ne cours que pour moi. »* Ses équipières du relais 4 × 100 m français champion d'Europe et sélectionné pour la Coupe du monde de Johannesburg (Afrique du Sud) du 11 au 13 septembre apprécieront.

ÉPARGNÉE PAR LES BLESSURES

A ceux qui, un brin soupçonneux, se sont extasiés autant de sa remontée fulgurante dans le relais de Budapest que de l'apparente augmentation de son tour de cuisse, elle rétorque qu'elle *« n'en a pas pris plus que la saison précédente »*. *« Ma musculature évolue en fonction des années de travail*, dit-elle. *Je fais de l'athlétisme depuis quatorze ans, dont ces cinq dernières années avec Jacques Piasenta. »*

Les deux séances hebdomadaires de musculation (sur cinq entraînements de trois heures effectués chaque semaine) ont-elles épuisé Christine Arron ? Ou bien les treize courses disputées depuis la fin du mois de mai, dont elle a remporté la moitié haut la main (contre trois défaites face à la championne du monde Marion Jones) ? Assurément non : ce rythme n'a rien d'inhabituel à ce niveau de compétition.

« Psychologiquement, elle n'était pas prête à s'aligner en fin de saison, dit son manager, Alain Blondel, champion d'Europe du décathlon en 1994. *Peut-être parce que c'est une des premières saisons complètes qu'elle pouvait réaliser sans blessure. »*

« Les championnats demandent beaucoup de motivation, continue Arron, *et la saison a été longue et bonne, j'ai eu ce que je voulais aux championnats d'Europe, alors j'arrête. Les meetings n'ont pas le même enjeu. Déjà la saison dernière, j'avais eu du mal après les championnats du monde* – elle s'était classée quatrième à Athènes –, *je n'avais fait qu'une course... »*

« J'aime la discrétion, je suis bien contente quand on ne me voit pas », déclarait-elle au quotidien *L'Equipe*, mardi 1er septembre. L'orangé de sa chevelure rase n'est pourtant pas la teinte des anti-stars. *« Modifier la couleur de mes cheveux ne changerait rien*, se défend-elle. *On me reconnaîtrait quand même, c'est la télé. »* Christine Arron évoque aussi une fatigue nerveuse due *« à toutes les sollicitations »*. *« Lorsqu'on est sur un stade en compétition, on ne peut pas choisir les médias auxquels on parle »*, regrette-t-elle. *« Elle aime la tranquillité »*, assure Alain Blondel. Mais sa « cliente » ne s'est pas fait prier longtemps pour fournir elle-même des photos de son album de famille à *Paris-Match*. *« J'aime mieux ça qu'une visite à mon domicile »*, dit-elle. Elle refuse rarement ses faveurs à France Télévision, partenaire de la Fédération française d'athlétisme. *« Leur équipe m'a suivie sur de nombreux meetings, je les connais bien »*, argue-t-elle. Puisque son heure de gloire a sonné, Christine Arron devra toutefois s'accommoder de l'existence d'autres médias.

Patricia Jolly

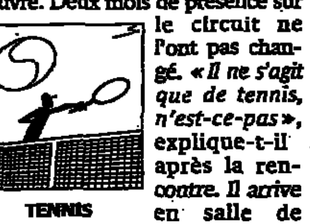
Le jeune Russe Marat Safin poursuit son éducation à l'US Open

La révélation de Roland-Garros doit rencontrer l'Autrichien Thomas Muster

Aux Internationaux de France au mois de juin, il avait créé la surprise en éliminant le Brésilien Gustavo Kuerten tenant du titre : Marat Safin, jeune Russe issu des qualifications à Roland-Garros, avait surpris le public. Quelque mois plus tard, à New York, il conserve fraîcheur et spontanéité, mais son jeu semble bien fragile.

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Marat Safin garde ce même regard étonné sur le monde qu'il découvre. Deux mois de présence sur le circuit ne l'ont pas changé. *« Il ne s'agit que de tennis, n'est-ce-pas »*, explique-t-il après la rencontre. Il arrive en salle de presse, lance un bonjour timide, et replie ses jambes sous le fauteuil d'osier. Il répond aux questions avec son anglais simple, sans l'accent espagnol qu'il avait acquis à l'issue d'un séjour ibérique de quatre années, avec de nouvelles intonations russes. Une façon d'affirmer ses origines.



TENNIS

Au mois de juin, ce fut le quart de finaliste des Internationaux de France de Roland-Garros le plus surprenant et le plus prometteur. Il avait enflammé les courts en éliminant Andre Agassi ou Gustavo Kuerten, il avait poussé Cédric Pioline au cinquième set avant de céder. Il sortait alors des qualifications, cela le rendait insouciant de sa propre audace et de sa propre gloire. Il était reparti de Paris avec un chèque de plus d'un demi-million de francs et une centaine de places gagnées dans le classement mondial. Cette dernière récompense lui permettait d'entrer dans les plus prestigieux tournois et de quitter les épreuves de deuxième division écumées jusqu'alors. Il était appelé à devenir une star.

TOUJOURS L'ANONYMAT

Pourtant, il est juste devenu juste un joueur un peu mieux classé. A l'US Open, le 72e mondial est toujours avec la cohorte des anonymes. Jeudi 3 septembre, il a gagné son deuxième tour dans la discrétion qui entoure le court 10, devant Dent, un joueur américain. Marat Safin a bien gagné en trois sets presque faciles mais il n'a pas laissé une image impérissable. Trop impatient dans ses coups, pas assez casse-cou pour finir des points à la volée devant un adversaire seulement classé 573e mondial. Le Marat de New York semble loin du Marat de Paris. Très vite après son triomphe, son tennis s'est égaré dans les circonvolutions d'une ascension prématurée. Il s'en va au premier tour de Wimbledon, et pense à un simple problème d'adaptation au gazon. En fait, Marat ne digère pas l'exploit de Roland-Garros : pendant tout l'été, il va courir derrière son fait de gloire.

Sur terre battue comme sur le ciment américain, il perd son tennis à mesure qu'il le cherche. Des sept tournois qu'il a disputés cet été, il n'a tiré qu'une victoire à Bastad, en Suède, sur le modeste Américain Jared Palmer. Marat explique : *« Ce fut très dur. je jouais bien et tout à coup, sur quelques points, quelques jeux, j'ai perdu ma confiance. Je ne pouvais la retrouver. En quelques semaines, un joueur de tennis peut tout casser »*. Il sourit : *« Et moi, en plus, j'ai manqué d'intelligence»*.

Il apprend aujourd'hui ce que perdre veut dire. A l'US Open, après deux tours plutôt facilement passés, il reste prudent. Son service est en vrac, trop irrégulier : il ne parvient pas aller de l'avant, son coup droit au lieu de mettre l'incendie l'étouffe – *« Je ne trouve pas le rythme »*, se lamente-t-il – et ses jambes si véloces semblent coupées. Seul son revers à deux mains paraît avoir échappé au sinistre.

Marat ne se fait pas trop de souci. Sa philosophie simple de l'existence le sauve de la déprime. De l'aventure parisienne, il dit : *« C'était juste un jour de chance pour moi. Tout le monde peut battre des grands joueurs. Nous recevons les mêmes balles, nous avons les mêmes raquettes»* : parfois sa candeur doit faire enrager ses adversaires. Au troisième tour de l'US Open, Marat Safin rencontrera l'Autrichien Thomas Muster.

Un tour jouable ? Il verra bien. Il rêvasse. C'est que Marat a un peu le cafard. Sa Russie lui manque beaucoup, et cette Espagne aussi où il a élu domicile. Il n'aime pas le style de vie américain : trop de bruit, trop de tout, trop de trop. *« Je suis Européen »*, dit-il simplement. A New York, il retrouve ses compatriotes. Et d'abord Evgueni Kafelnikov : *« C'est un ami. Il me conseille dans mes choix et parfois dans mon jeu »*. Il y a aussi Anna Kournikova : *« Elle est du même club que moi, à Moscou. Elle me battait fréquemment. J'avais douze ou treize ans, elle en avait un de moins. Maintenant, nous en rions »*.

Il laisse planer un silence. Garde-t-il un oeil sur la crise russe ? *« Oui, et je crois en notre président »*. Et où place-t-il son argent ? *« Aux Etats-Unis. Je crois aussi en ce président-là»*.

Bénédicte Mathieu

Nathalie Tauziat en petite forme

Après un premier tour assez facile face à l'Italienne Flora Perfetti (6-3, 6-2), Nathalie Tauziat a peiné pour éliminer, jeudi 3 septembre, la Biélorusse Olga Barabanschikova, en trois sets (6-7 [4/7], 6-2, 6-3). *« Ce fut un match pourri, mais c'est toujours intéressant de gagner quand on joue mal »*, a déclaré la numéro un française, qui dispute l'US Open avec un tout petit moral : *« Mes jambes ont du mal à suivre, je suis fatiguée et de plus j'ai attrapé un rhume. »* Au troisième tour, la finaliste de Wimbledon sera opposée, samedi 5 septembre, à la Slovaque Henrieta Nagyova , avant un éventuel huitième de finale face à l'Américaine Lindsay Davenport, tête de série numéro deux.

Les Françaises ont réussi jusqu'à présent un beau parcours avec les qualifications pour le troisième tour d'Amélie Mauresmo, Mary Pierce, Sandrine Testud, Nathalie Dechy et Sarah Pitkowski. Chez les hommes, il ne reste en lice que Fabrice Santoro – vainqueur jeudi de l'Australien Wayne Arthurs (7-6 [7/3], 6-4, 6-3) –, Arnaud Di Pasquale et Jean-Baptiste Perlant.

Andre Agassi rend hommage à Guillaume Raoux

L'HOMMAGE d'un joueur envers son adversaire est rare. Pourtant, envers le Français Guillaume Raoux, son concurrent du deuxième tour, Andre Agassi n'est pas avare de compliments. Avant le match, l'Américain avait annoncé une rencontre difficile devant un joueur *« talentueux et volontaire »*. Après la partie, il a tenu à rendre un hommage appuyé à celui qu'il a qualifié de *« guerrier »*.

L'Américain, tête de série n° 8, savait d'ailleurs le piège d'une telle partie et voulait en finir au plus vite. Après avoir mené deux sets à zéro, il s'est laissé rattraper au score en sachant très bien quelle était son erreur. Des jambes un peu moins fraîches, une concentration de papillon et surtout, face à lui, un Guillaume Raoux brave petit soldat à la silhouette ramassée, au service trapu et à la volonté inoxydable.

Andre Agassi avait commencé son match dans un rêve : service lourd, coup droit et revers efficaces. Il avait réussi à vite happer les balles derrière leur rebond. Il ne s'écoutait pas courir puisqu'il voulait absolument gagner au plus vite. Il connaissait parfaitement le danger de cette attitude.

« PAS PARTIR COMME CELA »

Le péril vient au troisième set. Guillaume Raoux a perdu les deux premières manches, il se rebelle : *« Je ne pouvais pas laisser partir le match comme cela*, dit-il. *Je jouais Andre Agassi sur le court central de Flushing Meadow, qui est magnifique, il fallait que je me fasse plaisir. »* Son plaisir à lui, c'est d'attaquer de son vigoureux service comme de son revers sublime et costaud. Quand il réplique aux accélérations du joueur américain, c'est avec la même force. *« Il joue toujours pareil, quand il est en danger, il se décale pour frapper son coup*, explique Guillaume Raoux. *Il fallait que je l'empêche d'opérer. »*

Après avoir servi pour le troisième set, le Français lui arrache le gain au tie break. Perturbé par tant d'insolence, Andre Agassi s'étrangle dans le quatrième set et le perd. Après, ce fut une autre histoire. Guillaume raconte : *« Il courait comme au premier set. Il est à nouveau rentré dans le court et, quand il effectue cette action, il avance d'un mètre, et alors ses coups sont terribles. »*

Service régulier, revers absolu, Andre Agassi s'en est allé tout seul dans le cinquième set. Pas de point-clé, mais une forte présence sur tous les coups : un retour dans les pieds, un passing-shot de coup droit, une accélération de revers, un coup droit gagnant pour garder le service d'avance et mener 3 jeux à zéro.

« Très vite ; tout est allé trop vite, explique Guillaume Raoux. *C'est un moment où il n'était pas bien et où il s'est retrouvé très vite. »* Que peut-il comprendre d'une telle défaite ? Pour l'instant, la déception domine. *« Ce soir, cela ira mieux et j'en tirerai des leçons positives. »* De la fierté ? *« Le jour où je sauterai de joie après avoir perdu au cinquième set, il faudra que j'arrête le tennis. »* Au troisième tour, Andre Agassi doit affronter le modeste Italien Davide Sanguinetti.

B. M.

■ **JUDO : Djamel Bourras, suspendu pour dopage** par la Fédération française jusqu'au 13 octobre, risque une nouvelle suspension de deux ans. La Fédération internationale prévoit une sanction minimale de deux ans dès la première infraction. Le champion olympique sera fixé sur son sort en octobre prochain.

■ **LOTO** : en raison d'un problème technique, nous n'avons pu publier les tirages n°70 du Loto effectués mercredi 2 septembre. **Premier tirage** : 7, 8, 21, 33, 36, 48 ; numéro complémentaire : 23. Rapports pour 5 numéros, plus le complémentaire : 1 279 245 F ; 5 numéros : 6 040 F ; 4 numéros et le complémentaire : 260 F ; 4 numéros : 130 F ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F ; 3 numéros : 14 F.
Second tirage : 1, 22, 27, 29, 46, 49 ; numéro complémentaire : 35. Rapports pour 6 numéros : 14 136 825F ; 5 numéros et le complémentaire : 68 785 F ; 5 numéros : 6 645 F ; 4 numéros et le complémentaire : 302 F ; 4 numéros : 151 F ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F ; 3 numéros : 15 F.

Serge Lutens, le dandy alchimiste

Directeur artistique de Shiseido depuis 1980, il a construit un monde d'odeurs et de couleurs, concentré d'imaginaire qui exalte le goût français dans une célébration de l'Orient

LE MONDE de la cosmétique lui doit d'avoir rendu au teint de porcelaine son aura, à celui des parfums, leur mystère. Créateur de senteurs, d'images, de couleurs et d'objets, Serge Lutens a fait du royaume des ombres son lieu sacré. La rentrée 1998 coïncide avec le lancement de deux nouveaux parfums pour les Salons du Palais-Royal Shiseido et la parution d'un luxueux livre de photos aux Editions Assouline en octobre. Né à Lille en 1942 au coeur d'une culture *« froide et brumeuse »*, directeur artistique de Shiseido depuis 1980, ce dandy à cravate sombre vit en solitaire à Marrakech, où, tel un héros de Huysmans, il cultive son jardin de raretés, effeuillant les souvenirs d'un lieu où de riches Américains arrivaient en Rolls Royce sur des chemins de terre... Enroulé d'un silam rouge, il vous salue là-bas la main sur le coeur, avant de disparaître dans la palmeraie.

« Mon pays, c'est ma tête », dit cet homme à la raie calligraphiée sur ses cheveux noirs, qui collectionne les maisons où il n'habite pas. Avec lui, un groupe est devenu une griffe. Le japonais Shiseido, numéro quatre mondial de la cosmétique, premier au Japon avec un chiffre d'affaires de 29,5 milliards de francs, a construit un empire des sens et de l'image que dominent des félines à la peau de soie, figures sacrées d'un rite mauve et noir dont Serge Lutens a le secret. A l'ombre d'un coffret toilé de lin, et imprimées en dix couleurs, les pages du livre-objet consacré à Serge Lutens les sacralisent encore.

Arrivé à Paris à vingt ans, il fait ses premières armes à *Vogue*, grâce à Edmonde Charles-Roux, avant de créer les lignes de maquillage de Dior de 1968 à 1980. C'est en rêvant à des images qu'il est devenu un metteur en scène concevant, pour chaque photo, décor, objets, accessoires, personnages, à la fois zen et précieux. Cet ancien coiffeur autodidacte n'a pas hésité à teindre les cheveux de ses amies en vert électrique, à leur raser le haut du front ou la nuque pour les transformer en princesses Renaissance. Ses idoles semblent peintes et parées pour un ultime souper, visages de lune ou couleur de pivoine blanche, dont les fards rappellent les « nuages d'émotion » des peintures murales japonaises du XVII[e] siècle, aux pigments rehaussés à la feuille d'or. *« La perfection est l'idée de la mort absolue, et le Japon en est l'incarnation. »* La beauté chez lui se fige alors dans un idéal que rien n'assouvit, un instant parfait, qui rappelle l'art de l'ikebana dans sa célébration de l'éphémère.

« J'ai inventé une femme parce que j'en avais besoin pour vivre. » Il aura été le premier à mettre du rose et du jaune sur les yeux, à opposer à la séduction obligatoire du rouge la gamme étrange de ses noirs prune et de ses roses beiges, traversant les années disco, punk, baroques, minimalistes avec toujours en tête l'obsession d'une créature intouchable, entre geisha à l'éventail et clown expressionniste de carton plié. *« Sublime ! Sublime ! »*, lance-t-il à ses muses, lorsqu'au Studio Rouchon, de l'autre côté de l'objectif, elles se plient et déplient, reines-chats, serpents de cristal en justaucorps sans un centimètre carré de peau visible, autour desquelles une nuée d'assistantes en longue robe noire s'affairent, comme si elles allaient se briser. Pour l'hiver 1998, les yeux deviennent des *« étincelles d'or »*, les lèvres *« un feu de dragon »*. Ses mannequins sont des fidèles. *« Elles savent traverser le miroir. »*

PHOTOS GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

Serge Lutens, l'autodidacte créateur des senteurs des Salons du Palais-Royal Shiseido.

ENNEMI DU NATUREL

A Paris, dans le bar d'un grand hôtel un peu désuet, il aime évoquer le temps où les hommes s'inondaient d'eau à l'oeillet poivrée, où le parfum n'avait pas de sexe. Ennemi du naturel et des odeurs *« décapatoires, genre salle de bain masculine »*, il présente ce mois-ci deux nouvelles créations, telles deux émotions d'Orient faites parfums, tour à tour liqueur des Mille et Une Nuits ou brocart de dignitaire : Rahat Loukoum, un mirage d'amande blanche, de rose turque, de musc et de vanille, *« une folie totale, un parfum pour se faire dévorer »*, dit-il ; Muscs Koublaï Khan, dont les braises de la civette et de l'ambre gris exaltent le patchouli et la rose marocaine. *« Sur un oreiller, un mouchoir, c'est un refuge »*, affirme cet amoureux du « sentir vrai », que les directeurs de marketing suivent à la trace tout en le qualifiant de marginal ou de diva. *« L'hésitation me fabrique. Je suis fait de morceaux d'incertitudes. »*

Ses deux nouveaux parfums s'ajoutent à la collection des quatorze Eaux boisées, Somptueux, Eaux anciennes, créées depuis 1992 pour les Salons du Palais-Royal Shiseido, dont le chiffre d'affaires a quintuplé depuis son ouverture la même année. De Santal de Mysore et Bois Oriental à Rose de Nuit, les parfums de Serge Lutens (600 F les 75 ml) sont devenus des fétiches, concentrés d'imaginaire dont l'édition en série limitée et gravée de Noël (2 900 F le flacon) est entièrement retenue par des amateurs d'une année sur l'autre. Fragiles, ses parfums craignent la lumière, exigeants comme des secrets chuchotés. Avec lui, la salle de bains redevient boudoir de vertiges : au milieu des flacons bleu et blanc de la décennie hygiéniste, son flacon d'Endermine, une essence revitalisante créée par Shiseido en 1897 et qu'il a redéfinie pour 1997, est un parallélépipède de verre rubis. Une lotion-élixir éclaircie jusqu'à la transparence, dont il a fait *« une eau de soin pour peau de soie »*.

Son style incopiable est devenu un genre, une gamme de couleurs, un décor dont se sont imprégnés les grands magasins Sephora comme les stylistes en mal de décor. C'est également une manière de concevoir le luxe : en marge des nouveaux supermarchés d'odeurs, les Salons du Palais-Royal concilient le savoir-faire traditionnel et les méthodes de vente les plus expérimentales pour des parfums. 25 % du chiffre d'affaires sont réalisés en VPC, avec des prises de commandes sur Minitel, et bientôt sur internet à partir de Noël prochain. Serge Lutens est l'un des rares créateurs à pouvoir dire : *« Je reconnais les gens qui achètent mes parfums avant de les sentir. »* Ou encore : *« Ce ne sont pas mes parfums qui sont intéressants, c'est ce qu'ils vous rappellent. »* En marge de ce *« monde de clichés qui veut reproduire des succès, lance des hybrides testés par des groupes de consommateurs »*, il déclare s'intéresser à tout ce qui est *« antique, populaire, abandonné »*.

NOUVELLE ÉTAPE

Les légendes l'inspirent autant que *« les petits flacons à quatre sous achetés dans des souks égyptiens »*, l'air à respirer ou à écouter, comme le jasmin, la nuit, dans les pays d'Afrique du Nord. *« Un bout d'ambre dans une vieille boîte de fer, du bois de cèdre de l'Atlas, du camphre de Bangkok, des eaux de jasmin putrides, collantes, je les accumule, ce sont des répertoires d'odeurs... »*

Tel un couturier avec son premier d'atelier, Serge Lutens travaille avec un « nez », Christopher Cheldrake, un Anglais né en Inde, auquel il demande, comme Peau-d'Ane, des robes olfactives, un Ambre sultan, *« doux et chaud comme un cachemire »*, Bois et Musc, un *« parfum de fourrure »*, Myrrhe, *« un parfum de cheveux »*, et d'autres, brodés de sensations, sur le thème *« Je voudrais que ce soit confiture. Que ça colle, que ça soit unifié par un goudron ou un bitume. »* Il explique : *« J'aime les parfums très liés, où les notes sont réunies par un fil invisible. Or souvent la note de tête est un masque... »*

La mise au point d'un parfum justifie jusqu'à sept versions... *« Il y a un travail d'ébauche. Il y a les surprises. On enlève. On rajoute. Je ne demande pas les prix et je ne me donne pas de limite. »* Le flacon, toujours le même, digne des flacons d'apothicaire, évoque, avec un charme supplémentaire, ceux de la pharmacie Santa Maria Novella à Florence. C'est ainsi qu'Iris Mist est, avec 60 % d'iris, l'un des parfums les plus concentrés du marché et, avec une matière première, le beurre d'iris, à 56 000 francs le litre, l'un des moins rentables.

1998 marque une nouvelle étape pour Serge Lutens. Il abandonne la création des lignes de maquillage. Elles représentent 2,8 millions d'unités sur les douze millions produites chaque année par Shiseido. Dessinés par Serge Lutens et lancés en 1989, les célèbres écrins en forme de galets d'écaille, dont la dernière édition est prévue pour l'été 1999, entreront sans doute dans le royaume des collectors.

Le géant japonais chercherait-il à attaquer le marché d'une manière plus agressive ? Shiseido, qui installe une nouvelle unité de production à Ormes (Loiret), a décidé de doubler son chiffre d'affaires d'ici à l'an 2000 hors Japon. L'aventure continue, autrement. Amoureux de tous *« les bijoux, les tissus épais, la moire, les trésors, vrais ou faux »*, Serge Lutens poursuit son rêve : *« Je veux aller jusqu'au bout. Créer des parfums encore plus somptueux. Du miel, du sirop de parfum. Du pain d'épice qu'on se mettrait sur soi. Du parfum comme un bijou, une parure absolue. »*

Laurence Benaïm

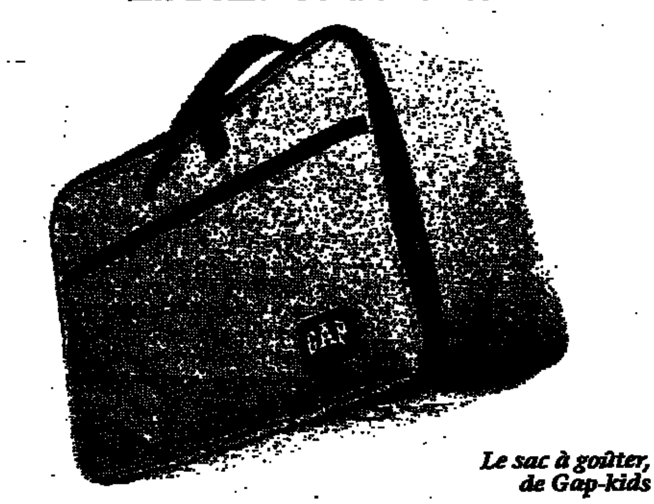
★ Les Salons du Palais-Royal Shiseido, 142, galerie de Valois, 75001 Paris. Tél : 01-49-27-09-09. Sur Minitel : 3617 Shiseido. « Serge Lutens », Ed. Assouline (152 pages, 750 F).

La rentrée des sacs

AVEC 395 grammes, l'Hypra Light de Gyl Bagages, en Ripstop, façon toile de parachute, fait monter les enchères de la légèreté pour la rentrée des classes. Les lourdes gibecières de cuir ont déserté les préaux : 15 % des ventes au Printemps Haussmann il y a dix ans et moins de 1 % aujourd'hui. Depuis la rentrée 1997, le ministère de l'éducation nationale se soucie officiellement du dos des plus jeunes avec une première circulaire destinée à limiter le poids excessif des cartables. Un accord a d'ailleurs été trouvé, cette rentrée, avec les éditeurs pour l'allègement de 30 % des manuels scolaires, sachant qu'un sac rempli ne devrait pas dépasser 10 % du poids de l'enfant.

Fond renforcé pour protéger les livres et dos moussé ergonomique sont le credo des marques, de Tann's à Gérard Hénon et ses gibecières homologuées « santé kiné bien-être ». Lafuma, inventeur du sac à dos d'excursion en 1930 – à l'aube des congés payés –, a appliqué son savoir-faire à l'enfant depuis 1985 en y intégrant les détails des sacs de montagne (ceinture enveloppante pour répartir la charge, « dos light » qui cale l'enfant des hanches aux omoplates grâce à deux coussins latéraux...).

Si les cartables Kiroulette pèsent près de 2 kilos, ils sont montés sur un système de roulettes avec une poignée adaptée à la taille de l'enfant. Certains modèles disposent même d'une trousse et d'un agenda intégrés. Un souci du détail pratique qui va jusqu'à l'accès réservé au fil du baladeur dans le sac à dos Sidewalk de Delsey. Au-delà du confort, la sécurité préoccupe les marques comme Plein Ciel, avec son cartable clignotant, ou Monoprix, dont 80 % des modèles sont équipés de bandes réfléchissantes.



DR

Le sac à goûter, de Gap-kids

L'EFFET MONDIAL

A l'heure où l'on repense les rythmes scolaires, la frontière sport-école s'efface dans les nouveaux contenants scolaires. Effet Mondial oblige, Nike et Adidas ont fait une entrée remarquée dans les rayons rentrée. Aux Galeries Lafayette, le sac à dos Fila est déjà en rupture de stock. Hervé Chapelier, célèbre pour son inusable toile cordura, a été pris de vitesse par la marque Eastpak, créée en 1968 pour les étudiants américains. En 1997, son chiffre d'affaires France s'est envolé de 60 %. Moins ergonomiques mais incontournables, les sacoches de DJ paradent dans les cours de récréation, de Gap à Doc Martens. Vendeur sur les marchés il y a encore cinq ans, Martial Viahero a fait de son Record Bag – inspiré des porte-vinyles des DJ's – un best-seller : 20 000 pièces écoulées chaque mois en France, le tiers de ses ventes.

Anne-Laure Quilleriet

Guide

● **Confort.** Réalisé en exclusivité pour le Printemps, à l'aide d'un panel d'enfants et de parents, un cartable 42 cm avec dos et bretelles matelassés de forme ergonomique, porte-clés et trousse amovibles, 349 F, Tann's.

● **Anti-pluie.** Cartable « Skipper » 43 cm avec un rabat de protection anti-pluie, dos renforcé et fond en PVC moulé, 900 grammes, 399 F, Lafuma. Points de vente au 04-75-31-31-31.

● **High-tech.** Gibecière rigide 44 cm « Air Explorateur » en polyester, 3 soufflets, dos avec poche d'air pour soulagement des lombaires, rétro-réfléchissant, 559 F, Gérard Hénon. Points de vente au 02-41-94-73-00.

● **Tout-terrain.** Cartable à roulettes 44 cm avec protection contre les salissures des roues, 249 F, Kiroulette. Points de vente au 01-55-73-15-02. Sac à dos à roulettes, 1,4 kg, 129 F, Prisunic.

● **2 en 1.** Gibecière 47 cm « Play » à poche frontale imperméable pour les vêtements de sport ou le déjeuner, 249 F, Plein Ciel.

● **Facteur.** Besace en Nylon avec un compartiment pour maintenir les livres, 105 F, Gap. Points de vente au 01-53-89-23-00. Sacoche en polyester 600 deniers, 50 F, Monoprix.

● **Goûter.** Boîte-repas en Nylon jaune taxi, fermeture à isolation thermique, emplacement pour les couverts et les sodas, 105 francs, Gap.

Amélioration temporaire

SAMEDI, entre le passage pluvieux de vendredi et le suivant de dimanche, la journée va sembler clémente, avec moins de nuages, et des averses isolées dans un grand quart nord-est de la France. Les températures sont juste de saison, sauf dans les régions méditerranéennes, où l'été continue.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– Malgré les nuages, le soleil fait des apparitions au cours de la journée. Une petite averse est toutefois possible jusqu'à la mi-journée. Le vent de sud-ouest atteint sur les côtes 60 à 70 km/h en rafales. Températures maximales 19 à 21 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel est changeant, alternant soleil et passages nuageux, parfois porteurs d'averse. Ce risque d'averses s'estompe en Haute-Normandie, Ile-de-France et dans le Centre l'après-midi. Il fera de 19 à 23 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages dominent ; ils donnent de courtes averses, et laissent peu de place aux éclaircies. Il fera de 18 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Nuages et soleil se partagent le ciel tout au long de la journée. Une petite averse isolée n'est pas à exclure. *Le Piémont pyrénéen sera plus chargé en* nuages. Température maximale 22 à 25 du nord vers le sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le ciel sera changeant alternant passages très nuageux parfois porteurs d'averse et éclaircies. Ces éclaircies sont plus fréquentes en plaine qu'en montagne. Températures *maximum* de 20 à 23 degrés *en montagne*, 23 à 25 en plaine.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Le soleil revient, dès le lever du jour sur le Roussillon et le Languedoc, plus tard en Provence et sur la Côte d'Azur. Tramontane et vent d'ouest atteignent 60 km/h en rafales. Il fera de 27 à 30 degrés.

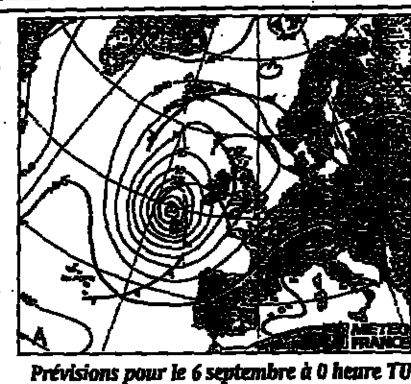


PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Min/Max	Ciel
FRANCE métropole		
AJACCIO	16/27	S
BIARRITZ	16/24	S
BORDEAUX	15/23	S
BOURGES	13/22	P
BREST	13/18	S
CAEN	14/18	P
CHERBOURG	13/17	P
CLERMONT-F.	11/21	P
DIJON	14/20	P
GRENOBLE	13/25	S
LILLE	13/17	P
LIMOGES	12/18	P
LYON	13/25	S
MARSEILLE	18/28	S
NANCY	13/17	P
NANTES	15/22	S
NICE	19/28	S
PARIS	13/20	P
PAU	12/23	S
PERPIGNAN	18/26	S
RENNES	14/22	N
ST-ETIENNE	12/23	S
STRASBOURG	14/19	P
TOULOUSE	14/22	S
TOURS	13/22	P
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/32	S
FORT-DE-FR.	25/31	S
NOUMEA	19/25	N
PAPEETE	21/26	S
POINTE-A-PIT.	26/31	P
ST-DENIS-RÉ.	19/25	S
EUROPE		
AMSTERDAM	14/18	P
ATHENES	22/30	S
BARCELONE	22/28	S
BELFAST	13/19	P
BELGRADE	15/27	S
BERLIN	12/21	S
BERNE	12/18	P
BRUXELLES	14/18	P
BUCAREST	11/19	N
BUDAPEST	13/22	S
COPENHAGUE	12/17	N
DUBLIN	12/18	P
FRANCFORT	14/17	P
GENEVE	14/23	P
HELSINKI	8/15	N
ISTANBUL	18/24	S
KIEV	6/14	S
LISBONNE	17/26	S
LIVERPOOL	15/18	N
LONDRES	14/21	N
LUXEMBOURG	13/15	P
MADRID	15/29	S
MILAN	22/25	P
MOSCOU	4/12	S
MUNICH	10/18	P
NAPLES	22/29	S
OSLO	7/16	S
PALMA DE M.	23/31	S
PRAGUE	9/20	N
ROME	20/27	S
SEVILLE	18/32	S
SOFIA	13/23	P
ST-PETERSB.	7/14	S
STOCKHOLM	8/16	S
TENERIFE	19/24	S
VARSOVIE	6/18	S
VENISE	18/25	P
VIENNE	13/21	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	18/33	S
BUENOS AIR.	7/18	S
CARACAS	26/31	P
CHICAGO	16/30	N
LIMA	15/19	C
LOS ANGELES	18/21	S
MEXICO	14/21	C
MONTREAL	13/20	S
NEW YORK	18/26	S
SAN FRANCIS.	13/18	S
SANTIAGO/CHI	4/17	S
TORONTO	13/27	N
WASHINGTON	17/29	S
AFRIQUE		
ALGER	20/33	S
DAKAR	27/29	N
KINSHASA	18/30	N
LE CAIRE	23/32	S
MARRAKECH	19/39	S
NAIROBI	14/23	N
PRETORIA	13/30	S
RABAT	17/26	S
TUNIS	24/34	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	26/30	P
BOMBAY	26/31	N
DJAKARTA	27/31	C
DUBAI	28/38	S
HANOI	27/32	P
HONGKONG	27/29	P
JERUSALEM	24/31	S
NEW DEHLI	26/35	S
PEKIN	20/33	S
SEOUL	21/29	N
SINGAPOUR	26/28	C
SYDNEY	15/20	C
TOKYO	22/26	N



Situation le 4 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 6 septembre à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PORTUGAL.** *Les Orient-Express Hotels ont acheté l'Hôtel da Lapa (94 chambres dont des suites), l'un des fleurons de l'hôtellerie de la capitale portugaise.* Membre des Leading Hotels of the World (réservations au 0-800-136-136), il est le troisième hôtel de la compagnie au Portugal, avec le Reid's, à Madère, et l'Hôtel Quinta do Lago, en Algarve.

■ **CONGRÈS.** Destiné aux organisateurs de séminaires, *conventions* et de congrès, le *Bedouk Worldwide Congress Book 1998* (380 F) est le premier guide présentant 200 établissements (palais des congrès ou hôtels) bénéficiant de structures adaptées. A un descriptif illustré, s'ajoutent des renseignements pratiques. Egalement proposé, un site sur Internet (www. bedouk. com) pour sélectionner *l'établissement.* Renseignements Bedouk Editions, 71, boulevard de Brandebourg, 94854 Ivry cedex, tél. : 01-49-59-81-81.

ASTRONOMIE

Le ciel de septembre

LE GRAND CYGNE a pris son envol et plane désormais au zénith. *La Grande Ourse pose ses pattes sur l'horizon nord alors que le Bélier pointe ses cornes à l'est. Septembre sera cette année* le mois des rendez-vous célestes, avec la Lune pour principal acteur. Cela commencera lundi 7, à l'aube. Vu de France métropolitaine, notre satellite, presque plein, frôlera Jupiter. Pour ceux qui croiseront en plein milieu de l'océan Atlantique ou dans le sud-est du Pacifique, ainsi que pour les Sud-Américains et les Africains de l'Ouest, l'astre de la nuit occultera même la plus grosse planète du système solaire.

Par ailleurs, ce mois-ci, les conditions seront excellentes pour l'observation de Jupiter. La Terre étant bien calée entre le Soleil et la géante gazeuse, celle-ci nous offrira un éclat et un diamètre apparent de première qualité. Avec une lunette de 100 mm, il sera tout à fait possible d'observer les ceintures marquant les tropiques de la planète, la grande tache rouge et, peut-être, avec un peu de chance ou beaucoup d'obstination, l'ombre portée d'un ou plusieurs satellites joviens. Dans la soirée du 9, Saturne entrera en scène et surplombera la Lune de quelques longueurs. Du 17 au 19 septembre, pour les lève-tôt, cette même Lune flirtera avec Mars, avant d'abandonner la planète rouge pour aller éclipser Vénus, le 19, et Mercure, le 20. Ces deux phénomènes échapperont aux instruments des astronomes amateurs de l'Hexagone, puisque le premier ne sera visible que dans le Pacifique et en Amérique du Sud tandis que le second ne s'observera que dans une *zone comprenant l'Italie, la Grèce, le nord-est de l'Afrique, le sud de* l'Asie, l'océan Indien, l'Indonésie et l'Australie.

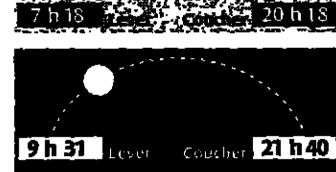
Qu'on se console ! Avant de disparaître pour quelque temps de notre ciel, la petite Mercure va être la vedette d'un spectaculaire rapprochement avec sa collègue **Vénus**, le 11 septembre, une demi-heure avant le lever du Soleil. Un tiers de degré les séparera, c'est-à-dire un tiers environ du diamètre que présente la pleine Lune. Pour être témoin de ce rendez-vous, il faudra absolument dénicher un site bien dégagé vers l'est et fuir la chape de *pollution recouvrant les grandes villes, car les deux planètes se* rencontreront à moins de 10 degrés au-dessus de l'horizon. Mercure comme Vénus sont parfaitement visibles à l'œil nu, et seule l'utilisation d'un faible grossissement pourra éventuellement faire mieux apprécier la conjonction.

Septembre marque la rentrée des classes, la chute des feuilles et l'équinoxe d'automne. Mélancoliquement doux, les jours raccourcissent bien vite et, le 23, la nuit durera douze heures.

Pierre Barthélémy

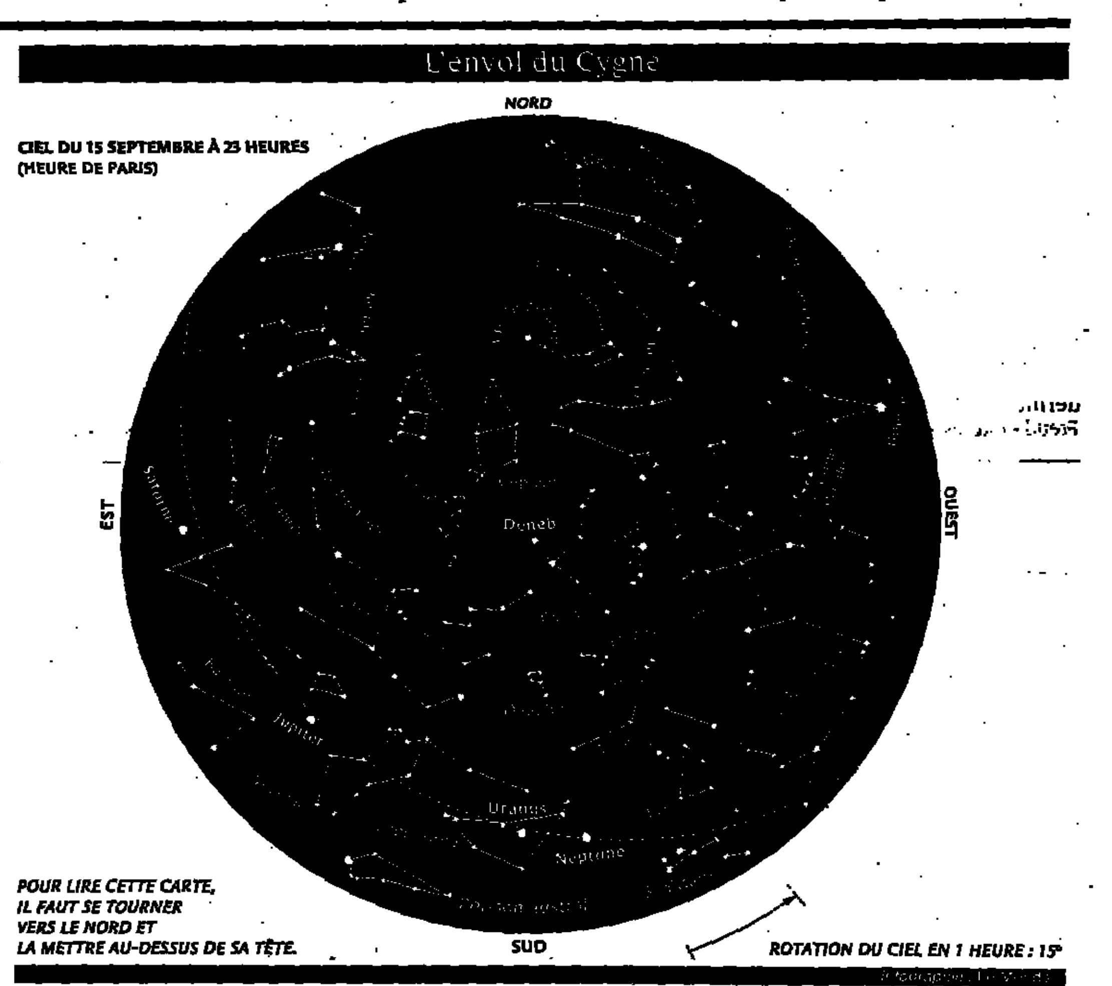
SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE
• mardi 8 septembre 1998 (à Paris) •





L'envol du Cygne

CIEL DU 15 SEPTEMBRE À 23 HEURES (HEURE DE PARIS)



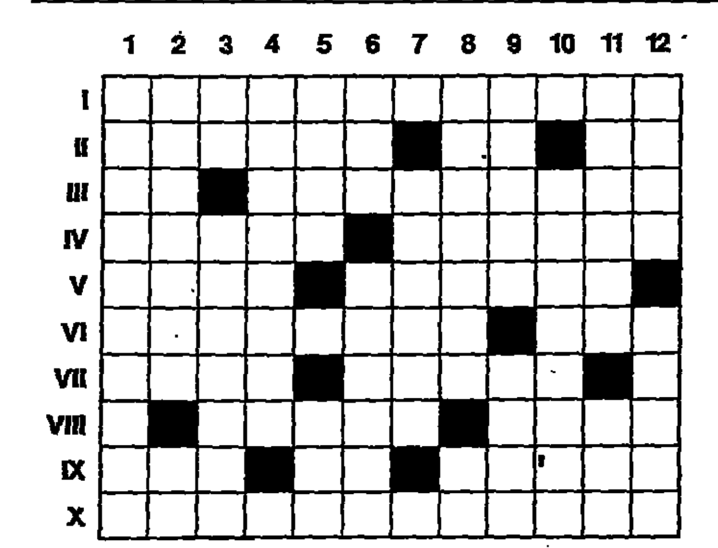
POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE NORD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

ROTATION DU CIEL EN 1 HEURE : 15°

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98212

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Fait le trottoir, mais aussi la chaussée. – II. Promesse qui nous laisse un temps de réflexion. Cité antique. Un peu d'admiration. – III. Personnage brechtien. Au pied ou en haut de la colonne. – IV. De l'eau un peu forte. Sans grande importance. – V. Neige éternelle. Propos sentencieux devenu populaire. – VI. Servie à l'apéritif et en salade. Mesure la radiation. – VII. Ne se discute même pas. Manifesta son humeur. – VIII. Pris pour récupérer. Supérieur. – IX. D'un auxiliaire. Personnel. Teinte unie sur toute la surface. – X. Où il fait bon vivre.

VERTICALEMENT

1. Bon à rien et mal élevé. – 2. Donnera son accord. Pour tracer. – 3. *Dans la gamme.* Porteurs de fruits. – 4. *Parlé en région.* – 5. Bien *agréable*, à *condition* de le *servir* frais. C'est presque le pied. – 6. Forme d'avoir. Rapproche et met en opposition. – 7. Tendus à l'extrême. – 8. De très légères différences. La moitié du plat. – 9. Une arme pour le gallinacé, une maladie pour les céréales. Caché dans un coin. – 10. Rempli de grâce et de beauté. – 11. Produit l'assaisonnement de base. Lieu de rencontre populaire. – 12. Séjour plein de charme. Incapables de dire la moindre bêtise.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98211

HORIZONTALEMENT

I. Sous-estimées. – II. Estiver. Amie. – III. Mercenaire. – IV. Nectar. – V. Nicot. Teigne. – VI. Aluner. Sein. – VII. Illusion. Net. – VIII. Rie. Tronc. – IX. Ec (ce). Liane. Eon. – X. Souille. Usés.

VERTICALEMENT

1. Séminaires. – 2. Ose. Illico. – 3. Utricule. – 4. Sic. ONU. Li. – 5. Eventés. Il. – 6. Séné. Rital. – 7. Tract. Orné. – 8. Ite. Noé. – 9. Marais. – 10. Emergences. – 11. Ei. Nie. OE. – 12. Serpentins.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Le Petit Prince

APRÈS AVOIR été traduit en une centaine de langues, *Le Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry pourra faire le tour du monde sur du courrier grâce à cinq timbres à 3 F réunis sur un feuillet, que La Poste mettra en vente générale le lundi 14 septembre.

Ce feuillet, qui reprend des dessins originaux de Saint-Exupéry (le petit prince en habit, le renard, l'astéroïde, le serpent et la fleur, le mouton), sera vendu 25 F pour un total de 15 F de valeur faciale. La différence de 10 F revient au comité d'organisation de l'exposition mondiale de philatélie, Philexfrance 99, qui sera organisée du 2 au 11 juillet 1999, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris.

Philexfrance promet, d'ores et déjà, d'être un grand rendez-vous philatélique : sur près de 50 000 mètres carrés, six cent trente collections du plus haut niveau seront présentées en compétition, tandis que des dizaines de négociants et d'administrations postales étrangères transformeront le site en une gigantesque Bourse aux timbres.

Le feuillet, au format vertical 112 × 158 mm, mis en page par Charles Bridoux (doc. Fondation Saint-Exupéry, 1998), est *imprimé en héliogravure.*

P. J.

★ **Vente anticipée à Paris, le samedi 12 septembre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au jardin des Tuileries (Philexfrance 99, 11, boulevard Brune, 75685 Paris Cedex 14. Tél. : 01-56-53-99-99).**

EN FILIGRANE

■ **Courrier polaire.** L'adjudant Mario Gervasi et le maréchal des logis-chef Jean-Claude Laffaille ont, le 21 avril, sauté en parachute sur le point zéro du pôle Nord. Après ce qu'ils considèrent comme un saut de préparation, les deux hommes doivent tenter, fin 1998 ou début 1999, de sauter sur le point zéro du pôle Sud (souvenirs philatéliques : 100 F, auprès de Pierre Giroux, 3, boulevard Chanoine-Kir, 21000 Dijon).

■ **Vignette.** Le Cercle philatélique et cartophile favergien édite une vignette commémorative pour son 20e anniversaire, 5 F pièce, 50 F le feuillet de seize (port en sus 3 F ou 4,50 F). S'adresser à A. Pajani, 48, chemin de Pré-la-Dame, Verchères, 74210 Faverges.

THÉÂTRE L'Autriche, la Grèce, la Belgique et les Etats-Unis sont les hôtes étrangers de la sixième édition du Festival Ibsen, qui se tient à Oslo jusqu'au 5 septembre. La manifestation, produite par le Nationaltheatret, a choisi cette année de laisser de côté les œuvres les plus jouées du géant de la littérature norvégienne, mort en 1906, pour présenter des pièces moins connues, comme *Rosmersholm* et *Brand*. ● MONUMENT NATIONAL, Ibsen sert aujourd'hui d'étendard à la Norvège. Le ministère de la culture a créé un comité pour promouvoir l'image du pays à travers l'écrivain. ● TRADUCTEUR de plusieurs pièces d'Ibsen et directeur de l'Institut d'études scandinaves de Paris-Sorbonne, Régis Boyer explique pour *Le Monde* l'importance du contexte social et historique – l'étouffement provoqué par une société fermée, puritaine – dans l'œuvre de l'auteur norvégien.

La Norvège célèbre Henrik Ibsen, son roi

Au Nationaltheatret d'Oslo se tient jusqu'au 5 septembre un festival consacré à l'auteur de « Peer Gynt », « Une Maison de poupée » et « Hedda Gabler ». La sixième édition est consacrée à des pièces moins connues de l'œuvre qui fascinait Freud et fit entrer le théâtre dans la modernité

OSLO
de notre envoyée spéciale

Les Norvégiens sont fiers de leur Nationaltheatret, qui occupe une place névralgique d'Oslo : face au Parlement, sur la Karl Johan, les Champs-Elysées de la ville. C'est un beau bâtiment, cousin du Dramaten de Stockholm, avec un foyer qui ouvre sur un balcon donnant sur les arbres. Il fut inauguré le 1er septembre 1899. Ce soir-là, Henrik Ibsen était dans la salle. Il avait soixante et un ans, et jouissait d'une gloire immense, presque mortuaire : nom gravé au fronton du théâtre, statue flanquée sur la place. Depuis son retour en Norvège, en 1892, après vingt-huit ans à l'étranger, les gens le suivaient du regard dans la rue, guettant sa silhouette silencieuse.

Un an après l'inauguration du Nationaltheatret, Ibsen subissait une première attaque d'apoplexie, le laissant incapable d'écrire. Six ans plus tard, le 23 mai, il mourait à Oslo, qui s'appelait encore Christiana, après avoir dit, selon la légende : *« Au contraire. »* Cette année-là, 932 représentations de ses pièces eurent lieu en Allemagne ! *Peer Gynt, Brand, Hedda Gabler, Une maison de poupée, Les Revenants, Le Canard sauvage, Solness le constructeur, John Gabriel Borkman, Rosmersholm, La Dame de la mer, Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*... L'influence d'Ibsen rayonnait sur toutes les scènes d'Europe, où, à l'image de Peer Gynt se dépouillant des *« pelures du soi »*, le théâtre s'ouvrait à la modernité du XXe siècle annoncé : Freud s'intéressa de près au personnage de Rebekka de *Rosmersholm*, en qui il voyait une figure œdipienne.

Aujourd'hui, le Nationaltheatret compte trois mille représentations de pièces d'Ibsen à travers le monde. Des agences proposent des circuits *« dramaturgiques »*, de la maison natale de Skien au dernier appartement du centre d'Oslo, où le bureau – le saint des saints – n'est visible qu'à travers des vitres protectrices. Dans le centre-ville, les magasins de souvenirs vendent des petits livres biographiques (en norvégien, anglais et allemand). Ibsen est entré jusque dans le langage courant, à travers certaines répliques de ses pièces. Exemple révélateur, extrait de *Brand* : *« On ne possède vraiment que ce qu'on a perdu. »*

UN « PEER GYNT » BURKINABÉ

Depuis 1990, une nouvelle pierre s'est ajoutée à l'édifice : le Festival Ibsen, dont la sixième édition se tient à Oslo jusqu'au 5 septembre. Créé par le Nationaltheatret, il est dirigé par Ellen Horn, qui a ouvert une voie : c'est la première femme à assumer les fonctions de directeur artistique et administratif du Nationaltheatret. Elle appartient à la troupe du théâtre, et continue d'ailleurs à jouer, un rôle par an, pour garder le contact avec le plateau. *« Le festival fait partie de la vie du théâtre*, explique-t-elle. *Il repose sur une idée simple : bâtir une programmation autour d'Ibsen, en proposant soit des mises en scène de ses pièces, soit des spectacles inspirés par son œuvre. »*

Ellen Horn est une adepte d'Internet, grâce à quoi elle peut réunir des informations sur Ibsen venues du monde entier. Des relais l'aident à faire ses choix, et elle voyage, à la recherche de l'inédit. Elle est ainsi allée jusqu'à Lahore, au Pakistan, pour voir *Une maison de poupée* jouée par des femmes voilées, qu'elle a ensuite invitée. *« Tous les continents se sont rencontrés à Oslo. Il y a eu un* Peer Gynt *venu du Burkina Faso et un autre des Etats-Unis,* Hedda Gabler *venue de Nouvelle-Zélande... »*

« Comme la plupart des Norvégiens, ajoute Ellen Horn, *je n'avais pas conscience qu'Ibsen avait une telle importance dans le monde. Une année, nous avons recensé plus de mises en scène de ses pièces que de celles de Shakespeare. Pour nous qui vivons dans une petite province de la périphérie de l'Europe, ça a été une découverte. Nous nous sommes dit qu'il fallait profiter de cet impact d'Ibsen pour tisser des liens avec l'extérieur. Le ministère de la culture a d'ailleurs créé un comité Ibsen, pour promouvoir la Norvège à travers l'écrivain. »*

Laila Goody incarne Rebekka, personnage œdipien de « Rosmersholm », dans une mise en scène de Terje Mærli.

NATIONALTHEATRETS ARKIV

L'Autriche, la Grèce, la Belgique et les Etats-Unis sont les hôtes étrangers de la sixième édition du festival, qui a par ailleurs inscrit à son programme *Hamlet*, de Shakespeare, dans la mise en scène du Lituanien Eimuntas Nekrosius. Il y a deux ans, Ellen Horn a décidé d'inviter *« un événement international »*. Le premier fut *Elseneur*, de Robert Lepage. A côté de ces spectacles, dont la venue est financée par des mécènes, le Nationaltheatret propose ses propres productions (budget : 6,5 millions de couronnes, soit environ 5 millions de francs).

Parmi les pièces d'Ibsen, les plus jouées en Norvège aujourd'hui sont *Peer Gynt, Une maison de poupée, Les Revenants, Hedda Gabler, Le Canard sauvage, La Dame de la mer.* Aucune n'était cette année à l'affiche du festival, qui avait opté pour *Brand* – un monument, contemporain de *Peer Gynt* et oublié en France – et *Rosmersholm* – écrite en 1886, alors qu'Ibsen renouait avec la Norvège. Ce qui l'avait frappé, c'était l'ambiance qui régnait dans son pays. La gauche venait de gagner des élections, un vent de liberté soufflait. Mais le vieux fond pessimiste d'Ibsen résistait. Il avait une opinion nette de sa terre natale : *« La Norvège est un pays libre peuplé d'êtres sans liberté. »*

« MONSTRES À VISAGE HUMAIN »

Johannes Rosmer se croit libre. C'est un pasteur qui a renié sa foi, au nom d'un idéal : il veut *« participer à une œuvre de libération du pays »*. Son désir est épaulé par la présence de Rebekka, une jeune femme arrivée au manoir de Rosmersholm avant le suicide de la femme de Rosmer, Beate. Deux personnages vont saper l'envol de Rosmer et Rebekka : Kroll, frère de la disparue, conservateur fielleux, et Mortensgaard, rédacteur en chef sans scrupule d'un journal progressiste. En introduisant le doute sur les causes du suicide de Beate, ils réduisent l'idéal à un amas de mensonges et d'arrivisme.

Cette pièce terrible, nouée par la culpabilité, est montée par Terje Mærli (cinquante-huit ans) à vive allure (une heure cinquante-cinq), sans recours à la psychologie. Elle se donne dans un studio niché sous les toits du Nationaltheatret et met au jour des *« monstres à visage humain »* – des personnages de roman policier. *« En Norvège, jusqu'au début des années 80, le poids de la tradition pesait lourd*, explique Terje Mærli. *Ibsen était monté d'une manière très réaliste, dans le respect de Stanislavski. Aujourd'hui, heureusement, on arrive à dépouiller ses textes des intérieurs et costumes norvégiens. Ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des formes modernes des drames grecs. »*

Brigitte Salino

★ **Festival Ibsen, Nationaltheatret, Oslo. Jusqu'au 5 septembre. Tél. : 00-47-22-41-27-10.**

La monstruosité destructrice de l'égoïsme sous le masque des idéaux

BRAND*, d'Henrik Ibsen. *Mise en scène :* Stein Winge. Avec les comédiens du Nationaltheatret d'Oslo. Tél. : 00-47-22-41-27-10. *Dernière le 5 septembre à 14 heures.

« Un haut plateau couvert de neige. Brouillard lourd et épais. Pluie. Demi-ténèbres. Brand, vêtu de noir, un havresac au dos, s'avance avec peine vers l'Ouest. A quelque distance derrière lui, un paysan et son fils cheminent dans le même sens. » Les indications qui introduisent *Brand* font froid dans le dos. Quel est cet homme qui ouvre le drame d'Ibsen en élargissant la scène du théâtre aux étendues sans fin d'un jour noyé ? Un fou. Un pasteur suppléant, jeune, qui va vers son village natal, armé d'une conviction inébranlable : *« Il n'y a qu'un but pour tous : c'est d'être la table d'airain sur laquelle écrit le Seigneur. »*

Quelques mois plus tard, Brand est installé dans un trou où le soleil ne vient que trois semaines par an. Une femme partage sa vie : Agnès, qu'il avait rencontrée sur la lande, fiancée solaire, et qui a laissé partir son amour vers le Sud, pensant qu'elle trouverait plus grand dans le renoncement aux côtés de Brand. Un enfant est né, il a des problèmes de santé, le médecin conseille un climat moins dur. Brand refuse, Agnès cède, l'enfant meurt, Agnès aussi. Brand poursuit : il bâtit une église. Les autorités contestent le pasteur, dont l'idéalisme contrarie la volonté égalitariste de l'époque.

« Il faut vouloir encore, alors même que le pouvoir s'arrête », répond Brand, qui jette les clefs de l'église dans le torrent et entraîne les villageois à le suivre sur la lande, pour *« élargir l'église au monde »*. Mais les villageois ont bientôt froid et faim. Ils reviennent vers les autorité laïques et lancent des pierres à Brand, qui part, immuable dans sa détermination : *« Chaque race envoie un de ses fils à la mort pour expier les crimes de tous. »* Il quitte le plateau en disant : *« Dieu est charité. »* Rideau.

Brand, poème dramatique qui au départ n'était pas destiné à la scène, connut un triomphe à la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, cette pièce d'Ibsen est quasiment oubliée en France. Il faut aller en bibliothèque pour la lire, et à Oslo pour la voir représentée. Stein Winge, le metteur en scène le plus considéré en Norvège, la dépouille de ses oripeaux : pas de neige ni de lande sur le grand plateau du Nationaltheatret, mais une foule de villageois, en miroir de la solitude d'Agnès et de Brand. *Le drame ? Le* fanatisme religieux d'aujourd'hui. Les problèmes soulevés par la question de l'identité nationale, qui parcourent la pièce et jouèrent beaucoup en faveur de *Brand* dans la Norvège d'Ibsen, s'effacent devant la rigueur du travail de Stein Winge, tendu vers un but : peler l'oignon qui masque la monstruosité destructrice d'un égoïsme (quelle gloire à laisser mourir une femme et un enfant au nom de Dieu ?) nourri par une croyance aux relents putrides de terreur.

B. Sa.

Régis Boyer, directeur de l'Institut d'études scandinaves de Paris-Sorbonne

« Ibsen est sans doute le seul écrivain classique que le Nord ait produit »

« Pourquoi ne dispose-t-on pas des œuvres complètes d'Ibsen en français ?

– Elles ont été traduites dans les années 30 par un certain La Chesnais, mais d'une manière littérale. Ni lisible ni jouable. Depuis, il y a eu un certain nombre de traductions et d'adaptations des pièces les plus souvent représentées. J'ai décidé, avec quelques collaborateurs, de reprendre l'ensemble des vingt-six pièces. Seules quatre d'entre elles ont été publiées en GF-Flammarion : *Une maison de poupée, Hedda Gabler, Peer Gynt, Le Canard sauvage* (qui devrait s'appeler en fait *La Cane sauvage*). J'ai également traduit *Prétendants à la couronne* et *Les Revenants*, et j'ai *Brand* dans mes tiroirs.

– Comment avez-vous travaillé ?

– J'ai voulu restituer le texte dans sa pureté, rendre justice à un écrit de premier ordre. Ibsen est un grand écrivain, au sens exact du terme. Et je voulais un Ibsen lisible, adapté à la problématique de la modernité.

– Comment trouver un équivalent en français ?

– En étant aussi fidèle que possible à l'esprit. C'est une langue germanique, et nous pratiquons une langue romane. Nous ne pouvons pas prétendre traduire exactement ce qu'il dit, simplement veiller à ne pas trop franciser le texte.

– La langue d'Ibsen est-elle proche de l'oral ?

– Ibsen et ses contemporains étaient conscients qu'ils disposaient d'une langue, le dano-norvégien – résultat de plusieurs siècles d'une impitoyable colonisation danoise –, qui ne traduisait plus exactement l'idiosyncrasie norvégienne. Ils ont fait une espèce de pari : dans cette langue qui n'est pas vraiment la nôtre, essayons d'exprimer notre sensibilité. Nous y gagnons, nous, les philologues, au fait qu'ils sont si incroyablement attentifs à leur expression que ce n'est plus du norvégien parlé.

– Ibsen est-il profondément norvégien ?

– Il a pensé qu'une des manières d'être norvégien, c'était de réintégrer la vieille âme – comme il le dit – norvégienne. Pour ce faire, il fallait bousculer toutes les habitudes littéraires de son époque, et c'était tellement scandaleux qu'il a été obligé de s'exiler. Il a passé vingt-sept ans de sa vie à l'étranger avant de remettre les pieds chez lui !

– Etre norvégien, c'était être contre l'usage ?

– La Norvège était formée de communautés étroites, fermées, où tout le monde connaissait tout le monde, où tout le monde surveillait *tout le monde*. Ajoutez le luthéranisme, dans la version puritaine. On étouffait, et il a étouffé. Son œuvre s'explique déjà dans sa volonté carrée de balayer cette coercition du regard d'autrui, ce primat de la morale étriquée.

– N'y a t-il pas un moment où l'œuvre sort de ce contexte ?

– Il a commencé par des pièces historiques comme *Prétendants à la couronne* pour essayer de ressusciter l'âme de son pays. Ensuite, il change d'orientation et écrit *Brand*, une œuvre majeure, inspirée de Kierkegaard, avec ce pasteur qui tue sa femme et leur enfant pour ne pas démériter de l'idéal qu'il s'est fixé, une brute. Avec *Brand*, il a compris jusqu'où il ne pouvait pas aller. Alors il en donne une contre-épreuve avec *Peer Gynt*. Ces deux aspects sont dans l'âme norvégienne. Puis il y a eu une seconde cassure, avec les pièces dites en complet-veston, sociales, politiques.

– Le refus du compromis hante l'œuvre.

– *"L'esprit de compromis, c'est Satan"* : la phrase est dans *Brand*. Et l'autre phrase clef, c'est : *"Tout ou rien."*

– Est-ce suffisant pour expliquer l'actualité d'Ibsen ?

– Elle tient au fait que les héros d'Ibsen sont profondément vrais. Vous les dépouillez de leurs vêtements norvégiens de 1898 et vous vous trouvez en 1998, face à des gens que vous fréquentez. Ibsen est sans doute le seul écrivain classique que le Nord ait produit.

– Mais Strindberg ?

– Le cas de Strindberg est tout à fait différent. Ibsen ne parle jamais de lui-même ; Strindberg avait un compte à régler avec la société, et il s'est mis en scène d'un bout à l'autre de sa vie. Strindberg, c'est moi ! moi ! moi ! Il se trouve que son moi ! moi ! moi ! était particulièrement riche. Les problèmes posés par Ibsen sont fondamentaux. Regardez *Soutiens de la société* ou *Un ennemi du peuple*, où le personnage du docteur Stockmann (qui ressemble beaucoup à Peer Gynt) lutte contre la pollution, comme nos écologistes. Il se place et sur le plan physique et sur le plan moral. Il faut lutter contre l'hypocrisie, contre le regard d'autrui, nous dit-il. Tous ces gens sont des doctrinaires protestants, ils ont une vision manichéenne du monde. C'est parfaitement clair chez Ibsen. »

Propos recueillis par
Jean-Louis Perrier

Charles Mingus dans son intégrité

Sony réédite les prises complètes des séances dirigées par le contrebassiste et compositeur en 1959. Elles ont donné des chefs-d'œuvre au jazz

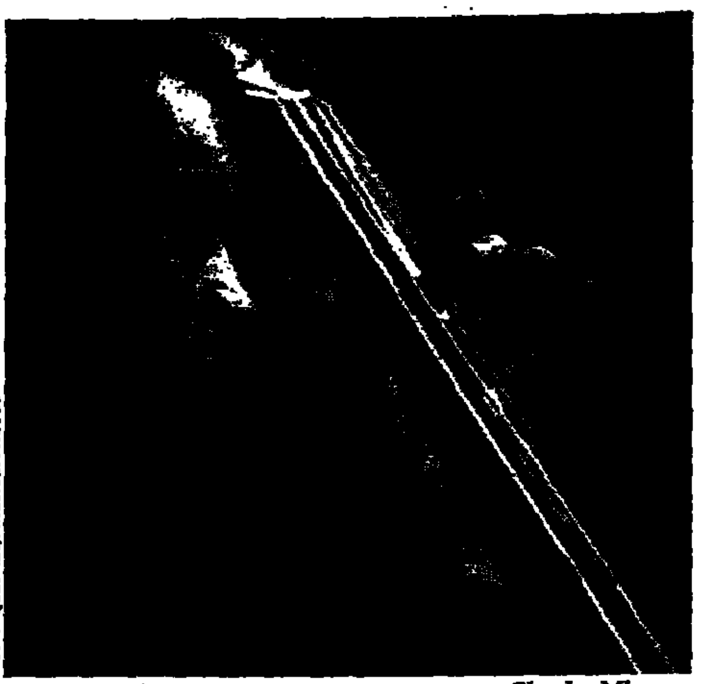
L'HISTOIRE des séances d'enregistrement de Charles Mingus pour Columbia en 1959 est une histoire de ciseaux. En mai 1959 (les 5 et 12), à New York, le contrebassiste et compositeur rejoint fièrement la maison de disques de quelques stars du jazz comme Duke Ellington, Miles Davis ou Dave Brubeck. Mingus s'est souvent fâché avec les labels qui permettent à sa musique d'être gravée pour l'éternité. Problèmes d'argent, de contrôle sur son œuvre, de considérations à son égard... Columbia est alors, comme le sera un temps Warner pour le rock, une compagnie qui a la réputation d'être attentive à la créativité de ses artistes. Mingus, en ces jours de mai 1959, a beaucoup de musique à jouer. Le saxophoniste ténor Booker Ervin est là, John Handy est à l'alto, Horace Parlan au piano, Dannie Richmond, longue silhouette coiffée d'un panama noir, est derrière les fûts et les cymbales. Soit le quintet régulier de Mingus, complété de quelques solistes, dont Jimmy Knepper au trombone.

Vont éclore certains des morceaux les plus fameux de l'artiste, qu'il rejouera sans cesse en concert, et réenregistrera avec de nouveaux arrangements, parfois avec des formations plus étoffées : *Better Get it in Your Soul*, *Goodbye Porkpie Hat*, la ballade magnifique pour Lester Young, les grondements de *Boogie Stop Shuffle*, *Fable of Faubus*, sur lequel Mingus mettra, plus tard, des paroles pour vomir le gouverneur ségrégationniste de l'Arkansas. Mingus joue le gospel et le blues, il évoque Jelly Roll Morton, Duke Ellington ou Charlie Parker, l'histoire du jazz, celle qui l'a formé, celle qui passe par lui. La rage – de jouer, de créer – permanente chez lui se combine à sa quête de la beauté. Le résultat est l'un des chefs-d'œuvre de la musique et du jazz, le disque *Mingus Ah Hum*.

EMPEREUR DE CHINE

Mais un chef-d'œuvre tronqué. Mingus et ses hommes ont beaucoup enregistré, vite, presque de quoi remplir un double album. Les morceaux sont longs et les techniques de gravure ne permettent pas de dépasser plus d'une vingtaine de minutes sur chaque face des 33-tours, sinon la reproduction laisse entendre des distorsions sonores. Columbia n'est pas prêt à éditer un double album. C'est alors qu'intervient Teo Macero, le producteur de Miles Davis, si important dans sa première période électrique, mais aussi l'homme qui, en studio, venait interrompre Thelonious Monk. Il tiendra les ciseaux et décidera de laisser sur les étagères certains thèmes. Il ramène la musique de Mingus à des durées « convenables » alors que la notion de durée est si importante dans l'écriture du musicien, non pas pour enfiler les solos, mais bien parce que ses compositions, par leur densité d'expression, nécessitent la distance. Mingus ne peut que laisser faire, il est trop tôt pour déjà se fâcher.

En novembre de cette année 1959 (les 1er et 13), toujours à New York, Mingus enregistre à nouveau pour Columbia. Là encore, trop de morceaux et des durées trop longues, Macero à nouveau, Mingus un peu plus en rogne. *Mingus Ah Hum* a été tellement fort que les titres de cette séance, regroupés sur *Mingus Dynasty*, entrent un peu moins dans l'histoire. Et pourtant, quelle grandeur, quelle force ! *Slop*, dont la mélodie et la construction sont proches de *Better Get it...*, *Diane* – échappé du film *Shadows*, de John Cassavetes –, *Song with Orange*, *Gunslinging Bird* (Parker encore, qu'il a adoré et haï pour s'être détruit), *Far Wells, Mill Valley*, et encore Ellington, dont il reprend *Mood Indigo*... Le blues toujours, les rythmes qui s'entremêlent, un swing énorme, et, cette fois, un mini-big band d'une douzaine de musiciens qui jouent comme trente (c'est Roland Hanna qui est au piano, Benny Golson et Don Ellis ont été conviés). Sur la pochette, Mingus est drapé dans un habit de soie, il porte la coiffe d'un empereur de Chine, posant devant un dragon d'or en bas-relief. Il a du sang noir, blanc et asiatique. On l'entend chanter, clamer, appeler la musique.


GUY LE QUERREC/MAGNUM PHOTOS

Charles Mingus.

Ce n'est qu'en 1979 que seront édités les thèmes originaux des deux disques avant coupes. Mingus vient de mourir le 5 janvier au Mexique, des baleines sont venues s'échouer sur la plage ce jour-là. Columbia ajoute à cet ensemble quelques thèmes non retenus à l'époque, dont *Strollin'*, cette marche à la fois joyeuse et funèbre. Aujourd'hui, cette nouvelle édition – après deux ou trois versions en CD avec les prises raccourcies – regroupe l'ensemble, prises intégrales et inédits, et deux versions jusqu'alors inconnues de *Diane* et *Song with Orange*. Le complétiste y trouve son compte. La musique est là. Cette fois, ce sont les versions tronquées qui manquent. Celles par qui les ciseaux arrivèrent, qui firent souffrir Mingus. A titre de documents, leur présence aurait été nécessaire.

Sylvain Siclier

★ The Complete 1959 Columbia Recordings, un coffret de 3 CD, C3K 65145. Distribué par Sony Music.

DÉPÊCHES

■ ROCK : une centaine de chansons inédites de John Lennon ont été retrouvées dans les coffres de la compagnie américaine Capitol Records, rapporte le *Daily Mail* dans son édition du 2 septembre. La maison de disques devrait publier en novembre ces titres, enregistrés dans ses studios et dans celui du chanteur, sous la forme de quatre CD agrémentés de photos et de poèmes. Selon le *Daily Mail*, Yoko Ono, la veuve du Beatle assassiné en 1980, prendra en charge la production de l'album, à laquelle participerait son fils, Sean Lennon.

■ CHANSON : un nouvel album de Liane Foly, produit par Mick Lanaro, devrait paraître à la mi-octobre. Les quinze titres ont été enregistrés en dix-huit jours, dans les conditions du *unplugged*, a précisé le producteur. La chanteuse y reprend des succès passés et livre de nouvelles chansons, dont un hommage à Barbara. Elle reprend également une chanson de Babyface, une autre de Daniel Balavoine et *Il est mort le soleil*, de Nicoletta.

■ COLLECTION : PolyGram Direct, filiale de PolyGram, lance une série de compilations, *Mélodies en or*, vendues exclusivement en kiosque et regroupant de grands succès français et internationaux des quarante dernières années. Deux fois par mois, un album de quinze titres originaux sera mis en vente, accompagné d'un fascicule présentant l'histoire de chaque *Mélodie en or* ainsi que les plus belles *love stories*. Le prix de lancement de cette collection est de 49,50 F pour le premier numéro, tarif qui passera à 59,50 F pour le deuxième, avant de s'établir ensuite à 69 F.

Les meilleures ventes d'albums en France

1	LOUISE ATTAQUE	1	Louise attaque	ATMOSPHERIC
2	MANAU	2	Panique celtique	POLYDOR
3	DIVERS	4	Notre-Dame de Paris	POMME
4	ERA	3	Améno	MERCURY
5	JAMES HORNER	E	Back to Titanic	SONY
6	CARRERAS, DOMINGO ET PAVAROTTI	12	Les trois ténors à Paris 1998	DECCA
7	ZEBDA	E	Essence ordinaire	BARCLAY
8	LARA FABIAN	10	Pure	POLYDOR
9	KORN	5	Follow the Leader	EPIC
10	SECTEUR A	6	Live à l'Olympia	HOSTILE

Période du 23/08 au 29/08 inclus E = Nouvelle entrée
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Back to Titanic, on y retourne. Le drame du naufrage collectif est ici décliné dans une version symphonique dirigée par James Horner. L'album entre à la 5e place, et *Essence ordinaire*, de Zebda, à la 7e. Louise Attaque, toujours no 1, dépasse le million d'albums vendus. Le Secteur A monte le rap de Sarcelles en épingle d'or, à la 10e place, talonné par *Ana José Nacho*, des Espagnols Mecano. Ophélie Winter entre au 25e rang avec *Privacy*. MC Solaar se maintient vers les 30e [illegible]. Deuxième pour les ventes d'albums, Manau tient le haut du pavé des singles avec *La Tribu de Dana*. Dans les compilations, le énième volume de *Hit Express*, de la dance de base, prive *The Definitive Simon & Garfunkel* de la première place.

SÉLECTION DISQUES

MARTHA ARGERICH CHARLES DUTOIT

Serge Prokofiev : « Concertos pour piano et orchestre nos 1 et 3 » – Bela Bartok : « Concerto no 3 pour piano et orchestre »
Orchestre symphonique de Montréal, Charles Dutoit (direction)

Martha Argerich a toujours refusé de se lier par contrat d'exclusivité avec une maison de disques. Elle vient d'accepter d'enregistrer quelques albums pour EMI, chez qui œuvre l'un de ses vieux amis, le producteur Jurg Grand. Ces retrouvailles avec l'éditeur londonien devraient nous valoir un récital avec le pianiste brésilien Nelson Freire et peut-être une *Sonate à Kreutzer* de Beethoven et une *Sonate* de Franck enregistrées lors d'un concert public aux Etats-Unis, en compagnie du violoniste Itzhak Perlmann : les deux artistes ont approuvé le résultat. Pour l'heure, et juste avant l'arrivée de la pianiste à Paris, où elle doit donner le concert d'ouverture de la saison de l'Orchestre de Paris (23 et 24 septembre, à Pleyel), voici trois concertos pour piano du XXe siècle. Si l'on connaissait déjà son *Troisième* de Prokofiev enregistré à Berlin avec Abbado à la fin des années 60, celui qu'elle vient d'enregistrer avec Charles Dutoit est sans doute plus accompli, malgré un orchestre parfois un peu lourd. Le grand intérêt de ce disque est donc le *Premier* de Prokofiev, dans lequel la pianiste et le chef font jeu égal avec Richter et Ancerl (Supraphon). Moins éruptifs, moins univoques que ces derniers, Argerich et Dutoit détaillent davantage les atmosphères, paraissent plus libres que leurs devanciers. Deux visages différents et parfaitement valides de la même œuvre. Dans le *Troisième* de Bartok, cette version emporte la palme par son climat intériorisé, un *cantabile* sublime que l'on ne connaît guère qu'à Geza Anda et Ferenc Fricsay (DGG) et à Geza Anda et Herbert von Karajan (EMI). Et l'on est heureux d'entendre Charles Dutoit à son meilleur.

Alain Lompech

★ 1 CD EMI CD 5566542.

WALTER GIESEKING

Felix Mendelssohn : « Romances sans paroles » – Edvard Grieg : « Pièces lyriques »

Autrefois sur le pupitre de tous les pianistes, ces pièces ravissantes, charmantes, et plus profondes qu'elles n'en ont l'air, ont déserté les salles de concert. Daniel Barenboim a donné de celles de Mendelssohn une version qu'on dirait lue à vue (DGG), Andras Schiff une version qui domine de haut sa trop abondante discographie chez Decca, Guiomar Novaes (VOX, jamais réédité en CD) et Ignaz Friedman (Pearl), un choix qui éclipse tous leurs concurrents à l'exception de Walter Gieseking justement, qui a toutes les qualités requises pour jouer cette musique si simple d'apparence et si pleine de pièges. Des *Pièces lyriques* de Grieg, il existe aussi un choix enregistré par Emil Gilels (DGG), l'un des sommets d'interprétation de cet artiste disparu tragiquement à cause d'une erreur médicale commise à l'hôpital du Kremlin – selon Sviatoslav Richter, qui raconte cela dans un livre à paraître. Gieseking ne le lui cède en rien. Splendeur de la sonorité, charme, lyrisme... *A. Lo.*

★ Un coffret de deux CD EMI « Références » 5667752.

MATERIAL
The Best of Material

A la fin des années 70, le bassiste et futur producteur Bill Laswell fonde Material à New York. La ville permet les musiques de traverse plus qu'ailleurs, plus vite, avec plus d'énergie. Material est un collectif de musiciens venus de l'avant-garde, du jazz, du funk. Laswell, qui sait parfaitement repérer les airs du temps, réunit les musiciens dont on parle : le chanteur Bernard Fowler, le guitariste de Chic, Nile Rodgers, le trompettiste Olu Dara, aujourd'hui « redécouvert », le saxophoniste Henry Threadgill, les guitaristes Fred Frith ou Sonny Sharrock... Il y a même Whitney Houston avant qu'elle ne devienne star. Tout n'est pas passionnant dans les quelques disques enregistrés entre 1979 et 1984. Il y a des longueurs, de l'esbroufe, des pillages déguisés en citations. Laswell est en train de se former. Une compilation regroupe les thèmes qui survivent au passage du temps, de la mode dans laquelle, fatalement, une partie de cette musique était inscrite. On y entend un jazz-funk à la Herbie Hancock, l'influence partielle de Miles Davis et surtout un grand talent à composer des airs qui s'inscrivent dans la mémoire. *S. Sl.*

★ 1 CD Charly Records CCDNEW 117.

THE DIVINE COMEDY
Fin de siècle

A trop s'approcher du soleil, Neil Hannon commence à sentir grésiller ses plumes. Le charme des albums – *Promenade*, *Liberation*, *Casanova* – de ce petit Irlandais au surnom dantesque résidait dans l'équilibre entre ses fantasmes de grandeur et la modestie de ses moyens. Ses symphonies de poche donnaient des élans baroques à l'émotion pop sans nier sa fragilité. Succès aidant, le jeune homme a quitté sa petite chambre d'Enniskillen pour l'agitation londonienne. On lui offre à présent le grand orchestre de ses ambitions. L'an dernier, un mini-album, *A Short Album About Love*, réussissait à marier joliment production Technicolor et délicatesse. Toujours en quête de sublime, The Divine Comedy tombe cette fois dans le piège de la surcharge. Pas une chanson de *Fin de siècle* qui ne se prenne pour une comédie musicale décorée de cascades de cordes, de chœurs et d'arrangements pompiers. L'humour de Neil Hannon, son indéniable savoir-faire mélodique sauvent *Generation Sex*, *Commuter Love* ou *The Certainty of Chance*. Mais il devra revenir à plus de dépouillement s'il ne veut pas mourir étouffé par le kitsch.

Stéphane Davet

★ 1 CD Setanta 7243 84641 023. Distribué par Labels/Virgin.

BILLY BRAGG AND WILCO
Mermaid Avenue

Parmi les 2 500 chansons inédites de Woody Guthrie, le chanteur anglais Billy Bragg et le groupe américain Wilco ont choisi quinze textes pour lesquels ils ont composé autant de mélodies. Mort en 1967 à l'âge de cinquante-cinq ans, Woody Guthrie devint une légende fondatrice de la *folk music* en chantant, dans les années 30, le quotidien des victimes de la dépression américaine. Sur sa guitare, il avait écrit : « *Cette machine tue les fascistes.* » Parmi ses innombrables disciples : Pete Seeger, Bob Dylan, Bruce Springsteen... Révélé dans les années 80 pour avoir combattu le thatchérisme, Billy Bragg est un barde cockney à la gouaille ravageuse, l'un des meilleurs *songwriters* britanniques. Trop méconnu en France, Wilco est certainement, outre-Atlantique, le groupe qui fait revivre avec le plus de fraîcheur et d'inspiration les racines du rock américain. Leur travail commun sur *Mermaid Avenue* rayonne d'une chaleur et d'une humanité remarquables. *S. D.*

★ 1 CD Elektra 7559-62204-2. Distribué par EastWest.

CÉLINE DION
S'il suffisait d'aimer

Alors que *Let's Talk about Love* et la chanson de *Titanic* continuent à figurer dans les hit-parades internationaux, Céline Dion soigne le deuxième volet de sa partie de poker gagnant initiée avec *D'eux*, la plus grosse vente de variétés françaises de la décennie.

Chargé en 1992 de la déclinaison française d'une carrière jusqu'à lors plus fructueuse aux Amériques, Jean-Jacques Goldman produit cette fois un album en français de variétés américaines, dont les radios ont déjà donné un aperçu massif avec *Zora sourit*, un titre taillé dans le negro spiritual. Le patron standard des chansons de Jean-Jacques Goldman – ce qu'il définit comme « *un style* » – s'incurve vers l'artillerie *Titanic* et une emphase très américaine. Dix chansons sont signées Goldman et deux autres, *Papillon* et *Terre*, sont dues à un ancien membre du groupe Canada, Erick Benzi, producteur de l'album de la chanteuse indonésienne Anggun. Roland Romanelli, un des accompagnateurs fétiches de Barbara, a été chargé de gérer les orchestrations classiques, élaborées par un conglomérat de musiciens anglais baptisé London Studios Orchestra. *Véronique Mortaigne*

★ 1 CD Columbia 491859-2

ZEBDA
Essence ordinaire

Le groupe toulousain – du Mirail, dans les quartiers nord – qui lance en partenariat avec Tati une série de concerts à bas prix (9,50 francs), ne réduit pas ses sources d'énergie en fonction des aléas du marché. Zebda prend la parole sans frime, citoyens engagés (l'album *Motivés* pour les chants révolutionnaires), artistes camarades (*100 % collègues* pour la famille musicale toulousaine, avec Bernardo Sandoval, les Fabulous Trobadors, Fly and The Tox...). Loin de l'opportunisme du rap commercial, les chroniques sociales de Zebda n'excluent ni l'humour ni la poésie – les textes de Magyd Cherfi ont beaucoup d'élégance, de combativité et de bon sens (quel meilleur slogan que « *On est chez nous, on est chez nous, on est chez nous* » ?). Zebda mélange les influences du hip-hop orientaliste (*Double Peine*), du raï (partout), du reggae (*Tomber la chemise*), de la chanson (*Oualalaradime*). Violons, accordéon, guitares, derbouka, synthétiseurs, la musique de Zebda respire. *Y'a pas d'arrangements/Je crois que cela ne va pas être possible* (la phrase polie qui ferme les portes aux jeunes des cités), ces titres drôles et justes sont promis à un avenir dansant et décapant.

V. Mo

★ 1 CD Barclay 557869-2





Le film-choc de Steven Spielberg présenté en ouverture de la Mostra de Venise

« Saving Private Ryan » restitue, dans une représentation très crue, les horreurs de la guerre

La 55e édition du festival vénitien s'est ouverte, jeudi 3 septembre, avec la présentation, hors compétition, de *Saving Private Ryan* (*Il faut sauver le soldat Ryan*), le dernier film de Steven Spielberg. Avec une violence et une crudité rares, notamment dans la longue scène inaugurale sur le débarquement des forces américaines à Omaha Beach, le 6 juin 1944, le cinéaste donne à voir sans détour les horreurs de la guerre.

VENISE
de notre envoyé spécial

Faut-il ou non porter le smoking ? Ce grave débat agitait plusieurs quotidiens italiens jeudi 3 septembre, jour de l'inauguration de la 55e Mostra de Venise. Un quotidien local parlait même de *« bataille de la cravate noire »*, faisant allusion à l'indignation de ceux pour qui la décision des organisateurs d'imposer la tenue de soirée, comme à Cannes, risquait de plonger le festival dans la morosité. Cette bataille ne pèse pas grand-chose en face du débarquement de Steven Spielberg et de Tom Hanks, Tom Sizemore et Ed Burns, les acteurs de *Il faut sauver le soldat Ryan*, présenté en ouverture du festival.

MOSTRA DE VENISE

Ce débarquement n'a pourtant pas pu se dérouler à l'heure H à cause d'un double meurtre qui s'était produit la veille en plein canal. La police avait retrouvé un corps, il lui fallait retrouver l'autre, ce qui prit un peu plus de temps que prévu malgré l'acharnement des hommes-grenouilles. Pendant ce temps, la circulation des bateaux était perturbée – même ceux de Spielberg et de son équipe ont dû se contenter de passer au ralenti. On assistait au spectacle d'une police insensible au sauvetage du soldat Ryan et pour qui la recherche d'un macchabée a la priorité absolue sur un festival de cinéma.

Il n'y a pas que l'arrivée de Spielberg qui ait suscité l'émotion. La marque du smoking des acteurs de son film – Armani ? Valentino ? – a fait couler beaucoup d'encre, tout comme le lieu de résidence de Tom Hanks, tenu secret, et la décision de ce dernier et de Spielberg de donner plusieurs millions de dollars pour la création d'un musée du débarquement de Normandie du 6 juin 1944, dont l'inauguration est prévue le 6 juin 2000. Stephen Ambrose, l'auteur de *D-day - June Six 1944 : The Climactic Battle of World War II*, qui avait eu la tâche de consultant pour Spielberg et son scénariste Robert Rodat pour *Il faut sauver le soldat Ryan*, devrait tenir les rênes de ce projet.

Cette agitation ne devrait pourtant pas masquer le choc que représente la vision du nouveau film de Spielberg. On n'a pas fini d'entendre parler et débattre de la violence qui entoure la longue scène inaugurale du débarquement des forces américaines à Omaha Beach et de la représentation très crue qu'en fait Spielberg, beaucoup plus crue que n'importe quelle production hollywoodienne de l'histoire.

EMPRUNTS NON FORTUITS

Spielberg l'a bien précisé durant sa conférence de presse, tenue devant un auditoire respectueux, globalement bluffé par son film : il a tourné cette guerre en suivant les récits donnés par des vétérans du débarquement, s'appliquant à en reproduire l'horreur – un soldat vidé de ses tripes, un autre essayant de récupérer son bras arraché, une mer qui devient en quelques instants rouge de sang – avec un sens de la mise en scène, une capacité à dramatiser chaque personnage qui justifient son statut de réalisateur surdoué. Mais le plus intéressant dans *Il faut sauver le soldat Ryan* réside dans cette manière, à peine cachée, qu'a Spielberg de nous dire, à travers le regard vide du capitaine magnifiquement interprété par Tom Hanks, que des litres d'hémoglobine et des kilos de viscères ne suffiront jamais à restituer l'horreur d'une guerre.

Plusieurs séquences du film sont inspirées de *The Big Red One*, de Samuel Fuller, de *The Story of G.I. Joe*, de William Wellman, et d'un documentaire de George Stevens sur le débarquement. Loin d'être fortuits ou inavoués, ces emprunts signifient une volonté de Spielberg de montrer que le seul film possible aujourd'hui sur une guerre passe par une représentation, et non par un vécu. Les Américains se distinguaient, jusqu'au Vietnam, par les guerres où ils avaient combattu. Pour la génération post-Vietnam à laquelle appartient Spielberg, on ne connaît du combat que des images. La guerre n'est plus une expérience, elle ne se résume plus à celle qu'on a vécue mais à celle qu'on a regardée.

Samuel Blumenfeld

La demande de saisie du roman de Michel Houellebecq examinée en référé

Le camping plaignant ne se satisfait pas des modifications apportées dans les nouveaux tirages

LE DEUXIÈME roman de Michel Houellebecq, *Les Particules élémentaires* (Flammarion), déjà considéré comme l'un des événements de la rentrée littéraire (« Le Monde des livres » du 28 août), a fait, dès sa sortie, l'objet d'une demande de saisie émanant de l'association l'Espace du possible et de la société commerciale qui exploite un camping situé à Meschers, en Charente-Maritime (*Le Monde* du 8 août et daté 30-31 août). L'assignation a été examinée, jeudi 3 septembre, au cours d'une audience en référé, présidée par Francine Levon-Guérin, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris. Me Brigitte Richard, représentant les plaignants, a estimé que la description du camping, dans l'ouvrage, était *« ridicule » « calomnieuse »*, voire *« franchement diffamatoire »*. Elle demande la saisie et la destruction des 18 000 exemplaires du premier tirage encore disponibles chez les libraires.

Dans les deux nouveaux tirages en effet, certaines modifications ont été apportées par l'auteur, au titre de la *« bonne volonté »* a précisé Me Jean-Yves Dupeux, conseil de Flammarion. C'est ainsi que, dans le texte, *« L'Espace du possible »* est devenu *« Le lieu du changement »*, et que le site du camping a été déplacé.

Me Richard fait observer que c'est seulement le 26 août, alors qu'elle avait diligenté son action en référé, que Flammarion s'est résolu à introduire les corrections dans le livre de Michel Houellebecq. Pour elle, l'auteur du roman a dépeint l'association sous les traits d'une sorte de secte, avec une manifeste intention de nuire.

Dans sa plaidoirie, Me Dupeux a rétorqué qu'il ne mettait pas les modifications apportées dans les nouvelles éditions au centre de son argumentation. Ce qui est choquant, à son avis, c'est plutôt la *« violence »* d'une demande de destruction par huissier, extrêmement rare s'agissant d'une œuvre de pure fiction. *« Empêcher un romancier de relier son histoire romanesque à des lieux et moments concrets*, dit-il, *c'est l'astreindre à renoncer à ce qui fait une part importante de la littérature. »* L'utilisation sans fard, dans une fiction, de lieu, de marques et de noms réels, l'avocat l'assimile à une tendance générale de la *« nouvelle littérature, très ancrée dans la réalité du moment »*. Il a également évoqué le soutien de l'écrivain Philippe Sollers. Ce dernier, rappelant qu'il avait lui-même été l'objet de caricatures et d'attaques *ad hominem* dans divers ouvrages – dont, ce qu'il ne précise pas, *Les Particules élémentaires* –, a néanmoins affirmé dans un texte intitulé « Pour Michel Houellebecq » : *« La transposition romanesque de la réalité, on a presque honte de le rappeler, est une des conditions de l'art littéraire (...). La littérature est l'espace du possible, de tout le possible. Même l'impossible y est prévu. »* Il a ainsi signalé que *« la justice, dans sa sagesse spontanée, ne peut que constater ici une erreur du requérant »*.

Le tribunal rendra sa décision lundi 7 septembre.

Nicolas Weill

Eric Le Lann rejoint Archie Shepp au New Morning

PETIT ÉVÉNEMENT dans Landerneau. Archie Shepp est annoncé au New Morning. C'est exceptionnel. Le cirque des festivals tourne sans Archie Shepp. Mieux vaut aller dans la cour de l'immeuble du 11e arrondissement où il a son pied-à-terre : Shepp pratique le saxophone à la fenêtre et fait la cuisine. Au dernier moment, événement dans l'événement, il appelle Eric Le Lann, quarante ans, l'un des vrais musiciens de l'époque : impeccablement classique (phrasé, contrôle du souffle, détaché des notes), très ouvert dans sa pratique (recherche d'une liberté harmonique, stylistique pas tellement dans l'air du temps), et surtout une personne, un corps en pensée, un mélodiste. Le Lann est un musicien qui rassure et intrigue. Il n'est ni une bête de foire ni un enjôleur. Il n'entre pas dans ces rôles surjoués du jazz. Il ne joue que sur fond de poésie personnelle, de lucidité désenchantée, il joue tel qu'il est. C'est l'idée même du jazz.

« TROUVER UNE COULEUR »

La musique est la vie de Le Lann. En un sens, il préfère parler de ce qu'il lit. Il est un musicien qui lit beaucoup. Ce matin, il parle de Sartre, de Beauvoir : *« Je lis ou je relis tout ce que je peux parce que je prépare la musique du portrait de Simone pour* Un siècle d'écrivains. *Non, ce n'est pas du jazz. Ça ne me convient pas. Ou alors, à titre de stéréotype, Saint-Germain-des-Prés, Miles Davis, tout ça... J'écris en fait pour un orchestre à cordes. Comme je viens de faire pour un film de Gilles Bourdos,* Disparu. *Le jazz ne m'intéresse que dans sa capacité de liberté. Chez les jeunes mecs, aujourd'hui, j'entends un désir de grille, de jouer sur les harmonies, de s'enfermer dans les règles, c'est très étrange. Quand on a commencé par là, il y a vingt ans, avec des musiciens qui jouaient plutôt bien dans le genre, ça fait très bizarre. Je préfère sans hésiter les duos avec Martial Solal. Il donne infiniment plus de fraîcheur, d'ouverture à la musique. Il n'accompagne pas, il est là : il anticipe, il déroute, il prévoit, il laisse aller les accidents. »*

Ce qui est curieux, c'est que Le Lann écrit pour un enregistrement qu'il veut produire justement sans piano : *« Le piano, à part l'exception de Solal, qui survole les harmonies et les contraintes, cela empêche, ça canalise, ça fait jouer dans le sens obligé – sauf Herbie Hancock chez Miles, naturellement : on ne peut mieux accompagner que quand le pianiste ne joue pas. Mais la plupart du temps c'est un bombardement harmonique très strict, on se met plus au service du pianiste qu'on ne se laisse aller à ce que l'on désire dire. Ou alors le jeu c'est de jouer très bien sur le canevas, de rejoindre la poésie (comme avec Mickey Graillier) à travers les harmonies. Donc, j'arrête le quartet qui me lasse et je vais vers ce trio sans piano, juste basse et batterie, que je veux enregistrer à New York. »*

Shepp alors, comment s'insère-t-il dans le schéma ? : *« Shepp, c'est spécial. Il a fait la démarche inverse. Il est passé de la musique free à la musique tonale, ce qui n'est pas plus facile que l'inverse. C'est une démarche, une réflexion, un acte. Ce que j'aime avec lui, c'est la rencontre. Le fait de faire de la musique de club. »* La musique de club ? *« Oui, ce moment où on peut se lâcher, ce prétexte pour jouer ensemble. De toute façon, il faut tenir trois sets d'une heure. Donc, ça permet un autre usage du temps, de l'action. Shepp oblige à trouver sa place à ses côtés ; par rapport à son univers. C'est son histoire, il ne s'agit pas de prendre son poste mais de trouver une couleur, de ne pas faire pièce rapportée, de s'intégrer. Parfois, je ne trouve pas. Ça ne me dérange pas plus que ça. C'est une fois comme ça. Je change de posture au morceau suivant. Comme un exercice spirituel. »*

Francis Marmande

★ New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10e. Mo Château-d'Eau. Les 4 et 5 septembre, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

SORTIR

PARIS

Annie Cordy
La scène est un virus, le succès une drogue. Renoncer est impossible. Annie Cordy, *« la plus française des Belges »*, dont la carrière cinématographique a été plus riche qu'il n'y paraît (elle fit ses débuts dans *Si Versailles m'était conté*, de Sacha Guitry), fête ses cinquante ans de carrière. En 2002, elle pourra célébrer le cinquantième anniversaire de ses débuts dans *La Route fleurie*, l'opérette de Francis Lopez (avec Bourvil et George Guétary).
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra, Madeleine. Jusqu'au 13 septembre, à 20 h 30 ; le dimanche à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

Musiques des trois religions chinoises
Ce nouveau cycle de musiques traditionnelles présenté par la Cité de la musique débute le 4 à 20 heures par du *cinéma* (*La Vie sur un fil*, de Chen Kaige, Palme d'or au Festival de Cannes en 1993 pour *Adieu ma concubine* – des œuvres où la musique tient une place centrale). Le 5, Mr Chen Zong et François Picard donnent une conférence sur la musique bouddhique en Chine (à 15 heures), avant deux concerts, l'un à 16 heures de Xuan Ke, consacré aux musiques des réunions confucéennes, l'autre à 18 h 30, mené par Mr Chen Liansheng (musique des rituels taoïstes). Le 6, à 15 heures, Shi Kelong au chant et Chen Leiji à la cithare qin évoquent les trois religions. A 16 heures, l'Ensemble instrumental de Meiyou de Pudong (Shanghaï) et le Chœur de Shangqiu interprètent des hymnes bouddhiques sous la direction de Mr Citing et Mr Chen Zhong. *Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès. Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Du 4 au 6 septembre. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.*

LIMOGES

Lemoviskate 98
Troisième édition d'un festival entièrement consacré à la pratique du skateboard, du bicross et des musiques les plus aptes à fournir leur flot d'adrénaline. Le vertige de la glisse s'accompagne allègrement de rap, de raggamuffin et de décharges de rock hardcore. Le 4 septembre : Last R, Mero, Zenzile, Saï Saï. Le 5 : Switchpole, Superdwarves, Greedy Guts, Oneyed Jack, Snuff. Le 6 : Keep On Farthing, Fat Shoes, Dogs Bollocks, Slump, Kargol's.
CCM John-Lennon, 41 ter, route de Feytiat. Tél. : 05-55-39-88-44. Du 4 au 6 septembre. 90 F les 4 et 5, 20 F le 6.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

L'Arrière-pays
de Jacques Nolot (France, 1 h 30).
D'une brousse à l'autre
de Jacques Kébadian (France, 1 h 43).
L'Heure magique
de Robert Benton (Etats-Unis, 1 h 34).
L'Homme qui murmurait à l'oreille des chevaux
de Robert Redford, (Etats-Unis, 2 h 40).
Restons groupés
de Jean-Paul Salomé (France, 1 h 41).
Si je t'aime... prends garde à toi (*)
de Jeanne Labrune (France, 1 h 50).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

L'Amante anglaise
de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Sellers, Pierre Tabard et François Cognard.
Studio des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 4, à 20 h 45. Tél. : 01-53-23-99-19. Durée : 2 h 15. 60 F et 150 F.

Avant la retraite
de Thomas Bernhard, mise en scène d'Armand Delcampe, avec Michel Bouquet, Juliette Carré et Fanny Delbrice.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, Paris 18e. Mo Abbesses, Anvers, Pigalle. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F.

La Dernière Bande
de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F.

Road
de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues, avec Arnaud Apprédéris, Jacques Jomain, Cécile O'Cairn, Jérémie Oler, Bernadette Paviot, Ariane Privat et Dominique Richard.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mo Place-de-Clichy. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F.

Marie-Thérèse Porchet, née Bertholet
de Joseph Gorgoni et Pierre Naftule, mise en scène de Pierre Naftule, avec Joseph Gorgoni.
Comédie Caumartin, 25, rue Caumartin, Paris 9e. Mo Havre-Caumartin, Madeleine. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-47-42-43-41. De 120 F à 170 F.

Les Mains sales
de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Dravel, avec Jean- Pierre Kalfon, Charlotte Valandrey, Yannick Debain, Marie Lenoir, Richard Medkour, Olivier Mace, Serge Feuillard, Louis Doré et Patrick Pierron.
Antoine-Simone-Berriau, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10e. Mo Strasbourg-Saint-Denis. Le 4, à 20 h 45. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F.

Les Créanciers
d'August Strindberg, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Christian Cloarec, Sophie Michaud et Maurice Vaudaux.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 110 F et 190 F.

Anne Azéma (soprano)
Provence mystique. Les ménestrels de Dieu.
Musée national du Moyen Age-Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5e. Mo RER Cluny-la Sorbonne. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-53-73-78-16. 100 F.

The Blues House
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. Le 4, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.

Jon Gordon Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 4, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Manuel Freman Trio
Le Poulfanc, 310, rue de Charenton, Paris 12e. Mo Dugommier, Porte-de-Charenton. Les 4 et 5, à 21 heures. Tél. : 01-44-75-01-55. Entrée libre.

Sangoma Everett Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 4 et 5, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Prysm
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 4 et 5, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Stefan Patry, Antoine Hervier, Philippe Combelle
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 4 et 5, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Daniel Humair Quartet
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 5, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.

Mojoson
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. Le 4, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.

Temps go
Théâtre des Cinq-Diamants, 10, rue des Cinq-Diamants, Paris 13e. Mo Corvisart. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-45-80-51-31. 90 F.

Carte blanche à Allain Leprest
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. Le 4, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

Wladimir Anselme
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Nawal, Fénoamby
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. Mo Pigalle. Le 4, à 22 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 80 F.

Musiciens de musique ancienne des Naxis, Lijiang
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 5, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Maîtres et novices du Belvédère des nuées blanches
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 5, à 18 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

RÉSERVATIONS

Jacques et son maître
de Milan Kundera, mise en scène de Nicolas Briançon, avec Yves Pignot, Nicolas Briançon, Marie Piton, François Siener ou Guy Louret, Chrystelle Labaude, Pierre-Alain Leleu, Selma Kouchy et Benoît de Gaulejac.
Théâtre 14-Jean-Marie-Serreau, 20, avenue Marc-Sangnier, Paris 14e. Mo Porte-de-Vanves. Du 8 septembre au 25 octobre. Tél. : 01-45-45-49-77. De 60 F à 120 F.

Une porte sur la mer
d'Aimé Césaire, Edouard Glissant et Amadou Lamine Sall, avec la compagnie Benjamin Jules-Rosette.
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3e. Mo Rambuteau, Etienne-Marcel. Du 8 au 16 septembre. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.

EN VUE

■ La sécheresse frappe le centre de la Chine, l'eau potable se vend au marché noir, les cultures brûlent, six enfants sont morts de dysenterie... *« Franchement, je préférerais que nous ayons des inondations »*, déclare le responsable agricole du Quang Tri, la province la plus touchée. Ailleurs, le pays est inondé.

■ Les 200 000 poulets qui, dans huit cantons de la région autonome du Xinjiang en Chine, seront entraînés pendant deux mois pour attaquer, sur un coup de sifflet, les sauterelles dévastant les cultures, ne viendront qu'en renfort des escadrilles d'étourneaux, précise **Har Wenguang**, chef du bureau régional d'extermination des rats.

■ Les « épouvantails » sonores étant, dans les champs, moins dangereux pour les oiseaux que les filets, le Tribunal fédéral suisse a rejeté, lundi 31 août, la plainte d'un voisin contre un viticulteur qui protégeait sa vigne en tirant un coup de canon par minute.

■ De jeudi 28 à dimanche 30 août, quatre-vingt-dix religieuses de vingt à quarante ans, réunies en séminaire, ont suivi des cours de rock, punk, pop, rap, transe, techno et grunge, à l'Athénée salésien de Rome.

■ *« Priez et allez en paix »* : mardi 1er septembre, cent dix-sept fidèles, détenus classés très dangereux, se sont évadés de la prison de Tsiafahy, à Madagascar, au moment où l'aumônier, le Père **Philippe**, qui avait bien ressenti *« de la nervosité dans l'air, comme si tout le monde attendait un événement capital »*, concluait sa messe.

■ Tandis que **Margaret Thatcher**, soixante-douze ans, se qualifiait de *« femme formidable »* en admirant, lors d'une réception, jeudi 3 septembre, un portrait qui la montrait austère, assise dans une robe bleu et or, sur fond de tentures rouges, un document à la main, **Denis**, quatre-vingt-trois ans, son époux, hasardait dans son dos : *« Je ne suis pas persuadé qu'elle soit aussi sévère qu'elle en a l'air. »*

■ Le même jour, soudain une femme nue apparut au sixième baron **Dunleath** qui, à la Chambre des lords, distraitement pianotait sur le site Internet des pairs du royaume.

■ Le cheikh **Omar Abderrahmane**, impliqué dans l'attentat terroriste contre le World Trade Center de New York, en 1993, condamné à perpétuité, dénonce le *« sadisme »* de ses gardiens qui, lui refusant des ciseaux, l'empêchent de se tailler la barbe.

■ Dimanche 30 août, dans le village d'Al-Robouma'a, en Egypte, une fusillade entre deux familles qui a fait un mort et trois blessés a épargné la chèvre de **Mabrouka Hamed**, à l'origine du drame, coupable d'être allée brouter dans le pré de **Moustafa Youssef**.

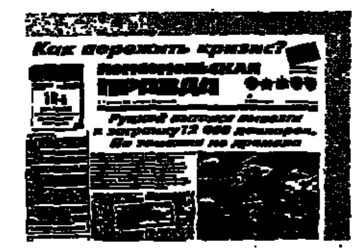
Christian Colombani

Les conseils de la « Komsomolskaïa Pravda » à ses lecteurs

Le grand quotidien populaire russe propose une liste étonnante des « trucs » qui sont censés permettre de faire face à la crise financière

***LA PRESSE RUSSE**, après avoir* pendant plusieurs semaines servi à ses lecteurs d'indigestes analyses sur la crise financière – puis politique –, a décidé de se pencher également sur leurs préoccupations immédiates et concrètes. La *Komsomolskaïa Pravda* avait été le premier quotidien à inaugurer ces notes « pédagogiques », prodiguant à chaud ses conseils au lendemain de la dévaluation. Et alors que la crise menace maintenant d'engloutir l'ensemble du système bancaire – et donc les économies des particuliers –, le titre populaire vient de publier une pleine page consacrée à toutes les « tracasseries » financières qui empoisonnent le quotidien des Russes. *« Comment survivre à la crise ? »* annonce sa manchette.

Les experts du « Club des consommateurs », l'une des rubriques permanentes du quotidien, énoncent par exemple en six points ce qu'il convient de faire *« si votre banque a refusé de vous rendre votre argent »*. La liste est intéressante et révélatrice de la situation économique catastrophique dans laquelle se trouve la Russie : 1) tenter de ré-



soudre le conflit de manière pacifique ; 2) obtenir sans larmes, ni grincements de dents, que ce refus soit consigné par écrit ; 3) ne pas accepter de roubles à la place de dollars et se méfier des promesses ; 4) tenter d'obtenir l'assurance d'un dédommagement en échange des torts causés, ce à quoi se sont engagées les plus grandes banques russes ; 5) recevoir l'argent de sa retraite par la poste, et non plus par virement bancaire, et cela jusqu'à ce que la crise financière soit terminée *(sic)* ; 6) attaquer en justice les établissements financiers qui ne donnent ni argent ni promesse de dédommagement (le modèle de la lettre-type à envoyer à son banquier, avant d'enclencher la procédure, étant jointe à l'article).

A ceux qui veulent se prémunir contre la hausse des prix, le quotidien conseille de revenir à de bons vieux réflexes soviétiques – stocker *« sans attraper tout ce qu'il y a autour de vous »* – puis énumère la liste des produits alimentaires qui se conservent longtemps. Enfin, mise en garde utile en ces temps de confusion : le journal rappelle dans le détail à ses lecteurs les différentes formes d'arnaque pratiquées par les changeurs de dollars au noir.

« ILS NE NOUS AURONT PAS »

Dans un autre registre, l'hebdomadaire *Moskovskie Novosti* publie en première page les conseils destinés *« aux simples citoyens »* par quelques hommes politiques de premier plan. *« Ne pas paniquer »*, répond laconiquement Viktor Tchernomyrdine, premier ministre par intérim... *« Ne pas cacher ses économies dans des bas de laine. C'est la meilleure façon de tout perdre, l'ensemble du système bancaire risquant alors de s'écrouler »*, estime quant à lui Egor Stroev, président du Conseil de la fédération (la chambre haute du Parlement).

Le général Lebed, gouverneur de la région de Krasnoïarsk, comparant les Russes à des insectes qui ont déjà résisté à toutes les tentatives d'empoisonnement (dont la crise actuelle), table, lui, sur l'instinct de survie de ses concitoyens : *« Ils ne nous auront pas. Nous sommes bien trop vivaces »*, affirme-t-il.

Agathe Duparc

DANS LA PRESSE

RTL
Michèle Cotta
■ Jean-Pierre Chevènement tient une place à part, unique, dans la galaxie gouvernementale. Pas seulement parce que le premier ministre, visiblement bouleversé, a dit, sur le perron de Matignon, sa peine et son inquiétude : après tout, c'est lui, Jospin, qui, passant outre à tout ce qui les séparait (la position sur l'Europe notamment), est allé chercher en 1997 Jean-Pierre Chevènement. A celui qui n'était alors que le président d'un petit groupuscule à la marge du PS, le Mouvement des citoyens, il avait offert ce cadeau empoisonné, le poste le plus exposé de tous les gouvernements, celui de ministre de l'intérieur, avec, au cahier des charges, les sans-papiers, l'immigration, tout ce que Jospin ne voulait pas confier à un socialiste trop sentimental. Jean-Pierre Chevènement est parvenu à faire adopter par toute la gauche ces mots qui lui tiennent à cœur : République, citoyen, civisme. Il y a peu, ces termes faisaient sourire plus d'un socialiste. Chacun les reprend aujourd'hui, en mettant le mot citoyen, par exemple, à tant de sauces que Chevènement lui-même finit par trouver cet usage excessif. Il a compris que chaque Français avait en lui un peu de République. Son absence, si elle se prolonge, se fera sentir.

FRANCE-SOIR
Catherine Llouquet
■ Un instant séduisant et drôle, irritant et rigoriste la minute d'après, Jean-Pierre Chevènement est une énigme. Un homme déroutant qui a érigé le non-conformisme ou le refus des modes en principe d'action politique. Le ministre de l'intérieur cultive les différences avec une constance pouvant aller jusqu'à l'obstination, et non dénuée parfois de coquetterie. Ainsi est le premier flic de France. Inclassable, mais aussi implacable quand il s'agit de défendre les valeurs qui lui sont chères. Quitte à jouer parfois le tout pour le tout.

THE WASHINGTON POST
■ Imaginez le pire en ce qui concerne Castro, c'est-à-dire qu'il livre à la famine des centaines de milliers de ses concitoyens de façon à embarrasser les Etats-Unis et leur politique intransigeante à l'égard de Cuba. Est-ce que, dans ces circonstances, les Etats-Unis ne seraient pas moralement et politiquement obligés de tempérer leur opposition à la fourniture d'aide alimentaire à La Havane de façon à sauver des vies cubaines ? Une situation de ce genre se dessine en ce moment. La mauvaise administration aggravée par la sécheresse a amené le régime de Fidel Castro à demander une aide alimentaire aux Nations unies pour les provinces orientales de l'île. Les responsables du Programme alimentaire mondial de l'ONU ont donné une réponse positive. Certains membres de l'administration Clinton sont prêts à donner un coup de main. Mais certains groupes anticastristes américano-cubains et leurs alliés républicains au Congrès craignent qu'une aide alimentaire onusienne ne finisse entre les mains du gouvernement castriste et soit utilisée par ce dernier à des fins politiques. Le bras de fer ininterrompu entre les Etats-Unis et Cuba constitue une anomalie remontant à la guerre froide. Croyez-vous qu'un peu plus d'isolement et d'embargo sera suffisant pour faire perdre le pouvoir à M. Castro ? Cette politique a été appliquée et s'est révélée déficiente depuis quarante ans.

www.wahlstreet.de

Un jeu de pronostic électoral mis en ligne par deux journaux allemands

***WAHLSTREET** (« rue des élections »* en jargon anglo-germanique) fonctionne comme une place boursière, à une nuance près : les « actions » émises par la « banque centrale » du site correspondent au « capital » de voix que les différents partis politiques allemands sont susceptibles de recueillir lors des élections au Bundestag du 27 septembre prochain. Wahlstreet, créé par l'hebdomadaire *Die Zeit* et le quotidien berlinois *Tagespiegel*, est donc d'abord un jeu de pronostic électoral.



Chaque joueur reçoit au départ un capital de dix mille « dollars électoraux » (qu'il se procure en réalité pour la somme plus modique de 10 marks, environ 33 francs). Dès lors, il peut acheter des titres CDU-CSU (chrétiens-démocrates), SPD (sociaux-démocrates), FDP (libéraux), Verts ou PDS (ex-communistes), en fonction des chances de succès qu'il accorde à chaque parti... En faisant la moyenne des pronostics, la banque fixe un prix, qui correspond au score estimé du parti. Les résultats sont réactualisés toutes les trente minutes et comparés à ceux de la veille à la même heure. Des graphiques montrent l'évolution des cotes sur une semaine et le volume des transactions.

A la différence des véritables enquêtes d'opinion, Wahlstreet ne collecte donc pas les intentions de vote, mais confronte simplement des prévisions. Pourtant, au-delà du jeu, les créateurs du site ont voulu mettre en place *« un instrument de prévision politique sérieux »*, et vont jusqu'à prétendre que leurs résultats seront plus exacts que ceux des sondages. Pour aider les joueurs dans leurs décisions d'achat et de vente, le site met à leur disposition de nombreuses informations et affiche les dernières déclarations des hommes politiques. Il propose également des liens avec les pages Web des différents partis et des médias publiant les derniers sondages.

Au 31 août, Wahlstreet donnait les chrétiens-démocrates perdants, avec un prix avoisinant les 36 dollars électoraux, contre 39 aux sociaux-démocrates. A la même date, un sondage Emnid/*Der Spiegel* donnait 38 % à la CDU/CSU et 41 % au SPD. Wahlstreet confirme donc les grandes tendances des enquêtes d'opinion, tout en réduisant les pourcentages des deux grands partis. En revanche, les Verts, le PDS et le FDP obtiennent un meilleur score sur Wahlstreet que dans les sondages. Les transactions seront closes le jour du scrutin à 16 heures. On saura peu après si *Die Zeit* et le *Tagespiegel* ont réussi leur pari.

Benoît Richard

SUR LA TOILE

TROUBLES DU LANGAGE
■ *L'association Coridys*, qui regroupe les chercheurs et les professionnels du traitement des troubles du langage oral et écrit chez l'enfant et l'adolescent, a ouvert un site Web d'information à l'usage des parents et des enseignants. On y trouve notamment des articles sur l'actualité de la recherche, de la documentation, des adresses utiles et une bibliographie.
www.coridys.asso.fr

CONFÉRENCE
■ La cinquième conférence Doors of Perceptions, consacrée à la culture Internet et au design multimédia, aura lieu à Amsterdam, du 26 au 28 novembre. Le programme est disponible sur le Web.
www.doorsofperception.com

MUSIQUE
■ Le festival de musique Bumbershoot 98 de Seattle (Etat de Washington), qui doit durer quatre jours et auquel participeront plus de 80 artistes dont Joan Baez, Burning Spear, Los Lobos, Jethro Tull et Morcheeba, sera diffusé en direct sur Internet à partir du vendredi 4 septembre à 22 heures (heure française).
www.liveconcerts.com

Le secret de la limule *par Alain Rollat*

BON, D'ACCORD, notre planète comptera neuf milliards d'êtres humains en l'an 2050. Mais combien restera-t-il de limules ? Olivier Minne a bien fait de suggérer la question, jeudi soir, sur France 2, dans le septième numéro de ses « Nouveaux Mondes » ? C'est peut-être même la seule interrogation qui vaille. Car si les limules existent depuis deux cent cinquante millions d'années, si elles ont survécu aux dinosaures et aux premiers hommes, cela signifie que ces fossiles vivants ont plein de choses à nous dire sur ce qui nous pend au nez dans l'avenir. Nulle espèce ne postule à l'éternité sans conséquence majeure pour les autres.

Or, depuis vingt-cinq ans, les limules figurent sur la liste des animaux en voie de disparition. Pourquoi ? Que s'est-il passé ? Quel cataclysme est-il intervenu dans les cieux, à la surface de notre Terre, ou dans ses profondeurs, qui puisse expliquer cette discontinuité ? Qu'avons-nous fait, nous qui sommes comptables des autres espèces, qui soit de nature à menacer ce chef-d'œuvre d'immortalité potentielle ? Si les biologistes de l'université américaine de Syracuse consacrent autant d'argent et de matière grise à cette énigme, et si leurs premiers travaux leur ont déjà valu un prix Nobel, c'est forcément parce que la limule détient un secret vital, de la plus haute importance pour la préservation de notre propre genre.

Les investigations scientifiques sont d'autant plus ardues que cet arthropode marin de la classe des mérostomes, qui promène sa carapace inoffensive sur les plages des Antilles à la pleine lune de juin, constitue un véritable rébus. Il a une queue de raie, mais ce n'est pas un poisson, il ressemble à une tortue, mais ce n'est pas un reptile, on l'appelle parfois « crabe des Moluques », mais ce n'est pas un crustacé. Selon le professeur Robert Barlow, qui est à la limule ce qu'était Pépé Cousteau au mérou, ce secret pourrait résider dans la singularité de son regard.

La limule possède un pouvoir de vision original, puisqu'elle dispose de quatre globes oculaires, deux gros et deux petits, de sorte qu'elle est le dernier des mérostomes à regarder l'humanité d'entre quat'z-yeux. D'où l'expérience en cours : le professeur Barlow a placé sur la tête de sa limule préférée une caméra microscopique pour essayer de déterminer si, vue sous cet angle quadruple, l'espèce humaine est plus belle à regarder en face.

Il se pourrait aussi que le secret de la limule se cache dans son sang bleu, mais cela, chut ! il ne faut pas le dire, car l'expert de TF 1 en dynasties fossilisées, Stéphane Bern, serait bien capable d'en faire une saga...

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

15.20 **Bellissima** ■■■ *Luchino Visconti* (Italie, 1952, N., v.o., 110 min). Ciné Classics
15.40 **Tom et Viv** ■■ Brian Gilbert (EU - GB, 1994, 125 min). Ciné Cinémas
20.30 **Bed of Roses** ■■ Gregory LaCava (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 75 min). Ciné Classics
21.10 **Le Chant du Missouri** ■■ Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1944, v.o., 105 min). Cinétoile
22.30 ▶ **Mars Attacks !** ■■ *Tim Burton* (Etats-Unis, 1996, 104 min). Canal +
22.55 **Chaînes conjugales** ■■ Joseph L. Mankiewicz (EU, 1949, N., v.o., 105 min). Ciné Classics
22.55 **Mon homme Godfrey** ■■ Gregory La Cava (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 90 min). Cinétoile
23.55 ▶ **La Tête contre les murs** ■■ *Georges Franju* (France, 1959, N., 95 min). Arte
0.40 **L'Equipage** ■■ Anatole Litvak (France, 1935, N., 100 min). Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs.** Invités : Amélie Nothomb, Elvis Costello. Canal +
19.00 **Les Dossiers de l'Histoire.** Familles macabres. Histoire
19.10 **Le rendez-vous de Ruth Elkrief.** Emmanuelle Béart et Sandrine Bonnaire. LCI
20.05 **Dossiers justice.** L'affaire Brosky : *la mort d'un black.* TSR
20.55 **Thalassa.** Des indiens sous la mer. France 3
21.00 **De l'actualité à l'Histoire.** *La presse et l'Europe. La crise du Kosovo. Invités : Christine Ockrent,* Marie-Françoise Allain, Murat Bejta. Histoire
22.00 **Faut pas rêver.** Mexique : L'homme qui peint les miracles. Ile de la Réunion : Le facteur de Mafate. Russie : *Le village des étoiles.* France 3
23.15 **Sans aucun doute.** Les scandales et les arnaques de l'été 1998. Invité : Laurent Gerra. TF 1
22.20 **Voyage au cœur du règne animal.** Le cousin de Moby Dick. Odyssée
22.25 **Grand format.** L'Est sauvage, l'art de survivre dans les Carpates. Arte
22.30 **Deux enfants terribles.** Yuri Bashmet. Ivo Pogorelich. Mezzo
23.00 **Cent ans de vie sociale à Paris au XIXe siècle.** Histoire
23.00 **A Tale of Tanglewood.** Peters Grimes Reborn. Muzzik
23.05 **Paquebots de légendes.** [1/4]. Premières traversées. Odyssée
23.15 **Des hommes libres.** France 3
23.20 **Nashville Tennessee.** Canal Jimmy
23.35 **Pierre Boulez, Eclat.** Planète
0.05 **La Naissance du cerveau.** Odyssée

DOCUMENTAIRES

19.25 **Immigrés d'Europe.** Le voyage sans fin. Arte
20.35 **Israël 1948-1998.** [1/6]. Cinquante ans de conflit. Planète
20.40 **William Forsythe, danseur et chorégraphe.** Just Dancing Around. Mezzo
20.45 **Joseph Mustacchi, dit Georges Moustaki.** Odyssée
21.30 **Dans l'atelier de Robert Combas.** Planète
21.40 **Nemadi.** Odyssée
22.00 **Un travail, des travaux.** Cent ans d'images. Histoire
22.10 **Cu-Chi, les tunnels de la résistance vietcong.** Planète

DANSE

20.30 **William Forsythe, danseur et chorégraphe.** *Solo.* Chorégraphie. William Forsythe. Musique. Thomas Willems. *From a Classical Position.* Chorégraphie. Dana Caspersen et William Forsythe. Musique. Thomas Willems et J.-S. Bach. *Blue Yellow.* Chorégraphie. Jonathan Burrows. Musique. Kevin Volans. Mezzo

MUSIQUE

21.00 **Hommage à Charlie Parker.** A la Grande Halle de la Villette à Paris 89. Avec Ernie Andrews, Terence Blanchard, Benny Carter, Al Grey, Jimmy Heath, Carmel Jones, Mel Lewis, Jay McShann, etc. Muzzik
22.00 **Hommage à Charlie Parker.** A la Grande Halle de la Villette à Paris 89. Avec Stan Getz, saxophone ténor ; *Dizzy Gillespie, trompette* ; Percy Heath, contrebasse ; Milt Jackson, vibraphone ; Hank Jones, piano ; Max Roach, batterie ; Jackie McLean, saxophone alto ; Phil Wood, saxophone alto. Muzzik
0.00 **Gustav Mahler.** *Symphonie n° 2 Résurrection.* Interprétée par les musiciens et les Chœurs de l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov. Avec Edith Wiens, soprano ; Anne Gjevang, mezzo-soprano. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.25 **Invasion.** Armand Mastroianni [1/2]. RTBF 1
20.35 **Pas une seconde à perdre.** *Jean-Claude Sussfeld.* TMC
20.40 **Plan d'attaque.** Fred Walton. RTL 9
20.45 **Le Scorpion.** Dominik Graf. Arte
20.50 **Une ombre dans la nuit.** Kevin Connor. M 6
23.10 **Le Clan des Ryan.** John Woods. Festival

SÉRIES

19.00 **Sliders, les mondes parallèles.** Un monde endetté. M 6
19.20 **Mission impossible.** Opération Rogosh. Série Club
19.20 **Equalizer.** La grande ville. 13ème Rue
20.45 **Buck Rogers.** Le surdoué. 13ème Rue
20.55 **Nestor Burma.** En garde, Burma ! France 2
21.00 **Chérie, j'ai rétréci les gosses.** Disney Channel
21.30 **Galactica.** La patrouille lointaine. 13ème Rue
22.25 **Dream On.** Le choix de l'abonné n° 6 (v.o.). Canal Jimmy
22.55 **Seinfeld.** Rasage au beurre (v.o.). Canal Jimmy
23.25 **Buffy contre les vampires.** Portée disparue. M 6
23.50 **New York Undercover.** Les fils à papa. Nina. 13ème Rue
0.20 **Friends.** The One with Ross's Wedding (v.o.). Canal Jimmy
1.05 **Star Trek, la nouvelle génération.** Le prix d'une vie (v.o.). Canal Jimmy
1.55 **Profit.** Healing (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **22.30 *Canal +***
Mars Attacks !
Réalisée par Tim Burton en 1997, une *joyeuse parodie des films de* science-fiction hollywoodiens des années 50, farce semée de gags irrésistibles et volontairement excessifs. Et aussi satire genre théâtre de Guignol. Très drôle. – *J. S.*

● **23.15 France 3**
Des hommes libres
Dans les années 60, quand il en était encore temps, Roger Stéphane, *homme de lettres et de télévision*, avait recueilli les témoignages de soixante-douze *« Français libres »* qui avaient été parmi les premiers à répondre à l'appel à *la* résistance, *en juin 1940.* Après la mort de Roger Stéphane, en 1994, Daniel Rondeau a repris ce monumental document qui n'avait jamais été diffusé et le fut enfin en juin 1998. France 3 a la bonne idée d'offrir à nouveau cette leçon d'histoire et de courage. Les quatre *heures ne se comptent pas*, tant ses hommes sont drôles, émouvants et vivants. Ils ne se prennent pas pour *des héros.* Ils avouent qu'ils n'étaient pas sûrs d'avoir raison quand la majorité de leurs compatriotes se résignait à la défaite. Ils sont vraiment libres. – *E. C.*

● **23.55 Arte**
La Tête contre les murs
Un adolescent est en conflit avec son père. Celui-ci le fait arbitrairement interner dans un hôpital psychiatrique où exercent deux médecins aux méthodes opposées. Premier long métrage de Franju, réalisé en 1958 d'après un roman d'Hervé Bazin. Un cri de souffrance et de révolte, un réalisme fantastique. L'univers des malades mentaux révèle l'aliénation du monde normal. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 *Le Bigdil.*
19.55 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo, *Trafic infos.*
20.55 Les Années Tubes.
23.15 Sans aucun doute. Les scandales et les arnaques de l'été.
1.05 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.00 *Hartley, cœurs à vif.*
18.50 Friends.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Nestor Burma. En garde, Burma !
22.40 La Pieuvre. [6/6] Enquête sur la mort du commissaire Cattani.
0.05 Au nom du sport.
0.10 Journal, *Météo.*
0.25 Le Juge de la nuit.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.55 *Le 19-20 de l'information.*
20.00 Météo.
20.05 *Le Kadox.*
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Thalassa. Des indiens sous la mer.
22.00 Faut pas rêver.
22.55 Météo, Soir 3.
23.15 Des hommes libres.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 *L'Ile du docteur Moreau* ■ Film. John Frankenheimer.
22.30 ▶ *Mars Attacks !* ■■ Film. Tim Burton.
0.15 *L'Atlantide.* Film. Edgar G. Ulmer.

ARTE

19.00 Tracks.
19.25 *Immigrés d'Europe.* Le voyage sans fin.
20.00 *Brut.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Le Scorpion. Téléfilm. Dominik Graf.
22.25 Grand format. L'Est sauvage : l'art de survivre dans les Carpates.
23.55 ▶ La Tête contre les murs ■■ Film. Georges Franju.
1.30 Le Dessous des cartes. Entretien sur l'Iran avec Olivier Roy [3/3].
1.40 L'Aventure humaine. Vision Man.

M 6

19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Joyeuse pagaille.
20.35 La *Météo des plages.*
20.40 Décrochage info, Politiquement rock.
20.50 Une ombre dans la nuit. *Téléfilm. Kevin Connor.*
22.30 Au-delà du réel, l'aventure continue.
23.25 Buffy contre les vampires.
0.20 Graines de star tour.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 12e rencontres *des écrivains francophones.* Que reste-t-il de mai 68 ?
21.00 La Radio à l'œuvre. Empreinte.
22.40 Nocturnes. La mort.
0.05 *Du jour au lendemain.*

FRANCE-MUSIQUE

20.00 *Concert.* Schubertiades 1998. Donné en direct de Feldkirch, Robert Holl, baryton-basse, Rudolf Jansen, piano : œuvres de Schubert.
22.00 Concert. Donné le 13 février, par le Trio Wanderer : *Trio Hob XV n° 29*, de Haydn ; *Trio pour piano et cordes op. 3*, de Chausson.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. *Watteau et la musique.* Œuvres de Poulenc, Fauré, Debussy, Couperin, Rameau, Vivaldi, Sanz, Lambert, Leclair, Marais, Campra, Chabrier, Debussy.
23.00 Les Soirées... (suite). *Billy Budd*, opéra de Britten, par le Chœur de Garçons de Manchester, les Northern Voices, les Voix d'hommes *du Hallé Choir et le Hallé Orchestra*, dir. Nagano, Hampson (Billy Bud), Johnson (Capitaine Vere).

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

FILMS DU JOUR

15.05 **Non coupable** ■■ Henri Decoin (France, 1947, N., 95 min). Cinétoile
15.25 **Chaînes conjugales** ■■ Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1949, N., 105 min). Ciné Classics
17.10 **Bed of Roses** ■■ Gregory LaCava (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 70 min). Ciné Classics
17.50 **Rue de l'Estrapade** ■■ *Jacques Becker* (France, 1952, N., 100 min). Cinétoile
23.00 **Bellissima** ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1952, *N., v.o., 115 min*). Ciné Classics
23.05 **Les Barbouzes** ■■ Georges Lautner (France, 1964, N., 105 min). Cinétoile
23.35 **La Lumière des étoiles mortes** ■■ Charles Matton (France, 1993, *110 min*). Ciné Cinémas
0.50 **La Taverne de l'Irlandais** ■■ *J. Ford (EU, 1963, 105 min).* Cinétoile
4.20 **La Pluie sur la montagne** ■■ King Hu (Hongkong, 1978, v.o., 120 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 **Le Monde des idées.** LCI
0.30 ▶ **Pierre Mendès-France.** Invités : Stéphane Hessel, François Stasse, Guy Carcassonne, Jean-Paul Fitoussi. Histoire

MAGAZINES

13.45 **Savoir plus santé.** Lève-toi et marche. Invité : Olivier Dizien. France 2
14.30 **Le Magazine de l'Histoire.** L'enfance. *Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau,* Yves Congar ; Didier Lett, Dominique Julia, *Dominique* Missika. Histoire
15.35 **Strip-tease.** Madame est saisie. *L'amour capote. Laplasse, côté noir.* Laplasse, côté blanc. RTBF 1
16.30 **Les Dossiers de l'Histoire.** Familles macabres. Histoire
18.05 **A bout portant.** Johnny Hallyday. Paris Première
19.30 **Histoire parallèle.** Semaine du 5 septembre 1948. *Ces souverains qui abdiquent.* Invité : Maurice Vaïsse. Arte
20.00 **Thalassa.** *Un été à la mer,* Thalassa jette l'ancre à Etretat, *sur la Côte d'Albâtre.* TV 5
20.45 **Le Magazine de l'Histoire.** *Spéciale rentrée des classes.* Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Dœuff, Jean-Noël Luc, Xavier Raufer. Histoire
21.00 **Le Club.** Maurice Bernart. Ciné Classics
21.40 **Metropolis.** Les oiseaux du Zimbabwe. Le nouveau théâtre en Angleterre et en Allemagne. Arte
22.55 **T'as pas une idée ?** Chantal Thomass. Canal Jimmy
23.10 **Paris modes.** Mark Jacobs. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.35 **Rendez-vous avec Johnny Hallyday.** Paris Première
18.05 **L'Egypte.** [5/5]. Post mortem. La Cinquième
18.30 **Cent ans de vie sociale à Paris au XIXe siècle.** Histoire
18.40 **Bullerö.** L'île de Linnea. Planète
19.00 **Joseph Mustacchi, dit Georges Moustaki.** Odyssée
19.45 **Les Secrets des fonds des mers.** [1/5]. Le royaume des baleines. Planète
19.55 **Des animaux et des hommes.** Par amour des cygnes. Odyssée
20.25 **Civilisations englouties.** [2/3]. Les colonnes de l'histoire. Odyssée
20.35 **Amboseli : un parc en péril.** TMC
20.35 **Eux.** Planète
20.45 **L'Aventure humaine.** Les Deux Fils du chaman. Arte
20.55 **Un été dans la cerisaie.** Odyssée
21.00 **L'Homme et sa *musique.*** Erik Satie. Muzzik
21.30 **La *Quête* du futur.** Qu'est-ce que le futur ? Planète
21.30 **Anciennes civilisations : l'Empire ottoman.** TMC
21.55 **Nature en danger.** Quelles espèces sauver ? Planète
21.55 **Paquebots de légendes.** [1/4]. Premières traversées. Odyssée
22.00 **Gestes d'artisans.** [1/2]. Le bois. Histoire
22.05 **L'Amérique des années 50.** [1/7]. *Entre craintes et rêves.* Canal Jimmy
22.15 **Chaplin.** Charlot est né. Ciné Classics
22.30 ▶ **Quand j'étais petit, j'savais pas lire.** France 3
22.45 **Israël 1948-1998.** [1/6]. Cinquante ans de conflit. Planète
22.45 **Il était une fois à Hollywood.** *Les gangsters.* Ciné Cinémas
22.50 **Vietnam : revivre.** [5/5]. *Le dragon blessé.* Odyssée
23.00 ▶ **Pierre Mendès-France.** Histoire
23.30 **Music Planet.** O Fado, une nostalgie atlantique. Arte
23.40 **Dans l'atelier de Robert Combas.** Planète
23.45 **Alvar Aalto.** Odyssée
0.20 **Cu-Chi, les tunnels de la résistance vietcong.** Planète

SPORTS EN DIRECT

13.00 **Motocyclisme.** Grand Prix de Saint-Marin. Essais des 125cc et 500cc. Eurosport
14.00 **Rugby.** Championnat de France. Stade de France - Castres. Canal +
15.00 **Athlétisme.** Grand Prix IAAF. Eurosport
16.00 **Athlétisme.** Grand Prix IAAF. France 2
20.30 **Football.** Euro 2000. Islande - France. A Reykjavik. TF 1
23.00 **Golf.** PGA Tour. Greater Milwaukee. AB Sport
1.50 **Tennis.** US Open. 3e tour. A Flushing Meadow. Canal +

MUSIQUE

18.00 **Jazz à Antibes 90.** Muzzik
18.30 **Concert *européen* au Théâtre Maryinski 96.** Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo
19.55 **Ashkenazy dirige Tchaïkovski.** *La Symphonie n° 5.* Par *le Philharmonia Orchestra.* Muzzik
20.30 **Henry Purcell.** *Didon et Enée. Mise en scène. Peter Maniura.* Par le Collegium Musicum 90, dir. Richard Hickox. Mezzo
22.05 **Peter Grimes.** De Britten. *Mise en scène. Elijah Moshinski.* Par l'Orchestre et les Chœurs du Royal Opera House de Covent Garden, dir. Colin Davis. Muzzik
22.15 **Skunk Anansie et Grant Lee Buffalo.** Paris Première
0.05 **Ute Lemper.** Paris Première
0.45 **La Grande Parade du jazz 79.** Muzzik

THÉÂTRE

0.00 **Un chapeau de paille d'Italie.** *D'Eugène Labiche. Mise en scène.* Georges Lavaudant. France 3

TÉLÉFILMS

20.30 **Sur les ailes des aigles.** A. V. McLaglen [1/2]. Ciné Cinémas
20.45 **Un amour de cousine.** *Pierre Joassin.* RTBF 1
20.55 **Le Désert de feu.** *Enzo G. Castellari* [1 et 2/2]. Téva
21.50 **Le Piège birman.** *Michael Carson.* Canal +
22.25 **Les Misérables.** *Robert Hossein* [1/2]. TMC
0.25 **Le Manuscrit.** *Alexandre Mouratov.* Arte

SÉRIES

17.30 **Equalizer.** *Le médiateur.* 13ème Rue
19.00 **French & Saunders Go to the Movies.** (v.o.). Arte
19.15 **Highlander.** La croix de Saint-Antoine. Série Club
19.55 **L'Exilé.** 13ème Rue
20.30 **Rocambole.** [5/6]. Festival
22.30 **Orages d'été.** [2/7]. TV 5
20.35 ▶ **McCallum.** Episode pilote : Les Clés de mon cœur. Canal +
20.50 **FX, effets spéciaux.** Le bouc émissaire. M 6
21.45 **The Sentinel.** Prométhée. M 6
22.35 **Stargate.** *Les réfugiés.* Portés disparus. TSR
22.40 **Danger imminent.** [4/4]. Arte
22.40 **Players, les maîtres du jeu.** Liberté conditionnelle. M 6
23.55 **Star Trek, la nouvelle génération.** Le prix d'une vie. Canal Jimmy
0.00 **American Gothic.** Résurrection. 13ème Rue
0.40 **Millennium.** Angel. France 2

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la *radio et* – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **13.00 France 3**
Couleur village
A l'occasion de la Journée nationale des villages, les treize antennes régionales de France 3 se fédèrent pour réaliser une émission de six heures : une première dans l'histoire de la télévision régionale. En duplex avec les douze autres télévisions locales, Marie-Laure Augry, qui *anime quotidiennement « Un* jour en France », et Christophe Chastanet, présentateur de *France 3 Limousin Poitou-Charentes*, présentent un florilège de plus de quarante émissions pro*duites en région sous forme d'ex*traits organisés autour de dix thèmes. C'est à partir du merveilleux village de Coulonges-la-Rouge (Corrèze) que nous est montrée l'extraordinaire variété des programmes régionaux, mais aussi les diverses initiatives mises en œuvre pour assurer la survie de certaines petites communes. Comme le disait Charles Ceyrac, le fondateur de l'association SOS Villages, il ne faut plus aujourd'hui parler des *« villages de France »*, mais de la *« France des villages »* ; des villages dynamiques qui refusent de vivre repliés sur les seules activités traditionnelles. – *J.-J. Ba.*

● **22.05 Canal Jimmy**
L'Amérique des années 50
Le « rêve américain » ne date pas de l'après-deuxième guerre mondiale, mais c'est à cette époque qu'il a connu une expansion sans précédent, avec un boom économique accompagné du baby-boom. Premier de sept épisodes, *Entre craintes et rêves* montre tous les aspects de cette relance. Du Pentagone à Hollywood, de Wall Street aux usines *de Detroit, des agences de publicité* aux banlieues-champignons, tout concourt à la croissance et au développement de ce qui deviendra rapidement, pour le monde entier, le « modèle américain ». On découvrira ainsi un personnage emblématique : Bill Levitt, devenu le plus *grand constructeur immobilier de* la planète en utilisant les méthodes industrielles qu'il avait mises au *point au service de l'armée.* Les Etats-Unis des années 50 touchent les dividendes de leur formidable effort de *guerre de la décennie* précédente. Ce documentaire très complet et autocritique – réalisé par des Américains – ne manque pas de souligner les excès de l'anticommunisme et de la course aux armements. Il fait comprendre que les Etats-Unis d'aujourd'hui sont nés dans ces années 50, et pourquoi mondialisation rime avec américanisation. – *E. C.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Le Facteur de Cirolata.
13.50 MacGyver.
14.50 Alerte à Malibu.
15.40 *Flipper.*
16.40 Dingue de toi.
17.10 Hercule.
18.00 Sous le soleil.
19.05 Melrose Place.
20.00 Journal, Le Résultat des courses.
20.28 Météo.
20.30 Football. Islande - France.
22.40 Hollywood Night. Echec au complot. Téléfilm. Jerry Jameson.
0.20 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.35 L'Esprit d'un jardin.
13.40 Consomag.
13.45 Savoir plus santé.
14.40 La Vie privée des plantes. Les plantes de l'extrême.
15.35 Samedi sport. 15.40 Tiercé ; 16.00 Athlétisme ; 17.35 Cyclisme.
18.50 1000 enfants vers l'an 2000.
18.55 52min juste pour rire.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Fort Boyard.
22.50 Football. Russie - Ukraine.
0.25 Journal, Météo.
0.40 Millennium. Angel.
1.25 Les Nouveaux Mondes.

FRANCE 3

13.00 et 16.00 Couleur village.
15.05 Aux p'tits bonheurs la France. Les Tribulations d'un amateur de vins.
18.13 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Mister Fowler.
20.40 Tout le sport.
20.55 Le Mas Théotime. Téléfilm. *Philomène Esposito.*
22.30 ▶ Quand j'étais petit, *j'savais pas lire.*
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 *Journal des spectacles.*
0.00 Un chapeau de paille d'Italie. *Pièce de théâtre. Eugène Labiche.*

CANAL +

▶ *En clair jusqu'à 14.00*
13.30 C'est ouvert le samedi.
14.00 Rugby. Stade de France - Castres.
16.05 Tennis.
16.45 Maguinnis, flic ou voyou : Rien ne va plus. Téléfilm. Steve Jodrell.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.20 Décode pas Bunny.
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. +.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 ▶ McCallum. Episode pilote.
21.50 Le Piège birman. Téléfilm. Michael Carson.
23.25 Supplément détachable.
0.00 *Le Journal du hard.*
0.10 Norme française. Court métrage. Jacques Audiard.
0.15 Sex Dreamers. Film classé X. John B. Root.
1.50 Tennis. US Open.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 L'Argent. *Téléfilm. Jacques Rouffio* [3/3].
15.05 Le Journal de la santé.
15.35 La Magie du climat. Les armes du climat.
16.00 Sur les chemins du monde.
16.05 Destination Asie. La Birmanie.
16.35 Le Grand Smoky.
17.40 Lieux mythiques. Le secret des Mayas.
18.00 Aires de fête.
18.05 L'Egypte. 5/5. Post mortem.
19.00 French & Saunders Go to the Movies. [2/9] (v.o.).
19.30 *Histoire parallèle.*
20.15 Le Dessous des cartes. *Norvège : le bonheur loin de Bruxelles.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 *L'Aventure humaine.* Les Deux Fils du chaman.
21.40 *Metropolis.*
22.40 Danger imminent. [4/4].
23.30 Music Planet. O Fado, une nostalgie atlantique.
0.25 Histoires russes : Le Manuscrit. Téléfilm. Alexandre Mouratov.
1.20 *Une taupe dans le camping.* Téléfilm. Jürgen Bretzinger.

M 6

13.15 Code Quantum.
14.15 Drôle de chance.
15.05 Les McKenna.
16.00 Les Piégeurs.
16.15 Le Magicien.
17.10 Amicalement vôtre.
18.10 Mission impossible, 20 ans après.
19.05 Turbo, *Warning.*
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 *Plus vite que la musique.*
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6. Le Festival de Deauville.
20.49 La Trilogie du samedi. *20.50 FX, effets spéciaux.* Le bouc émissaire. 21.45 The Sentinel. Prométhée. 22.40 Players, les maîtres du jeu. Liberté conditionnelle.
23.35 Folle d'amour. Téléfilm. Andy Tennant.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Nouveau répertoire dramatique. *Le Fils des cendres*, de Daniel Besnehard ; 22.00, *Max et Gilberte*, de Serge Kribus.
22.35 Opus. Bruno Monsaingeon ou comment filmer la musique.
0.05 *Le Gai Savoir.* Christian Jambet, philosophe.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Donné en direct *par l'Orchestre philharmonique* de Radio-France, dir. Jukka-Pekka Saraste : *Métaboles*, de Dutilleux ; *Symphonie n° 6 Pathétique*, de Tchaïkovski.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Berlioz, *Donizetti, Saint-Saëns.*
20.00 Brahms et la musique populaire. *Œuvres de Brahms, Strauss fils,* Bruch, Dvorak.
22.00 Da Capo. *Le Quartetto Italiano* et Guido Cantelli. *La Pie Voleuse, ouverture, de Rossini* ; *Quatuor n° 2*, de Cambini ; *Symphonie n° 29*, de Mozart ; *Pièces pour quatuor, de Stravinsky* ; *Quatuor n° 2*, de Schubert ; *Symphonie en ré mineur*, de Franck.

هكذا من الاصل

Le Monde
SAMEDI 5 SEPTEMBRE 1998

Chevet commun

par Pierre Georges

NOUS SOMMES tous des opérés. Tous les victimes possibles d'un accident médical. Tous donc dans cette stupeur inquiète devant l'intervention annoncée bénigne qui tourne mal et dans cette solidarité émue avec Jean-Pierre Chevènement, victime de ce qu'il est convenu d'appeler une grave complication opératoire.

Nous savons tous que cela peut arriver, qu'il n'est jamais d'anesthésie générale sans risque. Mais nous le savons le plus souvent, sauf à avoir connu un cas, dans une approche statistique et un peu déshumanisée. Combien d'accidents de ce type ? 1 sur 3000, sur 10 000, sur 20 000 ? Nous voulons connaître les chiffres et les oublier aussi vite, dans la nécessité d'affronter ce risque-là à moindre angoisse.

Et puis un jour, l'accident arrive. Comme d'autres jours. A cette différence, qu'il frappe une personnalité. L'accident opératoire sort alors de la statistique. Il y prend une réalité humaine et un retentissement national. Ainsi donc, cela peut arriver à un ministre, à Jean-Pierre Chevènement ? A un opéré que l'on veut tous croire entouré des plus sérieux spécialistes et des plus larges garanties ? Un peu comme si, dans notre imaginaire, existaient des salles d'opérations pour VIP, avec garanties supplémentaires de bonne fin, et des interventions de première classe risque zéro ! Tous les hôpitaux ne se valent pas, on l'a lu récemment. Mais tous les opérés, à conditions égales d'opération, courent le même risque, ministre ou citoyen. Il y aurait beaucoup de naïveté à l'écrire, n'était cette conviction que, bien malgré lui, Jean-Pierre Chevènement a fait la pédagogie du risque opératoire.

Cela existe donc vraiment et personne n'est à l'abri. Depuis mercredi, chacun lit et entend les commentaires les plus autorisés sur les possibles accidents anesthésiques. Chacun apprend ou découvre, en cours accéléré, les réactions possibles aux produits anesthésiants, au curare dont on ignorait même qu'il fut utilisé, les possibilités de choc allergique. Chacun se penche sur les récits de réanimation, sur les chances de récupération. Chacun vient au chevet de Jean-Pierre Chevènement avec l'obscure conviction que ce chevet aurait pu être sien.

L'information médicale se fait. Plus ou moins bien, mais elle se fait. L'information tout court a eu beaucoup plus de mal à se faire. Il a fallu plus de vingt-quatre heures pour que l'on sache, près de trente pour que l'on dise que le ministre de l'Intérieur avait eu cet accident opératoire et était dans le coma. C'est beaucoup. Ce fut trop même, comme un bien vain secret d'Etat.

Bien évidemment, il n'est pas question de polémiquer sur le sujet. La vraie préoccupation, la seule, est l'évolution de l'état de santé de Jean-Pierre Chevènement que l'on espère heureuse. Simplement, comme toujours, ce secret médical, peut-être imposé à la demande des proches, ne pouvait résister au temps. L'accident s'est produit mercredi matin. Les interrogations ont commencé mercredi soir. Et les rumeurs les plus folles, mort, prélèvement d'organes ont circulé jeudi midi quand les premières et partielles informations officielles ont filtré. Il eût été plus simple de dire les choses, dans cette autre pédagogie, celle de la vérité, chère à Jean-Pierre Chevènement.

Omar Raddad a été libéré

L'ANCIEN JARDINIER marocain Omar Raddad a été libéré, vendredi 4 septembre, au matin, de la centrale de Muret (Haute-Garonne), où il purgeait une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle pour le meurtre de Ghislaine Marchal. *« Je suis heureux d'être enfin libre mais mon combat pour prouver mon innocence n'est pas terminé »*, a-t-il déclaré à sa sortie de prison, accompagné par son avocat, Jacques Vergès. Omar Raddad a franchi à 8 h 05 la grille du centre pénitentiaire. A l'extérieur, une foule de journalistes et quelques amis l'attendaient. L'un de ces derniers tenait une pancarte affirmant : *« Non, Omar n'a pas tué. »*
Omar Raddad a bénéficié, en mai 1996, d'une grâce présidentielle partielle qui a réduit de quatre ans et huit mois sa condamnation. En avril 1977, à mi-peine, il a déposé une demande de libération conditionnelle. Refusée par deux fois, elle lui a été accordée cette semaine par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, après qu'il eut présenté une offre d'emploi dans une usine marseillaise (*Le Monde* du 3 septembre).

■ **LICENCIEMENTS : Unilever ne reconstruira pas son usine de** crèmes glacées nantaise, détruite par un incendie le 9 juin. Exploitée par sa filiale Seges sous la marque Frigécrème, elle emploie 247 salariés à plein temps et 135 saisonniers. Le transfert de la production de Nantes sur les usines Motta d'Argentan et Miko de Saint-Dizier améliore de 4,7 millions de francs le résultat de Seges, qui, en 1997, a réalisé 330 millions de francs de chiffre d'affaires et dégagé un résultat de 5,3 millions. Unilever propose 156 postes dans ses filiales aux salariés de Frigécrème et s'engage à aider la réindustrialisation du site. Le parquet de Nantes a demandé l'ouverture d'une enquête sur l'incendie, confiée à la police judiciaire. – *(Corresp.)*

Tirage du *Monde* daté vendredi 4 septembre : 531 346 exemplaires 1 -

Les autorités canadiennes recherchent les boîtes noires du MD-11 qui s'est abîmé près d'Halifax

Aucun des 215 passagers et des 14 membres de l'équipage n'a survécu

LA COMPAGNIE aéronautique Swissair a annoncé, jeudi 3 septembre, que cent trente-six Américains et trente Français figuraient au nombre des victimes de l'accident de son MD-11, qui s'est abîmé, mercredi soir, au large de la Nouvelle-Ecosse. Aucun des deux cent quinze passagers et des quatorze membres de l'équipage n'a survécu.

Vingt-huit Suisses, six Britanniques, trois Allemands, trois Italiens, deux Grecs et un Saoudien, un Yougoslave, un Afghan, un Iranien, un Espagnol, un Russe et un ressortissant de Saint-Kitts (île britannique des Petites Antilles) étaient également à bord.

Le professeur américain Jonathan Mann, directeur-fondateur du Programme contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et chef du programme de recherche contre le sida de l'Université Harvard, et son épouse, figurent parmi les victimes *(lire page 10)*. Au total, une dizaine de fonctionnaires des Nations unies et de ses différentes agences, qui utilisent régulièrement ce vol entre New York et Genève – surnommé la *« navette de l'ONU »* dans les milieux diplomatiques – étaient à bord de l'avion accidenté.

L'avion s'est abîmé à environ 10 kilomètres au sud de la station touristique de Peggy's Cove, dans la province canadienne de Nouvelle-Ecosse. Les causes de l'accident n'ont pas encore été déterminées et rien ne laisse penser dans l'immédiat à un attentat. Selon Swissair, les pilotes étaient expérimentés. Le capitaine Urs Zimmermann, cinquante ans, et le copilote Stephan Loew, trente-six ans, tous deux instructeurs à Swissair, ont fait part de difficultés au centre de contrôle aérien de Moncton (Nouveau-Brunswick), après leur décollage.

AVANT L'OURAGAN DANIELLE

D'après les éléments établis à la suite de l'écoute des échanges avec le centre de contrôle, le pilote, constatant la présence de fumée dans le cockpit, aurait décidé de retourner vers Boston, alors qu'il avait déjà largement dépassé cette zone. Le contrôle aérien de Moncton lui aurait alors fait savoir qu'il était plus près de l'aéroport d'Halifax (Nouvelle-Ecosse), au Nord-Est. Le pilote aurait accepté de suivre le conseil des contrôleurs et aurait infléchi sa route vers Halifax, en commençant, semble-t-il, à larguer du carburant.

La tour de contrôle de cet aéroport a ensuite perdu contact avec l'avion, qui s'est abîmé en mer *« avant d'avoir pu commencer son approche, à seulement sept à dix minutes de l'aéroport d'Halifax »*, a précisé la compagnie. Selon un responsable suisse, le MD-11, entré en service en août 1991, était *« en parfait état de fonctionnement et toutes les opérations d'entretien et de vérification avaient été effectuées »* conformément aux règles de la compagnie. Le directeur de Swissair, Jeffrey Katz, et une équipe d'experts suisses sont arrivés, jeudi, au Canada pour assister les enquêteurs. Boeing a également envoyé des spécialistes.

Une douzaine d'avions militaires, deux navires de guerre et plusieurs dizaines de vedettes des garde-côtes et de bâtiments divers se sont déployés sur le point d'impact. Les équipes de recherches au Canada ont commencé leur travail pour retrouver les « boîtes noires » de l'appareil, mais la zone est jonchée de débris et de traces de kérosène, et les opérations sont perturbées par des creux de près de 3 mètres et par un temps rendu de plus en plus mauvais à l'approche de l'ouragan Danielle, dont l'arrivée sur les côtes canadiennes est imminente.

Le dernier incident impliquant un appareil de la Swissair remontait à octobre 1979. Un DC-8 transportant cent quarante-deux passagers avait percuté une clôture électrique lors de son atterrissage sur l'aéroport d'Athènes. Quatorze personnes avaient été tuées. – *(AFP, Reuters.)*

L'Union HLM ne parvient pas à élire son nouveau président

LE MOUVEMENT HLM est en crise. Alors que son congrès annuel doit se tenir la semaine prochaine à Marseille, l'élection du président de son Union nationale, censée représenter quelque huit cents organismes, a fait long feu, jeudi 3 septembre. Malgré trois heures de débats et cinq tours de scrutin, les trente membres du comité directeur de l'Union n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'un des trois candidats à la succession de Roger Quillot, décédé en juillet.

Deux anciens ministres socialistes, tous deux anciens ministres du logement, étaient en compétition – Michel Delebarre, maire de Dunkerque et président de la région Nord-Pas-de-Calais depuis mars, et Marie-Noëlle Lienemann, maire d'Athis-Mons. Face à ces deux candidatures politiques, Jacques Berké, actuel président de la Fédération des sociétés anonymes des HLM, proposait une alternative interne, *« professionnelle »*.

APPEL À CANDIDATURES

Aucun des trois candidats n'a obtenu la majorité exigée par les statuts et aucun n'a jugé souhaitable de se retirer du jeu. Surtout pas Marie-Noëlle Lienemann, la moins bien placée à chacun des cinq tours. *« Il faut aller au bout de la discussion entamée sur la mutation inévitable du mouvement HLM »*, déclarait-elle jeudi soir. Et comme Michel Delebarre, arrivé en tête à chacun des tours, Mme Lienemann se refusait à voir, dans cette élection manquée, le signe d'une crise. *« Je pense*, déclarait-elle, *que c'est, au contraire, la marque d'une vitalité démocratique nouvelle dans le mouvement. »*

Ce qui paraît surtout vivace, au sein d'une Union de plus en plus coupée de sa base, ce sont les luttes de tendances et de pouvoir entre les représentants des différentes « familles » du logement social. Pour preuve, la façon dont la petite fédération des coopératives HLM, présidée par un autre socialiste, le député Jean-Louis Dumont, maire de Verdun, a organisé et soutenu la candidature de Marie-Noëlle Lienemann.

Michel Delebarre, intronisé il y a quelques mois par Roger Quillot, se présentait, lui, comme *« le candidat du rassemblement »*. Mais il n'a pas « ratissé » au-delà des représentants des offices – autrement dit, des élus – et de leurs associations régionales. Enfin, le candidat interne, Jacques Berké, qui défendait une logique plus économique et qui souhaite que les sociétés anonymes s'ouvrent à la promotion immobilière « banalisée », n'a guère glané de voix hors de sa propre « famille ».

Le blocage est donc bien réel et l'élection est reportée à plusieurs mois, un nouvel appel à candidatures devant être lancé. Cette situation va peser lourd sur le congrès où les administrateurs d'offices sont invités à discuter de *« l'adaptation de l'offre de logements »*.

Cette crise intervient, en outre, dans un climat de morosité générale. Malgré la baisse du taux du Livret A, décidée en juin, qui allège sensiblement la dette des organismes, malgré la baisse de la TVA sur les travaux de réhabilitation et un budget globalement favorable en 1998, la construction de logements sociaux stagne. L'effort réel de diversification des produits financiers proposés par le gouvernement aux organismes (PLA à loyers minorés, PLA d'insertion) donne, pour l'instant, des résultats décevants. Les 80 000 prêts locatifs aidés inscrits au budget en 1998 ne devraient être consommés qu'aux deux tiers.

Christine Garin